Georges Duby

Le dimanche de Bouvines



folio histoire

Georges Duby

Le dimanche de Bouvines

27 JUILLET 1214

Gallimard

Georges Duby (Paris, 1919 – Aix-en-Provence, 1996), professeur au Collège de France, membre de l'Académie française, fut de ceux à qui le renouvellement des études médiévales doit le plus. S'intéressant tour à tour aux réalités économiques, aux structures sociales et aux systèmes de représentations, il fut notamment l'auteur de *Guerriers et paysans, Les trois ordres ou L'imaginaire du féodalisme, Le chevalier, la femme et le prêtre, Guillaume le maréchal* (ouvrages repris dans *Féodalité), Le temps des cathédrales, Saint-Bernard – L'art cistercien* (ouvrages repris dans *L'art et la société. Moyen Âge. XX*^e^ *siècle), Dames du* XIIe *siècle.*

AVANT-PROPOS

En 1968, je reçus proposition d'écrire, pour la collection qu'avait fondée Gérard Walter, « Trente journées qui ont fait la France », le livre consacré à l'un de ces jours mémorables, le 27 juillet 1214. Ce dimanche-là, dans la plaine de Bouvines, le roi de France Philippe Auguste avait affronté malgré lui la coalition redoutable de l'empereur Otton, du comte de Flandre Ferrand et du comte de Boulogne Renaud ; il était, grâce à Dieu, resté le soir maître du champ. L'empereur avait détalé ; les deux comtes rebelles étaient pris. Victoire, comme on l'a dit et répété, fondatrice : les assises de la monarchie française en furent décidément raffermies. Une bataille. Un événement. Ponctuel. Retentissant.

J'acceptai. Mes amis, des historiens qui, comme moi, s'affirmaient les disciples de Marc Bloch et de Lucien Febvre, s'en étonnèrent. L'histoire qu'ils faisaient, et que j'avais faite jusqu'alors, celle qu'on devait dire, plus tard et abusivement, « nouvelle » (je dis abusivement, car la plupart des interrogations que nous fûmes si fiers de forger, nos prédécesseurs, avant que ne s'appesantisse la chape du positivisme, les avaient formulées dans le second tiers du XIXe *siècle) rejetait en effet sur les marges l'événementiel, répugnait au récit, s'attachait au contraire à poser, à résoudre des problèmes et, négligeant les trépidations de surface, entendait observer dans la longue et la moyenne durée, l'évolution de l'économie, de la société, de la civilisation. Il me fallut expliquer ce qui m'avait décidé. Déjà, six ans plus tôt, une commande d'Albert Skira m'avait offert la chance de m'adresser à d'autres qu'à mes confrères et à mes élèves, de sortir de l'atelier, de traiter des questions aussi ardues et sans nulle complaisance, mais sur un autre ton, plus libre. A cette liberté j'avais pris goût. Voici que de nouveau il m'était licite de publier mes réflexions, d'exposer le résultat de mes recherches sans être astreint à faire étalage de mes références en notes érudites au bas des pages ; voici que je pouvais m'abandonner à la satisfaction d'écrire à ma guise, sans entrave. Car la collection où j'étais accueilli était ouverte, et très largement. J'avais savouré le* Pavie *de Giono : après ce livre, que ne pouvait-on se permettre ? Telle fut la première raison de mon choix : l'attrait du plaisir.*

J'insisterai davantage sur la seconde. Il commençait aussi de m'apparaître non seulement possible, non seulement utile, mais franchement nécessaire, pour parvenir jusqu'aux mouvements obscurs qui font lentement se déplacer au cours des âges les soubassements d'une culture, d'exploiter l'événement. D'en tirer le meilleur parti, en le traitant d'une certaine manière. Je continue bien sûr de penser comme Femand Braudel (inteniew dans Le Monde du 14 décembre 1979) que le simple « fait divers », qui n'a rien de singulier et qui se reproduit sans faire de bruit, « peut être l'indicateur d'une réalité longue et quelquefois, merveilleusement, d'une structure », et qu'il importe par conséquent de le traquer. Mais je pense aussi, et je le pensais déjà, que justement c'est parce qu'il fait du bruit, parce qu'il est « grossi par les impressions des témoins, par les illusions des historiens », parce qu'on en parle longtemps, parce que son irruption suscite un torrent de discours, que l'événement sensationnel prend son inestimable valeur. Pour ce que, brusquement, il éclaire. Par ses effets de résonance, par tout ce dont son explosion provoque la remontée depuis les profondeurs du non-dit, par ce qu'il révèle à l'historien des latences. Du fait même qu'il est exceptionnel, l'événement tire avec lui et fait émerger, dans le flot de paroles qu'il libère, des traces qui, sans ce coup de filet, seraient demeurées dans les ténèbres, inaperçues, les traces du plus banal, de ce dont on parle rarement dans le quotidien de la vie et dont on n'écrit jamais.

Or, de Bouvines, on commença le soir même de parler abondamment, et l'on ne cessa pas. Autour du fait, les témoignages se sont accumulés. Copieux, divers, et qui n'avaient été jusqu'alors que partiellement sollicités. Evidemment, tout était dit des causes et des conséquences de la bataille. Depuis cinquante ans déjà, des chercheurs sagaces, rompus aux méthodes d'investigation les plus fines, avaient démêlé le nœud d'intrigues qui fut tranché le 27 juillet 1214, et suivi attentivement jusqu'aux plus lointains remous les amples répercussions politiques de l'affaire. Mais ce travail antérieur me soulageait ; je pouvais sans scrupule renvoyer le lecteur à ces analyses excellentes. Le matériau était là. Je le repris, et spécialement les relations qui furent écrites de l'événement, dans l'immédiat, et puis plus tard, au fil du temps, pour une enquête différemment orientée et qui se développa sur trois niveaux.

En premier lieu – c'était le moment où la lecture assidue des anthropologues me conduisait à renouveler mes questionnaires, à aborder par d'autres biais l'étude de la

société féodale – je tentai une sorte d'ethnographie de la pratique militaire au début du XIIIe *siècle : je m'approchai des combattants de Bouvines comme d'une peuplade exotique, notant l'étrangeté, la singularité de leurs gestes, de leurs cris, de leurs passions, des mirages qui les éblouissaient. Parallèlement, situer la bataille par rapport à la guerre, par rapport à la trêve, à la paix, me parut un moyen de circonscrire plus exactement le champ de ce que nous appelons le politique et de mieux voir comment le sacré, à cette époque, s'y mêlait inextricablement au profane. Enfin, je tâchai de voir comment un événement se fait et se défait, puisque, en fin de compte, il n'existe que par ce qu'on en dit, puisqu'il est à proprement parler fabriqué par ceux qui en répandent la renommée ; j'ébauchai donc l'histoire du souvenir de Bouvines, de sa déformation progressive par le jeu, rarement innocent, de la mémoire et de l'oubli.*

Les traces qui subsistent de cette vieille histoire se révélèrent plus fécondes encore que je ne l'espérais. J'ai pu le vérifier récemment lorsque je fus conduit à revenir vers elles. Parce qu'un film superbe semblait pouvoir être construit autour de la bataille, j'ai relu, avec Serge July – nouveau plaisir – les textes du temps. Etonné de leur fraîcheur, ravi, découvrant des traits qui m'avaient échappé il y *a seize ans. Pressant ces documents de questions nouvelles, m'aventurant plus loin, butant, hélas, contre l'insaisissable. Et c'est un peu pour cela, cherchant à en savoir davantage sur les façons qu'avaient les chevaliers de culbuter leur adversaire, de les rançonner et de dissiper dans la fête les profits de leur vaillance, que j'ai repris l'histoire d'un homme, Guillaume, maréchal d'Angleterre, qui n'était pas à Bouvines et qui ne s'en consola jamais.*

GEORGES DUBY

Novembre 1984

L'année 1214, le 27 juillet tombait un dimanche. Le dimanche est le jour du Seigneur. On le lui doit tout entier. J'ai connu des paysans qui tremblaient encore un peu lorsque le mauvais temps les forçait à moissonner un dimanche : ils sentaient sur eux la colère du ciel. Les paroissiens du XIIIe siècle la sentaient beaucoup plus menaçante. Et le prêtre de leur église ne prohibait pas seulement, ce jour-là, le travail manuel. Il essayait de les convaincre de purifier tout à fait le temps dominical, de le garder des trois souillures, celles de l'argent, du sexe et du sang répandu. C'est pourquoi, en ce temps, nul ne maniait volontiers les deniers le dimanche. C'est pourquoi les maris, le dimanche, évitaient, s'ils étaient pieux, d'approcher de trop près leur femme, et les hommes d'armes, s'ils étaient pieux, de tirer l'épée. Or, le dimanche 27 juillet 1214, des milliers de guerriers transgressèrent l'interdit. Ils se battirent, et furieusement, près du pont de Bouvines, en Flandre. Des rois les conduisaient, celui d'Allemagne et celui de France. Chargés par Dieu de maintenir l'ordre du monde, sacrés par les évêques, à demi prêtres eux-mêmes, ils auraient dû mieux que personne respecter les prescriptions de l'Eglise. Ils osèrent pourtant s'affronter ce jour-là, appeler aux armes leurs compagnons, engager un combat. Non point une simple escarmouche, mais une bataille, une vraie. C'était, de surcroît, la première bataille qu'un roi de France se risquait à livrer depuis plus d'un siècle. Enfin, la victoire que Dieu donna à ceux qu'il aimait fut éclatante, plus que toutes celles dont on pouvait se souvenir. Un triomphe digne de César ou de l'empereur Charles des chansons. Pour toutes ces raisons, les champs à moitié moissonnés de Bouvines furent ce jour-là le lieu d'un événement mémorable. Les événements sont comme l'écume de l'histoire, des bulles, grosses ou menues, qui crèvent en surface, et dont l'éclatement suscite des remous qui plus ou moins loin se propagent. Celui-ci a laissé des traces très durables : elles ne sont pas aujourd'hui tout à fait effacées. Ces traces seules lui confèrent existence. En dehors d'elles, l'événement n'est rien. Donc c'est d'elles, essentiellement, que ce livre entend parler.

Des traces, il en est de deux espèces. Les unes diffuses, mouvantes, innombrables, résident, claires ou brouillées, fermes ou fugaces, dans la mémoire des hommes de

notre temps. Si le souvenir de Bouvines n'est pas tout à fait perdu, c'est qu'il fut entretenu, et soigneusement. Je revois une image de mon premier livre d'histoire. Elle montrait, se débattant sur le sol, à moitié prisonnier d'un cheval renversé, une sorte de gros scarabée, avec des fleurs de lys peintes sur ses élytres, la tête enfermée dans une boîte de fer ; de tous côtés, des pointes et des crocs le menaçaient ; on m'expliquait que c'était le roi de France et que, malgré tout, il allait gagner. Cette image, tous les Français de mon âge ont pu la voir, quand ils avaient huit ou dix ans, tous ceux aussi qui allaient à l'école dans les quarante premières années du XXe siècle et dans le dernier quart du XIXe. Auparavant, le mot Bouvines n'avait cessé de retentir dans les quartiers de chevau-légers, dans les bivouacs de la Grande Armée, emblème d'escadrons, mot de passe chuchoté par des sentinelles, nom de victoire prenant place, de génération en génération, entre Tolbiac et Marignan, au fil d'une longue litanie propitiatoire, exaltante, rassurante, consolante. L'écho de ces fanfares patriotiques n'est pas encore amorti. Il l'était un peu moins lorsque fut établi le plan d'une collection où, parmi les « trente journées qui ont fait la France », figure, seul événement militaire heureux avec Poitiers, le « dimanche de Bouvines ». De ces traces actuelles, impalpables, mais qui s'intègrent à la représentation d'un passé collectif, il serait tentant de dresser l'inventaire, de mesurer, aux divers niveaux d'une culture, la vigueur, la précision et les résonances affectives. Une telle enquête préparerait l'étude, passionnante, d'une conscience de l'histoire ; mais elle requiert des méthodes et des instruments qui ne me sont pas familiers. Historien, ce sont les autres traces qui me concernent, celles du second genre. Celles que nous appelons, nous, des documents.

Présentes elles aussi, actuelles. Mais d'une actualité, d'une présence celle-ci matérielle, et par conséquent tangibles, cernables, mesurables. Mortes cependant : ce sont les concrétions du souvenir. Elles constituent l'assise, solide encore, bien que fort abîmée ici et là, fissurée, effritée, effondrée, sur quoi prennent appui les autres traces, celles qui vivent dans les mémoires. Un répertoire, une ressource, une couche mère. Une réserve de matériaux dont le nombre est fini et n'a plus désormais de chance de s'accroître. En effet, le travail des érudits est achevé. Patiemment, ils ont peu à peu repéré tous ces vestiges ; ils les ont recueillis, époussetés, embaumés,

catalogués, étiquetés. Rangés. Afin que, portant à jamais témoignage, ils fussent comme le cénotaphe de l'événement. Tous sont usés, racornis, troués, élimés. Quelques-uns sont peu lisibles. Sur certains se voit encore l'empreinte originelle. Beaucoup ne montrent que la trace d'une trace première, aujourd'hui disparue. Celle-ci, par exemple : l'an 1214, on construisit dans l'enceinte de la ville d'Arras la porte Saint-Nicolas. Pendant quatre siècles au moins, les gens qui franchissaient cette porte purent y déchiffrer deux inscriptions. L'une, tournée vers le dehors, rappelait simplement, en latin, la date de la bâtisse et le nom du maître d'œuvre. L'autre était en langue française, donc offerte au plus grand nombre. Elle livrait le texte d'un poème : quarante-deux vers, que l'on avait rimés en 1250, évoquaient en ce lieu la mémoire d'un prince Louis, lequel, au temps où l'on avait construit la porte, était seigneur d'Arras et de l'Artois, et celle de son père, Philippe, le bon roi. Ce dernier, était-il précisé, avait eu maille à partir avec les gens d'en face, les Flamands ; mais, Dieu l'ayant honoré, il était parvenu en moins d'un jour à chasser du champ Otton, le faux empereur, et à capturer cinq comtes. Plus de trois cents chevaliers avaient été pris ou tués ce jour-là. Et ceci s'était passé trente-six ans auparavant, entre Bouvines et Tournai, un dimanche de juillet, cinq jours avant le début d'août. Cette proclamation publique ajoutait encore – mais ici le souvenir se faisait plus vague et la chronologie confuse – qu'un autre roi de France avait, à peu de distance, vaincu déjà un autre empereur, nommé lui aussi Otton, bien auparavant, à la fin du Xe siècle. Monument commémoratif, bulletin de victoire semblable à ceux du Carrousel, l'inscription d'Arras s'offrait à la vue de tous ceux qui sortaient de la ville pour aller vers le nord. Aux confins du domaine capétien, face à la Flandre, face à l'Empire, elle érigeait comme un trophée. Elle entendait fixer pour la postérité, afin que fût d'âge en âge ravivé le sentiment d'une communauté d'intérêts et de vaillance, le souvenir encore frais dans ces parages d'un exploit déjà vieux. Mais elle allait plus loin. Elle insérait délibérément le triomphe de Bouvines dans le fil d'un long courant de gloire militaire, réunissant en une même célébration, par-delà deux cent cinquante années, et grâce à l'homonymie des deux chefs ennemis terrassés, deux victoires royales, et que déjà, sans conteste, chacun regardait comme celles d'une nation. Gravé dans le plus solide,

l'imputrescible, comme les épitaphes, le poème prétendait durer jusqu'à la fin des temps : jamais l'événement ne tomberait dans l'oubli. Pourtant l'inscription était elle aussi périssable. Elle est depuis longtemps perdue. Mais si la pierre a disparu, le texte du moins demeure. Car deux hommes au moins se soucièrent de la conserver. Au début du XVIIe siècle, au temps de Peiresc et des premiers antiquaires, dans les enfances d'une histoire sérieuse, érudite, et désormais conçue comme devant nécessairement s'appuyer sur des documents sûrs. L'écrit fut donc copié, partiellement par Ferry de Locre, curé de Saint-Nicolas d'Arras, qui rassemblait les matériaux d'une chronique des Belges, intégralement par un avocat et échevin d'Arras, Antoine de Mol, curieux du passé de sa ville. Le témoignage échappait ainsi à la destruction, et avec lui toute la zone de mémoire, parfaitement circonscrite, dont l'inscription de la porte avait été, depuis plus de trois siècles et demi, le conservatoire. Sauvetage décisif : les transcriptions furent en effet publiées dans deux ouvrages, imprimés l'un en 1611, l'autre en 1616. Deux livres en vérité introuvables. Mais l'érudition moderne est venue rendre le document plus accessible. En 1856, Victor Le Clerc édita de nouveau le texte, le critiquant cette fois selon les règles. Chacun peut aujourd'hui le lire au tome XXIII de l'*Histoire littéraire de la France*, pages 433-436. La trace est là, désormais, parmi d'autres, dans un grand nombre de bibliothèques, sur tel ou tel rayon, à portée de la main, pour toute utilisation éventuelle. Elle a chance de durer longtemps encore, et sans doute beaucoup plus longtemps que l'intérêt même qu'elle suscite.

La survie de Bouvines repose sur des traces de cette espèce, multiples et qui se complètent, d'origine diverse, de tous âges, et jusqu'à cet obélisque de six mètres de haut qui fut érigé en 1863 à proximité du champ de la bataille. La liste de tous ces documents est établie. Il y a beau temps qu'on les interroge. Dans les deux dernières décennies du XIXe siècle et dans les trente-cinq premières années du XXe, ils furent spécialement sollicités par les meilleurs médiévistes de France, d'Allemagne et d'Angleterre, en particulier entre 1881 et 1888 et en 1913-1914. La véracité de ces témoignages fut alors très rigoureusement éprouvée. Tout a donc été dit, et bien dit, sur le déroulement du combat et sur le réseau d'intrigues dont il est à la fois l'aboutissement et le départ. Ce qui dispense ici d'examiner une nouvelle fois, dans

le même esprit, ces sources d'information et de reprendre l'enquête : il n'en sortirait rien de neuf. Que le lecteur veuille bien consulter ces livres, dont la plupart sont anciens mais instructifs, et presque tous de lecture plaisante. Qu'il se réfère, s'il est pressé, aux pages 166-202 du tome III de la grande *Histoire de France* dirigée par Lavisse, qui parut en 1901. Ce résumé est fort bon. Les seules retouches nécessaires, quant aux méthodes de combat, quant à l'estimation des effectifs, devront être prises à l'étude de J.F. Verbruggen, *De Krijgskunst in West Europa in de Middleeuwen (IX. tot beguin XIV.euwen*), publiée en 1954.

C'est un regard différent que je voudrais porter sur les traces de l'événement. Pour l'histoire positiviste – celle dont je viens de dire un mot, et qui n'est en rien négligeable – la bataille de Bouvines s'inscrivait expressément dans la dynamique d'une histoire du pouvoir. La journée formait comme un nœud, plus volumineux que d'autres, sur une chaîne continue de décisions, de tentatives, d'hésitations, de succès et d'échecs, tous alignés sur un seul vecteur, celui de l'évolution des Etats européens. Une telle vision assignait au métier de l'historien deux objectifs. Etablir d'abord ce qui s'était vraiment passé à cet endroit le 27 juillet 1214. Prendre pour cela les documents comme le ferait un juge d'instruction, y dépister le mensonge, en faire surgir la vérité, confronter les témoins, réduire leurs contradictions, et pour reconstituer les maillons manquants, trier toutes les hypothèses, choisir les mieux assurées. Après cela, situer le « fait vrai » à sa place exacte, en sa position à la fois résultante et causale, entre ses tenants et ses aboutissants. Deux buts à vrai dire inaccessibles. Puisque, nous le savons bien, tous ceux qui assistent à une bataille, fussent-ils en plus haute éminence, sont des Fabrice : ils ne voient que bousculade confuse ; nul n'a jamais perçu, nul ne percevra jamais dans sa vérité totale, ce tourbillon de mille actes enchevêtrés qui, dans la plaine de Bouvines, se mêlèrent inextricablement ce jour-là, entre midi et cinq heures du soir. Et puisque les causes et les effets de cette bataille sont, au plein sens du terme, innombrables, insaisissables pour cette raison dans leur respective efficience. Or l'effort pour s'approcher de ces deux buts obligeait à l'abstraction, c'est-à-dire à traiter l'événement de 1214 comme un événement d'aujourd'hui. Tendue dans une volonté obstinée d'exactitude ponctuelle, cette histoire, qui se voulait scientifique,

négligeait en fait de se garder assez bien du contresens et de l'anachronisme. Car attentive à la seule action politique, à ses motivations et à ses conséquences, elle inclinait inconsciemment à voir un peu Philippe Auguste comme Corneille voyait Pompée, c'est-à-dire comme un désir, comme une volonté, affrontés à d'autres volontés et à d'autres désirs, dans l'immutabilité de la « nature humaine ». Elle ne remarquait pas tous les glissements subtils qui avaient insensiblement modifié en Europe, au cours de vingt générations, le comportement des gens et la signification de leurs actes. Ces modifications très lentes qui, par exemple, interdisent de tenir pour un cuirassier de Reichshoffen enfant le chevalier de Bouvines.

C'est la raison qui me conduit à regarder cette bataille et la mémoire qu'elle a laissée en anthropologue, autrement dit à tenter de les bien voir, toutes deux, comme enveloppées dans un ensemble culturel différent de celui qui gouverne aujourd'hui notre rapport au monde. Ce dessein oblige à trois démarches conjuguées. Puisque les marques de l'événement ne sauraient faire l'objet d'une interprétation convenable sans être au préalable replacées dans le système de culture qui reçut en son temps leur empreinte, il importe d'abord de se référer à tout ce que l'on sait par ailleurs de cette culture, afin de critiquer les témoignages qui nous sont depuis lors parvenus. Mais aussi, puisque l'événement est en lui-même extraordinaire, les traces exceptionnellement profondes qui en demeurent révèlent ce dont, dans l'ordinaire de la vie, on ne parle pas ou trop peu ; elles rassemblent, en un point précis de la durée et de l'étendue, une gerbe d'informations sur les manières de penser et d'agir, et plus précisément, puisqu'il est question d'un combat, sur la fonction militaire et sur ceux qui, dans la société de l'époque, étaient chargés de l'assumer : Bouvines est un lieu d'observation éminemment favorable pour qui essaie d'ébaucher une sociologie de la guerre au seuil du XIIIe siècle dans le Nord-Ouest de l'Europe. Enfin, ces traces instruisent d'autre manière sur le milieu culturel au sein duquel l'événement vient éclater, puis survit à son émergence. Elles font voir comment la perception du fait vécu se propage en ondes successives qui, peu à peu, dans le déploiement de l'espace et du temps, perdent de leur amplitude et se déforment. Je me risquerai donc aussi à observer – mais alors il ne saurait s'agir de ma part que d'une esquisse, et plutôt d'une proposition de recherche – l'action

que l'imaginaire et l'oubli exercent sur une information, l'insidieuse pénétration du merveilleux, du légendaire et, tout au long d'une suite de commémorations, le destin d'un souvenir au sein d'un ensemble mouvant de représentations mentales.

Dans cette intention, le mieux, je pense, est, au départ, de présenter crûment au lecteur la trace de l'événement la plus immédiate, la plus nette et la plus étendue. La chronique en prose de Guillaume le Breton nous la livre.

Ce texte vient de la cour du roi de France. Il procure la relation officielle du combat et s'inscrit de la sorte dans une tradition historiographique alors presque séculaire. Celle-ci prend racine à l'abbaye de Saint-Denis. Dans la crypte de ce monastère, dans les soubassements d'un sanctuaire dont on racontait que le Christ en personne était venu l'édifier, auprès de la sépulture d'un saint protecteur que beaucoup tenaient encore, malgré les critiques des docteurs, pour le disciple de saint Paul, s'alignaient les sarcophages de Dagobert, de Pépin le Bref et de l'empereur Charles le Chauve, d'Hugues Capet, de presque tous les rois des Francs. Cette nécropole offrait l'image saisissante de la continuité monarchique, dans la succession des trois dynasties, mérovingienne, carolingienne et capétienne. Plus qu'à Reims, la cité du baptême et du sacre, la puissance royale prenait assise sur ces tombeaux. C'était dans l'abbaye que les insignes du pouvoir étaient déposés après les cérémonies de l'onction, que le roi, lorsqu'il avait à conduire l'armée pour la défense du royaume, venait prendre en main la bannière du saint patron, l'oriflamme. Lorsque Suger, ami d'enfance du grand-père de Philippe Auguste, le roi Louis VI, fut investi à Saint-Denis, au début du XIIe siècle, de la dignité abbatiale, son premier souci fut de signifier solennellement ce qu'il jugeait être la fonction majeure de son monastère. Pour l'affirmer de manière éclatante aux yeux du monde, il entreprit de reconstruire somptueusement l'église. Dans une synthèse magistrale d'où jaillit l'art gothique, cet art royal, cet « art de France » comme on disait en ce temps, il voulut associer l'esthétique impériale du pays mosan à celle de la Neustrie et aux innovations formelles qui venaient d'éclore dans le Sud de la Gaule : la nouvelle basilique exprimait ainsi le rassemblement de tout le royaume sous l'autorité d'un

souverain proclamé droit héritier de Charlemagne. Dans le même temps, alors que les Capétiens choisissaient d'établir à Paris plutôt qu'à Orléans leur résidence principale, Suger transféra de Saint-Benoît-sur-Loire à Saint-Denis-en-France la mission de célébrer par l'écriture la gloire des monarques. Lui-même rédigea la biographie de Louis VI. Une *vita* comme on en composait pour la commémoration des saints et des rois, ces personnages sacrés, ces élus de Dieu, imprégnés d'une vertu surnaturelle et du pouvoir magique de guérir les malades. Après lui, les moines de Saint-Denis se sentirent tenus de relater, pour la postérité et pour l'édification de ses descendants, comment l'homme dont ils conservaient la couronne et dont ils avaient reçu la dépouille mortelle pour l'environner d'une perpétuelle et salutaire oraison, avait en son temps assumé dans sa plénitude le magistère royal.

Au début du règne de Philippe Auguste, on vit s'amplifier cette activité d'écriture. Parce que l'autorité du roi de France ne cessait de se fortifier, mais aussi parce que tous les princes d'Occident comprenaient alors de mieux en mieux, dans la rapide expansion de la culture écrite, que le panégyrique assurait du prestige et qu'il pouvait servir d'arme efficace dans la rivalité de plus en plus abrupte qui faisait s'affronter des Etats raffermis. Entre 1185 et 1204, une *Histoire des rois des Francs* fut ainsi compilée à Saint-Denis. On peut penser qu'y travailla un écrivain sobre, exact, nommé Rigord. Avant son entrée au monastère – et ce fut peut-être la raison de cette entrée – Rigord, qui venait du Midi, avait sans doute commencé d'écrire un récit des actes du souverain régnant. Il continua dans l'abbaye, jusqu'en 1206. Des *Gestes de Philippe Auguste*, il présenta un premier état en 1196, un second quatre ans plus tard. A cette date, le breton Guillaume vivait dans l'étroite intimité du roi, le servait fidèlement, partait à Rome pour des négociations délicates à propos du divorce de Philippe et de son remariage, gagnait la confiance totale de son maître qui le chargeait d'éduquer son bâtard, Pierre Charlot. Il montait très vite en grade.

Guillaume est l'un de ces parvenus de la culture comme on en connaît beaucoup, et qui foisonnaient à l'époque. Pour qui, de basse extraction, voulait alors s'élever dans l'échelle sociale, la meilleure voie était de se glisser dans une école, d'apprendre à bien parler et à écrire. Les princes avaient un besoin pressant de gens sachant ces choses, et ils les rétribuaient bien. En vérité, il n'y avait d'école que préparatoire au

métier ecclésiastique. Celles des monastères s'étaient fermées. Restaient celles des cathédrales et des chapitres. Mais elles ne s'ouvraient qu'aux clercs. Force était donc d'entrer dans l'Eglise, quitte à s'en éloigner quelque peu en se faisant plus tard teneur de livres, donneur de conseils, médecin ou amuseur, comme tant de ces transfuges des études, appâtés par les bons profits, que les prélats en vain s'efforçaient de retenir au service exclusif de Dieu. A douze ans, Guillaume avait quitté la Bretagne, où l'on apprenait peu et mal, pour les pays « français » où l'on enseignait davantage. Il étudia d'abord à Mantes, puis aux meilleures des écoles, celles de Paris. Il semble être retourné chercher fortune au pays natal, sans grand succès. Entre trente et quarante ans, la chance enfin lui sourit : il parvient à s'introduire dans la chapelle royale, où prospéraient nombre de ses condisciples. Cette domesticité de la prière et de toutes les besognes qui exigeaient de l'instruction pouvait conduire aux postes les plus fructueux. A qui se montrait là docile et ingénieux, le bel avenir était assuré : le Capétien tenait le haut clergé ; il avait tout pouvoir de caser avantageusement ceux qui savaient lui plaire. Tous étaient donc en droit d'espérer une agréable prébende de chanoine aux approches de la soixantaine ; ils pouvaient même devenir évêques, s'ils manœuvraient très bien. Ce que fait Guillaume. Après 1200 et sa mission romaine, il se rend indispensable. Le roi le veut à ses côtés, partout. Il est présent au siège de Château-Gaillard. Chapelain, sa fonction principale est de chanter en chœur avec les autres cette prière continue qui doit envelopper la personne royale, et inscrire chacun de ses gestes dans les modulations d'un psaume approprié. A Bouvines, en pleine mêlée, il chante encore, dans le dos de Philippe. Et c'est ici qu'il se révèle. Lui le premier fait de l'affaire du jour un événement. Dans l'entourage royal, la victoire apparut en effet aussitôt de si grande importance que, pour satisfaire son patron, Guillaume en rédigea sur l'heure un compte rendu démesuré. Mieux, il entreprit de situer son récit dans le prolongement direct de la chronique de Rigord, qu'un autre moine avait sommairement poursuivie jusqu'en 1210. Il s'en procura le texte à Saint-Denis. Il l'abrégea. Il combla l'intervalle en relatant quelques faits saillants dont il se souvenait et dont pouvait se glorifier le maître. Il composa ainsi toute une histoire du règne. Un transfert s'accomplit de la sorte qui mérite grande attention :

l'entreprise historiographique passe des mains monastiques à celles d'un clerc, et d'une abbaye à la maison même du roi. Signe de la fermeté d'un pouvoir qui se dégage un peu des célébrations liturgiques, et qui commence à se séculariser. De ce déplacement témoigne aussi la place faite aux armes dans le récit même. Le moine Helgaud, auteur d'une vie du roi Robert le Pieux, ne s'était intéressé cent cinquante ans plus tôt qu'aux prières, aux charités, aux pèlerinages, aux miracles ; il avait laissé à d'autres le soin de raconter les guerres. Guillaume le Breton, lui, ne raconte à peu près qu'elles. Et c'est Bouvines avant tout que dans son livre il entend célébrer. Il parle plus longuement de cette seule journée qu'il ne fait des cinq années précédentes. Tout le reste n'est pour lui que préliminaire à ce qu'il voit comme un accomplissement. Si bien qu'il décide de clore sur l'an 1214, c'est-à-dire sur le choc de l'événement, la première version qu'il procure de son ouvrage.

Nous tenons ainsi de lui un récit qui, bien sûr, est arrangé et qui toujours met l'accent sur ce qui peut rehausser la gloire capétienne. Honnête au demeurant, autant qu'il est possible de l'être quand on est serviteur et qu'on songe à ses vieux jours, circonstancié, précis, clair, et que la rhétorique, le souci de charmer et de faire étalage de culture classique, n'encombre pas outre mesure. En un mot, le meilleur témoignage. L'écrit est en latin, langue des savants, langue des prêtres – car la maison du roi, de l'oint du Seigneur, sacré comme un évêque, est d'abord une chapelle. Ce fut sous cette forme ecclésiastique que les religieux de Saint-Denis le recueillirent pour l'insérer dans la grande compilation dont ils poursuivaient de règne en règne la facture. Mais en 1274, l'abbé du monastère décida de le faire traduire en langue vulgaire, avec tout l'ensemble historiographique au sein duquel le récit de Guillaume avait pris place. Signe d'une autre mutation culturelle que ce souci nouveau d'offrir à un public plus large, à tous les gens curieux qui n'avaient pas suivi les écoles, cette histoire officielle de la royauté. C'est le texte de cette translation que j'ai choisi de donner ici à lire. Car il s'agit d'une admirable prose, savoureuse et d'un mouvement vif. En l'adaptant très légèrement pour qu'elle soit aisément compréhensible, sans être pour autant affadie.

Cependant, afin que chacun soit en mesure de suivre le spectacle, il est nécessaire d'en présenter d'abord les acteurs, de planter un décor, de résumer en un très bref

prologue l'intrigue dont il n'est rien dit dans le corps du récit, et qui pourtant conduit au matin de Bouvines.

L'événement

MISE EN SCÈNE

Tous les rôles sont tenus par des hommes, comme il convient dans l'ancien théâtre. Mais le spectacle étant militaire, tous les personnages effectivement sont masculins. On pourrait en vérité s'attendre à apercevoir ici, fût-ce dans le flou des arrière-plans, de ces troupes de femmes de conditions diverses qui, on le sait, suivaient en ce temps toutes les armées. Les armées des croisés comme les autres. Elles sont absentes. Pour Guillaume et pour ceux qui l'écoutent, Bouvines est en effet affaire sérieuse, une bataille, une solennité, une cérémonie en quelque sorte sacrée. Son image, comme celle des hautes liturgies, ne saurait être que virile. Car Guillaume et tous les écrivains qui les premiers fixèrent le souvenir de l'événement sont gens d'Eglise. Pour eux, la femme n'est rien qu'un ornement des futilités mondaines, une pièce mineure dans un jeu, dans les divertissements où se plaît la jeunesse. Ou bien c'est un leurre périlleux, un piège que tend le démon, l'instrument d'une tentation, l'occasion d'une chute. Aucune figure féminine, par conséquent, dans le parti du bien, celui de la victoire. Celui du roi de France. Les rares que l'on voit se trouvent toutes de l'autre côté. Le Breton, dans sa chronique en prose, fait paraître une seule femme. Comtesse mère de la Flandre, elle est comme la matrone du camp adverse, l'ancienne du mauvais lignage. C'est par elle que fut transmise la dignité dont se pare le principal ennemi de Philippe, le bon roi. On la montre plus qu'un peu sorcière, devineresse qui commerce avec les esprits et qui manie les sortilèges. Car elle est née dans les Espagnes. Comme toutes les femmes qui sortent de ces contrées que la présence des Maures et des Juifs a corrompues, infectées, rendues étranges et démoniaques, elle ajoute à la perversité naturelle de son sexe la pratique des enchantements. Elle trompe. Pour être, en fin de compte, elle-même trompée. Dans la *Philippide* – qui n'est que l'amplification rimée de sa chronique – Guillaume parle encore par deux fois de femmes, mais toujours de façon furtive. L'une des allusions est teintée de courtoisie – mais que signifie la notation ? est-elle éloge ? complaisance à l'égard des modes aristocratiques

qui s'insinuent lentement dans l'austère ambiance de la cour capétienne ? ou bien manière de suggérer, comme en passant, que le côté de l'ennemi est celui de la légèreté ? Au seuil du combat, le chevalier flamand Jean Buridan crie tout autour de lui, pour hausser les cœurs : « Que chacun pense à sa belle. » Quant à l'autre évocation, elle est de nette intention péjorative. Si Guillaume le Breton dit quelque chose de cette dame que le traître de l'affaire, le comte de Boulogne, emmène à sa suite, non point son épouse, mais sa concubine, et qui plus est la sœur du plus odieux des chefs de bandes, l'aventurier Hugues de Boves, c'est bien pour souligner la malignité de ceux qui combattent le roi de France. Ils se vautrent dans la débauche. Ce sont des hommes de plaisir.

Les chevaux en revanche sont très présents. Aucun n'est désigné par son nom propre, mais on vante leurs exploits, on les plaint ; et l'un d'entre eux, le destrier d'Otton l'empereur, figure parmi les premiers rôles. Sa mort éveille plus d'échos – et suscite apparemment plus grand deuil – que la souffrance endurée par la plupart des hommes qui furent navrés dans le combat. Présents aussi d'autres personnages, invisibles ceux-ci, mais que l'on sent des plus actifs, dans l'au-delà des perceptions. Les saints ne figurent pas dans la chronique. Chacun sait pourtant qu'ils sont parmi les combattants, venus à la rescousse de ceux qui les honorent, saint Denis le premier, protecteur attitré du royaume, un autre aussi, Lambert, le patron de Liège : il est l'adversaire des adversaires du Capétien. Si Guillaume fait voleter Pallas au-dessus de la mêlée, c'est pour montrer qu'il a lu les classiques : la déesse est un accessoire d'opéra. Mais Dieu est là bien entendu. Ainsi que l'« Ennemi », le Diable.

Toutefois, ce sont des guerriers qui remplissent la scène tout entière. Au plein de l'action, ils seront tous en armes. Leur foule apparaît très distinctement divisée en deux parts : les uns se battent à pied, les autres se battent à cheval. Deux parts inégales. Les premiers sont de beaucoup les plus nombreux. Mais c'est sur les seconds que toute la lumière est jetée. En vérité, cette répartition entre piétons et cavaliers qui, dans le combat, est à la fois la plus visible et la plus déterminante, ne s'ajuste pas exactement au partage qui, dans l'esprit des contemporains, isole du commun, du peuple, des « pauvres », des « vilains », les chevaliers, ces cavaliers par excellence. Division fondamentale en fonction de quoi s'ordonne à cette époque, et

en France, depuis deux siècles au moins, toute vision de la société. Elle répond à la théorie des trois ordres qui fut pour la première fois mise en forme au lendemain de l'an mille, dans les cercles cultivés de la haute Eglise, plus précisément par les évêques les plus ardents à soutenir le prestige ébranlé de la magistrature royale. Depuis lors, nul ne doute que la volonté divine ait séparé les hommes en trois catégories strictement closes, chargées chacune d'une même fonction déterminée, et dont le paisible assemblage, par un échange de services mutuels, fonde l'assise de l'ordre social. L'une de ces tranches, la plus épaisse, a vocation de travailler, d'entretenir par son labeur les gens des deux autres « ordres » dans l'oisiveté et dans une aisance qui permet aux uns et aux autres de remplir à plein leur mission spécifique. Du côté des privilégiés se rangent d'une part ceux qui prient et dont le rôle est capital : ils attirent sur l'ensemble du peuple les faveurs du ciel. De l'autre, ceux qui font la guerre. Les chevaliers. Prédestinés, doués par le sang qui leur vient des ancêtres d'une « vertu » particulière, ils ont reçu vers l'âge de vingt ans des armes que les prêtres ont bénies et dont ils ne devraient user que pour de justes causes, la défense des clercs, des moines, du « peuple désarmé », et la propagation de la foi chrétienne. Conformément à cette idéologie dominante, à cette vision sacrale de l'harmonie du corps social, seuls les chevaliers auraient droit à l'équipement complet du guerrier, dont la pièce symbolique demeure l'épée, la longue épée de la tradition franque, mais dont l'élément majeur, celui dont les progrès de l'art militaire ont, au cours du XIIe siècle, affirmé l'efficacité décisive, est le cheval de combat. Or, sur le champ de Bouvines, si tous les piétons sont bien gens de basse naissance, et si tous les chevaliers, tant que leur destrier, étripé, n'a pas été mis hors d'usage, sont effectivement montés, on voit aussi des cavaliers qui n'appartiennent pas à l'ordre chevaleresque. Et qui pourtant, lorsqu'ils sont dans le bon camp, sont dits valeureux. Ce sont les « sergents », des auxiliaires tirés du peuple, mais que les princes, pour être mieux servis, ont initiés à l'équitation. Nul ne les confond avec les combattants nobles, bien qu'ils soient harnachés à peu près comme ceux-ci. Pour l'affrontement, ils ont quitté l'« armure de linge » qui permet de chevaucher à l'aise et sans fatigue et que portent les éclaireurs. Ils ont moulé leur corps, pour le protéger des horions, dans une enveloppe de métal.

Rarissimes sont les vestiges d'équipement militaire qui datent de ce temps. Car depuis très longtemps les morts n'emportaient plus avec eux leur harnois dans la tombe, ce lieu privilégié des trouvailles archéologiques. Et l'on ne conservait guère, au rancart, dans la demeure des seigneurs, les armes vieillies. Elles servaient aussitôt à en forger de neuves, tant le fer, à l'époque, demeurait rare. Tout ce que l'on peut savoir des outils du combat vient par conséquent des images. Or ce témoignage est mal sûr. Il est difficile d'assigner une date certaine à la plupart des œuvres peintes ou sculptées. Et l'on ne peut jamais dire si l'artiste a tenté de reproduire fidèlement ce qu'il voyait, ou s'il a copié d'anciens modèles. Toutefois, par ce que montrent les sceaux, les enluminures, quelques bas-reliefs et l'orfèvrerie des châsses, il est permis d'esquisser la silhouette des combattants de Bouvines. L'impression première doit être celle d'une extrême disparate. D'un homme à l'autre, l'armement diffère du tout au tout, et cette diversité répond d'abord à la très large ouverture de l'éventail des fortunes : chacun s'équipe en effet selon ses moyens, et aussi fortement qu'il peut. Ajoutons que, pour tous les hommes qui sont là – quelques-uns mis à part, qui sont d'Eglise, comme Guillaume le Breton et le clerc qui se tient avec lui aux côtés du roi de France – la guerre est la vie même. Tout à la fois une mission primordiale, le plus ardent des plaisirs et la principale occasion de gagner. Leur défense initiale, l'investissement qui leur paraît le plus nécessaire et plus profitable, va donc à l'apparat militaire. Les ressources dont ils disposent, ils n'imaginent pas pouvoir les employer plus utilement qu'à se procurer des ustensiles propres à mieux dominer l'adversaire, et surtout à se mieux garder du péril. Il se trouve que l'orée du XIIIe siècle est un moment, dans cette partie du monde, où la circulation de la monnaie s'accélère, et où, par le jeu des institutions seigneuriales et des échanges, l'argent parvient de plus en plus abondant entre les mains des hommes voués à faire la guerre, les nobles et les gens des bourgs marchands où se recrutent la plupart des sergents. Ce qui fait que les dépenses pour la guerre s'accroissent sans cesse et que, durant plus d'un siècle, un tel afflux de moyens monétaires a fait se développer l'élevage des bons chevaux, et a stimulé l'essor de la métallurgie du fer. L'armurerie est alors, comme tout au long de l'histoire des hommes, l'un des secteurs de pointe

du progrès technique. De fait, la relation du combat de Bouvines évoque quelques innovations récentes.

Certains favorisent l'attaque. Au vieil attirail offensif du cavalier, à la lance et à l'épée longue, faits surtout pour désarçonner l'ennemi et pour l'étourdir dans le choc des charges alternées, sont venus maintenant s'adjoindre quelques outils crochus et pointus plus agressifs. Plus perfides aussi, jugés pour cela ignobles, maléfiques. Guillaume le Breton en parle un peu comme il le fait des femmes. Il les place tous du côté du mal et du diable. On les voit dans le camp adverse, et presque toujours entre les mains du combattant vulgaire, le piéton, ou du combattant damné, le mercenaire. Les armes nouvelles sont en effet dangereuses. Elles sont efficaces. Trop : elles n'honorent point. Elles tournent les règles du jeu. Les crochets détruisent l'ordre social, puisqu'ils aident des guerriers de la basse classe à tirer à bas de leur monture les hommes du plus haut rang, à les jeter dans la poussière en les harponnant par les aspérités de leur cuirasse. Ils sont l'image même, désolante, de la subversion. Et dans les jointures de l'armure, les couteaux bien affilés peuvent s'insinuer, parvenir jusqu'à la tendresse de la chair, la percer. C'est-à-dire tuer, ce qui normalement ne se fait pas entre chevaliers. Toutefois le perfectionnement des instruments d'agression a suscité d'immédiates parades. Il est moins vif que celui des accessoires de l'esquive. En effet, les princes des batailles ont certes souci de vaincre, mais au moindre mal. Ils ont d'abord, comme tout le monde, peur de mourir : leur soin premier est de se protéger. Au temps de Bouvines, les améliorations majeures ont donc mené au renforcement de l'armure. Celle-ci naguère couvrait le crâne, le torse et les cuisses, mais laissait vulnérables les bras, les jambes, le bas-ventre, le visage et le cou. Pour restreindre ces failles de la défense, des garnitures nouvelles sont venues s'appliquer. Au vieux haubert, à la longue chemise fendue, tissée de fines mailles de fer, on sait adjoindre maintenant des manches et des chausses de métal, qui enveloppent les bras jusqu'au-delà du poignet, les jambes jusqu'aux chevilles ; prolongée vers la gorge par ce qu'on nomme la ventaille, une calotte protectrice abrite la nuque et le menton ; peu à peu, elle tend elle-même à disparaître sous le heaume, qui descend vers le bas du visage, prend forme d'un cylindre plein, troué seulement de quelques fissures pour voir et pour respirer. Se

sont amenuisés de la sorte les interstices par où la mort peut entrer. Qui veut tuer doit viser soigneusement aux œillères, fouiller vers les creux de l'aine, par les pertuis d'aisance qui séparent les chausses du haubert, décortiquer soigneusement l'étroit assemblage, ce qui devient travail d'artiste. Ainsi l'armure moderne donne-t-elle assurance. Elle autorise à plus d'audace, à poursuivre la gloire plus avant, sans trembler trop. Un changement de morale, d'insensibles déplacements dans la hiérarchie des vertus reposent sur ce progrès technique. Il rend possible, dans la chevalerie, le lent déploiement du courage, cette nouveauté du XII[e] siècle. Toutefois, le bel attirail réconfortant, les armes qui font les héros, encore faut-il pouvoir se les offrir.

Car à mesure qu'il se perfectionne, le harnois coûte de plus en plus cher. C'est précisément le temps où la plupart des chevaliers, dont pourtant les revenus en argent gonflent sans cesse, peinent à procurer à leur fils, lorsqu'il sort de ses apprentissages, le meilleur équipement du guerrier. La réserve de monnaie est trop mince, les armes que l'on garde à la maison démodées : on pourrait bien se servir d'elles, mais le jeu deviendrait périlleux, et la quête de la prouesse par trop téméraire. Faut-il alors se priver de gloire ? Se tourne-t-on vers le seigneur du fief, dont l'un des devoirs majeurs, et le plus sûr support du prestige, est bien en fait d'armer au temps prescrit les garçons de ses vassaux, on le voit, lui aussi, regarder à la dépense ; il doit équiper ses propres enfants ; il fait longtemps la sourde oreille. Si bien que, dans le royaume de France, nombreux déjà sont les fils de bonne famille qui rongent leur frein et vieillissent, attendant indéfiniment l'occasion d'être adoubés. Ils piétinent à la porte de la chevalerie. Leur armement, leur condition, le titre qui leur est donné – « écuyers », « damoiseaux », et qu'ils arborent pour n'être pas confondus avec les gens du commun qui, eux, naturellement, ne sont pas armés, pour affirmer leur aptitude native à devenir un jour, par chance, des chevaliers –

sont ceux mêmes, jusqu'alors transitoires, des adolescents qui suivaient les combattants adultes, portant leur harnachement, apprenant d'eux le métier, faisant sous leurs yeux leurs preuves. Et c'est bien d'abord la cherté des armes nouvelles qui, sur le champ de Bouvines, rend plus bigarrée la masse des gens de guerre. Ne parlons pas des fantassins, qui sont de la classe des pauvres, dont la plupart ont été

levés dans les communes sur l'ordre du prince, des malchanceux, enfants perdus, mauvais coucheurs ou moins prompts que d'autres à se cacher à temps ; les voisins les ont désignés, équipés de bric et de broc ; pour protéger leur corps, ils n'ont que des houseaux, une casaque de peau, au mieux un chapeau de fer : ce sont eux qui vont mourir. Quant aux cavaliers, nobles ou non, beaucoup portent encore le vieux heaume pointu de la broderie de Bayeux, au large nasal, et, tant bien que mal, ils s'abritent derrière leur écu pour garder des coups bas leurs membres et leur ventre. Seuls les riches s'enferment bien. Plus ils sont puissants, plus leur seigneurie rapporte, plus ils sont lourds et moins ils ont d'aisance, moins on voit leur visage. Des princes, qui vont jusqu'à cuirasser leur cheval, on n'aperçoit plus la peau. Ce qui les rend proprement méconnaissables. D'où l'importance des signes de ralliement, le cri, la bannière que l'on tient dressée auprès de chaque capitaine, les figures héraldiques cousues sur les « côtes à armer », ces sortes de surplis de tissu léger flottant sur les cuirasses, mais qui se déchirent vite, deviennent bientôt des haillons et dont le délabrement fait de ceux qui les portent des inconnus. Les méprises sont fréquentes. Qu'un guerrier emprunte à tel autre, dans le fort du combat, l'un de ces survêtements, il change quoi qu'il en ait d'identité ; on le prend pour plus ou moins redoutable qu'il n'est vraiment, et ses adversaires étonnés découvrent à l'approche de sa personne quelqu'un de plus vaillant, de plus couard ou de plus haï. Force est donc à chacun de hurler son nom par les trous du heaume. Toute mêlée est un tourbillon d'emblèmes, un tintamarre d'appels et d'invectives, et, dans la poussière des blés piétinés, un tournoiement de signes embrouillés.

Emprisonnés dans leurs carapaces cliquetantes et couverts de ces couleurs lacérées, les personnages, au premier coup d'œil, apparaissent agglomérés en une cohue confuse et qui se laisse à grand-peine dénombrer. Combien sont-ils ? Le récit de Guillaume fournit quelques repères numériques ; ils sont tous partiels. En scrutant les autres sources, les érudits se sont risqués à évaluer les effectifs. Ces estimations, très diverses, demeurent toutes incertaines. Voici les plus récemment établies, et les plus sûres, celles qu'avance J.F. Verbruggen : Philippe Auguste aurait rameuté pour le combat au moins mille trois cents chevaliers, autant peut-être de sergents à cheval, et de quatre à six mille fantassins ; de l'autre bord, un nombre de chevaliers

sans doute légèrement supérieur, et nettement davantage de piétaille. Au total, sur le terrain de la rencontre, quelque quatre mille cavaliers, et environ trois fois plus de gens de pied. Dans cette foule, les témoignages les plus précis, et notamment les documents comptables, les listes de prisonniers – on les dressa très soigneusement, car il s'agissait d'argent – et de ceux qui se portèrent garants pour les rançons, permettent de distinguer par leur nom un peu moins de trois cents personnes. A quatre exceptions près, ce sont des noms de chevaliers. Je l'ai dit : seule la chevalerie prend place au premier plan de la scène ; tout le reste fait de la petite figuration. Cependant le corps des chevaliers lui-même reste presque tout entier dans l'ombre. D'autant que les trois cents patronymes que l'on repère autorisent tout au plus à situer ceux qu'ils désignent dans un lignage, une seigneurie, dans un terroir, dans une province. Sur l'homme lui-même ils n'apprennent rien. En définitive, de l'obscurité se dégage une poignée de personnages à peine. Les voici, rangés en deux camps, comme aux échecs – le jeu des princes de ce temps, ce jeu permis car il est d'intelligence et non de hasard, et ne mène pas à tenter Dieu. Les blancs et les noirs. Entendons par là – et c'est bien nous placer dans l'exact éclairage du récit, dans le symbolisme manichéen qui gouverne à l'époque toutes les représentations mentales – les combattants du bien et les combattants du mal.

*

PHILIPPE est à quelques jours de sa cinquantième année. Ce qui veut dire que, pour le temps, il entre franchement dans la vieillesse. Trente-cinq ans plus tôt, les grands du royaume l'ont acclamé dans la cathédrale de Reims, et les prélats ont répandu sur son corps l'huile de la sainte ampoule, le consacrant, au sens le plus fort du mot, l'imprégnant, comme le sont les évêques, de la puissance divine et de toutes les vertus qu'elle confère. A cette date, le roi Louis VII, son père, n'était pas mort. Mais, éreinté, il ne se sentait plus capable d'agir. Il survécut quelques mois à l'élection et au sacre de son fils aîné. Celui-ci, cependant, dès ce jour-là, était devenu pleinement roi. A quatorze ans. Sur ce garçon mal peigné reposait désormais tout

entière la charge de guider vers le salut le peuple des Francs, de le maintenir par le sceptre et l'épée dans la paix et dans la justice. Depuis trente-cinq ans donc, Philippe, chaque printemps, monte à cheval et conduit les siens au combat. Il les entraîne dans une suite d'escarmouches dont l'issue devrait être, au temps des moissons ou des vendanges, une assemblée d'arbitrage, de longues palabres où les discordes, sans cesse éveillées dans le monde des princes, seraient un moment apaisées pour le profit du peuple de Dieu, c'est-à-dire de l'Eglise et des pauvres. En 1190, il s'est aventuré beaucoup plus loin, jusqu'en Terre sainte, comme l'avait fait son père, espérant délivrer le Saint Sépulcre que les mécréants venaient de reconquérir. Il n'a pu prendre Jérusalem. Mais il a rempli fidèlement son vœu durant le siège de Saint-Jean-d'Acre, y laissant sa santé. L'automne suivant, il a quitté l'armée croisée, rentrant à travers l'Italie, par Rome, Sienne, Milan, passant les Alpes avant les grandes neiges, éborgné, plus coléreux, plus anxieux qu'il n'était au départ. Il avait alors vingt-cinq ans. Lentement, il a dominé sa névrose. Au temps de Bouvines, ceux qui l'admirent et qui le flattent, parlent de lui comme d'un « bel homme, de taille bien prise, de visage riant, chauve, de teint rubicond, aimant à bien boire et bien manger ». Ce bon vivant, ils le disent « prévoyant, obstiné..., de jugement rapide et aisé » ; serviteurs d'une idéologie de la royauté qui veut montrer dans le souverain le véritable ami du peuple, ils le présentent « se plaisant à consulter les petits », autrement dit se méfiant des grands et cherchant hors de la haute aristocratie des appuis plus fermes. Il s'est marié trois fois. Une aversion maladive l'a fait s'écarter, le soir même des noces, de sa seconde épouse, Ingebourge de Danemark. Il a pris vite une autre femme, au mépris de l'Eglise. A cette union adultère, les évêques de France se sont docilement prêtés, mais le pape l'a condamnée, et frappé des pires sanctions le roi, qui ne céda pas. En 1214, celle qu'on disait à Rome sa concubine est morte depuis treize ans. Depuis quelques mois seulement, Ingebourge est sortie du monastère où son mari jusqu'ici l'avait tenue. Elle vit en reine, à la cour. Sur le psautier dont elle use pour ses prières, elle va noter – seules deux autres dates sont inscrites dans les marges de ce livre superbe, en rappel de spéciale oraison, funéraire ou d'action de grâce, et c'est une trace entre toutes expressive du retentissement de l'événement – que, le 27 juillet, « vainquit

Philippe, le roi de France, en bataille, le roi Otton et le comte de Flandre et le comte de Boulogne et plusieurs autres barons ».

Depuis Hugues Capet, tous les rois de France ont pu, de leur vivant, associer à leur pouvoir un fils qui leur a sans difficulté succédé. Philippe, le sixième de cette lignée de mâles, est lui-même bien pourvu d'enfants. Sans parler d'un bâtard qui lui vint d'une jeune femme de la noblesse d'Arras et qui deviendra évêque de Noyon, il a deux fils et une fille. Les deux puînés, issus du mariage adultérin, ont été légitimés par décision pontificale. De Louis, l'aîné, Philippe s'est bien gardé de faire un roi, bien qu'il commence à sentir la fatigue des continuelles chevauchées. Mais il l'utilise. Car le prince Louis, seigneur de l'Artois, héritage de sa mère, a toujours servi fidèlement et, de plus en plus souvent, remplace son père à la tête de l'armée lorsqu'il faut guerroyer loin de Paris. L'association préalable du fils aîné à la dignité royale, en effet, n'est plus une nécessité. Il y a beau temps que les enfants de France ne se rebellent plus contre leur père. Le lignage capétien est plus solidement noué que tout autre, et l'idée robustement assise que la couronne se transmet régulièrement de père en fils par ordre de primogéniture. Composée vers 1137, une chanson de geste, *Le Couronnement de Louis*, affirmait déjà que l'hérédité allait de soi, même si le fils du roi était imbécile, et que le sacre n'était qu'une preuve supplémentaire de l'élection divine. Or, Philippe a cet autre bonheur : un second petit-fils (l'autre, Philippe, mourra en 1218) vient de lui naître à Poissy, qui sera Saint Louis. L'avenir de la dynastie est assurée.

Le roi porte le surnom d'Auguste. C'est Rigord qui le lui donna, entendant par là célébrer celui qui avait « accru » le domaine royal, en triplant d'un coup l'étendue. Mais un sens plus lourd charge cette épithète. Elle évoque César, nul ne s'y trompe. Elle résonne comme une prétention à l'Empire. « Rome est de droit au roi de Saint-Denis », disait déjà *Le Couronnement de Louis* : il ne faut pas la laisser aux Allemands. Le Capétien, qui se sait depuis peu le plus puissant souverain de la chrétienté, affirme en ce temps même sa volonté de s'inscrire dans la filiation de Charlemagne, de n'admettre au-dessus de lui nulle puissance temporelle et de briguer la conduite éminente du peuple chrétien. A cette capture de l'héritage carolingien, Suger, cent ans plus tôt, travaillait déjà, lorsqu'il imaginait de

rassembler autour de l'abbaye de Saint-Denis, c'est-à-dire de la monarchie parisienne, tous les emblèmes culturels de l'empire franc. Le très vif élan de progrès économique dont l'Ile-de-France profitait plus que toute autre province, qui stimulait l'essor de Paris et portait au plus haut le renom de la ville royale, soutenait l'édifice ainsi forgé au plan de l'idéologie et des symboles. La politique matrimoniale des souverains vint l'étayer plus solidement. Ces mariages entendaient rattacher de manière plus étroite à la souche carolingienne la descendance d'Hugues Capet. Ce qui était d'importance en un temps où chacun pensait que tous les charismes viennent de la race. Le sang de Charlemagne coule en fait plus pur dans les veines de Philippe Auguste dont la mère sortait de la maison de Champagne. Isabelle de Hainaut, sa première femme, était elle aussi une Carolide, et le prince Louis, son fils, se trouve ainsi plus proche encore qu'il ne l'est lui-même des ancêtres qui jadis avaient tenu l'Empire. Ces alliances expliquent sans doute qu'au moment où nous nous trouvons, brusquement le sang royal vienne s'établir en position centrale dans le système de représentations sur quoi se fonde l'image de la monarchie. On le voit à nombre d'indices. Au soin tout nouveau que l'on prend alors, dans les ateliers d'écriture au service du souverain, de dresser des généalogies précises. Au fait également que, depuis Philippe Auguste, les fils puînés du monarque, bien que privés de l'onction du sacre, seront eux aussi ensevelis dans la nécropole de Saint-Denis, où seules reposaient jusqu'à présent des dépouilles de rois et de reines. Incontestablement issu des plus lointains aïeux mérovingiens, eux-mêmes présentés par tout un réseau de légendes amplement diffusées comme les descendants des Troyens, c'est-à-dire des fondateurs de Rome, le Capétien est voué à dominer le monde. On entend, au seuil du XIIIe siècle, les professeurs des écoles parisiennes, que Philippe écoute et protège, proclamer très haut que la Providence a voulu transporter d'abord de la Grèce à Rome, puis de Rome à Paris le haut lieu du savoir. Le roi vieillissant qui mène à Bouvines l'armée de Dieu n'est pas moins persuadé que le mouvement de l'histoire, par une analogue translation, le destine avant tous les autres à terrasser l'hérésie et à maintenir dans l'ordre divin toute la chrétienté catholique et romaine.

La personne de Philippe, lieutenant des puissances célestes, et cet objet sacré, l'oriflamme que l'on tient devant lui pour signifier la présence à ses côtés de saint Denis, protecteur du royaume, constituent, sur l'échiquier qu'est Bouvines, le centre unique du camp des blancs. Ce camp, un large filet de relations hiérarchisées le rassemble fermement en un seul corps. Au plus près du roi de France, et comme les tours de sa défense, sont placés les hommes de son lignage. Non point son fils aîné, qui conduit alors en son nom la guerre dans le Sud, ni le cadet, trop jeune. Mais ses deux cousins germains, l'un à peine plus âgé que lui, l'autre à peine moins, ROBERT, comte de Dreux, PIERRE de Courtenay, comte d'Auxerre, qui coiffera plus tard un diadème impérial, celui de Constantinople. Un autre Capétien est présent, mais de plus lointain cousinage : EUDES, le duc des Bourguignons, maître de l'une des cinq grandes principautés régionales dont le nom prolonge encore, au sein du royaume, le souvenir des communautés ethniques du très lointain Moyen Age. Lui aussi a l'âge du roi.

Dans l'ordre des dignités viennent ensuite les comtes. RAOUL, comte de Soissons, qui fut beau-frère de Robert de Dreux ; JEAN, comte de Beaumont ; GAUCHER de Châtillon, comte de Saint-Pol, neveu du comte de Dreux et cousin de Philippe Auguste ; le comte de Guines, ARNOUL, naguère encore ennemi du roi de France, qui l'année précédente avait ravagé sa terre, mais qui vient de changer de camp et dont cette fois les Flamands ont, cette saison même, pillé et brûlé les domaines. Plaçons ici, bien qu'ils ne portent pas le titre comtal, MATHIEU de Montmorency, dont l'épouse, fille du comte de Soissons, est nièce de Robert de Dreux ; son parent, le vicomte de MELUN ; JEAN de Nesle, neveu du comte de Soissons, beau-frère du comte de Saint-Pol, qui est aussi châtelain de Bruges, seigneur donc à la fois en Picardie et en Flandre, mais qui tient fidèlement le parti français. Tous ces hommes sont de la génération du souverain. Un seul, à ce degré de la hiérarchie, fait figure de jouvenceau, le comte de Bar, HENRI, que l'on dit « jeune » parce qu'il n'est pas encore marié, mais qui vient effectivement de succéder à son père. Ce garçon moins rassis au combat parmi les chevaliers de la « mesnie » du roi.

Le groupe de cavaliers qui se rassemblent autour de la bannière aux fleurs de lys et dont les montures serrent les flancs du cheval royal, est formé par les plus vieux

camarades de Philippe, des amis de toujours, qui rient et boivent avec lui, gens de son âge encore, pour la plupart. Ils ont fonction de chefs de service, dans le palais ou au-dehors, et sont tous cousins, BARTHELEMY de Roye, GAUTHIER le jeune, JEAN de Rouvray, GUILLAUME de Garlande. PIERRE Mauvoisin, GERARD la Truie, eux, sont des Lorrains agissant dans le sillage du comte de Bar. Des alliances, anciennes ou nouvelles, rattachent, de près ou de loin, tous ces hommes au lignage capétien et à toutes les familles comtales : Garlande, par exemple, est, par sa femme, neveu de Robert de Dreux, beau-frère du comte de Saint-Pol ; il est beau-père du comte de Beaumont. GUILLAUME des Barres – le Barrois comme on l'appelle aussi – apparaît comme l'homme fort de l'équipe, célèbre dans toutes les cours depuis qu'à Saint-Jean-d'Acre et devant l'armée croisée, il a jouté contre Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre et fleur de la chevalerie. Guillaume tient l'office de sénéchal. Il est le bras droit du roi et, depuis plus de trente ans, l'accompagne dans toutes ses cavalcades.

Les quelques chevaliers dont Guillaume le Breton cite encore les noms, et dont certains, portant bannière, conduisent leur propre compagnie, ont presque tous leur seigneurie dans le pays picard, tels THOMAS de Saint-Valery, HUGUES et GAUTHIER de Fontaine, PIERRE Tristan, HUGUES et JEAN de Mareuil, ou bien en Soissonnais, comme les frères de Condune. Deux Normands seulement, mais de longue date feudataires du roi de France, ETIENNE de Longchamp, le malchanceux, et GUILLAUME de Mortemer.

Armés comme des chevaliers, deux prélats de la sainte Eglise figurent parmi les combattants. L'évêque de Beauvais PHILIPPE, frère du comte de Dreux, pour qui l'affaire est irrésistible tentation d'assouvir de vieilles rancunes et qui, malgré son état ecclésiastique, s'en donne à cœur joie, non point à l'épée cependant, car il risquerait de verser le sang, ce qu'il n'a pas le droit de faire, mais à la masse, tout bonnement – et frère GUERIN, « élu » de Senlis – entendons que, désigné pour occuper ce siège épiscopal, il n'est pas encore consacré. Cette dignité récompense un très long service auprès du roi. Chevalier de l'ordre de l'Hôpital, et donc technicien de l'art militaire, il a constamment, depuis l'avènement, de ses conseils et de ses armes, aidé Philippe, de huit ans son cadet. C'est le Nestor de cette Iliade.

Guillaume le Breton ne nomme qu'un seul sergent, PIERRE de La Tournelle – un phénomène : il ne paraît pas être de sang noble, et pourtant il est si preux qu'il serait digne de la chevalerie – et un seul homme de pied qui, lui, en revanche, est très représentatif de sa condition : sa bassesse naturelle le porte à taillader vilainement, au couteau, le visage du comte de Flandre. La piétaille, on la voit toutefois s'ordonner en grandes masses, qui sont un peu des personnes : les COMMUNES. Ce sont des conjurations qui, en quelques bourgades et en quelques groupes de villages, réunissent de petites gens autour de certains privilèges, dont certains devoirs constituent le prix ; le roi Philippe en a créé certaines ; il a confirmé les autres, pour le service d'armes qu'il en attend. En cas de danger, tous les hommes valides du groupe communal sont en effet mobilisés. Pour des opérations militaires plus lointaines, les communiers doivent se cotiser, fournir un nombre fixé de guerriers, ou des deniers, pour solder des remplaçants. Des listes établies en 1204, en tête du plus ancien registre aujourd'hui conservé de l'administration capétienne, dénombrent trente-neuf communes, disséminées de l'Artois au Poitou, de la Normandie à Sens. Dix-sept d'entre elles sont à Bouvines, représentant des cités épiscopales, Noyon, Soissons, Amiens et Beauvais, des bourgs marchands, Arras, Montdidier, Montreuil, Hesdin, Corbie, Roye, Compiègne, enfin des fédérations de communautés villageoises, Bruyères, Cerny, Crépy-en-Laonnais, Grandelain, Vailly, une autre encore dont le nom manque.

Tous ces acteurs, grands et petits, fameux ou anonymes, sont pris dans un entrelacement de solidarités multiples, enchevêtrées, qui tissent entre eux les mailles d'une très étroite cohérence. Liens de famille en premier lieu : en dépit des prescriptions exogamiques, que l'Eglise, au nom d'une conception démesurément élargie de l'inceste, entendait alors faire respecter, ces liens sont en fin de compte de la chevalerie tout entière, par la filiation ou par l'alliance, comme une seule parenté. Liens complémentaires de l'hommage vassalique, incitant à respecter la foi jurée, à éviter surtout la félonie, et la confiscation du fief, qui en est la punition. Plus déterminante encore, cette longue amitié, nouée dès l'enfance, pendant les années d'apprentissage à la cour d'un commun seigneur, consacrée un jour de Pentecôte dans les fêtes d'un adoubement collectif, et nourrie, des années durant, par les

plaisirs de la chasse et de la guerre, par la joie de partir ensemble à l'aube, et par cette connivence qui permet de capturer les belles proies que le soir on partage en trinquant, amitié coupée certes de brouilles, d'impatiences et de défis, mais qui fait pourtant la vraie cohésion des équipes autour de chaque bannière. Comptent aussi les liens de voisinage, le sentiment d'appartenir au même pays qu'il faut défendre en commun et dont il faut hausser la renommée. Ce sont ceux-ci qui rassemblent chevaliers et écuyers autour de l'homme qui, dans la région, porte le titre comtal ou tient la forteresse majeure, et qui entretiennent aussi les camaraderies au sein des bandes communales. Un conglomérat de noyaux durs que soude les uns aux autres l'amitié de leurs chefs, des hommes du même âge et souvent du même sang : telle est l'ost du roi de France. Les guerriers qui la forment viennent, pour leur plus grande part, des contrées voisines du lieu de bataille, l'Artois, la Picardie, le Soissonnais, le Laonnais, la Thiérache. De l'Ile-de-France et du Vexin, aucune commune, car il ne fallait pas laisser Paris sans défense, et peu de chevaliers : beaucoup d'entre eux guerroient à ce moment dans le Midi, derrière Simon de Montfort en zone albigeoise, derrière le prince Louis aux lisières de l'Anjou. La chevalerie de Bourgogne est ici, suivant son duc. Celle de Champagne est également présente ; mais son comte ne la conduit pas lui-même : c'est alors un enfant de douze ans. Des Bourguignons, des Champenois, Guillaume le Breton ne nomme personne : ce sont pour lui, déjà, des étrangers. Les Normands sont peu nombreux, parce que le duché, annexé depuis peu au domaine royal, est encore mal sûr et que ses hommes de guerre pourraient bien tourner bride. Pas un chevalier, pas un sergent, pas un piéton qui soit du Sud de la Loire : ce pays est un autre monde. L'armée royale, à Bouvines, est d'abord celle de la vieille *Francia* : de fait, c'est l'armée franque.

*

D'emblée, le camp adverse se montre beaucoup moins homogène. Des intrigues le travaillent. Les censures de l'Eglise romaine l'accablent. Il est perverti, couvert de

l'ombre du mal. Déjà, face au roi des blancs, le roi des noirs a deux visages. L'un d'eux demeure masqué, celui de JEAN SANS TERRE, roi d'Angleterre. C'est pourtant le vrai : Jean, de loin, mène tout le jeu. Dernier fils d'Henri Plantagenêt, et pour cela privé d'apanage, d'où son surnom, il est de deux ans seulement plus jeune que le roi Philippe. Mal aimé, il n'a cessé de trahir, de comploter, contre son père d'abord, puis contre son frère Richard Cœur de Lion, portant dès ce moment son hommage au roi de France, qui l'excitait en riant sous cape. Richard, malgré tout, sur son lit de mort, enjoignit aux barons d'Angleterre de jurer à Jean fidélité. Celui-ci devint enfin roi à trente-deux ans et, ce dont il mourait d'envie, maître des immenses seigneuries que son père, et sa mère Aliénor, tenaient sur le continent : le comté d'Anjou, berceau de la famille, le duché de Normandie, cette fortune, ce poids redoutable au flanc même de Paris, enfin le duché d'Aquitaine. Instable, incapable de poursuivre longtemps un dessein militaire – et l'on moquait pour cela sa « molle épée » –, cruel et traître beaucoup plus qu'il n'était pardonné de l'être aux princes de son rang, d'une sexualité ravageuse – est-ce encore la « molle épée » ? –, Jean sans Terre a violé sans cesse tous les interdits de la morale chrétienne et de l'éthique chevaleresque. Rejeton de Mélusine, porteur d'un sang diabolique, on le dit pourri de l'intérieur, possédé, rendu fou par sortilèges et maléfices. Pour l'Anglais Fouques Fitz-Warin « le roi Jean fut homme sans conscience, mauvais, contrarieux et haï de toutes bonnes gens, et lèchereux ; et qu'il pouvait ouïr de nulle belle dame ou damoiselle, femme ou fille de comte ou de baron et d'autre, il la voulait avoir à sa volonté, ou par promesse ou pardon engigner ou par force ravir ». Ce capricieux tragique décourage toutes les indulgences. Il est demeuré quatre ans excommunié pour avoir traité les abbayes anglaises comme les épouses de ses vassaux. L'interdit fut jeté sur le royaume, suspendant toute célébration liturgique, au grand désarroi de tout un peuple éperdu, pressant son roi de s'amender. Ce qu'il a fait, l'an d'avant, se réconciliant, de bouche, avec le pape. En juillet 1214, Jean sans Terre est loin de Bouvines, à plusieurs journées de courrier ; il fait la guerre sur la Loire, dans la terre de ses aïeux, dans le pays qui est vraiment le sien. C'est bien cependant son vouloir, ce sont les quarante mille marcs d'argent distribués en son nom, qui sont le ressort de la bataille.

Un autre roi, sur le champ même, tient sa place. Il en faut un. C'est celui de Germanie, OTTON de Brunswick. Il est neveu du roi Jean, fils de sa sœur et du duc de Saxe, le Guelfe Henri le Lion. Un homme nettement plus jeune. On ne sait pas bien quand il est né : les uns disent en 1182, en Normandie, d'autres vers 1175 en Allemagne. Il est sûr qu'il fut éduqué dans la maison de Richard Cœur de Lion. *Superbus et stultus, sed fortis*, « orgueilleux et bête, mais courageux », dit de lui la chronique d'Ursperg. Parce que son frère se trouvait alors en Terre sainte, parce que cinquante chevaux portant cent cinquante mille marcs d'argent arrivaient avec lui de Normandie, parce que le roi Richard avait des amitiés en Rhénanie et grande haine pour le présent roi d'Allemagne, le Hohenstaufen Philippe de Souabe, ce fut Otton que l'archevêque de Cologne fit élire en 1198 par quelques-uns des princes allemands, puis couronner à Aix-la-Chapelle. Pendant dix ans, l'anti-roi du parti guelfe mena des chevauchées incertaines contre son rival. En 1208, il eut sa chance. Philippe de Souabe assassiné, il épousa sa fille, prit ses conseillers à son service, les gava d'argent anglais, se fit élire une nouvelle fois, descendit l'été suivant en Italie quérir le diadème impérial à quoi son titre de roi de Germanie, son sang et le nom même qu'il portait, celui du second restaurateur de l'Empire d'Occident, lui donnaient droit. Il circonvint le pape qui, imprudemment, oubliant qu'il était lui aussi de la race de Mélusine, donc *a priori* traître, le couronna. Il trahit aussitôt. Fonçant à l'encontre de la politique italienne du Saint-Siège, il fut excommunié à deux reprises, en 1210 et 1211, et, lui, le 27 juillet 1214, l'est encore. Par le conseil de Philippe Auguste, le pape a fait élire en Allemagne un autre roi contre lui : c'est le Staufen Frédéric, que l'on a couronné à quinze ans, en 1213, dans la cathédrale de Mayence. Contesté dans son royaume, poursuivi par la vengeance divine que l'évêque de Rome appelle sur sa tête, l'empereur excommunié et déposé se trouve à Bouvines parce que les deniers du roi d'Angleterre l'ont, une fois de plus, appâté. Mais il est aussi venu parce qu'il sait rencontrer là son propre ennemi, le plus dur, le principal obstacle à son triomphe, le roi Philippe de France, dont les intrigues sapent de toutes parts son pouvoir et dont il n'ignore pas les prétentions à se poser en véritable héritier de Charlemagne. Il se tient entouré de sa maison, de la piétaille abondante et valeureuse qu'il a pu prendre à ses gages dans les pays du Rhin et de la

Meuse, où fourmillent les soldats d'aventure. Des régions de l'Empire où l'on n'aime pas le Gibelin, de la vieille Saxe, de la Basse-Lorraine, quelques hauts seigneurs l'ont rejoint, le duc de BRABANT qui est son beau-père – mais aussi le gendre de Philippe Auguste, et fort incertain, tout prêt à la dérobade –, le comte « poilu » de la Hollande, quatre autres comtes saxons et rhénans, les plus fidèles, et chacun entraîne avec lui sa forte équipe de chevaliers.

Aux côtés d'Otton de Brunswick se tiennent encore trois princes, mais qui ne sont pas d'Empire. Ceux-ci ne sont alliés du roi d'Allemagne que par circonstance, ni par la parenté, ni par l'amitié, ni par la foi vassalique. Les ont seuls assemblés à lui la haine de Philippe Auguste et les subsides du roi d'Angleterre. Fils naturel d'Henri II et demi-frère de Jean sans Terre, le comte de Salisbury, GUILLAUME dit Longue-Epée, est le traîneur de sabre de la famille. Vingt ans plus tôt, il a pu jouer les champions dans le royaume d'Angleterre, un moment chargé par Richard Cœur de Lion d'y organiser les tournois. En 1214, ce matamore est sur le retour. Tandis que le comte de Flandre, FERRAND, est un homme jeune, de vingt-huit ans, fougueux. Fils du roi de Portugal, il tient le comté du chef de sa femme et ne s'est pas consolé d'avoir dû, deux ans plus tôt, aussitôt après son mariage, pour être reçu dans l'hommage du roi de France et investi de son fief, céder à son nouveau seigneur, en taxe de succession, les châtellenies d'Aire et de Saint-Omer. Il a mal rempli depuis lors son service de feudataire ; le roi Philippe a ravagé, l'an d'avant, sa terre : il le hait. Le troisième comte est celui de Boulogne, RENAUD de Dammartin. D'un lignage qui tenait l'un des forts châteaux d'Ile-de-France, son grand-père avait rempli l'office de chambrier dans la maison capétienne. Lui-même y fut élevé. Du même âge que Philippe Auguste, il fut son camarade d'enfance et reçut de ses mains les armes de la chevalerie. Dans les bouillonnements de la jeunesse, il trahit une première fois son ami, son parrain et son seigneur, et fut naturellement accueilli à bras ouverts par le roi d'Angleterre. Où voulait-on qu'il aille ? La cour du Plantagenêt était le recours de tous les transfuges ; son père déjà s'y était retiré. Philippe le reprit pourtant très vite en son amitié et, pour le retenir, lui fit épouser sa propre cousine, Marie de Châtillon. Mais en 1190, Renaud renvoya cette épouse : une proie superbe se profilait à l'horizon, une très riche héritière, la veuve,

déjà mûre, du comte de Boulogne ; tous les « jeunes » de haut parage la convoitaient et faisaient la roue devant elle ; Renaud l'enleva, à la barbe d'Arnoul de Guines, et ainsi devint comte. De cette capture merveilleuse naquit tout un paquet de grosses rancunes – de ces haines de lignage à lignage que nourrissent fréquemment les déboires d'une politique matrimoniale et qui gouvernent pour une large part le comportement des chevaliers – qui dressa contre lui non seulement le comte de Guines, mais celui de Saint-Pol et toute la famille de Dreux. Cette animosité explique pour beaucoup l'attitude du comte de Boulogne à l'égard de la maison de France : depuis lors, il s'y sent environné d'embûches. Ce beau garçon, ce très fort chevalier, maître du port le plus commode pour passer en Angleterre, éleveur des meilleurs destriers, seigneur des mers froides et des grandes pêcheries de harengs, et qui arbore à Bouvines, au cimier de son heaume, deux fanons de baleine, a longtemps louvoyé entre les deux royaumes. Dix ans plus tôt, il servait encore vigoureusement Philippe Auguste en Normandie, aidait à prendre Château-Gaillard ; le roi de France le couvrait de faveurs, mariait sa nièce au frère de Renaud, fiançait à la fille de ce dernier son second fils à peine né, Philippe Hurepel. Boulogne en valait la peine. Et pourtant, depuis cinq ans, c'est Renaud de Dammartin, assuré désormais de l'inimitié capétienne, qui s'entremet entre le roi Jean, Otton et tous ceux que Philippe a lésés, et qui nouent contre lui leur alliance.

De toute la chevalerie, groupée derrière chaque bannière dans le camp des coalisés comme de l'autre bord, c'est celle de Flandre que l'on voit le mieux : elle a fourni la plus grande part des prisonniers de Bouvines, dont la minutieuse comptabilité des rançons fait connaître les noms. Quelques figures en émergent, celles de GAUTHIER de Ghistelle et de BURIDAN de Furnes, celle d'ARNOUL d'Audenarde, qui s'est opposé en 1212 au mariage de Ferrand avec l'héritière du comté, et que l'on voit souvent en Angleterre. Plaçons à part HUGUES de Boves. Fils cadet d'une branche cadette d'un lignage, picard encore, celui des sires de Marle et de Coucy, dont les chefs, à Bouvines, sont du côté capétien, il cherche fortune ; il a tué l'un des prévôts du roi Philippe ; il a dû pour cela s'enfuir. Où donc ? Auprès de Jean sans Terre. C'est lui le ménager des trésors anglais : il répartit les étrennes et les soldes. Aux yeux de tous, il est le roi des mercenaires.

Ces derniers, dans le camp du mal, dans la part maudite, et dans cette part seulement, apparaissent en pleine lumière. Epaulant les piétons du roi de Germanie et les fortes bandes des communes flamandes, les « BRABANÇONS » combattent à pied, en compagnie compacte, en épaisse phalange comme savent en former ces professionnels de la guerre où l'on tue. Dieu les hait. Il va s'en venger. Il finira, deux ans plus tard, par venir à bout de celui qui les paie, Hugues de Boves, et à le noyer dans la mer. Pour l'heure, le récit les montre au service particulier de Renaud de Boulogne, ce splendide pervers, qui traîne « apertement » à ses trousses des concubines. Des routiers, il fait le rempart, et comme le dernier refuge de sa mauvaiseté.

Parmi les combattants du mal, de multiples solidarités, les mêmes, unissent aussi fermement que parmi ceux du bien les chevaleries régionales, les mesnies de cavaliers, les corps des gens de communes et les compagnies de mercenaires. Mais entre ces grumeaux solides, il n'existe pas de vrai lien. En ce jour et en ce lieu, les ont ramassés seulement l'appât du gain, la rancune, l'ardeur à régler de vieux comptes, le souci d'esquiver des vengeances préparées. Tels sont les noirs : imparfaitement joints de par les contradictions de leur cause. Ce sont les blancs qui jouent. Et qui gagnent.

*

La scène est à Bouvines, près du pont. Ce pont est de capitale importance. Lui seul, et la chaussée qui le prolonge vers Tournai et le Hainaut à l'est, vers Arras et la Picardie au sud, permettaient à l'époque de franchir le vallon de la Marcq, large coupure encombrée d'eaux stagnantes ouverte entre les plateaux ; un pas difficile, surtout quand il a plu beaucoup pendant l'hiver et le printemps, comme en 1214. En ce point de traversée, établi à cet endroit depuis la préhistoire, un village dont les moines de Saint-Amand sont seigneurs, un bouquet d'arbres, une chapelle – à quelque distance, en lisière des fonds, un monastère de fondation carolingienne, Cysoing. Passer le pont, le couper, c'était dresser derrière soi un sûr barrage ; à

l'abri, on pouvait dès lors s'arrêter, camper, se refaire, voir venir – ce qu'avait déjà fait en ce lieu même Philippe Auguste deux jours plus tôt. Mais en avant du pont, un plateau s'étend, au levant, large d'une lieue, long de cinq. Des bois le cernent sur ses revers. Son centre est occupé par des « coûtures », de larges pièces de bonne terre à blé que l'on a commencé de moissonner, le 27 juillet, et qui se prête aux amples galopades. Picard par l'allure du paysage, ce lieu appartient alors au comté de Flandre. A quelques kilomètres, du côté de l'Est, passe sur l'Escaut la frontière entre le royaume de France et l'Empire ; à peine plus loin, du côté de l'Ouest, on touche à l'Artois, où le roi Philippe est chez lui, dans ce qui fut l'héritage de sa première épouse, dans ce qui est maintenant la seigneurie de son fils aîné. A Bouvines les terres flamandes, impériales et capétiennes se rencontrent.

*

Ici vont être tranchés d'un coup, entre midi et cinq heures du soir, les nœuds les plus serrés des intrigues politiques qui, depuis quelque temps, se tissent en Europe. Des rancœurs et des convoitises de chefs de bande, des emportements personnels, des affaires de famille, de répudiation, d'adultère, des affronts mal digérés, des promesses non tenues, des amitiés trahies, la soif de prendre, de surpasser les autres, de mettre un rival à ses pieds pour la satisfaction de le relever d'un air bonasse, sont les vrais moteurs de ces conflits. Dans l'intérêt d'un lignage, d'une maison, d'un patrimoine, ceux-ci dressent les uns contre les autres des hommes, coléreux et roublards, avides et munificents, qui depuis leur enfance, depuis qu'ils sont sortis de l'univers des femmes, s'affrontent partout en une permanente compétition. Bouvines est bien d'abord un duel entre jaloux, qui sont venus là pour le plaisir d'en découdre. Il est permis cependant de parler en ce lieu de politique. Car dans l'Occident, le lent mouvement d'émergence hors de la sauvagerie et du dénuement a fait se renforcer peu à peu certaines puissances seigneuriales. Ce sont celles qui peuvent prélever l'argent, en toujours plus grande abondance, dans les foires, les ports, dans les grosses villes et sur les itinéraires marchands, à qui les établissements

religieux et les négociants, qui ont besoin de la paix, ne refusent pas de prêter des deniers. Servis par des clercs qui apprennent à compter et à tenir des livres, et que leur formation intellectuelle rend capables d'idées moins frustes sur ce qu'est la souveraineté, quelques princes, héritiers du vieux pouvoir de juger et de punir sur toute une région, sont donc parvenus à ressaisir des prérogatives que la dissociation dite féodale avait depuis longtemps rendues vaines. Les tumultes qui, chaque printemps, font jaillir de chaque château, sous prétexte d'honneur, un petit essaim de cavaliers pillards, à l'affût de toute occasion de rapine, commencent d'être quelque peu contenus par la main d'un comte, d'un duc ou d'un roi. Ce chef a le moyen désormais de faire respecter la morale de la vassalité et les obligations du fief, de mieux attacher à sa personne les moindres seigneurs, de rassembler pour le bien commun toute la chevalerie d'un pays, d'imposer ses arbitrages, de punir les félons, de commander de loin par intermédiaires gagés, et, parce qu'il donne davantage, parce qu'il peut payer des soldats, de se faire obéir. L'horizon de cet homme est ainsi beaucoup moins borné que jadis. Son comportement ne diffère pas de celui des hobereaux de sa bande. L'appétit de puissance et l'envie dictent aussi presque toutes ses décisions. Mais ses adversaires sont de sa taille, les maîtres de principautés comme la sienne. Ainsi, sans changer d'allure, la guerre prend une autre dimension.

Au temps où nous sommes, cinq affaires majeures dominent de haut les préoccupations de ces princes. Trois d'entre elles concernent la chrétienté tout entière. De forte coloration religieuse, elles tournent les regards vers la périphérie. L'affaire de Terre sainte est, de très loin, la plus présente aux esprits. Car elle demeure ouverte, et s'envenime. Ni la croisade de 1190, ni la Quatrième, celle de 1204, qui dévia vers les merveilleux saccages de Constantinople, n'ont réussi à soustraire Jérusalem aux infidèles. Le pape entend d'abord résoudre cette affaire-là. Il ne pense qu'à elle. A cette fin, on le voit s'exténuer à réduire toute discorde au sein du peuple de Dieu : il importe que les chevaliers cessent de se battre les uns contre les autres, de s'amuser à se détruire, afin de pouvoir, tous ensemble, courir sus aux mécréants et les vaincre. Contenir en Espagne la pression des Maures posait un problème connexe. Il vient d'être réglé, en une bataille : Las Navas de Tolosa. Comme vient de l'être en une autre bataille, à Muret, la troisième affaire de

chrétienté, celle de l'hérésie, de la « bougrerie » albigeoise, cette infection interne qui menaçait la foi. Restent deux autres conflits, où la religion n'intervient qu'en surface, comme arme, comme prétexte ou pour justifier. Ceux-ci mettent aux prises les quatre puissances principales de l'Europe chrétienne, le pape, l'empereur, le roi de France et le roi d'Angleterre. Ce sont de très vieux conflits. Emmêlés l'un à l'autre au point de se confondre, ils sont entrés, dans les années qui précèdent Bouvines, et par l'effet du progrès de toutes choses, dans leur phase la plus aiguë.

La concentration des pouvoirs s'est opérée d'un même mouvement dans les principautés et dans l'Eglise. L'Eglise, au seuil du XIIIe siècle, achève de prendre la figure d'une monarchie, la mieux charpentée de toutes. Mais d'une monarchie dont le chef, successeur de saint Pierre, prétend à la domination du monde, et, au nom de la primauté du spirituel, guider, reprendre, punir, déposer si besoin est tous les princes de la terre. Lothaire de Segni, qui devint pape à trente-sept ans en 1198 sous le nom d'Innocent III, est convaincu plus fermement que ses devanciers de cette prééminence du siège romain. Il est mieux armé que jamais pour la rendre effective. Ses légats sont partout, mêlés aux intrigues princières, et prônant la paix dans l'intérêt de la croisade. De saint Pierre, c'est-à-dire du pape, plusieurs souverains ont repris en fief leur principauté. En tout dernier lieu, Jean sans Terre. Toutefois, face à l'évêque de Rome, l'empereur se dresse, dont le magistère est également universel : conseillé par des hommes qui ont appris le droit romain aux écoles de Bologne, il se dit et se veut l'héritier des Césars. Le pape fait l'empereur. Investi du pouvoir de lier et de délier, il peut aussi le défaire. Mais l'empereur, depuis Charlemagne et depuis Otton le Grand, se sait lui-même chargé par Dieu d'épurer quand il le faut la curie romaine, de chasser éventuellement un pape indigne, en tout cas de protéger ce petit seigneur contesté qu'est, dans la Ville et autour d'elle, le souverain pontife. Aussi bien que la montée des puissances et que l'affermissement d'idéologies affrontées, les intérêts italiens de la papauté ont aigri depuis cinquante ans une rivalité séculaire. Contre les descendants de Frédéric Barberousse qui revendiquent la couronne allemande, le diadème impérial et la domination de l'Italie du Nord, et dont l'un d'eux, de surcroît, tient par héritage le royaume de Sicile, Innocent III a donc soutenu dans la Germanie les Guelfes, leurs

concurrents. Il a misé sur Otton de Brunswick. On connaît sa déconvenue, et sa volte-face. Les excommunications qu'il a lancées contre Otton manifestent le dépit d'un joueur, qui reprend ses cartes. En 1214, contre le neveu de Jean sans Terre, il joue désormais celle, truquée, de Frédéric de Hohenstaufen.

C'est en ce point que ses menées se conjuguent à celles de Philippe Auguste, et que ce premier conflit rejoint l'autre. Ouvert lui-même depuis un siècle et demi, il est de plus en plus aigre. Malaisées dès que le duc de Normandie est devenu roi en Angleterre, les relations entre le Capétien et son plus riche vassal se sont très fortement tendues lorsque le Plantagenêt, comte d'Anjou, étendit son pouvoir sur la principauté anglo-normande, puis sur l'immense duché d'Aquitaine. Dès lors, le roi de Paris dut s'acharner à dissocier une puissance démesurée, qui risquait d'éclipser la sienne. Depuis son avènement, Philippe ne poursuit pas d'autre but. Pour mieux l'atteindre, il s'est hâté de revenir de Terre sainte, s'est rapproché du Staufen, s'est essoufflé chaque été à mener la guerre ici et là contre Richard Cœur de Lion, qui jusqu'à sa mort conserva l'avantage. Mais ensuite, face à Jean, la « molle épée », le roi de France se sent en meilleure posture. Il use à plein du droit féodal. A la première occasion, Jean sans Terre est condamné pour félonie par la cour capétienne, qui prononce la confiscation de ses fiefs. Philippe court exécuter la sentence, réussit à s'emparer de la Normandie et de l'Anjou, ce pourquoi on le dit Auguste. Déshérité, le roi d'Angleterre tient bon cependant, attire à lui tous les barons français qui se sont éloignés de leur seigneur, par peur, par dépit ou dans l'espoir de le faire chanter. Il ramasse aussi de toutes parts l'argent dont l'Angleterre est pleine, grâce auquel on peut mener plus dure guerre. Au mépris des anathèmes que le pape contre lui fulmine, il le prend à l'Eglise anglaise. De fait, il sait attiser les rancunes de Renaud de Boulogne et de Ferrand de Flandre, mène Otton où il veut, gagne à sa cause tous les chevaliers besogneux des Pays-Bas par la promesse d'une haute paie et l'appât du pillage, et voici réunie une importante force militaire qui par le Nord menacera son rival. Quant à lui, dont le père est d'Anjou et la mère d'Aquitaine, il attaquera par le Sud.

Dans l'année 1213, les pions se mettent en place. Philippe s'accorde avec Innocent III. Pour lui complaire, il rappelle Ingebourge près de lui. Le pape déclare

le roi Jean déchu et livre l'Angleterre au Capétien, qui s'apprête à passer la mer. C'est alors que le comte Ferrand, jetant le masque, fait défection. Plus d'expédition outre-Manche : Jean sans Terre, au dernier moment, est venu ramper devant les envoyés du Saint-Père. L'ost du roi de France s'en va donc ravager la Flandre. Excursion de rapine, comme à l'accoutumée, mais qui fait sentir à Philippe combien l'adversaire est coriace : il brûle Lille, puis Cassel et Douai, mais perd sa flotte et la cité de Tournai, tandis que Ferrand et Renaud poussent leurs chevaux jusqu'aux abords d'Arras. En février 1214, on apprend que Jean vient de débarquer à La Rochelle, avec de grosses troupes et des deniers plein les mains : il veut ressaisir l'Anjou. Mais l'approche de Philippe Auguste, qui s'est précipité, suffit à le faire se sauver en Saintonge. Le roi de France est trop prudent pour le poursuivre. A la fin d'avril il laisse à Chinon son fils Louis, avec la jeune chevalerie. Lui part vers le nord faire front à l'autre péril. Il bat le rappel de ses camarades en Picardie, en Ponthieu, en Artois : on ira, ce nouvel été, piller encore une fois les campagnes flamandes. Début juillet, Otton quitte Aix-la-Chapelle. Le 12, il est à Nivelle. Le 21, l'argent des soldes arrive d'Angleterre. Deux jours plus tard, Philippe chevauche de Péronne à Douai. Son armée campe, le 25, à Bouvines et, le lendemain, entre à Tournai. Ce matin-là, Otton, le comte de Flandre et le comte de Boulogne se trouvaient à Mortagne, au confluent de la Scarpe et de l'Escaut, à trois lieues vers le midi. Le roi de France découvre alors où sont exactement ses ennemis. Il réunit son conseil : ses cousins, le duc, les comtes, les chevaliers de sa mesnie disent, chacun à leur tour, leur avis. Prévaut celui de ne pas s'aventurer plus loin, en terrain difficile, avec derrière soi si forte compagnie, mais de se retirer du côté de la France, dès l'aube. Prudemment, l'armée passera le pont de Bouvines. Elle s'arrêtera vers Lille, à l'abri des marais, pour flairer le vent.

Ce prologue était nécessaire. Ecoutons à présent le principal témoin.

LA JOURNÉE

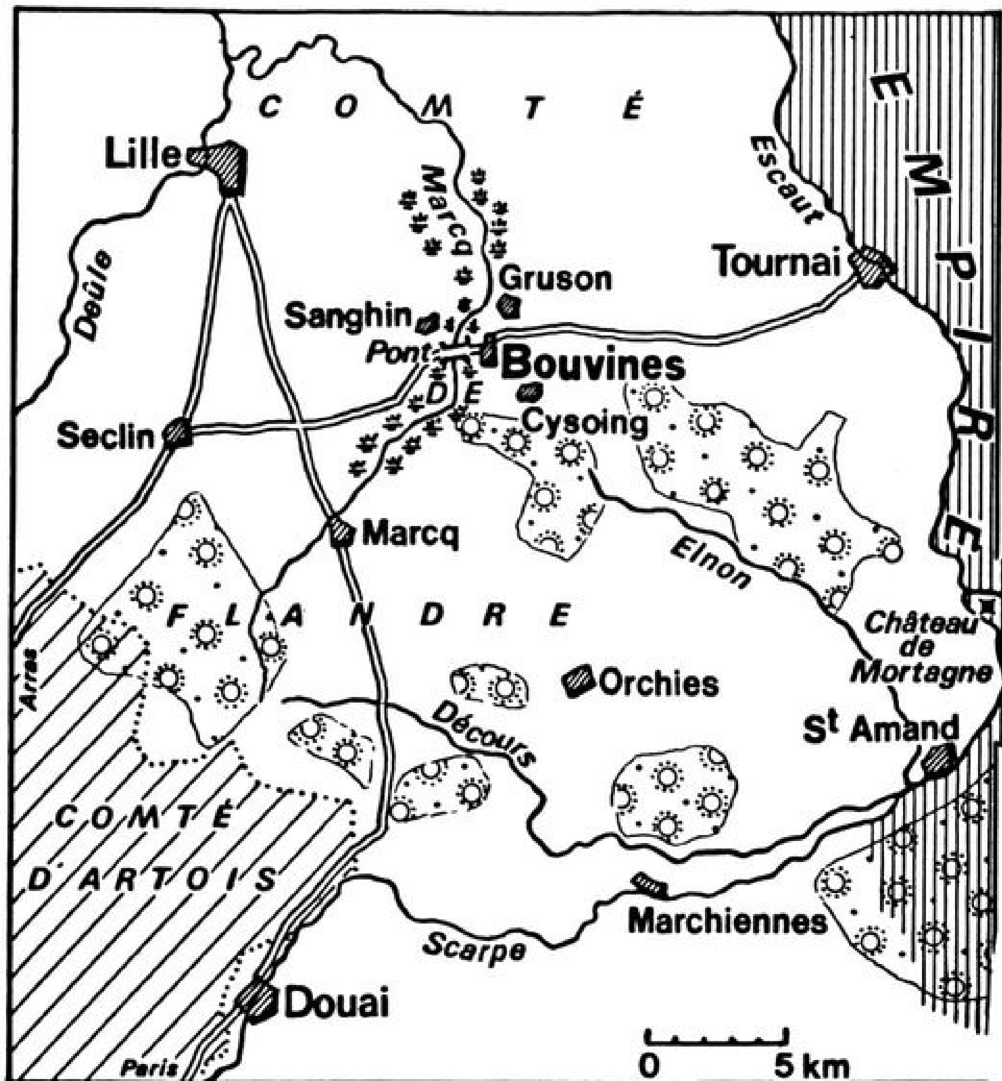
« Désormais[1] *nous convient d'écrire la glorieuse victoire du bon Roi Philippe, au mieux que nous pourrons.*

En l'an de l'Incarnation 1214, [en[2] *ce temps que le roi Jean d'Angleterre guerroyait en Poitou, comme nous l'avons dit, en espérance de recouvrer la terre qu'il avait perdue, et qu'il se fut enfui lui et tout son ost à l'approche de monseigneur Louis], Otton l'empereur damné et excommunié, que le roi Jean d'Angleterre avait retenu à sa solde contre le roi Philippe, assembla son ost en Hainaut au château de Valenciennes, en la terre du comte Ferrand, qui à lui s'était allié contre son seigneur lige. Là, lui envoya le roi Jean, à ses dépens et à ses gages, nobles combattants et chevaliers de grande prouesse, Renaud le comte de Boulogne, Guillaume Longue-Epée, comte de Chester, le comte de Salisbury, le duc de Limbourg, le duc de Brabant, qui avait épousé la fille d'Otton, Bernard d'Ostemale, Othe de Tecklembourg, le comte Conrad de Dortmund et Girard de Randerode, et maint autre comte et baron d'Allemagne, de Brabant, de Hainaut et de Flandre. Le bon roi Philippe assembla d'autre part sa chevalerie au château de Péronne, autant qu'il en pût avoir, car son fils Louis guerroyait en Poitou en ce même temps contre le roi Jean et avait avec lui grande partie de la chevalerie de France.*

Le lendemain de la Madeleine, le roi mut de Péronne et entra à grande force en la terre de Ferrand ; il passa parmi la Flandre en brûlant et gâtant tout à droite et à gauche et vint en telle manière jusques à la cité de Tournai, que les Flamands avaient prise par ruse en l'an d'avant et durement endommagée. Mais le roi y envoya frère Guérin et le comte de Saint-Pol qui la recouvrèrent assez légèrement. Otton mut de Valenciennes et vint jusques à un château qui est appelé Mortagne. Ce château, l'avait pris par force et détruit l'ost du roi Philippe, après qu'ils eurent pris Tournai, qui n'était loin que de six milles.

La première semaine après la fête de saint Philippe et saint Jacques, le roi se proposa d'attaquer ses ennemis, mais les barons le lui déconseillèrent, pour ce que les entrées étaient étroites et difficiles à passer jusques à eux. Pour ceci, il changea son propos par le

conseil des barons et ordonna qu'ils retourneraient arrière et entreraient par autre plus plane voie en la comté de Hainaut et qu'ils la détruiraient de tout en tout. Le lendemain donc qui fut le jour de la VIe kalende d'août, le roi mut de Tournai et bayait à reposer lui et son ost en cette même nuit en un château qui a nom Lille. Mais autrement advint qu'il n'avait proposé, car Otton mut en cette même matinée du château de Mortagne, et chevaucha tant qu'il put après le roi, à batailles ordonnées. Le roi ne savait pas ni ne crut en nulle manière que ses ennemis dussent ainsi venir après lui. Il advint par aventure, ou comme Dieu le voulut, que le vicomte de Melun se détacha de l'ost du roi, avec d'autres chevaliers légèrement armés, et chevaucha vers ces parties d'où Otton venait. Et aussi se détacha de l'ost et chevaucha après lui frère Guérin, l'élu de Senlis (frère Guérin nous l'appelons, parce qu'il était frère profès de l'Hôpital et en portait toujours l'habit), sage homme, de profond conseil et merveilleux de prévoyance pour les choses à venir. Ces deux-là se détachèrent de l'ost d'environ trois milles et chevauchèrent tant ensemble qu'ils gravirent un haut tertre d'où ils purent ouvertement distinguer les batailles de leur ennemi qui se hâtaient de venir et étaient toutes ordonnées pour combattre. Quand ils virent ceci, l'élu Guérin se détacha immédiatement et se hâta de retourner au roi ; mais le vicomte de Melun demeura en la place avec ses chevaliers qui assez légèrement étaient armés. Au plus tôt qu'il put venir au roi et aux barons, l'élu Guérin leur annonça que leurs ennemis venaient hâtivement à batailles ordonnées, et qu'il avait vu les chevaux couverts, les bannières déployées, les sergents et les gens à pied au front devant, ce qui est signe certain de bataille.



Quand le roi entendit ceci, il commanda que tout l'ost s'arrêtât, puis il manda les barons et se conseilla sur ce qu'on ferait ; mais ils ne s'accordaient pas beaucoup à la bataille et louèrent que l'on chevauchât toujours avant. Quand Otton et sa gent vinrent à une petite rivière, ils passèrent petit à petit car le pas était difficile. Quand tous furent passés outre, ils firent semblant d'aller vers Tournai. Alors commencèrent à dire les Français que leur ennemi s'en allait vers Tournai. Mais frère Guérin sentait alors tout le contraire et criait et affirmait avec assurance qu'il convenait que l'on se battît ou que l'on partît à honte et à dommage. A la fin vainquit l'opinion de plusieurs celle d'un seul. Alors se remirent au chemin et chevauchèrent ainsi jusqu'à un petit pont qui est nommé le pont de Bouvines [entre le lieu-dit Sanghin et le village appelé Cisoing]. Etait déjà

outre ce pont la plus grande partie de l'ost et le roi s'était désarmé ; mais il n'avait pas encore passé le pont, comme ses ennemis le croyaient. Leur propos était tel que, si le roi eût passé le pont, ils se jetassent tantôt sur ceux qu'ils trouveraient à passer, et qu'ils les tuassent et en fissent leur volonté.

Comme le roi se reposait un peu dessous l'ombre d'un frêne, pour ce qu'il était déjà assez travaillé autant de chevaucher que de porter les armes (ce lieu était assez près d'une petite chapelle qui était fondée en l'honneur de Monseigneur saint Pierre), vinrent en l'ost les messagers de ceux qui étaient en la dernière bataille. Ils criaient à merveilleux cris et horribles que leurs ennemis venaient et qu'ils s'appareillaient durement à combattre contre ceux de la dernière échelle, et que le vicomte de Melun et ceux qui avec lui étaient légèrement armés et les arbalétriers qui refrénaient leur orgueil et soutenaient leur attaque, étaient en grand péril et qu'ils ne pourraient pas longuement retenir leur hardiesse ni leur forcénerie. Alors commença l'ost à s'émouvoir et le roi entra en la chapelle dont nous avons plus haut parlé et fit une brève oraison à Notre Seigneur. Quand il en sortit, il se fit armer hâtivement, puis sauta au destrier allégrement et en aussi grande liesse que s'il dût aller à une noce ou à une fête où il eût été invité. Alors commença-t-on à crier parmi les champs « aux armes, barons ! aux armes ! » Trompes et buccins commencèrent à bondir et les batailles à retourner, qui déjà avaient passé le pont. Alors fut rappelée l'oriflamme Saint-Denis, que l'on portait au premier front de la bataille par devant toutes les autres. Mais pour ce qu'elle ne retourna pas hâtivement, elle ne fut pas attendue, car le roi retourna tout premier à grande course de cheval et se mit au premier front de la première bataille, si bien qu'il n'y avait personne entre lui et son ennemi.

Quand Otton et les siens virent que le roi était retourné, ce qu'ils ne croyaient pas, ils furent tout ébahis et surpris de soudaine peur. Alors ils se tournèrent à la droite partie du chemin si bien qu'ils allaient par devers occident et s'étendirent si largement qu'ils couvrirent la plus grande partie du champ. Ils s'arrêtèrent par devers septentrion en telle manière qu'ils eurent la lueur du soleil droitement aux yeux, qui fut plus chaud et plus ardent en cette journée qu'il n'avait été avant. Le roi ordonna ses batailles et les assit parmi les champs droitement contre son ennemi par devers le midi, front à front, en telle manière que les Français avaient le soleil aux épaules. Ainsi furent les batailles ordonnées

et également mises deçà et delà. Au milieu de cette disposition était le roi au premier front de sa bataille : lui étaient joints aux côtés Guillaume des Barres, la fleur des chevaliers, Barthélemy de Roye, ancien homme et sage, Gautier le jeune, chambellan, sage homme et bon chevalier de mûr conseil, Pierre Mauvoisin, Girard La Truie, Etienne de Longchamp, Guillaume de Mortemer, Jean de Rouvray, Guillaume de Garlande, Henri le comte de Bar, jeune homme et vieux de courage, noble en force et en vertu ; il était cousin du roi et avait nouvellement reçu la comté après la mort de son père ; et maint autre bon chevalier qui pas ne sont ici nommés, de merveilleuse vertu et exercés en armes. Tous ceux-ci furent mis en la bataille du roi par grande spécialité pour son corps garder, pour leur grande loyauté et pour l'opinion de leur souveraine prouesse. De l'autre part fut Otton au milieu de sa gent ; il avait fait dresser pour enseigne une aigle dorée sur un dragon qui était attaché sur une haute perche.

Avant que la bataille fût commencée, le roi admonesta ses barons et sa gent ; et bien qu'ils eussent déjà cœur et volonté de bien faire, il leur fit un sermon bref par telles paroles : « Seigneurs barons et chevaliers, notre confiance et notre espérance sont toutes mises en Dieu. Otton et tous les siens sont excommuniés de notre père l'Apostole pour ce qu'ils sont ennemis et détruiseurs des choses de sainte Eglise. Les deniers qui leur sont administrés et dont ils sont payés, sont acquis des larmes des pauvres et des rapines des clercs et des églises. Mais nous sommes chrétiens et usons de la coutume de sainte Eglise, et bien que nous soyons pécheurs comme autres hommes, toutefois nous nous soumettons à Dieu et à sainte Eglise. Nous la gardons et défendons selon notre pouvoir, c'est pourquoi nous devons nous fier hardiment à la miséricorde de Notre Seigneur, qui nous donnera de surmonter nos ennemis [et les siens] et de vaincre. » Quand le roi eut ainsi péroré, les barons et les chevaliers lui demandèrent bénédiction [et lui, la main levée, pria pour attirer sur eux la bénédiction du Seigneur], Trompes et airains firent sonner, puis firent assaut à leurs ennemis par grande et merveilleuse hardiesse.

En cette heure et en ce point, étaient derrière le roi son chapelain qui écrit cette histoire et un clerc, qui, aussitôt qu'ils ouïrent le son des trompes, commencèrent à chanter et à psalmodier à haute voix le psaume : Benedictus Dominus Deus meus, qui docet manus meas ad proelium, etc. *tout jusques en la fin, et puis après*, Exurgat Deus, *tout jusques en la fin, et* Domine, in virtute tua laetabitur Rex, *au mieux qu'ils*

purent, car les larmes et les sanglots les empêchaient durement. Puis ramenaient en mémoire devant Dieu en pure dévotion l'honneur et la franchise dont sainte Eglise jouit au pouvoir du roi Philippe, et d'autre part la honte et les reproches qu'elle souffre et a soufferts par Otton et par le roi Jean d'Angleterre. Par dons et promesses de celui-ci, tous ces ennemis étaient émus contre le roi en son propre royaume et certains d'entre eux se battaient contre leur seigneur lige, pour la santé duquel ils eussent mieux dû combattre contre tout homme.

La première attaque de la bataille ne fut pas en la place où le roi était, car avant que ceux de son échelle ni ceux d'alentour commençassent la presse, certains déjà se battaient contre Ferrand et les siens en la droite partie du champ à l'insu du roi. Le premier front de la bataille des Français était mis et ordonné ainsi que nous l'avons décrit plus haut et couvrait de l'espace du champ mille et quarante pas. En cette bataille était frère Guérin, l'élu de Senlis, tout armé, non pas pour combattre, mais pour admonester et pour exhorter les barons et les autres chevaliers à l'honneur de Dieu, du roi et du royaume, et à la défense de leur propre santé. Eudes, le duc de Bourgogne, Mathieu de Montmorency, le comte de Beaumont, le vicomte de Melun et les autres nobles combattants, et le comte de Saint-Pol que d'aucuns avaient soupçonné de s'être quelque fois accordé avec leur ennemi. Et pour ce qu'il pensait bien que d'aucuns en avaient soupçon, il dit au frère Guérin un tel mot : que le roi aurait en lui bon traître en cette journée. En cette même bataille étaient cent quatre vingt champenois, ainsi que l'élu Guérin les avait ordonnés : il mit certains, qui devant étaient, par derrière, pour ce qu'il les sentait lâches et tièdes de cœur, et ceux qu'il sentait hardis et fervents de bataille, en la prouesse desquels il avait foi et assurance, il les assit en la première échelle et leur dit ainsi : « Seigneurs chevaliers, le champ est grand, élargissez-vous parmi les rangs, que votre ennemi ne vous enclose ; car il n'est pas convenable que l'un se fasse écu de l'autre, mais ordonnez-vous en telle manière que vous puissiez combattre tous ensemble et en une même heure, tout d'un front. » Quand il eut dit ceci, il envoya en avant cent cinquante sergents à cheval pour commencer la bataille par le conseil du comte de Saint-Pol. Il le fit en cette intention que les nobles combattants de France, que nous avons ci-dessus nommés, trouvassent leur ennemi quelque peu ému et troublé.

Mais les Flamands et les Allemands qui étaient très ardents de combattre, eurent grand dédain d'être premièrement requis par sergents et non par chevaliers. Pour cela, ils ne daignèrent pas se mouvoir de leur place, mais les attendirent et les reçurent très aigrement ; grande partie de leurs chevaux leur occirent et leur firent maintes plaies, mais nul n'y eut qui à mort fut navré, fors que deux tant seulement. Ces sergents étaient nés de la vallée de Soissons, pleins de grande prouesse et de grand hardiment, et ils ne se battaient pas moins vertueusement à pied qu'à cheval.

Gautier de Ghistelle et Buridan, qui étaient chevaliers de noble prouesse, exhortaient les chevaliers de leur échelle à la bataille, et leur ramenaient en mémoire les faits de leurs amis et de leurs ancêtres, sans plus de peur, comme il semblait, que s'ils eussent joué en un tournoi. Quand ils eurent désarçonné et abattu certains des devant dits sergents, ils les laissèrent et tournèrent d'autre part enmi le champ pour combattre les chevaliers. Alors s'assemblèrent à eux certains de la bataille des Champenois et se battirent contre eux aussi proueusement qu'ils firent. Quand les lances furent brisées, ils tirèrent les épées et s'entredonnèrent merveilleux coups. A cette mêlée survint Pierre de Rémy et ceux de sa compagnie ; par force, prirent et emmenèrent ce Gautier de Ghistelle et Jean Buridan. Mais un chevalier de leur gent, qui était nommé Eustache de Malenghin, commença à crier à haute voix par grand orgueil « à la mort, à la mort aux Français ! » et les Français de l'enclore entre eux, si bien que l'un l'arrête et lui étreint la tête entre le pis et le coude, puis il lui arracha le heaume de la tête et un autre le frappa d'un couteau entre le menton et la ventaille jusques au cœur et lui fit sentir par grande douleur la mort dont il menaçait les Français par grand orgueil. Quand cet Eustache de Malenghin fut ainsi occis, et Gautier de Ghistelle et Buridan pris, la hardiesse des Français doubla, toute peur mirent bas et usèrent de toutes leurs forces comme tout certains de la victoire.

Après les sergents à cheval que l'élu avait devant envoyés pour commencer la bataille, le comte Gautier de Saint-Pol mut avec les chevaliers de son échelle qui étaient tous élus et de noble prouesse. Entre ses ennemis il se jeta aussi fièrement que l'aigle affamé se jette en la tourbe des colombes. Dès qu'il fut en la presse plongé, maint en frappa et de maint fut frappé. Là apparut la hardiesse de son cœur et la prouesse de son corps, car il abattait tous ceux qu'il atteignait et tuait hommes et chevaux sans différence et sans prendre personne. Tant frappa et massacra-t-il, avec les siens, à droite et à gauche, qu'il

transperça tout outre la tourbe de ses ennemis, puis se rejeta dedans d'autre part et les encercla comme au milieu de la bataille.

Après le comte de Saint-Pol, mut le comte de Beaumont par aussi grande hardiesse ; Mathieu de Montmorency et les siens, le duc Eudes de Bourgogne qui avait maint bon chevalier en sa route, tous se jetèrent en la presse, avides et chauds de combattre, et rendirent à leurs ennemis merveilleuse bataille. Le duc de Bourgogne, qui était homme corpulent et de flegmatique complexion, chut à terre, car son destrier fut sous lui occis. Quand ses gens le virent chu, ils s'assemblèrent autour de lui, sur un nouveau cheval le firent tantôt monter. Quand il fut remonté, il eut grand deuil de cette chute et dit qu'il vengerait cette honte ; il brandit la lance et brocha des éperons, puis se jeta au plus dru de ses ennemis par grande ire. Il ne prenait garde où il frappait, ni qui il rencontrait, mais vengeait son moutalent sur tous également, comme si chacun de ses ennemis lui eut son cheval occis.

D'autre part se battait le vicomte de Melun, qui avait en sa route chevaliers connus et exercés en armes. Il attaqua ses ennemis d'autre part, tout en cette manière que le comte de Saint-Pol avait fait ; tout autre les transperça et retourna d'autre part parmi cette bataille. En cette presse fut frappé Michel de Harmes d'une lance parmi l'écu et le haubert et parmi la cuisse. Il fut cousu à l'arçon de la selle et au cheval et fut trébuché à terre, lui et le cheval. Hugues de Maleveine et maint autre furent trébuchés à terre, car leurs chevaux furent occis ; mais ils rebondirent par grande vertu et ne se battirent pas moins proueusement sur leurs pieds que sur leurs chevaux.

Le comte de Saint-Pol, qui très fortement et très longuement s'était battu et était déjà assez travaillé pour la multitude des coups qu'il avait donnés et reçus, se retira hors de la presse pour se rafraîchir et éventer et pour reprendre un peu son esprit ; il tourna le visage vers ses ennemis. Tandis qu'il se reposait ainsi, il aperçut un de ses chevaliers que les ennemis avaient si environné, qu'il ne pouvait voir entrée par quoi l'on pût à lui venir. Bien que le comte n'eût pas encore son haleine reprise, il laça le heaume, la tête joignit au col du cheval et l'embrassa fortement aux deux bras, puis heurta des éperons et transperça en telle manière tous ses ennemis jusques à tant qu'il vint à son chevalier. Alors, il se dressa sur les étriers et tira l'épée et en répartit si grands coups qu'il disjoignit et rompit la presse de ses ennemis par merveilleuse vertu. Quand il eut délivré son

chevalier de leurs mains à grand péril de son corps, par grande hardiesse ou par folie, il retourna à sa bataille et se reçut entre ses gens. Comme témoignèrent depuis ceux qui virent cela, il fut là en si grand péril de mort qu'il fut frappé de douze lances en un même moment, et pourtant, parce que la souveraine vertu l'aida, on ne le put trébucher ni lui ni le cheval. Quand il eut fait cette prouesse merveilleuse et qu'il se fut un peu rafraîchi avec ses chevaliers qui pendant ce temps s'étaient reposés, il se joignit et moula dans son armure et puis se rejeta au plus dru de ses ennemis.

En ce point et en cette heure, si fervente et si aigre de part et d'autre était la bataille, qui déjà avait duré par trois heures, que Pallas la déesse des batailles voletait en l'air par-dessus les combattants comme si elle ne sût encore auxquels elle dût donner victoire. A la fin versa tout le faix de la bataille sur Ferrand et sur les siens ; abattu à terre, blessé et navré de maintes grandes plaies, pris fut et lié, avec maints de ses chevaliers. Si longuement s'était battu qu'il était comme demi-mort et ne pouvait plus la bataille endurer quand il se rendit à Hugues de Mareuil et à Jean son frère. Aussitôt que Ferrand fut pris, tous ceux de son parti qui se battaient en cette partie du champ, s'enfuirent ou bien furent morts ou pris.

Tandis que Ferrand était ainsi mené à déconfiture, retourna l'oriflamme Saint-Denis et les légions des communes vinrent arrière, qui déjà étaient allées avant jusque près des tentes, spécialement la commune de Corbie, d'Amiens, d'Arras, de Beauvais, de Compiègne et accoururent à la bataille du roi, là où elles voyaient l'enseigne royale au champ d'azur et aux fleurs de lis d'or, qu'un chevalier porta en cette journée, qui avait nom Galon de Montigny. Ce Galon était très bon chevalier et très fort, mais il n'était pas riche homme. Les communes dépassèrent toutes les batailles des chevaliers et se mirent devant le roi à l'encontre d'Otton et de sa bataille. Mais ceux de son échelle qui étaient chevaliers de grande prouesse, les firent tôt se retirer jusques à la bataille du roi, toutes les éparpillèrent petit à petit et les transpercèrent tant qu'ils approchèrent bien près de l'échelle du roi. Quand Guillaume des Barres, Guy Mauvoisin, Girard La Truie, Etienne de Longchamp, Guillaume de Garlande, Jean de Rouvray, Henri le comte de Bar et les autres nobles combattants qui en la bataille du roi avaient été mis spécialement pour son corps garder, virent que Otton et les Teutons de sa bataille tendaient à venir droit au roi et qu'ils ne quéraient que sa personne tant seulement, ils se mirent devant

pour rencontrer et refréner la forcénerie des Teutons. Ils laissèrent le roi, pour qui ils craignaient derrière leur dos. Pendant qu'ils combattaient Otton et les Allemands, leurs gens à pied qui étaient allés devant, atteignirent le roi soudainement et le trébuchèrent de son cheval jusqu'à terre avec des lances et des crocs de fer. Si la souveraine vertu et l'armure spéciale dont son corps était garni ne l'eussent garanti, ils l'eussent là occis. Mais un peu de chevaliers qui avec lui était demeuré et Galon de Montigny, qui souvent tournait l'enseigne pour appeler secours, et Pierre Tristan qui descendit de son destrier de son gré et se mit au-devant des coups pour le roi garantir, détruisirent et occirent tous ces sergents à pied. Le roi bondit et monta au destrier plus légèrement que nul n'eût cru. [Quand le roi fut remonté et la piétaille qui l'avait abattu toute détruite et occise, la bataille du roi s'assembla à l'échelle d'Otton.] Alors commença la presse merveilleuse, l'occision et l'abattis de part et d'autre d'hommes et de chevaux ; car ils se battaient tous par merveilleuse vertu. Là fut occis juste devant le roi Etienne de Longchamp, chevalier preux et loyal et de foi entière ; il fut frappé d'un couteau jusques en la cervelle par l'œillère du heaume. Les ennemis du roi usèrent en cette bataille d'une manière d'arme qui au temps d'alors n'avait jamais été vue, car ils avaient couteaux longs et grêles à trois carrés tranchants de la pointe jusques au manche et ils se servaient au combat de tels couteaux pour épées et pour glaives. Mais par la merci Dieu, les glaives et les épées des Français, et leur vertu qui jamais n'est lassée, surmontèrent la cruauté de leurs ennemis et de leurs nouvelles armes ; car ils se battirent si fermement et si longuement qu'ils firent par force reculer et se retirer toute la bataille d'Otton et vinrent jusques à lui et si près que Pierre Mauvoisin, qui plus était puissant en armes que sage de la sapience du monde, le prit parmi le frein et le crut tirer hors de la presse. Mais il vit qu'il ne pourrait sa volonté accomplir pour la presse et pour la multitude de sa gent qui autour de lui était jointe et serrée. Girard La Truie, qui était auprès, lui donna d'un couteau [qu'il avait nu dans la main] parmi la poitrine et quand il vit qu'il ne le pourrait transpercer [à cause de l'épaisseur des armures dont sont munis les guerriers de notre temps et qui sont impénétrables], il amena un second coup pour réparer le défaut du premier. Alors qu'il crut frapper Otton parmi le corps, il rencontra la tête du cheval qui était haute et levée, lui assena un coup droit en l'œil et le couteau, qui fut lancé par grande vertu, lui coula jusques en la cervelle. Le cheval qui le grand coup sentit, s'effraya et commença à se

démener fortement. Il se retourna du côté dont il était venu en telle manière qu'Otton montra le dos à nos chevaliers et s'enfuit aussitôt. Il fit proie à ses ennemis de l'aigle et de l'étendard et de tout ce qu'il avait amené au champ. Quand le roi le vit partir en telle manière, il dit à sa gent : « Otton s'enfuit, d'aujourd'hui ne le verra-t-on en la face. » Il n'avait pas fui longuement que le cheval tomba mort. Alors lui fut le second amené tout frais et quand il fut remonté, il se mit à la fuite au plus rapidement qu'il put, comme qui plus ne pouvait endurer la vertu des chevaliers de France ; car Guillaume des Barres l'avait déjà deux fois tenu parmi le col, mais ne le put pas bien tenir pour le cheval qui fut fort et mouvant et pour la presse de sa gent.

En cette heure et en ce point qu'Otton s'enfuyait, était la bataille merveilleusement aigre et fervente de part et d'autre. Ses chevaliers se battaient si durement qu'ils avaient à terre abattu Guillaume des Barres et son cheval occis, pour ce qu'il était passé plus avant que les autres. Car le jeune Gautier, Guillaume de Garlande [leurs lances brisées et leurs glaives sanguinolents] et Barthélemy de Raye, qui était bon chevalier et sage [et les autres qui étaient avec eux] jugèrent et dirent que c'était périlleuse chose de laisser le roi derrière eux ainsi seul, venant à découvert après eux. Pour cette raison ne se voulurent-ils jeter en la presse aussi avant que fit le Barrois, qui était à pied contre ses ennemis et se défendait selon sa coutume par merveilleuse vertu. Mais parce qu'un seul homme à pied ne peut pas très longuement durer contre si grande multitude, à la fin eût-il été mort ou pris, si ne fût Thomas de Saint-Valery, chevalier noble et puissant en armes, qui survint là avec cinquante chevaliers et deux mille sergents à pied, et le Barrois délivra des mains de ses ennemis.

Là fut la bataille renouvelée, car tandis qu'Othon fuyait, se battaient fortement les nobles chevaliers de sa bataille, Bernard d'Ostemale, qui était chevalier de grande prouesse, le comte Othe de Tecklembourg, le comte Conrad de Dortmund, Girard de Randerode, et maint autre chevalier fort et hardi combattant, qu'Otton avait spécialement élus pour leur grande prouesse, pour qu'ils fussent près de lui en la bataille pour son corps garder. Tous ceux-ci se battaient merveilleusement et détruisaient et tuaient les nôtres. Mais toutefois les surmontèrent les Français et furent pris les deux devant dits comtes et Bernard d'Ostemale et Girard de Randerode. Le char sur quoi l'étendard siégeait, fut dépecé, le dragon rompu et brisé et l'aigle dorée fut portée devant

le roi ; elle avait les ailes arrachées et brisées. Ainsi fut la bataille d'Otton toute déconfite après qu'il se fut enfui.

Le comte Renaud de Boulogne, qui avait toujours la presse maintenue, se battait encore si durement que nul ne le pouvait vaincre ni surmonter. D'un nouvel art usait en la bataille, car il avait fait un double parc de sergents à pied bien armés, joints et serrés ensemble à la circuite en la manière d'une roue : dedans ce cerne, n'y avait qu'une seule entrée par quoi il entrait, quand il voulait reprendre son haleine ou quand il était trop empressé de ses ennemis ; il fit cette chose par plusieurs fois.

Ce comte Renaud, le comte Ferrand et l'empereur Otton, comme on l'apprit depuis par les prisonniers, avaient juré avant le commencement de la bataille qu'ils ne se tourneraient à droite ni à gauche, ni ne se battraient à nulle échelle fors à celle où le roi était tant seulement. Et devaient le roi occire aussitôt qu'ils l'auraient pris, en cette intention que, si le roi était occis, ils pussent légèrement faire leur volonté de tout le royaume et pour ce serment, ne voulurent jamais s'assembler fors à la bataille du roi. Ferrand, qui cette même chose avait jurée, voulut et commença à venir tout droit au roi, mais il ne put, car la bataille des Champenois lui vint au devant et se battit contre lui si fortement qu'elle empêcha son propos. Et le comte Renaud aussi esquiva toutes les autres et s'adressa à la bataille du roi et vint droit à lui au commencement de la presse. Après, quand il fut près de lui, il eut horreur et une peur naturelle de son droit seigneur, ainsi que certains le croient. D'une autre part de la presse se retourna et se battit contre le comte Robert de Dreux, qui près du roi était en cette même bataille en une tourbe très épaisse.

Le comte Perron d'Auxerre, qui était cousin du roi, se battait vertueusement pour lui, et Philippe son fils, pour ce qu'il était cousin de la femme de Ferrand de par sa mère, se battait d'autre part contre son père et contre la couronne de France : car le péché et l'Ennemi avaient les cœurs de certains si aveuglés que, eussent-ils père et frères et cousins dans le parti du roi, ils ne laissaient pas pour cela de combattre par peur de Dieu et ils eussent chassé à honte et à confusion, s'ils l'eussent pu, leur droit seigneur et leurs amis charnels qu'ils devaient aimer naturellement.

Le comte Renaud ne s'accorda pas bien à la bataille au commencement, bien qu'il se battît plus vertueusement et plus longuement que nul des autres, mais il déconseilla fort

le combat, comme un qui bien savait la hardiesse et la prouesse des chevaliers de France. Pour ceci, Otton et les siens l'avaient soupçonné de trahison et s'il n'eût consenti à la bataille, ils l'eussent pris et mis en liens, de quoi il dit un mot à Hugues de Boves un peu avant le commencement de la bataille : « Voici, dit-il, la bataille que tu loues et conseilles et moi je la déloue et déconseille ; il en adviendra que tu t'enfuiras comme mauvais et couard et je me battrai sur le péril de ma tête, et sais bien que je demeurerai ou mort ou pris. » Quand il eut dit ceci, il s'en vint au lieu destiné de sa bataille et se battit plus fortement et plus longuement que nul de son parti.

Entre ces choses, les rangs du parti d'Otton commencèrent à s'éclaircir, car le duc de Louvain, le duc de Limbourg et Hugues de Boves s'étaient déjà enfuis et les autres par cinquantaine, par quarantaine, et par tourbes de divers nombres, mais le comte Renaud se battait encore si fortement que nul ne le pouvait arracher de la bataille. Il n'avait que six chevaliers avec lui qui ne le voulaient abandonner, mais ils combattaient avec lui très fortement, quand un sergent preux et hardi, il avait nom Pierre de la Tournelle, qui se battait à pied pour ce que ses ennemis lui avaient son cheval occis, se tira vers le comte, la couverture de son destrier souleva et le frappa par-dessous si bien qu'il enfonça aux boyaux l'épée jusques à l'enhourdure. L'un des chevaliers qui avec lui se battait, quand il eut vu ce coup, prit le comte par le frein et le chassa hors de la presse à grand peine et contre sa volonté. Alors il se mit à telle fuite comme il put, quand Quenon de Condune et Jean son frère le suivirent et abattirent à terre ce chevalier. Le cheval du comte tomba mort et le comte versa en telle manière qu'il eut la cuisse droite dessous le col du cheval. A la prise survinrent Hugues et Gautier de Fontaines et Jean de Rouvray. Tandis qu'ils disputaient ensemble lequel aurait la prise du comte, vint d'autre part Jean de Nesle. Ce Jean était beau chevalier et grand de corps, mais la prouesse ne répondait ni à la beauté ni à la quantité du corps, car il ne s'était battu contre nul homme en toute la journée. Pour cela disputait-il lui et ses chevaliers, avec ceux qui tenaient le comte, pour ce qu'il voulait acquérir quelque louange, sans raison, de la prise de si grand homme. A la fin leur eût-il arraché le comte, sans Guérin l'élu qui survint en la place. Aussitôt que le comte l'aperçut, il lui rendit son épée et se rendit à lui, et le pria qu'il lui fît donner la vie tant seulement. Mais, avant que l'élu survînt là en ce point que les chevaliers disputaient ensemble, un garçon qui avait nom Commotus *arracha au comte le heaume*

de la tête, comme un qui était fort et d'entière vertu et lui fit une très grande plaie en la tête, puis lui souleva le pan du haubert, croyant lui bouter le couteau parmi le ventre. Mais le couteau ne put trouver entrée, pour les chausses de fer qui fortement étaient cousues au haubert. Tandis qu'ils le tenaient ainsi et le contraignaient à lever de terre, il regarda autour de lui et vit venir Arnoul d'Audenarde et certains chevaliers qui fortement se hâtaient de le secourir. Quand il les vit vers lui tourner, il se laissa couler à terre et feignit de ne pouvoir rester sur ses pieds, en espérance que cet Arnoul le délivrât. Mais ceux qui alentour étaient le frappaient de grands coups et le firent par force monter sur un roncin, et cet Arnoul et tous ceux qui avec lui étaient furent pris et retenus.

Après que tous les chevaliers du parti adverse furent morts ou pris ou échappés par la fuite et toute la mesnie d'Otton eut le champ vidé, était encore enmi le champ sept cents sergents à pied, preux et hardis, nés de la terre de Brabant, que ceux de là avaient mis par devant eux pour mur et pour défense contre la force de leur ennemi. Le roi, qui bien les aperçut, envoya contre eux Thomas de Saint- Valery, noble chevalier et digne de louange [et quelque peu lettré]. Ce Thomas avait en sa route cinquante chevaliers bons et loyaux, nés de son pays, et deux mille sergents à pied. Quand lui et sa gent furent bien appareillés, ils se jetèrent en eux comme le loup affamé se jette entre les brebis. Bien qu'il fût très travaillé de combattre, lui et sa gent, comme qui avaient beaucoup fait d'armes en la journée, il les déconfit tous et prit par merveilleuse prouesse. Advint là chose bien faite pour émerveiller, car quand il eut nombré toute sa gent après cette victoire, il n'en trouva défaillant qu'un seul, et celui-ci fut cherché et trouvé entre les morts ; aux hébergements fut apporté et livré aux médecins, qui le rendirent sain et guéri en assez peu de temps après.

Le roi ne voulut pas que ces gens fissent la chasse aux fuyants plus d'un mille pour le péril des passages mal connus et pour la nuit qui approchait et mêmement pour que les princes et les riches hommes qui étaient pris, n'échappassent par aucune aventure, ou qu'ils ne fussent ravis et enlevés par force à ceux qui les gardaient. Car c'était une chose que le roi redoutait fort. Alors sonnèrent trompes et buccins pour donner signe de retour à ceux qui encore chassaient ; et quand toutes les compagnies furent retournées de la chasse, ils s'en allèrent tous aux hébergements à grande joie et à grande liesse.

[O admirable clémence du prince ! O pitié nouvelle et inouïe en ce siècle !] Quand le roi et les barons furent retournés aux tentes, il fit ce soir même par devant lui venir tous les nobles hommes qui avaient été pris en la bataille. Trente furent par nombre, lesquels cinq étaient comtes et les vingt-cinq autres de si grande noblesse que chacun portait sa propre bannière en bataille, sans les autres prisonniers qui étaient de moindre dignité. Et quand tous furent devant lui, il leur donna à tous la vie selon la grande débonnaireté et la grande pitié de son cœur, bien que tous ceux qui étaient de son royaume et ses hommes liges, qui avaient fait conspiration contre lui et sa mort jurée, et avaient fait leur pouvoir de l'occire, fussent coupables et dignes de perdre le chef selon les lois et selon les coutumes du pays. [Autant en effet brûlait en lui une inflexible rigueur contre les rebelles, autant et même bien plus, fleurissait en lui la clémence pour les soumis. Car son intention suprême était toujours d'épargner les soumis et de défaire les superbes.] En chaînes et en liens ils furent mis et chargés en charrettes pour être menés en prison en divers lieux. Le lendemain le roi mut et retourna à Paris.

Quand il fut à Bapaume, il lui fut dit, fut-ce vérité, fut-ce mensonge, que le comte Renaud devait avoir envoyé un message à Otton. Il lui mandait et conseillait qu'il retournât à Gand, là reçût les fugitifs et rapareillât sa force pour renouveler la bataille par l'aide de ceux de Gand et des autres ennemis du roi. Quand le roi eut ces paroles entendues, il fut merveilleusement ému contre le comte. Alors monta en la tour là où Renaud et le comte Ferrand étaient emprisonnés, qui étaient les deux plus grands de tous ses prisonniers. Et comme l'ire et le mautalent le poussaient, il lui commença à reprocher tous les bénéfices qu'il lui avait faits et dit ainsi : comme il était son homme lige, l'avait-il fait nouveau chevalier ; comme il était pauvre, il l'avait fait riche ; et lui pour tous ces bénéfices, il lui avait rendu mal pour bien. Car lui et son père, le comte Aubry de Dammartin, se tournèrent au roi Henri d'Angleterre et s'allièrent à lui en la nuisance du roi et du royaume. Puis après ce méfait, quand il voulut à lui retourner, le roi lui pardonna tout et le reçut en grâce et en amour et lui rendit la comté de Dammartin qui lui était échue par droit, pour ce que son père, le devant dit comte Aubry, l'avait méfaite et perdue par jugement, quand il s'était allié à son ennemi et était mort en Normandie à son service. Et le roi lui donna avec tout cela la comté de Boulogne. Après tous ces bénéfices, Renaud l'abandonna encore et s'allia au roi Richard d'Angleterre et fut en son

parti contre lui tant que le roi Richard vécut. Quand il fut mort, Renaud retourna à lui et il le reçut en amitié derechef et par-dessus les deux comtés qu'il avait devant données, lui en donna-t-il encore trois autres, les comtés de Mortain, d'Aumale et de Varennes. Et tous ces bénéfices oubliés, Renaud émut contre lui toute Angleterre, toute Allemagne, toute Flandre, Hainaut et tout Brabant, et en l'année d'avant prit-il une partie de ses nefs au port de Damme, et plus, car il avait sa mort jurée solennellement avec ses autres ennemis et s'était contre lui battu corps à corps en champ de bataille. Et plus encore. Car après que le roi lui eut la vie donnée, qu'il eut oublié tous ses méfaits selon sa miséricorde, avait-il mandé en comble de tout mal à l'empereur Otton et à ceux qui de la presse étaient échappés, qu'ils ralliassent les fugitifs et recommençassent bataille contre lui : « Tous ces maux, dit le roi, m'as-tu rendus pour tous ces bénéfices que je t'ai faits et toutefois ne t'enlèverai-je pas la vie, puisque je te l'ai donnée, mais je te mettrai en telle prison que tu n'échapperas jamais, avant que tu n'aies expié tous ces maux que tu m'as faits. »

Après que le roi eut ainsi parlé au comte Renaud, il le fit mener à Péronne et mettre en très forte prison et en fortes chaînes de fer qui étaient jointes et enlacées ensemble par merveilleuse subtilité. La chaîne qui fermait l'une à l'autre était si courte qu'il ne pouvait passer pleinement un demi pas et parmi, le milieu de cette petite chaîne, était fermée une grande de dix pieds de long, de laquelle l'autre chaîne était reliée à un gros tronc que deux hommes pouvaient à peine mouvoir toutes les fois qu'il voulait aller à nécessité de nature. Ferrand fut mené à Paris et mis en une neuve tour forte et haute au dehors des murs de la cité, qui est appelée la tour du Louvre.

Le jour même de la bataille, fut Guillaume Longue-Epée, comte de Salisbury, livré au comte Robert de Dreux en cette intention qu'il le rendît au roi Jean d'Angleterre, son frère, en échange de son fils qu'il tenait en prison, comme nous l'avons dessus dit. Mais le roi Jean, qui avait en haine sa propre chair, comme tel qui avait occis son neveu et vingt ans tenu en prison Aliénor sœur de cet Arthur, ne voulut rendre à échange un homme étranger pour son propre frère. [Ceci fait penser au lynx de Merlin. Merlin, parlant de son père, qu'il comparait à un lion, disait : « De lui naîtra un lynx capable de s'immiscer partout, fauteur de la ruine de sa propre race. C'est à cause de lui que la Neustrie perdra ses deux îles et sera dépouillée de sa dignité extérieure. »] Une autre

partie des autres prisonniers fut mise en châtelets du grand pont et du petit pont et les autres furent envoyés parmi le royaume en diverses prisons.

[Combien droits, justes, irrépréhensibles sont tes jugements, ô Seigneur, toi qui bouleverses les desseins des princes, mets en échec les plans des peuples ! Toi qui tolères les maux pour les tourner en bien, qui diffères ta vengeance pour laisser aux méchants le temps de se convertir, qui permets que soient corrigés, d'une verge aussi digne que méritée, ceux qui refusent les pénitences. Toi, qui, lorsque les mauvais menacent d'exterminer les bons, toujours changes leurs projets en leur contraire.]

Les ennemis du roi qui furent pris en bataille, n'avaient pas tant seulement fait conspiration contre lui, mais aussi avaient les propres hommes du roi joints et alliés à eux par promesses et par dons, comme Hervé, le comte de Nevers, et tous les hauts hommes d'Outre Loire, tous les Manceaux, les Angevins et les Poitevins, fors seulement Guillaume des Roches, sénéchal d'Anjou et Johel de Mayenne. Le vicomte de Sainte-Suzanne et maints autres avaient déjà promis leur faveur au roi d'Angleterre, secrètement toutefois pour la peur du roi Philippe, jusques à tant qu'ils fussent certains de la fin de la bataille. Les ennemis du roi avaient déjà partagé et divisé entre eux tout le royaume de France, comme tout sûrs de la victoire, et en avait l'empereur Otton donné en promesse à chacun sa part : le comte Renaud de Boulogne devait avoir Péronne et tout le Vermandois ; Ferrand, Paris ; et les autres, autres cités et autres pays. Pour le comte Renaud et le comte Ferrand, il ne faillit pas à cette promesse car Ferrand eut Paris et le comte Renaud, Péronne, non pas à leur honneur et à leur gloire, mais à leur honte et à leur confusion.

Toutes ces choses que nous avons dites et rapportées de leur présomption et de leur trahison, furent au roi contées par ceux mêmes qui étaient de leur parti et porte parole de leur conseil : car nous ne voulons rien conter d'eux ni de leurs faits contre notre conscience, tant soient-ils ennemis du royaume, fors seulement ce que nous croyons qui soit pure vérité.

Comme renommée témoignait, la vieille comtesse de Flandre, tante du comte Ferrand d'Espagne, née et fille du roi de Portugal, dont elle était appelée reine et comtesse, voulut savoir l'aventure et la fin de la bataille. Ses sorts jeta selon la coutume des Espagnols, qui volontiers usent de tel art, et reçut telle réponse : « On se combattra. Le roi sera abattu dans la bataille et piétiné et foulé des pieds des chevaux, et n'aura pas sépulture. Et

Ferrand sera reçu à Paris à grande procession après la victoire. » Toutes ces choses peuvent être réponse selon vérité à celui qui bien entend ; car tout ainsi fut-il comme le sort le rapporta en double entendement, selon la coutume du diable, qui toujours déçoit en la fin ceux qui le servent en palliant par fallacieuse amphibologie ce qui vaut autant comme sentence douteuse.

Qui pourrait dire ni décrire par bouche, ni penser de cœur, ni écrire en tablettes ni en parchemin [les applaudissements, les félicitations, les hymnes triomphaux, les innombrables danses de joie des populations], la très grande fête que tout le peuple faisait au roi, comme il s'en retournait en France après la victoire ? Les clercs chantaient par les églises doux chants et délicieux en louange de Notre Seigneur ; les cloches sonnaient à carillon par les abbayes et par les églises ; les moustiers étaient solennellement ornés dedans et dehors de draps de soie ; les rues et les maisons des bonnes villes étaient vêtues et parées de courtines et de riches garnitures ; les voies et les chemins étaient jonchés de rinceaux d'aubier, d'arbres verts et de nouvellettes fleurettes ; tout le peuple, haut et bas, hommes, femmes, vieux et jeunes, accouraient à grandes compagnies aux passages et aux carrefours des chemins ; les vilains et les moissonneurs s'assemblaient, leurs râteaux et leurs faucilles sur leur cou (car c'était au temps qu'on cueillait le blé) pour voir et pour injurier Ferrand en liens, qu'ils redoutaient un peu avant en armes. Les vilains, les vieilles et les enfants n'avaient pas honte de le moquer et injurier, et avaient trouvé occasion de le railler par l'équivoque de son nom, pour ce que le nom est équivoque à homme et à cheval. Il advint d'aventure que deux chevaux de la couleur qui tel nom met à un cheval le portaient en une litière et pour cela criait-on par moquerie que deux ferrants emportaient un tiers ferrant et que Ferrand était enferré, qui devant était si enragé qu'il trépignait et par orgueil s'était contre son seigneur rebellé. Telle joie fit-on au roi, et à Ferrand telle honte, jusques à tant qu'il vint à Paris. Les bourgeois et toute l'université des écoliers, [le clergé et le peuple] allèrent au roi à l'encontre [avec des hymnes et des cantiques] et montrèrent la grande joie de leur cœur par les actions du dehors ; car ils firent fête et solennité sans comparaison ; et il ne leur suffisait pas du jour, mais faisaient aussi grande fête par nuit comme par jour à grands luminaires ; car la nuit était aussi en lumière que le jour : ainsi dura cette fête sept jours et sept nuits

continuement. [Les écoliers en particulier ne cessaient inlassablement de montrer, en de coûteuses dépenses, leur joie par des banquets, des chœurs, des danses et des chants.]

Peu passa de jours après que les Poitevins, qui secrètement avaient fait conspiration contre le roi, furent merveilleusement épouvantés de la renommée de si grande victoire et travaillaient en toutes manières qu'ils fussent réconciliés au roi. Mais le roi, qui par maintes fois avait éprouvé leur tricherie et leur déloyauté et bien savait que leur amour et leur faveur est sans fruit et qu'elle est toujours à grief et à dommage à leur seigneur, les refusa et ne se voulut à eux accorder, mais il assembla son ost et entra hâtivement en Poitou, où le roi Jean était. Quand l'ost fut venue jusques à un château qui est nommé Loudun, riche château et fort et bien garni, le vicomte de Thouars, qui était sage homme et puissant, et les plus hauts hommes de toute Aquitaine envoyèrent leur messager au roi et le supplièrent qu'il les voulût recevoir en grâce et en amour, ou qu'il leur donnât trêve. Et le roi qui selon sa coutume toujours avait plus cher de vaincre ses ennemis par paix que par bataille, reçut le vicomte de Thouars en concorde par la prière du comte Perron de Bretagne, cousin du Roi, qui avait la nièce du vicomte épousée.

Le roi Jean d'Angleterre, qui alors était au pays à quinze milles du château où le roi était, ne savait ce qu'il pouvait faire ni devenir, car il n'avait lieu ni retraite où il pût sûrement fuir, et il n'osait l'attendre, ni sortir contre lui à bataille. A la fin, il envoya ses messagers au roi pour traiter de quelque paix ou toutefois pour obtenir trêve s'il pût en aucune manière. Les messagers qu'il envoya furent maître Robert, légat de la cour de Rome, et le comte Renoul de Chester, et maints autres hommes. Tant firent le légat et les autres messagers, que le roi, dans la débonnaireté de son cœur, lui octroya trêve qui devait cinq ans durer, et ceci bien qu'il eût en son ost deux mille chevaliers et plus, sans le grand nombre de ses autres gens et de ses sergents à pied et à cheval, par quoi il eût pu légèrement et en bref temps prendre toute Aquitaine et le roi d'Angleterre et toute sa gent.

Après ces choses faites, retourna le roi en France. Là vinrent à lui parlementer la femme du comte Ferrand et les Flamands, en la XVIe *kalende de novembre. Alors leur octroya le roi qu'il leur rendrait Ferrand contre l'opinion et la volonté de sa gent, par telle condition qu'ils lui donneraient en otage cinq ans Godefroy, le fils du duc de Brabant, et qu'ils détruiraient à leurs propres dépens tous les châteaux et les forteresses de Flandre et de Hainaut, et rendraient rançon pour Ferrand et chacun des autres*

prisonniers selon la quantité de leurs méfaits. Par telle manière furent Ferrand et tous les autres délivrés de prison. Du comte Hervé de Nevers et des autres qui étaient ses hommes liges, qu'il avait soupçonnés de crime de conspiration et de trahison, le roi ne voulut jamais autre vengeance prendre que de leur faire jurer sur les saints qu'ils seraient dorénavant bons et loyaux envers lui et la couronne de France.

[Le 16 des Kalendes de mars suivant, il y eut une éclipse générale de lune qui commença au premier chant du coq et dura jusques après le lever du jour suivant [3] *.]*

En ce temps que le roi Philippe se battit en Flandre contre Otton et ses autres ennemis, comme nous avons dit, était messire Louis, son fils, en Anjou contre le roi Jean et les Poitevins. Du siège du château de la Roche-aux-Moines, il leva le roi Jean avant même de parvenir jusque là et le chassa honteusement lui et tout son ost. Et pour ce que le père et le fils eurent ces deux victoires en un même temps par l'aide de Notre Seigneur, le roi fonda près de la cité de Senlis une abbaye qui a nom la Victoire, de l'ordre de Saint-Victor de Paris, en mémoire et en remembrance de si grandes victoires que Dieu leur avait données.

---

1 Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler que l'écriture, au XIIIe siècle, est porteuse d'une parole vraie, et que tout texte, même en prose comme celui-ci, est fait pour être lu à voix haute. D'importance capitale est le rythme. Andrée Duby, qui a adapté cet écrit, s'est efforcée de le conserver.

2 Les passages entre crochets sont ceux du texte latin qui n'ont pas été traduits en langue romane.

3 Ici s'arrête le texte de Guillaume le Breton contenu dans le manuscrit latin 5925 de la Bibliothèque nationale. La suite des événements du règne de Philippe Augute fut ajoutée par un moine de Saint-Denis.

Commentaire

LA PAIX

Le récit de Guillaume le Breton n'est pas le seul témoignage. D'autres, qui sont contemporains ou à peine postérieurs, mais indépendants de lui, le complètent et invitent à le corriger sur quelques points. Moins développés, ils en diffèrent en ce qu'ils ne reflètent pas le point de vue de la cour de France et placent la bataille dans un autre éclairage. Pour interpréter correctement la trace officielle de l'événement, il est bon d'interroger ces relations, elles aussi très directes. Quatre textes sont à retenir, dont trois furent écrits en latin. Le plus fidèle est la *Relatio Marchianensis de Pugna Bovinis*, qui fut composée, comme son titre l'indique, dans le monastère voisin de Marchiennes, et sans doute dans le premier retentissement de l'affaire ; Waitz l'édita, dans les *Monumenta Germaniae Historica*, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Douai. Les lignes, par quoi s'achève un premier prolongement donné, de 1165 à 1214, à la chronique de Flandre appelée *Flandria Generosa*, procurent elles aussi un rapport presque immédiat de l'événement ; apparemment en effet, l'auteur de cette continuation fut incité à se mettre à l'ouvrage par l'éclat même de Bouvines, la bataille ayant ravivé de toutes parts le goût d'écrire l'histoire ; c'était sans doute un moine, lui aussi, un cistercien de l'abbaye de Clairmarais, près de Saint-Omer ; il inclinait en tout cas du côté français. On sait, par Aubry des Trois Fontaines, qu'un archidiacre de Liège fut également assez remué par l'écho de la victoire capétienne pour entreprendre de raconter ce qu'il savait de curieux sur son temps ; ce chanoine est peut-être l'auteur d'une vie de sainte Odile, qui mourut en 1219 ; la dernière partie de cet ouvrage – seule conservée, parce que Gilles, de l'abbaye d'Orval au diocèse de Trèves, l'incorpora vers 1250 à son histoire des évêques de Liège – célèbre le triomphe remporté à Steppes près de Montenaaken, en 1213, par saint Lambert, lequel donna la victoire à ses protégés les Liégeois contre le duc de Brabant, mais il relate aussi, dans le prolongement de ce succès, le combat de Bouvines. Le quatrième témoignage est en langue vulgaire. C'est une chronique des années 1185-1217 rédigée après 1220 pour Robert de Béthune, par

l'un de ses familiers qui peut-être n'était pas clerc. Cet écrivain domestique, comme il s'en trouvait jusque dans l'entourage de fort petits seigneurs, avait déjà rédigé une *Histoire des ducs de Normandie et des rois d'Angleterre*, où il parlait beaucoup de Jean sans Terre, que son maître avait servi ; il entreprit ensuite cet autre ouvrage, plus ouvert sur les affaires de France et qui fait large place à la journée de Bouvines.

L'appoint de ces quatre récits permet de mieux lire celui de Guillaume le Breton. Pour n'être pas fautive, cette lecture cependant requiert surtout que soient, au préalable, mis en leur juste place les institutions, les convenances, un système d'images mentales et de préceptes qui, dans cette partie du monde, au seuil du XIIIe siècle, constituaient le cadre de l'action militaire. Un cadre dont les fondations s'étaient établies plus de deux siècles auparavant. Qui veut bien comprendre ce qui s'est passé sur le champ de Bouvines le 27 juillet 1214 doit donc porter son regard jusque vers ce lointain passé.

*

Toujours, tout au long des millénaires qui vont se perdre dans la nuit préhistorique, la guerre – les écrits des gens instruits lui donnent au temps de Bouvines ce nom, germanique et latinisé, *werra* – avait été chose bonne. Des hommes en état de la faire, elle était l'occupation normale. Elle renaissait chaque année aux beaux jours, et les dieux la bénissaient. Elle remplissait une fonction économique primordiale, importante autant au moins que celle du travail productif : il était nécessaire de combattre pour protéger les ressources de la communauté grande ou petite, de la tribu, du clan, du groupe familial ; combattre, c'était aussi accroître ces ressources, comme par la cueillette ou par la chasse, en allant s'emparer ailleurs de tout ce qui pouvait s'emporter, les parures, les vivres, le bétail, les garçons et les filles. Ainsi la paix n'était-elle jamais qu'une interruption fortuite, imposée par les circonstances, l'épuisement des forces, la raréfaction des proies, le mauvais temps, – un relâche temporaire, un interlude durant lequel les

transferts de richesse que suscitaient normalement la guerre prenaient un autre cours, la forme du don et du contre-don, de l'échange matrimonial, du négoce.

Or, aux approches de l'an mille, dans l'Occident christianisé, voici que brusquement la guerre fut réputée mauvaise. Mutation bouleversante. Dans la pensée des gens de la haute Eglise, une autre conception de la paix s'installa, prenant place au cœur d'une image globale du cosmos, de la société humaine et du salut, et d'une tentative que menaient alors les évêques et les abbés des plus grands monastères pour rénover le monde, pour ramener les structures de l'univers visible à l'exemplarité des intentions divines. Le millénaire de la passion du Christ approchait. Il fallait conclure avec le ciel une nouvelle alliance. Tous les hommes et non plus seulement les moines, ces contempteurs du siècle, devaient faire pénitence, se purifier des souillures charnelles, s'interdire la violence et de répandre le sang humain en même temps qu'ils renonceraient à l'argent et aux convoitises de la chair. L'esprit d'agression, et toutes les activités qu'il soutenait, se trouvaient dès lors condamnés, et rangés parmi les péchés. Le bon, le juste, le normal, c'était la paix ; la paix était l'ordre des choses ; la paix c'était Dieu lui-même. On a peine à mesurer ce que cette proposition pouvait avoir de bouleversant : tout un système de valeurs en était radicalement et définitivement renversé. (Et ce n'est pas par hasard si cette mutation se produit au moment précis où les relations marchandes commencent à prendre en Europe un essor décisif : à la rapine succède le commerce, fondé sur la paix des marchés et des foires, sur la diffusion des pièces d'argent, toutes timbrées de la croix, de cette même croix qui marquait aux carrefours l'entrée des aires de sauvegarde, qui, sur le vêtement des croisés, signifiait que leur personne était spécialement protégée contre toute atteinte. Mais une contradiction s'introduisait de la sorte au sein de l'idéologie de l'Eglise. Celle-ci refrénait en effet, en même temps que le goût du pillage, celui de donner gratuitement, le sens de la largesse, le désintéressement, ces vertus étroitement conjointes à l'agressivité dans la morale des guerriers. L'Eglise se trouvait peu à peu inclinée à tolérer le lucre, à l'absoudre. C'est en ce point que prend son départ le long mouvement qui devait finalement conduire les ecclésiastiques à pactiser avec les gens d'affaires et à sanctifier le profit.)

Il fallait bien, cependant, se rendre à l'évidence : Dieu ne règne pas ici-bas sans partage. Son ordre est troublé sur la terre – comme il l'est parfois dans le ciel par le passage de ces météores qui viennent déranger le cours régulier des étoiles. Une vision dualiste de l'univers domine en ce temps toute pensée. Dans la création, dans la complexion de l'homme, deux natures sont mêlées, la spirituelle et la corporelle. L'esprit et la chair. Celle-ci, moite, nocturne, reptilienne, est la nourricière des vices – au premier rang de ceux-ci, l'orgueil, qui est refus des lumières. En elle s'enracine aussi le désir de prendre et de brutaliser. Telle est bien l'opposition entre la paix et la guerre : la première vient de l'esprit, l'autre de la chair et du sang. Ceux qui veulent réaliser le Royaume doivent donc travailler à restreindre la part des armes, maudite autant que celle de l'argent et du sexe. Mais pour cela il leur faut eux-mêmes combattre, et c'est ici que l'on voit surgir une autre contradiction, plus profonde. Car Dieu n'est pas seulement l'Agneau. On doit aussi se le représenter comme un chef d'armée – ce que nombre de passages de l'Ecriture autorisent à faire – comme un roi terrible qui brandit le glaive, et cette image s'impose d'autant plus aisément qu'elle vient s'accorder à celles de la morale préchrétienne, d'une éthique propre à la couche sociale alors dominante dont sortent tous les dirigeants de l'Eglise : le groupe des conducteurs de guerre. Ainsi la mentalité militaire pénètre-t-elle à l'époque très profondément tout l'imaginaire du christianisme, montre en l'Eternel le Seigneur qui lance la foudre, et place, sur les pages des Apocalypses, l'épée entre les dents du Christ. De fait, contre les forces adverses qui résistent à ses décrets, Dieu livre un combat journalier, mène des attaques, assiège des forteresses, piétine ses ennemis terrassés. Le bon chrétien doit se ranger dans son corps de bataille, sous sa bannière ; il est requis de lutter avec lui, et, par les armes, de l'aider à défendre les faibles, à venger les injures, à refouler la mécréance. *Tuitio, ultio, dilatatio*, défendre, venger, étendre le domaine de la vraie foi, sont les trois aspects d'une action qui est celle aussi du bon Dieu. Une action militaire. Parce que le monde est imparfait, la paix ne peut s'établir sans la guerre.

Menée dans ce but, la guerre redevient juste, et combattre n'est plus pécher. Les Pères de l'Eglise l'ont bien dit. Isidore de Séville, par exemple : « Juste est la guerre lorsqu'elle est conduite pour récupérer ses biens et pour repousser les agresseurs *en*

vertu d'un édit. » Car Dieu s'est choisi des lieutenants sur la terre. Ce sont les rois, que le sacre imprègne de sa puissance. Tout homme certes peut légitimement – la glose du décret XXIII l'affirme de façon nette – lutter pour sa propre défense, se venger lui-même, et la Providence alors soutiendra son droit. Cependant, il appartient au roi « pacifique » de maintenir dans l'ordre l'exercice de ces vindictes privées, de proposer son arbitrage avant que les adversaires n'en viennent aux mains, de présider des assemblées de conciliation, glaive au poing d'en exécuter les sentences et d'accourir, s'il est mandé, à la rescousse des victimes trop faibles pour se venger seules. Secourir tous ceux qu'accablent les forces malignes, telle est sa mission première, celle que les formules de bénédiction, dans le cérémonial du sacre, assignent à son épée, à son étendard, en invoquant le Dieu des armées. Les expéditions qu'il guide dans ce but sont sanctifiées, encensées, bénites. En 1066, lorsque le duc de Normandie Guillaume, portant au cou un chapelet de reliques, se mit en campagne contre le roi des Anglais, le pape lui-même « lui ordonna de prendre hardiment les armes contre le parjure et lui envoya la bannière de saint Pierre, dont la vertu devait le protéger de tout péril ». Parce qu'elle est présentée comme une riposte à la « brisure de la paix », à cette fracture de l'ordre universel que tous les bons chrétiens doivent s'employer à réduire, l'action militaire des chefs légitimes des peuples est, à proprement parler, consacrée. Elle est œuvre de paix, et puisque la paix c'est le Christ, œuvre de foi. « Réforme de la paix et de l'institution de la sainte foi », l'historien Raoul Glaber exprime très clairement au milieu du XIe siècle, l'indissociable alliance. Affaire de foi, la paix est par conséquent affaire de l'Eglise. Toutefois pour que soit respecté l'ordre du monde, la fonction de l'Eglise se limite à soutenir par la prière l'institution sur quoi, selon l'intention divine, repose toute entreprise pacifique, la royauté.

Or, il peut arriver que les rois, et ces sortes de roi que sont devenus en France, depuis la fin du Xe siècle, les maîtres des grandes principautés régionales, se montrent inaptes à accomplir leur tâche. Les digues alors se rompent et c'est l'invasion des turbulences. Une telle défaillance, l'irruption qui s'ensuivit du désordre, de la mauvaise guerre et de ce trouble conjoint qu'est l'hérésie, les prélats les perçurent aux approches de l'an mille, dans le sud de la Gaule, dans les provinces

les plus éloignées des palais où vivaient les souverains. Ils se crurent alors tenus de prendre l'affaire de paix dans leurs propres mains, d'assumer eux-mêmes ce qui eût dû rester mission royale. A cette fin, ils réunirent avec l'appui des princes locaux une suite de conciles. Ainsi prit son départ le mouvement pour la « paix de Dieu ». Dans les assemblées qui le lancèrent se forma peu à peu cette représentation globale de la société humaine dont j'ai parlé, qui répartissait les hommes en trois ordres, chargé chacun séparément des trois fonctions que remplissait jusqu'alors la royauté. Classer à part les gens de prière, les gens de guerre et les gens de labeur, c'était traduire la réalité des rapports sociaux. En effet, au terme d'une évolution séculaire qui avait affecté à la fois la technique de combat, les rapports politiques et les relations d'homme à homme, le peuple des travailleurs paysans se trouvait à ce moment bel et bien soumis, dans le cadre de la seigneurie, à l'exploitation des maîtres, tandis que le jeu militaire était désormais effectivement le monopole d'un petit nombre de cavaliers, seuls munis des armes efficaces. Au moment même où se précisait le service d'armes dû au prince de la région, en raison de l'hommage et du fief, par ces spécialistes de la guerre que les dialectes vulgaires nommaient les chevaliers, cette conception de l'ordre social entendait protéger par une paix particulière, qui n'était plus celle du roi, déficient, mais celle de Dieu, tous les chrétiens désarmés, donc vulnérables, c'est-à-dire les moines, les clercs et la masse des pauvres. En revanche, elle réservait à quelques riches la pratique de la guerre. De la sorte, la nouvelle idéologie traçait une limite entre le domaine des armes, donc du mal, et le reste. Elle en jalonnait strictement les lisières sociales, cherchant à bloquer sur celles-ci, par un rempart d'interdits, le débordement des violences, appelant sur ceux qui oseraient violer ces tabous la vengeance du Dieu tout-puissant. Par là, la chevalerie se trouvait cantonnée, contenue, mais comme isolée, rejetée hors la loi, abandonnée aux ferments de méchanceté.

Bientôt pourtant, l'Eglise vit qu'il était de son devoir de ne pas laisser en proie aux forces sataniques tous ces hommes violents et pillards, dangereux certes, mais pourtant baptisés. Elle voulut les aider à sauver leur âme, elle tenta de les domestiquer. Ces armes, qu'eux seuls en droit pouvaient porter et qui paraissaient l'emblème de leur prééminence, des prêtres se mirent à les bénir, reprenant à cet

effet les formules de consécration de l'épée royale. Ceci pour convaincre les membres de l'ordre des guerriers de ne mener la guerre, comme les rois jadis s'engageaient à le faire, que pour la défense des faibles, la vengeance des crimes impunis et l'expansion de la chrétienté. De tous ceux que la naissance, la vertu du sang et la richesse rangeaient parmi les chevaliers, l'Eglise entendait faire ainsi des espèces de rois, en tout cas les auxiliaires de la paix nouvelle qu'elle prêchait, la paix de Dieu. Les combattants de la guerre juste, de la guerre sacrée. En 1095, elle les mobilisait tous pour délivrer le tombeau du Christ, débridant leur agressivité, mais à la condition qu'elle se déversât au-dehors de la communauté chrétienne, dans l'aventure lointaine et salutaire de la croisade. Bien auparavant déjà, dès la seconde décennie du XIe siècle, des usages s'étaient établis qui, dans un grand élan de pénitence collective, à la veille du millénaire de la Passion, imposaient aux chevaliers des abstinences particulières, analogues et conjuguées aux restrictions alimentaires et sexuelles. En application du concept de la guerre juste, ils faisaient le partage, dans le comportement de l'homme de combat à l'égard des autres guerriers de vocation, entre le licite et l'illicite, entre le pur et l'impur. Le blanc et le noir. Dans chaque diocèse, les chevaliers furent conviés à des assemblées, où tous par serment s'engageaient à respecter de semblables règles, par exemple à ne pas attaquer l'homme d'armes qui, pendant le Carême, pour le rachat de ses péchés, aurait décidé de déposer temporairement son harnois militaire, de se ranger par ce geste parmi les pauvres, c'est-à-dire sous la protection de la paix de Dieu. C'est en 1027 qu'est formulé pour la première fois le principe que nul ne doit attaquer son ennemi entre la dernière heure du samedi et la première du lundi. Paix du dimanche, qui bientôt fut élargie, en commémoration de la passion du Christ, au jeudi, au vendredi et au samedi de chaque semaine : ce qu'on appelle la « trêve de Dieu ». Des infractions à de tels pactes, les évêques étaient faits juges ; contre les briseurs de paix, ils lanceraient l'anathème et l'excommunication, les retranchant de la communauté chrétienne, appelant sur eux la colère du ciel, les vouant, s'ils ne s'amendaient pas, à rejoindre aux enfers les pires démons. Affaire de foi, la nouvelle morale de la guerre relevait tout naturellement de la juridiction épiscopale.

Elle parut relever bientôt de celle du pape. Car en se réformant au cours du XIe siècle, l'Eglise se rassembla progressivement sous l'autorité de l'évêque de Rome. Celui-ci se posa donc en suprême ordonnateur de la paix. En 1059, un synode romain étendait à toute la chrétienté la *treuga domini*. A Clermont, en 1095, au centre de tout un système de prescriptions pénitentielles qui voulaient renforcer les abstinences, les règles de la trêve furent affirmées solennellement par le pape Urbain II, dans le discours même qui lançait la guerre sainte, établissant en complémentarité croisade et paix de Dieu. Au concile de Reims, Callixte II formule en 1119 une doctrine de la paix qui, parce qu'elle est celle du pape, doit régir l'Eglise entière. Voici cette déclaration, telle que le chroniqueur Orderic Vital l'a reconstituée : Christ est venu pour la paix ; « mettons par conséquent tout notre effort à procurer la paix et le salut à ses membres (c'est-à-dire aux peuples chrétiens rachetés par son sang), puisque nous sommes les ministres et les dispensateurs de l'ordre de Dieu » ; « les séditions des gens de guerre provoquent le trouble et la dissociation des peuples, ... empêchent de contempler les choses spirituelles, ... vident les églises, ... perturbent le clergé, ... détruisent la discipline régulière, ... exposent de façon déplorable la pudeur et la chasteté à la fureur du mal » ; la paix est « le bien général de toute créature douée de raison », de tout être en qui la part de l'esprit est de quelque importance ; elle règne incontestée dans l'univers céleste, dans la partie non corrompue de la création ; « unis par elle indissolublement, les habitants des cieux vivent dans la joie, alors que les mortels négligent constamment de s'unir par un semblable lien ». Pour que le monde visible ne soit pas trop différent de l'invisible, le pape prescrit donc la stricte observance de la trêve de Dieu. Il menace de l'anathème tous ceux qui refuseraient l'invitation « à mettre un terme, selon la loi divine, au tumulte des guerres et à se réjouir dans la sécurité du repos avec les peuples qui leur sont soumis ».

Au nom d'une telle morale, et se plaçant au-dessus de tous les princes de la terre, les papes prétendront désormais, *ratione peccati*, rectifier toute décision politique qui risquerait de faire dévier la guerre vers l'injuste. Ils frapperont, s'il le faut, les chefs du peuple de sanctions spirituelles. Tout au long du XIIe siècle, au Latran en 1123, à Clermont et à Reims en 1130-1131, au Latran de nouveau en 1139, à Reims

en 1148, à Tours en 1163, une troisième fois au Latran en 1179, des assemblées réunies sous l'autorité pontificale ont repris, étendu, précisé les consignes de paix. En 1212 encore, Innocent III organise dans l'octave de la Pentecôte des processions pour la paix et pour la croisade. Rétablir à l'intérieur la concorde, projeter vers l'extérieur l'effort militaire de tous les chevaliers du Christ, telle est la mission des légats du Saint-Siège. Depuis l'avènement de Philippe Auguste, on les voit, de plus en plus pressants, exécuter entre les puissances belligérantes une sorte de ballet ininterrompu, allant et venant d'un camp à l'autre, exhortant, marchandant, menaçant. Au temps de Bouvines, l'affaire de la paix et de la foi, l'Eglise romaine, monarchique, totalitaire, l'Eglise d'Innocent III, entend plus que jamais en faire sa chose.

*

Toutefois l'élan de croissance qui, depuis plus de deux siècles, anime tout l'Occident, a dressé des obstacles concrets face à l'idéologie de la paix ecclésiastique. Et d'abord parce qu'il a déterminé le progressif renforcement des grandes formations politiques. Le mouvement pacifique dont les prélats avaient été les initiateurs s'était en effet développé dans les failles de la puissance des princes. Ceux-ci toutefois ne s'étaient jamais laissés dessaisir de leurs prérogatives. L'idée ne se perdit jamais que, par délégation divine, l'ordonnance de la paix et de la guerre leur appartenait. Et dès qu'ils en furent capables, ils s'efforcèrent d'agir en conséquence.

En 1214, ils n'y étaient point parvenus dans le Midi du royaume de France. Un Midi qui commence assez près de Paris puisque l'on y pénètre au-delà de Tours, d'Orléans, de Chalon-sur-Saône. Cette immense région, où les notions d'une paix et d'une trêve de Dieu avaient pris naissance, qui connut les premiers développements de la réforme dite grégorienne, que les papes avaient parcourue en personne et où leur influence était plus grande que partout ailleurs, qui avait sa manière particulière de situer la frontière et d'établir les relations entre le sacré et le profane – ce qui explique qu'elle ait été le berceau de l'amour courtois et se soit montrée si

accueillante au catharisme – demeurait au milieu du XIIe siècle, selon l'abbé de Cluny Pierre le Vénérable, « sans roi, sans duc et sans prince ». Elle l'est encore au temps de Bouvines. Entendons par là que les maîtres des principautés – qui sont ici trop vastes et moins bien rassemblées que dans le Nord – s'y heurtent à la puissance de mille châteaux indépendants et de toutes les cités hérisssées de tours, qu'ils peinent à prendre appui sur le réseau d'attaches que nouent les hommages et les concessions de fiefs, ces liens d'homme à homme que dans ces contrées les historiens ont encore mal étudiés, mais qui apparaissent beaucoup plus lâches en ces parages. Ces terres en effet sont couvertes de larges alleux, de fiefs sans service et tenus en indivision par des multitudes de coseigneurs, parmi lesquels les devoirs d'aide et de conseil s'éparpillent et de dissolvent. Aux yeux des chevaliers de l'Ile-de-France en tout cas, qui rêvent de s'en emparer, elles se montrent remplies d'hommes sans foi, de « tournés » sur qui nul ne peut compter, car ils oublient leur serment et quittent à tout bout de champ leur patron pour un autre : Guillaume, le maréchal d'Angleterre, ce héros de la guerre chevaleresque qu'une chanson écrite peu après Bouvines a célébré, demandait un jour à Philippe Auguste, à propos des gens du Poitou dont les retournements favorisaient les menées capétiennes contre le Plantagenêt, pourquoi les traîtres, que jadis en France on brûlait, mettait en pièces et traînait à quatre chevaux, étaient maintenant seigneurs et maîtres ; le roi lui répondit : « C'est marchandage (autrement dit, affaire de marchands, donc méprisable). Il en est d'eux comme des torche-culs : on les jette après. » De fait les chevaliers du Midi ont un autre sens de l'honneur, que les Français du Nord ne comprennent pas. Mais c'est lui qui rend beaucoup plus molle l'armature des pouvoirs princiers, laisse libre cours au désordre, empêche les ducs et les comtes de se poser, comme ils auraient dû le faire, en mainteneurs de la paix. La paix qui fleurit dans ces provinces n'est pas la leur. Comme au début du XIe siècle, c'est celle des conciles, des assemblées où les chevaliers de chaque pays viennent périodiquement jurer tous ensemble. C'est la paix des évêques et du pape.

Dans chaque diocèse, la « justice de chrétienté », le droit de punir ceux qui, violant leur serment, s'abandonnent aux rapines et aux brutalités, appartient aux prélats seuls ; pour ceux-ci, le prince est un simple *adjutor*, dont ils requièrent

l'entremise lorsqu'il faut forcer les accusés à comparaître ou exécuter les sentences. Depuis les années soixante du XIIe siècle, depuis qu'il est devenu dangereux dans les pays méridionaux de s'aventurer sur les chemins, depuis que le péril a fait se vider les champs de foire et se tarir le commerce, quand les bandes armées se sont mises à foisonner, à prospérer, et l'effervescence hérétique à pétiller de toutes parts, ce furent les évêques et non pas les princes, soupçonnés à juste titre de connivence avec les fauteurs de troubles, que les conciles pontificaux chargèrent d'organiser la guerre sainte contre ceux qui transgressaient les interdits et luttaient contre Dieu dans le camp du mal. Les prélats distribuèrent les indulgences et les mêmes sauvegardes qu'aux pèlerins de Terre sainte à tous les hommes qui, « dans l'ardeur de la foi », « en un juste travail », partiraient combattre ceux dont les armes sont souillées, frappèrent d'excommunication les garçons valides qui hésiteraient à les suivre. Dans la France du Sud, hérétique et papale, les évêques depuis lors entreprirent de réunir autour d'eux pour combattre, comme dès 1038 l'archevêque de Bourges avait tenté de le faire, non pas seulement les chevaliers, mais tout le monde. Dans chaque paroisse, tout homme de plus de quinze ans dut donc jurer de prêter main-forte aux artisans de la paix. Les gens du troisième ordre, les travailleurs, que les conceptions primitives de la paix de Dieu avaient vus à jamais désarmés, voici qu'ils étaient appelés, eux aussi, sous la bannière des saints, à faire la guerre. Et s'ils étaient impotents, à payer, à verser leur cotisation à la collecte annuelle pour le « commun de la paix ». Une paix épiscopale, diocésaine, mais de plus en plus populaire. Et l'on vit bientôt les cadres ainsi constitués se remplir d'une agitation venue du monde des artisans et des revendeurs.

Celle-ci a fait une éruption brusque, inquiétante, au Puy dans l'hiver de l'année 1182. Un charpentier, un homme de labeur manuel, illettré, laid, demeuré, de surcroît marié et père de famille, a vu apparaître la Vierge ; il a reçu d'elle un signe, et l'ordre de prêcher la paix. Une secte aussitôt s'est agrégée à sa personne. Elle a grandi en quelques mois. Elle eut bientôt sa caisse – car les adhérents n'étaient pas des miséreux, mais des fabricants, des commerçants dont les troubles de la guerre chevaleresque certes gênaient les affaires, gens d'épargne cependant, qui chez eux gardaient des deniers, pouvaient payer un droit d'entrée, acheter les insignes de

la confrérie, verser leur quote-part. On les reconnaissait à leur vêtement, qui était symbole de purification volontaire : un capuchon de laine blanche. C'étaient en effet des pénitents, qui s'interdisaient de jouer aux dés, de jurer en vain, qui renonçaient entre eux à toute vindicte, se promettaient une aide mutuelle. Des adeptes de la charité et de la pureté, mais en armes : ils s'engageaient à se lancer tous ensemble, pour répondre à l'appel de la Vierge, contre les fauteurs de guerre. Longtemps réticent, l'évêque, au printemps, eut la main forcée ; il lui fallut bénir le mouvement ; il tenta d'y associer les princes et les chevaliers, puis l'envoya lutter contre les brigands : triomphants, les Capuchonnés ramenèrent un soir au Puy la tête coupée d'un chef de bande. Mais bientôt, par une déviation rapide, inévitable, la secte se mit à contester l'ordre social. En son sein, dans les postures de pénitence qu'elle imposait à ses membres et sous un habit, le même pour tous, qui masquait les différences de condition, toutes les distinctions terrestres se trouvaient abolies : les enfants de Dieu ne sont-ils pas tous libres et égaux entre eux, comme ils l'étaient aux premiers jours du monde, comme ils le seront dans les gloires de la Parousie ? Pourquoi payer les taxes aux seigneurs ? Elles sont le prix d'une protection que les hommes de guerre, on le voit bien, ne sont plus capables d'assurer. Et puisque le peuple est armé désormais, et qu'il peut se défendre lui-même, pourquoi continuerait-il à entretenir par les redevances seigneuriales l'ordre des chevaliers qui ne remplit plus sa fonction ? Rappelant que la fin des temps approchait et qu'il fallait se préparer, le mouvement des Capuchonnés prit l'offensive contre les privilèges injustifiés. Ceux des hommes de guerre et de prière. Aussitôt la secte montra aux gens qu'elle menaçait son vrai visage. Subversif, grimaçant. Pour tous les chanoines, ces seigneurs, l'association pour la paix devint une engeance démoniaque, dont les chapes blanches cachaient mal la noirceur. Et contre elle, les prêtres cette fois appelèrent au secours les chevaliers, ces autres seigneurs, qui tous, aussitôt, bons ou mauvais, les entendirent, oubliant toute autre discorde, ne songeant plus qu'à soutenir l'édifice social qui maintenant branlait sur ses bases. Les évêques engagèrent sans délai une action militaire contre les faux confrères de la paix, pervertis ; ils partirent, l'épée en main, exterminer cette pestilence, toute pourrie de miasmes hérétiques. Mais en 1214, nul n'est sûr qu'elle ne va pas bientôt

resurgir. Au Midi de la France, le royaume demeure ainsi divisé contre lui-même : la paix ne saurait se fonder solidement sur la seule entente des prélats et des pauvres ; laisser ceux-ci s'armer sans qu'ils soient fortement encadrés par les spécialistes de la guerre, conduirait vite à rompre les ordonnances trifonctionnelles assignées par le Créateur à la société humaine. A l'œuvre de paix, le concours des princes est nécessaire. Et c'est lui qui, dans ces régions, manque encore. Alors que le Nord ignore ces contradictions. Lorsque dans ses campagnes, en 1212, se sont levées et rejointes des bandes d'« enfants » – c'est-à-dire de gens du peuple qui vivaient en dehors d'un ménage, des bergers, des cadets faméliques et courant l'aventure – elles brandirent elles aussi des lettres venues du ciel, vinrent les montrer à Philippe Auguste, qui consulta les maîtres des écoles parisiennes. Toutefois, c'était de délivrer le tombeau du Christ que rêvaient ces hordes de pauvres. Non point de pourchasser les spadassins ni – et même si, au passage, elles pillaient les granges à dîme – d'abolir les droits seigneuriaux pour établir la paix intérieure. Car une espèce d'ordre régnait dans ces provinces où, de longue date, conformément aux intentions divines, les princes avaient repris dans leurs mains les institutions de la paix.

*

Forgées dans le Sud du royaume, celles-ci avaient pénétré en France du Nord aussitôt qu'il était apparu – c'était dans les années vingt du XIe siècle – que le roi, même en ces régions, n'avait plus le pouvoir de maintenir l'ordre. Mais elles s'étaient alors intégrées aux structures des quelques principautés régionales dont les maîtres avaient conservé de la force, et d'abord des plus solidement charpentées, la Flandre et la Normandie. Elles furent reçues en Flandre en 1042-1043, au concile de Thérouanne. A vrai dire, partiellement : point d'allusion à la paix de Dieu, aux tabous qui entendent abriter des violences les lieux sacrés, la personne des clercs, des moines et des pauvres ; la trêve seule est proclamée. C'est au comte ici, associé à l'évêque, qu'il appartient de la faire respecter. Le prince réserve ses prérogatives : durant les jours d'abstinence de guerre, il garde, mais lui seul, le droit de conduire

des expéditions, pour le bien commun et en tenant la main à ce que les guerriers qui l'accompagnent n'abusent pas des réquisitions. Ce n'est pas non plus l'évêque qui juge les délits de *fractio pacis*, mais la cour comtale, devant laquelle les accusés viennent se justifier par serment, avec douze de leurs pairs, ou par l'ordalie au fer rouge. La puissance princière s'affirme donc comme la source de toute paix. Il en va de même en Normandie où, sur le modèle des prescriptions de Thérouanne, les règlements de paix furent adoptés dès que le duc Guillaume, futur conquérant de l'Angleterre, devint sûr de son pouvoir et voulut l'affermir en s'appuyant sur la haute Eglise : l'initiative est venue de lui. Ici encore, seule fut imposée la trêve, suspension temporaire des vengeances privées : durant les temps sacrés, toute guerre fut déclarée illicite, sauf celle que mènerait le duc en personne, ou le roi de France ; et nul pouvoir de répression ne vint se substituer à celui du prince. A la fin du XIe siècle, lorsque l'héritier du Conquérant laissa échapper de ses mains la puissance et lorsque les violences se déchaînèrent sur les campagnes normandes, les évêques du pays se rassemblèrent à Rouen et tentèrent d'instaurer un régime de paix analogue à celui des provinces méridionales : protection spéciale des églises et des pauvres, pacte, serment prêté par tous les hommes de douze ans et plus, conjuration, milice levée par les prélats. Mais, dit Orderic Vital, « comme les évêques ne furent pas secondés par la justice supérieure, ces dispositions servirent peu. Tout ce qu'ils avaient arrêté devint à peu près inutile ». De fait, sous le nouveau duc Henri Beauclerc, la paix, de nouveau, fut celle du prince.

Quant au roi, il tarda longtemps à s'affirmer comme l'éminent gardien de l'ordre. C'est qu'il tenait de main beaucoup moins ferme sa propre principauté. Dans le domaine royal, les maîtres des châteaux, aux portes des palais capétiens, s'érigeaient en puissances autonomes. La première tâche du souverain fut de réduire ces concurrents. Ce qui ne fut pas facile. Au début du XIIe siècle, Louis VI, le grand-père de Philippe Auguste, toujours à cheval, s'épuisait à cela, suivi d'une petite bande d'amis fidèles, les compagnons de son enfance, torche en main contre les palissades de forteresses dérisoires, en de mesquines bousculades qui se renouvelaient chaque été. Faute de moyens. A la petite guerre qu'il dirigeait, fort de ses seules vertus et de l'élection divine, on opposait alors celle du roi d'Angleterre Guillaume

le Roux, lequel grâce à son trésor (le pays d'outre-Manche regorgeait déjà d'argent) pouvait, lui, embaucher des soudoyers. Près du Capétien toutefois se tenait un mentor, un homme aux vues beaucoup plus larges et qui avait la conscience abstraite des principes : l'abbé de Saint-Denis. Les souvenirs carolingiens le hantaient, l'idée de la grandeur et de l'unité du royaume. Le guidait surtout la pensée du pseudo-Denys l'Aréopagite, qu'il prenait pour le Denis de la crypte, une théologie de la lumière propagée de degré en degré depuis l'unique foyer de l'amour divin, la conception mystique d'une hiérarchie des puissances. Suger reprit à son compte cette vision du cosmos, présenta le roi sacré, seule hypostase de Dieu, comme supérieur à tous les princes du royaume, eux-mêmes surplombant les chevaliers ; aux plus humbles de ces derniers le souverain se trouvait relié par les maillons d'une chaîne féodale, une enfilade de services mutuels échelonnés. Et tandis que le roi Louis se fatiguait en chevauchées apparemment inutiles, Suger proclamait : « C'est le devoir des rois de réprimer de leurs mains puissantes, et par le droit originaire de leur office, l'audace des tyrans qui déchirent l'Etat par des guerres sans fin, mettent leur plaisir à piller, désolent les pauvres, détruisent les églises. » Lorsque les chefs des bandes locales, qui devraient se montrer les fidèles auxiliaires du lieutenant de Dieu dans son action pacifique, se laissent dominer par les convoitises et par l'esprit de rapine, il appartient donc au roi de s'appuyer directement, pour ramener les dévoyés dans la justice, sur l'Eglise et sur les pauvres dont il est le protecteur attitré. C'est là la pensée maîtresse, le ressort de tous les élans de majesté qui fusent, à Bouvines, autour de la personne du roi de France. Quand il raconte la vie de Louis VI, Suger place en pleine lumière ce curé de village qui, pour épauler les chevaliers de la maisonnée royale à l'attaque du château du Puiset, entraînait avec lui contre un mauvais seigneur une troupe de paysans, ses paroissiens. C'était mettre le doigt sur l'innovation majeure : dans la principauté régie par le Capétien à cette époque s'organisèrent les communes, qui sont en vérité des associations de paix. Des milices paroissiales formées d'hommes du peuple, toutes semblables à celle que l'archevêque de Bourges avait constituée en 1038, à celles aussi qui plus tard devaient être formées dans les diocèses du Midi. Une différence cependant, fondamentale : ici, les communiers ne suivaient pas leur

évêque, mais le souverain. Et leur mobilisation n'était pas facteur de désordre. Parce que le roi avait reçu de Dieu la charge de diriger son peuple, il pouvait armer les pauvres et les lancer dans la guerre juste sans perturber l'ordonnance du monde : le roi, lui, était sacré. De ces communes, Orderic Vital décrit l'apparition dont, habitué aux choses de Normandie, il est quelque peu éberlué. Louis VI, dit-il, manquait de forces « pour comprimer la tyrannie des brigands et des factieux » ; il se tourna donc vers les évêques ; alors ceux-ci « fondèrent en France la communauté populaire, de telle sorte que les prêtres accompagneraient le roi dans les sièges et dans les combats, avec les bannières et les paroissiens ». Amaury de Montfort aurait même encouragé Louis VI, son seigneur : « Que les évêques, les comtes et les autres barons de ton domaine se réunissent autour de toi ; que les prêtres avec les paroissiens te suivent où tu l'ordonneras, afin qu'une armée composée du commun peuple exerce une vengeance commune contre les ennemis publics. » Et les évêques « obéirent avec empressement, frappant d'anathème les prêtres de leur diocèse, ainsi que les paroissiens, s'ils ne se hâtaient pas aux temps prescrits, de suivre le roi dans ses expéditions ». Le roi de France est celui du Jugement dernier, du genre humain tout entier rassemblé ; en communication directe avec le ciel, non seulement il peut combattre pendant la trêve parce qu'il est le bras de Dieu, mais il lui est permis de recruter pour sa propre guerre, qui est celle du bien, des hommes qui n'ont pas vocation de combattre, de les ranger sous la bannière sacrée qu'il brandit. Ce n'est pas par hasard que l'oriflamme, à Bouvines, est gardée par les gens des communes. Elle est la légitimation de leur présence, le garant de leur efficacité.

En tout cas, ce fut bien la paix épiscopale que le Capétien, moins débile que n'avaient été ses ancêtres, commença de ramener à lui dès qu'il en devint capable. Toutes ses campagnes furent au début approuvées par des conciles. Un légat du pape présidait en 1115 celui de Soissons, qui fulmina contre les violateurs de la paix divine, invita solennellement le roi à agir contre l'un d'entre eux, Thomas de Marles, garantissant à tous ses compagnons les immunités particulières promises aux chevaliers du Christ lorsqu'ils menaient un combat sanctifié. Au retour de cette expédition bénite, le comte de Nevers qui avait aidé le roi fut capturé par Thibaut de Blois. Aussitôt Louis VI fit appel à la justice épiscopale et finit par porter plainte,

au concile de Reims de 1119, devant le pape lui-même, qui lui donna raison. Tel fut le cadre, sacré, où s'inscrivit dès lors toute l'action militaire des rois de France. De cette époque date l'attention particulière portée à l'étendard de Saint-Denis, et sans doute aussi l'usage du cri de guerre : Montjoie-Saint-Denis (il évoque à la fois la protection spéciale du premier martyr parisien et le patronage pontifical, puisque Montjoie est la dernière étape du voyage de Rome, celle où le pèlerin découvre enfin la Ville). Au nom de Dieu, le Capétien est chargé de la *tuitio* : ce fut très précisément à Reims en 1119 que Louis VI prit l'abbaye de Cluny elle-même, si étroitement liée à Rome, en « sa défense, garde et tutelle » ; rameutant tous les grands feudataires, il marcha en 1124, *pro defensione patriae*, contre l'empereur Henri V qui voulait envahir le royaume. Il est chargé de l'*ultio* : en 1127, ayant pris l'avis d'un concile, Louis VI conduisit son ost en Flandre pour venger la mort du comte Charles le Bon et détruire ses assassins, sacrilèges et parricides – « action la plus noble du règne » écrit Suger, qui laissa les pays flamands « blanchis et comme rebaptisés par les châtiments et par une abondante effusion de sang ». L'historien Arieh Grabois, qui se fonde sur une lettre de l'évêque Yves de Chartres, suppose que le même roi Louis aurait tenté avant 1114 – suivant peut-être l'exemple du comte Robert de Flandre qui confirmait en 1111 la paix de Thérouanne – d'établir un règlement de paix pour l'ensemble du royaume de France. C'était tenter d'appliquer l'idée que du roi émanait une justice supérieure à celle des princes, parce qu'elle procédait, immédiatement, d'une délégation divine. En tout cas, ce fut bien dans ces années que commença de prendre forme le concept de la « couronne », la notion, abstraite, d'un faisceau de droits imprescriptibles relevant de la dignité royale, indépendant de la personne du souverain, attaché à un objet symbolique, l'emblème qui se transmettait de père en fils et dont les moines de Saint-Denis avaient la garde. Parmi ces prérogatives figure celle d'exercer sur tous les châteaux, qui sont l'image de la paix publique, une domination éminente : dans le diplôme par lequel il promettait de protéger le monastère de Cluny – situé si loin de son domaine, mais dans les limites de son royaume – Louis VI s'était réservé de tenir « dans la main de la couronne de France les forteresses, châteaux et remparts »,

« afin de pourvoir publiquement aux nécessités et à la défense de la couronne de France ».

Il faut situer vers le milieu du XIIe siècle, un tournant décisif dans l'action persévérante menée par les rois pour reprendre en main la conduite de la paix et de la guerre, une soixantaine d'années avant Bouvines, un peu avant la naissance de Philippe Auguste, sous le règne du roi Louis VII. De cette inflexion le souverain lui-même ne fut pas responsable – encore que l'époux malheureux d'Aliénor d'Aquitaine ne mérite certes pas le décri dont il est traditionnellement l'objet de la part des historiens de la France. Elle se produisit en ce moment très favorable où l'on voit jaillir de toutes parts, lorsque s'ouvrent l'un après l'autre les grands chantiers des cathédrales, lorsque rayonnent les écoles de Paris, dans l'essor de tous les trafics et l'extension du vignoble d'Ile-de-France, la prospérité du pays royal. Prospérité dont le Capétien, maître des péages, bénéficiaire de gros prélèvements sur les récoltes, profita plus que personne et qui lui permit d'agir beaucoup plus loin. De sanctionner en premier lieu, hors de sa propre seigneurie où les maîtres des châteaux avaient été peu à peu domestiqués et servaient maintenant le roi dans les offices du palais, la félonie des plus grands feudataires, un comte de Champagne ou un comte d'Anjou. De remplir également à plein sa fonction liturgique, de s'engager dans de très lointains pèlerinages, comme l'avait fait son aïeul Robert le Pieux, mais cette fois dans un tout autre esprit. Non point en préparation personnelle à la mort prochaine, en ultime purification de pénitence, mais, ainsi que le dira Joinville à propos de Saint Louis, « mettant son corps en aventure » pour le salut de tout son peuple. Comme il se devait de le faire. C'est à cette fin que, franchissant les frontières du royaume en pèlerin du Christ, Louis VII visita la Chartreuse, Saint-Jacques-de-Compostelle, et qu'il poussa jusqu'à Jérusalem. Ces très longs cheminements avaient l'avantage de montrer la personne du monarque à des seigneurs dont les pères, de mémoire d'homme, n'avaient jamais vu ni touché un roi de France, n'avaient jamais avec lui échangé de paroles, mangé ni bu. Et surtout ils attachaient à l'escorte royale, tant que durait la pérégrination, tous les privilèges que l'Eglise romaine garantissait à ceux qui entreprenaient le saint voyage. C'est ainsi

que, pendant les deux années que dura la croisade, le royaume tout entier fut placé sous la protection de l'Eglise, c'est-à-dire dans la paix de Dieu. Et ce fut sans doute pour cette raison que Louis VII, au retour, se sentit capable de réunir à Soissons en juin 1155 les archevêques de Reims et de Sens avec leurs suffragants, le duc de Bourgogne, les comtes de Champagne et de Flandre, c'est-à-dire tout ce qui comptait alors dans cette partie du royaume de France qui plus tard serait présente à Bouvines. Là, « à la requête des ecclésiastiques, par le conseil des barons, ... pour réprimer l'ardeur des mauvais et pour contenir la violence de ceux qui pillent », il institua la paix pour tout le royaume. Une paix de dix ans, promettant pleine sécurité aux églises, aux paysans et aux marchands, et aussi à tout homme « quel qu'il soit, s'il était prêt à comparaître devant celui qui devait lui faire justice ». Un serment collectif la fondait. Toutefois, de cette conjuration le souverain se voulait le premier défenseur : « En plein concile et devant tous, par le verbe royal, nous avons dit que nous tiendrions inviolablement cette paix et que nous ferions justice, selon notre pouvoir, de tous les violateurs de cette ordonnance. » L'innovation se place à cet endroit même. L'enveloppe n'a pas changé ; c'est bien celle de la paix de Dieu. Mais le roi prend à son compte tout le système des institutions pacifiques pour l'intégrer à l'*ordo* du royaume.

Ce fut à partir de ce moment, que dans la France du Nord – dans la France de Bouvines – le jeu militaire prit une autre allure. Localement, l'agitation était bien loin d'être apaisée. Dans chaque forteresse se trouvaient toujours aux aguets, prêtes à la vengeance ou au pillage, de petites cavaleries piaffantes. Mais leur chef, à qui échappaient de plus en plus les gros profits, ne pouvait plus guère leur fournir que des chevaux étiques et des armes rouillées. Le roi paraissait-il avec une armée toute clinquante des harnois les plus modernes ? Tout s'inclinait aussitôt devant la majesté capétienne, bénie par les seigneurs de l'Eglise. Ce qui se produisit dans le sud de la Bourgogne, lorsque Louis VII par deux fois, en 1166 et 1171, puis Philippe en 1180, l'année de son avènement, y menèrent au nom de Dieu l'ost royal. Dans quel but ? Défendre et venger les pauvres. Ils sont venus, dit le préambule de leurs diplômes, parce que « la terre de Bourgogne a été longtemps, par l'absence des rois, sans la discipline et le frein d'une direction juste ; ceux qui dans ce pays étaient de

quelque puissance pouvaient s'attaquer les uns les autres, opprimer les faibles, dévaster les biens de l'Eglise. A cause de tant de mauvaiseté, mus par le zèle de Dieu, nous sommes donc entrés en Bourgogne avec l'armée pour conduire les vengeances et pour réformer la paix et le pays ». Pas l'ombre d'une résistance. Des paroles, et beaucoup. Chacun vient dire ses griefs devant le roi et ses barons. Justice est alors rendue, non par l'épée, mais par le plaid. Et les clercs de glorifier le lieutenant de la puissance divine, dont la seule arrivée revivifie dans toute la contrée les ferments de fertilité : dans la petite église d'Avenas, en Mâconnais, les sculptures de l'autel montrent Louis VII après l'expédition, tenant dans sa main protectrice le sanctuaire lui-même dont il est comme le nouveau fondateur, tandis que paraît, sur l'autre face, la figure de celui dont le souverain est le représentant visible, le Christ trônant en gloire, entouré des apôtres, au moyen de l'ordre cosmique. Désormais, la vieille idéologie de la paix, tout le système d'institutions qui la soutient, ne sont plus que des armes aux mains des rois, qui en usent en toute bonne conscience pour les fins de ce que l'on est en droit d'appeler maintenant leur politique.

Une politique qui prend de plus en plus d'ampleur : déjà les troubles de Bourgogne que vinrent apaiser les Capétiens paraissent comme l'effervescence, localisée sur la frontière du royaume, d'un conflit beaucoup plus vaste, celui qui opposait alors au pape l'empereur Frédéric Barberousse. Deux dates conjointes, celle du troisième concile du Latran, celle du sacre de Philippe Auguste, ouvrent la période où l'horizon véritablement se dégagea, où l'on put voir le grand jeu se développer entre les rois, celui d'Allemagne, celui d'Angleterre, celui de France – une partie serrée dont le pape n'était plus qu'un partenaire parmi d'autres, et qui préparait Bouvines. Les agents de la paix pontificale, les légats, présents plus que jamais, y tenaient leur rôle. Mais ils se faisaient souvent rabrouer, repartaient bredouilles, comme le cardinal Pierre qui tenta dans l'hiver 1198-1199 d'établir la paix entre Richard Cœur de Lion et le roi Philippe. La *Chanson de Guillaume le Maréchal* fait voir l'affaire du côté anglais :

Le roi de France était subtil.
Plus artificieux qu'un goupil.
Tantôt appela un sien maître
[Un clerc formé aux écoles]
Et lui bailla, ce fut la somme,
la relique que dans Rome
il fallait pour faire besogne.
Car toujours convient que l'on oigne
à la cour de Rome les paumes.
Les reliques de saint Rufin
[Calembour classique : Ruffin c'est
l'or rouge, et Albin, l'argent blanc]
y *valent beaucoup, et d'Albin,*
qui sont les bons martyrs de Rome.
Autrement ne vaut une pomme
ce que disent lois et légistes...

Gagné, le pape envoie son cardinal haranguer le roi Richard :

Tant est si grand péché et mal
qu'entre vous soit si grand guerre.
Perdue en sera Sainte Terre.
Si longue trêve était mise
entre vous, aumône serait...
Telle que nulle perte y ait.
Que chacun tienne ce qu'il tient.

Richard d'Angleterre voit rouge : le pape n'a fait aucun geste pour hâter sa délivrance, lorsque, revenant de croisade et couvert par les sauvegardes ecclésiastiques, il fut capturé dans l'empire, et c'est lui maintenant qui, doucereusement, vient lui parler de paix parce que le roi Philippe est en mauvaise

posture. Le légat Pierre est jeté dehors. Encore s'en tire-t-il à bon compte : ce n'est pas parce qu'il est cardinal de l'Eglise romaine qu'on le laisse repartir indemne, sans lui couper les génitoires, mais parce qu'il est « messager », et que, comme tel, les règles d'honneur d'une éthique profane de la guerre le protègent. On le voit bien, Rome est tenue pour ce qu'elle est devenue : une puissance politique. On l'utilise quand besoin est, quand elle constitue l'appoint appréciable d'une intrigue. Autrement, nul n'hésite à la contrecarrer, et tout droit lui est dénié de s'immiscer dans les affaires des rois. Un peu plus tard, au pape Innocent III qui lui reprochait, *ratione peccati*, de déshériter Jean sans Terre, Philippe de France répliquait en invoquant le droit féodal, qui justifiait pleinement son intervention et ne regardait en rien l'Eglise. Ne pensons pas que, dans les années qui précèdent Bouvines, les raffermissements de la souveraineté aient en rien désacralisé le *negocium pacis*, l'affaire de la paix. Le vrai, c'est que dans le nord-ouest de l'Europe, face aux prétentions de cet autre souverain qu'est l'évêque de Rome, les rois, ces personnages sacrés qu'entourent et soutiennent leurs compères en sacralité, les évêques, affirment hautement que la paix relève de leur fonction propre. Celle que la puissance de Dieu leur a confiée. Ils revendiquent la pleine conduite de l'action militaire, dont une couronne est désormais tout à la fois l'enjeu final et la justification dernière. Une telle prétention, un tel comportement sont l'aboutissement d'une évolution qui a rempli tout un siècle. Ses temps forts correspondent à ceux d'une autre histoire, qui, elle, se déroule dans le quotidien, le terre-à-terre, en contrebas des théories et des principes, au niveau de la production et des échanges, dont les clairières de défrichement et les champs de foire sont le théâtre. Une histoire profonde, déterminante : celle de l'argent.

LA GUERRE

En 1214, il y avait beau temps que l'argent avait envahi tous les mécanismes de la guerre. L'année même de l'avènement de Philippe Auguste – l'année du concile de Latran III – Richard Fitz Neal, argentier du roi d'Angleterre, l'écrivait clairement dans son *Dialogue de l'échiquier* : « L'argent est nécessaire, non seulement en temps de guerre, mais dans la paix. » Dans la paix, il sert à la charité des princes (précieux indice sur le rôle attribué en ce temps à la monnaie) ; « dans la guerre, il est dépensé pour fortifier les châteaux, pour le gage des soldats, et en beaucoup d'autres occasions qui dépendent de la nature des personnes payées pour la défense du royaume ». Réflexion d'un praticien de la finance, mais dont auraient pu tirer fort argument ceux qui prônaient la trêve : celle-ci fait aussitôt grossir le flot des aumônes, et par là la pluie de grâces que l'on peut voir tomber du ciel. Trente ans plus tôt, Pierre le Vénérable – le premier des abbés de Cluny qui ait eu à se débattre au milieu de soucis budgétaires insurmontables – pensait à peu près la même chose. A son prédécesseur, Pons de Melgueil, qui, démissionnaire, avait voulu de force reprendre sa place, il faisait grief d'avoir dilapidé le trésor de la maison. De quelle manière ? En recrutant et en payant des mercenaires, ces soudards qui, pour restaurer son autorité, avaient pénétré dans le monastère avec, comble de malice, les femmes qui suivaient leurs pas. Parlant d'un conflit qui l'opposait au seigneur d'un château tout proche, « j'ai trouvé, dit encore l'abbé Pierre, tous les voisins, chevaliers, châtelains, les comtes et le duc de Bourgogne lui-même, m'excitant à prendre les armes, comme attirés tous par le fumet de l'argent ». Et déjà c'était cette odeur-là, celle que dégageait le mirifique trésor de leur comte, que flairaient beaucoup plus tôt encore, en 1127, tous les chevaliers de la Flandre. Cet appât plus que l'amitié ou la foi vassalique, les précipitait à la vengeance du comte Charles assassiné.

Qu'est-ce donc en effet que la guerre, sinon, toujours, un moyen, le meilleur, de gagner des deniers, ces objets si rares encore dans la chambre aux parures des petits

seigneurs de hameaux, et qui sont pourtant de plus en plus nécessaires ? Dans le domaine anglo-normand, où les pièces d'argent couraient alors sans doute en plus grande abondance que dans toute autre région de la chrétienté latine, l'usage militaire de la monnaie est attesté depuis les dernières décennies du XIe siècle. Ici, le pénitentiel établi dans un concile faisait dès 1070 la distinction entre les chevaliers vassaux, qui combattaient gratuitement pour le service de leur fief, et les chevaliers gagés. Robert Courteheuse refusait à Guillaume le Conquérant, son père, d'être plus longtemps son « mercenaire » ; « je voudrais, lui disait-il, avoir quelque chose à moi pour payer ceux qui me suivent ». Au début du XIIe siècle, cet emploi, dans ces régions, était devenu tout a fait normal. Si bien que Suger, comme je l'ai dit, se plaisait à dresser, face à la figure du pauvre et pur Louis VI de France, celle du roi d'Angleterre Guillaume le Roux, « merveilleux marchand et soldeur de guerriers ». Un marché qui déjà s'approvisionnait dans les Pays-Bas. Au comte de Flandre, sous-traitant, Henri Ier Beauclerc achetait en 1103, pour une pension annuelle de cent vingt mille deniers, la fourniture d'un millier de chevaliers. Ce sont de telles habitudes qui font alors l'importance stratégique des trésors princiers. Elle est décisive : dès qu'il parvint à mettre la main sur celui d'Henri Ier, Etienne de Blois triompha, grâce aux bandes flamandes qu'il put aussitôt recruter ; mais à peine cette réserve est-elle épuisée qu'on le voit tomber, après 1139, à la merci de ses soudoyers qui réclamaient en vain leur paie. Dès ce temps-là l'argent était le nerf de la guerre et la victoire allait aux princes qui savaient mieux que d'autres le prendre où il se cachait. Aussi, dans la première moitié du XIIe siècle, en toutes les contrées qu'affectaient les réveils d'une économie d'échanges – réveils qu'aiguillonnaient d'ailleurs de manière fort vigoureuse les premiers progrès de la fiscalité princière – les hauts seigneurs inaugurèrent-ils de pallier, par le recours au gage, les incertitudes du service militaire féodal. Parmi leurs vassaux, certains renâclaient à l'accomplir : ils furent autorisés à se racheter par une somme d'argent – dès 1127, dans le comté de Flandre, les chevaliers pouvaient ainsi se libérer en versant chaque année deux cent quarante deniers. Les produits de telles collectes étaient partagés entre les feudataires qui répondaient à l'appel, et qui, pour cette gratification supplémentaire, devaient prêter à leur seigneur une aide moins fugace et moins molle. Le défaut des uns

permettait aux princes de se montrer plus larges envers les autres et d'être par conséquent mieux servis. Car la solde, en ses débuts, est tenue pour une générosité du maître, pour un « bénéfice », un don, analogue à tous ceux qui, dans cette société, formaient la plus solide armature du pouvoir. Ce qu'elle paie, c'est un service de nature semblable à celui qu'engendre la concession d'un fief. Elle garantit une loyauté d'essence vassalique. Pour cette raison, l'usage du salaire put s'introduire aisément, et sans la gauchir, dans la morale chevaleresque. Il était normal que le seigneur fût libéral. Plus il l'était, mieux on l'aimait, dans l'honneur. Aussi, les chevaliers salariés voulurent-ils l'emporter en fidélité sur les autres. On les vit, au siège de Shrewsbury, résister les derniers, se refuser longtemps à accepter les clauses de la reddition. C'était à la même éthique de l'ouvrage bien faite, de la paie bien gagnée, qu'un autre capitaine normand se référait : il ne fallait pas que les camarades de sa compagnie hésitent à se colleter avec un adversaire trop nombreux ; n'agissant pas, ils perdraient à bon droit, non seulement leur solde, mais leur gloire « et je juge, ajoutait-il, que nous ne devrons plus dorénavant manger le pain du roi ». Régulièrement versée, la monnaie, à l'orée du XIIIe siècle, rend plus cohérents, moins prompts à se débander, tous les petits corps de camarades groupés autour d'une bannière. Elle les « retient », comme on dit alors. La plupart des chevaliers de Bouvines, qui tous sont des héros, ont reçu de l'argent pour être là, ou bien attendent d'en recevoir. Point de scandale à le toucher. Le scandale éclata le jour où les deniers levés sur les vassaux qui répugnaient à se rendre à l'ost ne servit plus à la récompense de chevaliers plus empressés qu'eux, mais à l'embauche de guerriers qui n'étaient pas des nobles, qui sortaient de la lie du peuple. Le scandale vint de la prolifération des routiers.

De ceux-ci la présence se découvre dès le seuil du XIIe siècle, dès que les pièces d'argent commencent à tinter dans les salles des châteaux et sous les pavillons dressés pour les sièges. Orderic Vital a parlé d'un « fameux archer » qui, au temps de Robert Courteheuse, lorsque la Normandie était toute remuée par le désordre, avait réuni une bande de brigands et de « garçons sauvages » ; il se louait avec elle au

seigneur d'un château, et, lorsqu'il fut tué, celui-ci, qui l'aimait bien, fit des aumônes pour son âme ; les paysans de l'endroit qu'il protégeait, ne l'aimaient pas moins : conduits par le curé du village, ils partirent au combat venger sa mort. C'est un professionnel de la même espèce dont Galbert de Bruges a relaté les exploits dans les tumultes flamands de 1127, un archer, lui aussi, qui terrorisait ses adversaires par la précision de son tir. Ces gens sont redoutés. On les admire cependant pour le beau travail qu'ils savent faire dans leur métier. On apprécie l'aide qu'ils sont capables de fournir. Mais parce que ce sont des marchands de mort, parce qu'ils ont transgressé les interdits, rompu les barrières sociales en se mêlant aux guerriers sans être, par leur condition, destinés au port des armes, parce que ces soldats de fortune sont de basse extraction et qu'à la différence des hommes des communes ils ne combattent pas au service de la paix, déjà, on les tient pour possédés de l'esprit du mal. Aussitôt qu'ils sont pris, on les tue. Tous ceux dont les chroniques disent quelque chose finissent de cette façon : ils sont vus comme des germes de corruption qu'il faut, au plus tôt, détruire. En vérité, ces méchants pendant longtemps étaient restés rares ; on ne les voyait surgir que dans le fort des troubles. Au milieu du XIIe siècle, au moment précis où le roi Louis VII tentait d'instaurer une paix du royaume, tout changea. La nouveauté, terrifiante, fut la subite irruption de ces mercenaires en vols épais. Désormais pullulèrent ces « vagabonds et indisciplinés qui » au dire d'Orderic « accouraient de pays lointains comme des milans, ne pensant qu'à piller ». A cette date précise, on a pu déjà le remarquer, la guerre devient autre.

Pour désigner les tâcherons du combat, le terme qui apparaît le premier – dès 1127, en Flandre, dans le récit de Galbert de Bruges – et qui demeure le plus communément employé est le mot « cottereau ». Peut-être les nommait-on ainsi parce qu'on les assimilait aux « cottiers », ces très pauvres tenanciers, cette main-d'œuvre marginale des grands domaines. Plus sûrement parce ce que leur arme n'était pas l'épée noble, mais le couteau. Plus tard, on entend parler aussi de « routiers », de « ribauds », de « paillards ». Mais le trait que le vocabulaire cherche à mettre en évidence, c'est qu'il s'agit d'étrangers, de gens dont on ne comprend pas le langage. On appelle ces aventuriers souvent Brabançons – ainsi dans les relations de

la bataille de Bouvines – mais aussi Aragonais, Navarrais, Basques, Gallois. Deux portions de l'espace paraissent ainsi, aux yeux des gens, dégorger périodiquement cette engeance. Les confins sauvages d'abord, les montagnes rudes et pauvres, des pays de bergers, de chasseurs, de coupeurs de têtes ; ils en viennent par migrations saisonnières, analogues à celles de ces journaliers qui descendent dans les plaines travailler aux foins, aux moissons, aux vendanges. Ils sont également vus comme sortant du Brabant – entendons de tous les Pays-Bas. De cette région par conséquent qui avait fourni aux ducs de Normandie et aux rois d'Angleterre les premiers mercenaires qu'ils engagèrent ; une contrée où les cadets de famille quittaient volontiers les petites seigneuries pour chercher fortune. Mais un pays surtout – et c'est ce qui importe, je crois – de villes populeuses, aux larges faubourgs mal famés, remplis de paysans fraîchement déracinés, crevant de faim, prêts pour survivre à accepter toute embauche et même à tuer, de villes violentes où la jeunesse des communes allait s'exercer au tir à l'arc dans les forêts, où les caravanes marchandes étaient accompagnées d'escorteurs qui tiraient facilement le couteau. En effet, les mercenaires ne semblent pas se recruter dans la noblesse, si famélique soit-elle : les fils de chevaliers pauvres sont à l'affût des soldes, mais eux tiennent à combattre dans l'honneur. On embauche les cottereaux dans la populace, parmi les miséreux, les débardeurs d'occasion, les hâleurs de pirogues, les commis de boucherie, et même les petits clercs défroqués. Tel ce Guillaume qui vendit successivement à Frédéric Barberousse puis à Richard Cœur de Lion les services de la compagnie qu'il commandait.

En effet, ce sont les plus grands princes, les plus riches, ceux qui puisent dans les gros trésors, qui les attirent. Lorsque cette pestilence se répandit comme une nuée mauvaise sur les provinces de France, les textes montrent qu'elle fut d'abord employée, en 1159, par le roi d'Angleterre Henri II, puis, en 1162, par le comte de Champagne : contre celui-ci, l'archevêque de Reims lançait l'anathème, car les routiers qu'il payait avaient ravagé les seigneuries ecclésiastiques, massacré, brûlé trente-six villageois dans une église. Deux ans plus tard, le roi de France et l'empereur, ces deux piliers de la chrétienté, se rencontrent, à la frontière de leurs Etats, en une de ces entrevues fraternelles, dont la tradition remontait aux temps

carolingiens. Ils jurent de ne plus garder sur leur terre, entre le Rhin, les Alpes et Paris, « aucun Brabançon ou cottereau, à pied ou à cheval... ; si quelqu'un utilise ces brigands, son archevêque ou son évêque devra l'excommunier et jeter l'interdit sur sa terre, jusqu'à ce qu'il ait indemnisé, après estimation des dommages, ceux qu'il aurait spoliés par le moyen de ces routiers ». Ces belles paroles n'empêchèrent pas le comte de Chalon en 1165, c'est-à-dire presque aussitôt, lorsqu'il prit les armes contre Cluny – l'empereur, de toute évidence, était complice et participait sans doute aux frais – de réunir, « suivant la voie du diable qui osa tenter Notre-Seigneur »... « une multitude – ils étaient quatre cents – de brigands appelés vulgairement Brabançons, des hommes n'aimant pas Dieu ». Ces bandes avaient déjà de la force. Dix à quinze ans plus tard, on leur voit beaucoup plus de consistance, d'autonomie, de virulence. Elles se sont lentement déplacées vers le sud-ouest, vers le pays plantagenêt : Richard les rétribue, lorsqu'il veut affermir son pouvoir en Aquitaine. Désormais, on leur connaît des chefs, ces « princes des larrons », dont les chroniques citent le nom à partir des années quatre-vingts du XIIe siècle. Des capitaines de naissance obscure, dont on sait pourtant qu'ils fraient avec les princes, et qu'ils font fortune ; leur maître quelquefois les marie, les dote, les établit dans une seigneurie qu'ils ont aidé à conquérir ; vieillissant, ils sont assez riches pour bâtir des églises, fonder des collégiales. Car ils sont pieux quand l'âge vient. Pour le haut seigneur traitant avec eux, le gros problème est de payer les gages. Car l'outil, qui s'avère efficace, coûte extrêmement cher. D'autant que les routiers se trouvent en forte position de marchandage : ils parlent avec plusieurs princes antagonistes, que la concurrence où ils se trouvent porte à surenchérir. Ajoutons que ces salariés sont menaçants : ils pourraient bien se servir eux-mêmes. En 1183, pour satisfaire ceux qu'il utilise, Henri le Jeune, frère de Richard, ne sait plus où donner de la tête : il met à sac l'abbaye de Grandmont ; il force les bourgeois de Limoges à lui prêter deux cent quarante mille deniers ; tout cela ne suffit pas : il faut encore rafler autant d'argent dans le trésor du monastère de Saint-Martial. Le rôle économique des compagnies de cottereaux est évident : ce sont de merveilleux agents de cette déthésaurisation qui alimente à l'époque les circuits monétaires, les gonfle, et entretient ainsi l'essor continu du négoce. Il faut tant de

monnaie pour les retenir que, la campagne à peine finie, leur employeur s'empresse de les licencier. Elles ne se défont pas pour autant. En attendant un nouvel engagement, elles vivent sur le pays, et grassement. L'une d'elles, en 1200, vendait la paix aux clercs du diocèse de Bordeaux : chacun d'eux, le couteau sous la gorge, devait verser une pension de cent vingt deniers ; l'archevêque était d'accord et recevait peut-être sa part. Fléaux « que l'Ennemi a jetés sur le monde pour être l'instrument de son iniquité », ces bandes perdurent donc, s'incrustent en sociétés parasites. De petite taille – quelques centaines d'individus tout au plus – mais singulièrement ravageuses.

Ce sont des corps qui se déplacent en caravane, pesamment, empruntant les meilleurs chemins car des chariots les accompagnent, avec les enfants et les femmes. A Dun-le-Roi, en Berry, où plusieurs de ces « routes » s'étaient rejointes et où les confrères de la paix qui les encerclèrent, massacrèrent selon les sources entre sept et dix mille cottereaux, on trouva sur le champ du carnage les cadavres de « cinq cents à neuf cents putains dont les parures valaient des sommes folles ». Ainsi, tout couvre d'opprobre les mercenaires : le dévergondage sexuel où ils vivent, aussi bien que l'argent qu'ils gagnent à pleines mains. Aussi bien que l'ignoble façon qu'ils ont de faire la guerre. Combattant à pied, comme il sied à des gens du commun, ils tirent de l'arc, de l'arbalète, atteignant de loin l'adversaire, sournoisement, honteusement, sans se mesurer corps à corps. Jouant du couteau, de ce poignard que les Capuchonnés du Puy s'interdisent de porter comme une arme maudite, ils tuent les chevaliers à la sauvette, en coup bas, par les interstices des carapaces. Et malgré tout – voilà ce qui fait scandale – « ils ne sont pas inférieurs aux nobles, dit la *Généalogie des comtes de Flandre*, en science et en vertu (oui : en “vertu” même) de combattre ». Eux seuls en effet connaissent tous les stratagèmes pour s'introduire dans les châteaux et les villes closes. Strictement unis, au coude à coude – ils ne sont vulnérables que débandés ou durant leur lent cheminement – ils bâtissent du cœur de la bataille comme une forteresse vivante, un mur inébranlable, hérissé de piques, un abri sûr où les seigneurs qui les paient viennent reprendre haleine, et d'où partent les traits qui, tuant les chevaux, disloquent les charges adverses. La présence de ces suppôts de Satan introduit donc le désordre au sein même de la guerre la plus

juste ; elle en trouble le jeu régulier, loyal ; toutes les règles sont faussées puisque aucune défense ne leur résiste, ni les armures ni les murailles, qu'ils sont capables de forcer la chevalerie dans ses retraites les plus sûres. En vérité, ils empestent la chrétienté ; ils la corrompent autant que font les hérétiques. Aussi contre eux, comme contre ces derniers, le troisième concile du Latran, dans un même décret, prêche en 1179 la guerre sainte. « Parce que, dans la Gascogne, en Albigeois, dans le pays de Toulouse et en d'autres lieux, la perversité damnée des hérétiques, que certains appellent Cathares, d'autres Patarins, d'autres Publicains, se développe à tel point qu'ils n'exercent plus seulement leurs méfaits en cachette, mais manifestent publiquement leur erreur et attirent à elle les simples et les faibles, nous décidons de soumettre à l'anathème eux-mêmes, ceux qui les défendent et ceux qui leur donnent asile. Nous interdisons sous peine d'anathème à quiconque de les tenir dans sa maison ou sur sa terre, de les soutenir et d'avoir affaire avec eux... Quant aux Brabançons, Aragonais, Navarrais, Basques, Cottereaux et Triaverdins... qui exercent telle infamie sur les chrétiens qu'ils n'épargnent ni les églises, ni les monastères, ni les veuves, ni les orphelins, ni les vieillards, ni les enfants, ni personne en raison de l'âge ou du sexe, et qui, à la manière des païens, perdent et gâtent tout... nous établissons de même que ceux qui les protègent, les tiennent, les soutiennent dans les contrées où ils se conduisent ainsi, soient dénoncés publiquement dans les églises les dimanches et jours de fête, et qu'ils soient soumis à des sentences et à des peines semblables à celles qui frappent les hérétiques, qu'ils ne soient pas reçus à la communion de l'Eglise s'ils n'abjurent cette compagnie pestifère et hérétique. Qu'ils se sachent privés de toute fidélité et hommage et service qui leur sont dus, tant qu'ils persisteront dans cette impureté. Nous enjoignons à tous les fidèles, en rémission des péchés, de s'opposer utilement à de telles plaies et de défendre contre elles par les armes le peuple chrétien. »

Trois griefs à l'encontre de ces bandes soldatesques, que l'on appelle à Montpellier des « manades ». Le premier, c'est qu'elles tuent. Selon le biographe de Louis VII, des bourgeois de Cluny qui en 1166 tentèrent de repousser l'une d'elles (formés en milice paroissiale, dans le cadre d'institutions de paix à la languedocienne), cinq cents furent occis d'un seul coup, et quand le roi vengeur fit

son entrée dans le pays, des troupeaux lamentables de veuves et d'orphelins l'escortèrent. Lorsque ce sont des routiers qui la font, la guerre prend donc un visage atroce, et que l'on dit ne pas lui connaître. Autre malice de leur part : ce sont les détrousseurs des pauvres. Rigord en parle, pour dire que Philippe Auguste n'en prenait pas à son service – ce qui est faux – et raconte – ce qui est vrai – qu'ils violaient les paysannes sous les yeux de leur mari ligoté, qu'ils s'emparaient des prêtres – des « cantadours », comme ces troupiers du Midi appelaient les curés – et qu'ils les rouaient de coups jusqu'à ce qu'ils acceptent de chanter pour eux la messe – car ces gens que l'on disait hérétiques, et qui paillardaient, ne se passaient pas volontiers de cantiques. Et pourtant, c'est le dernier chef d'accusation, le plus grave, ces brigands sont, de surcroît, sacrilèges. Les moines de Cluny s'étaient portés au-devant des Brabançons, sans armes, mais portant les croix et les reliquaires, et chantant, eux, de bon cœur ; ils eurent beau les asperger d'eau bénite et promener sous leur nez le crucifix, les diaboliques ne reculèrent pas ; ils les bousculèrent au contraire, leur ôtèrent leurs vêtements sacrés et les renvoyèrent tout nus. Innocent III les accuse de voler les chapes et les livres dans les sacristies, Rigord, de brûler les églises, de jeter l'eucharistie à terre, de fouler au pied les hosties, – parce qu'ils volent les calices et n'osent toucher de leurs doigts les saintes espèces – de prendre les corporaux et d'en faire des voiles « pour leurs garces et leurs mesquines ». A Dun-le-Roi, leur campement était plein de ciboires, et les neuf cents filles que violèrent d'abord, puis égorgèrent les combattants de la paix, le méritaient bien : elles se pavanaient dans des chasubles. On touche ici le profond de l'abomination. Cette vermine qu'ont vomie toutes les franges marginales, les lisières ténébreuses du corps social et les confins mal connus du royaume, se rit des tabous les plus rigoureux : elle va jusqu'à orner des corps de femme avec les linges de l'autel. Il faut très vite en purger le monde. Par le fer et par le feu.

De fait, tous les Brabançons qui se laissent capturer vifs sont aussitôt exterminés. Pour venger l'Eglise de Dieu, le bon roi Louis VII, en 1166, les fait tous suspendre à des fourches, refusant d'un beau geste les fortes rançons que certains d'entre eux lui promettent. En 1182, Richard Cœur de Lion s'est saisi d'un corps de routiers ; il en massacre une partie, épargne quatre-vingts pauvres diables qu'il envoie sur les

chemins, en exemple, les deux yeux crevés. L'année suivante, au soir du combat de Dun-le-Roi, le monceau de cadavres est brûlé, afin de purifier la terre. Cependant l'infection est tenace ; le fumet de l'argent l'entretient, comme la rivalité des princes, enragés les uns contre les autres, et qui font flèche de tout bois ; sans cesse on la voit resurgir, faire irruption par toutes les fêlures du monde ordonné. A Bouvines, les Brabançons sont encore là. A vrai dire, du mauvais côté, celui des réprouvés et des traîtres. Et ses thuriféraires glorifient Philippe, le bon maître, le roi de la paix, qui pourtant en usa longtemps, de se refuser depuis des années l'emploi de cet instrument répugnant. Dans le camp de l'oriflamme, ni les femmes ni les cottereaux ne se montrent ; aucun des gens de pied qu'on y voit n'est un salarié du sang et du vice ; tous fournis par les communes bien-pensantes, et que bénissent les évêques, ils servent d'ordre établi, travaillant à restaurer la paix, celle de Dieu et celle du roi, qui se confondent. Le vainqueur n'a pas les mains sales.

*

Le XIIe siècle a vu se déployer en France, au cœur de l'action militaire, une seconde innovation, elle aussi scandaleuse, elle aussi ternie par l'appât du gain et que l'Eglise condamne. Celle-ci est un jeu, le tournoi, dont l'influence fut déterminante sur le comportement des gens qui se battirent à Bouvines. On en connaît mal l'histoire. Le mot même apparaît dans la chronique de Saint-Martin de Tours, à l'année 1066 : plusieurs barons furent alors tués dans les environs d'Angers, et de l'un d'eux, Geoffroy de Preuilly, il est dit : *« torneamenta invenit »*. On ne peut croire que cet homme en ait été l'inventeur ; l'habitude des combats simulés était sans aucun doute fort ancienne, en effet, dans une société qui accordait tant de place à la guerre : d'ailleurs l'historien Nithard décrit l'une de ces fantasias parmi les réjouissances qui décorèrent à Strasbourg, au IXe siècle, l'entrevue de paix entre Charles le Chauve et Louis le Germanique. L'important est que l'engouement pour cette sorte de divertissement soit déjà très vif entre la Loire et l'Escaut à l'orée du XIIe siècle. Du bon comte Charles de Flandre, son panégyriste rapporte que, vers 1125,

« pour l'honneur du pays et pour l'exercice de sa chevalerie, il combattit quelques-uns des comtes et des princes de la Normandie et de la Flandre ; à la tête de deux cents chevaliers, il fit des tournois par quoi furent haussés son renom, ainsi que la puissance et la gloire de son comté » : ces rencontres amicales où l'on jouait à se battre étaient donc dès ce moment annuelles et de routine. Une date cependant s'établit, jalon majeur, dans la chronologie des tournois : 1130. Cette année-là, dans les conciles conjoints de Reims et de Clermont, l'autorité pontificale crut nécessaire de vitupérer « ces déplorables réunions ou foires (reprenant le texte de ce canon, le concile de Latran III en 1179 ajoutera cette glose : « que l'on appelle vulgairement tournois ») où les chevaliers ont coutume de se rendre ». Interdiction ; sanctions – moins graves cependant que pour les autres contraventions aux règlements de la paix : « au chevalier qui mourra là ne sera pas refusée la pénitence ni le viatique, mais seulement la sépulture de l'Eglise ». Le motif : les tournois sont « occasion de mort d'homme et de péril pour les âmes ». Il importe en effet, c'est évident, de ne pas tuer en vain les chevaliers du Christ ; de tels meurtres engendrent des rancunes et le goût de la vengeance ; ils entretiennent par là ces dissensions internes que la paix de Dieu entend réduire ; ils affaiblissent, et voici l'essentiel, une armée dont l'objectif demeure Jérusalem et la protection du Saint-Sépulcre. En outre, ces combats de plaisance – Guillaume de Newburgh les définit ainsi : « sans intervention de haine, mais pour le seul exercice et pour l'ostentation des forces du corps » – sont démonstrations de vanité, des jeux de hasard, comme le jeu de dés, où sans raison appel est fait au jugement de Dieu, et que tout bon chrétien doit s'interdire au même titre que les jurons car ils sont sacrilèges ; l'orgueil, le souci d'une gloire mondaine trouvent aliment dans ces parades, réputées pour cela perverses.

Tout au long du XII[e] siècle, l'interdit demeura dressé. En 1149, alors que la seconde croisade venait de s'achever, saint Bernard exhortait Suger « à s'armer du glaive de l'esprit pour empêcher que renaisse un usage diabolique qui de nouveau nous menace. A peine de retour du voyage, le prince Henri, fils du comte de Champagne, et Robert, le frère du roi, acharnés l'un contre l'autre, convoquent, pour après les fêtes de Pâques, l'une de ces foires exécrables et maudites, où ils se

proposent d'en venir aux mains et de combattre jusqu'à la mort ». Sauf dans les temps où, dans la gravité, comme en 1190, se préparait un grand pèlerinage armé au sépulcre du Seigneur, et où partout, un moment, les jeux s'interrompaient, les objurgations des gens d'Eglise restèrent sans aucun effet. Les princes toléraient les tournois ; parfois ils les organisaient ; ils y paraissaient eux-mêmes. En tout cas, ils ne gênaient en rien leur foisonnement.

Leur vogue eut des raisons techniques. Le tournoi servait à l'entraînement de la chevalerie dans la pratique, nouvelle et difficile, de l'escrime à la lance (le bas-relief de la façade de la cathédrale d'Angoulême où se trouve pour la première fois représentée l'une de ces joutes cavalières est exactement contemporain de la première interdiction des tournois). De fait les héros capables de désarçonner allégrement leurs adversaires viendront tous désormais des régions où les tournois fleurissent – ce qui sans doute incita Richard Cœur de Lion à cesser de les interdire en Angleterre. Mais le succès de cette mode doit être aussi mis en relation avec l'évolution des structures politiques, le renforcement des principautés et la réussite même des grands seigneurs qui travaillèrent à mieux assurer la paix. Ce n'est pas un hasard si ce jeu s'est développé dans les provinces le plus étroitement tenues en bride. Exutoire nécessaire, soupape de sûreté, champ de défoulement, le tournoi occupe les chevaliers que les restrictions mises à la vraie guerre laissent désœuvrés, en même temps qu'il entretient leur vaillance. Charles le Bon, que l'on loue d'avoir plus solidement établi la paix en Flandre, y parvint en faisant s'épancher ainsi vers l'extérieur, dans une escapade saisonnière, en marge, sur les « marches » d'un Etat mieux ordonné, la turbulence de sa noblesse. Que vont faire les guerriers normands lorsque les rois Henri II et Louis VII s'entendent enfin pour conclure entre eux la trêve ? Ils « tournoieront par la terre ». Et si Arnoul, le fils du comte de Guines, brûlant de vivre glorieusement, d'atteindre à l'honneur du siècle, se lance tête baissée dans les tournois, c'est aussi pour rompre l'oisiveté où le tient l'absence de « délires belliqueux » dans un pays que contraint la forte poigne de son père. Sans doute eût-il mieux fait de partir pour la croisade. Mais ces simulacres de la guerre que sont les tournois jouaient peut-être encore un autre rôle, symbolique celui-ci : n'étaient-ils pas comme des danses rituelles de la paix retrouvée et de la fin des

vieilles rancœurs, à quoi étaient conviés, rituellement, les jeunes guerriers ? Ils apparaissent bien en tout cas, aux lisières de l'ordre établi, comme une décharge gratuite de l'agressivité, comme sa nécessaire projection ludique.

C'est durant les années soixante-dix et quatre-vingt du XIIe siècle – au temps même du troisième concile du Latran et de l'avènement du roi Philippe de France – que cette forme particulière de la sociabilité chevaleresque se laisse le mieux observer. Ceci grâce à deux écrits, qui témoignent l'un et l'autre de la vulgarisation rapide d'une littérature d'éloge profane, puisqu'ils furent alors composés en l'honneur de deux seigneurs de moyenne grandeur. Le premier est Arnoul de Guines, sire d'Ardres – le futur combattant de Bouvines – que célèbre un prêtre domestique de la maisonnée du comte, son père ; le second, Guillaume le Maréchal – qui n'était pas à Bouvines, mais le regrettait – dont le panégyrique, rimé en langue vulgaire, repose sur les souvenirs de son suivant d'armes. Par ces textes, on se rend compte que la France en ce temps est bien le paradis des tournoyeurs. Pour les chroniqueurs anglais, les tournois sont des combats « à la française », « à la gauloise », et le seigneur du jeune Guillaume lui conseilla de quitter l'Angleterre au plus vite : ça n'est pas un bon pays, disait-il, pour les vavasseurs et pour ceux qui ont cure d'errer ; les bons, qui aiment à « tournoyer », il leur faut passer la Manche. Où voit-on désormais le futur maréchal ? En Normandie, en Anjou, dans le Maine, en Ile-de-France, dans le Hainaut ; et les partenaires de ses jeux viennent tous du Parisis et du Valois, de la Brie, de la Champagne, de la Flandre, du Maine, de l'Anjou, de Touraine, de Normandie, de la Bourgogne et du Poitou – c'est-à-dire de toutes les grandes principautés de la France du Nord, et d'elles seules, le Poitou mis à part. Toutefois, les rencontres n'ont pas lieu au cœur de ces Etats, mais sur leurs franges, en Brie, au gué de Luzy, en Bourgogne, entre Montbard et Rougemont, dans le Soissonnais, le pays chartrain, aux environs de Dreux, à Gournai, à Lagny, à Joigny, toujours hors des grosses villes et des châteaux, sur les confins des grandes puissances féodales, dans l'aire des vieilles forêts gauloises qui marquaient jadis la frontière entre les peuplades et qui forment encore des sortes de zones neutres où, à l'accoutumée, se tiennent également les assemblées de pacification, où les très hauts

seigneurs acceptent de venir prêter hommage et où, comme à Bouvines, ont lieu d'ordinaire les batailles.

L'impression de marginalité délibérée se confirme lorsque l'on considère la personne même des « tournoyeurs » et leur situation dans la société. Ce sont pour la plupart des « jeunes ». Entendons par là que ce jeu vient normalement remplir une étape de l'existence chevaleresque que l'on peut tenir, elle aussi, pour une « marche », un intervalle plus ou moins prolongé entre les années d'apprentissage et le temps où, marié, père de famille, l'homme de sang noble s'établit enfin dans la pleine responsabilité de la gestion seigneuriale, au sein du cadre ordonné que composent la maison, le ménage, la direction du patrimoine et de la parenté. Par là, le tournoi apparaît mieux encore comme une disposition de rejet, de projection hors des structures d'ordre, de fixation des turbulences. Puisqu'il est proprement l'affaire de garçons adultes, déjà chevaliers, mais à qui les anciens du lignage ne veulent ou ne peuvent donner femme, qui donc ne sont pas encore rangés, installés parmi les *seniores*, qui ne disposent d'aucune indépendance économique, ne savent que faire dans la maison paternelle, s'y montrent encombrants et s'en trouvent expulsés. Considérons Arnoul de Guines : dès qu'il eut atteint l'âge de se mêler aux jeux qui font l'éducation du futur guerrier, il sortit de chez son père qui le confia à son propre seigneur, le comte de Flandre. Là, on le trouva preux, habile aux armes, prompt à servir, généreux, rieur, beau, doux, *graciosus* : son patron aurait aimé l'adouber lui-même, mais, courtoisement, laissa la « gloire » de ce geste au père. Celui-ci, le jour de la Pentecôte de l'an 1181 – c'est la seule date précise que livre cette biographie, ce qui en dit long sur la valeur dès lors attribuée à cette cérémonie dans le monde des princes – donne donc à Arnoul la gifle « qui ne se rend pas », en même temps qu'à quatre autres jeunes gens, et les hausse ainsi, par les « sacrements chevaleresques », à la perfection virile. Dans la joie : les comédiens sont là, et les jongleurs pour chanter les louanges. On mange. On boit. Le lendemain, au son des cloches, le chevalier nouveau est reçu par les moines et les clercs dans l'église d'Ardres. Mais aussitôt Arnoul repart. Sa maison de nouveau le rejette, et son père, deux années durant, lui accorde « aide et patronage », autrement dit lui sert une pension et le couvre de sa puissance ; il le laisse « errer en beaucoup de pays », lui

choisit un mentor, qui le conseille « pour les tournois et pour la disposition des deniers », et qui place auprès du garçon encore étourdi, comme précepteur d'armes, un sien neveu, d'expertise éprouvée puisqu'il avait été le compagnon du jeune Henri, fils du roi d'Angleterre. *« Omnes Ghisnensis terre torniatores »*, tous les amateurs du pays s'agglutinent alors autour d'Arnoul, devenu comme un prince de la jeunesse, investi quelque temps, pour la gloire du lignage et du comté, de ces fonctions de prouesse et de munificence qu'il ne siérait pas aux vieux seigneurs de remplir avec autant de désinvolture. Ces deux années passées, Arnoul semble s'être assez longtemps encore adonné aux plaisirs de l'errance, cette fois malgré son père et sans subside. En 1190, il était toujours à « tourner », mais pour lors bien pourvu de monnaie, car le comte de Guines eût aimé que son fils se croisât et lui fournissait tous les moyens de le faire ; Arnoul, cependant, n'était pas tenté par les aventures de la Terre sainte ; il ne savait que faire de tout cet argent, il le gaspillait en dons et en parures : la préparation de la croisade venait d'ouvrir comme un entracte dans les tournois. Entre-temps, toutefois, il est devenu fameux ; dans beaucoup de contrées, dit son biographe, on chante en lui le héros et la gloire de Guines. Il voudrait bien s'établir, devenir *senior* à son tour, donc se marier, et richement, car son père ne paraît pas devoir mourir bientôt et lui laisser l'héritage. Alors, il fait miroiter sa prouesse aux yeux de tous les partis possibles, parvient ainsi à débusquer l'héritière mirifique, la comtesse de Boulogne, fait mine de l'aimer, déploie tout le rituel de la séduction courtoise – et l'on devine le père suivant de loin la manœuvre –, mais c'est ici qu'il se fait souffler sa proie, on l'a vu, par Renaud de Dammartin. En tout cas, cet exemple le montre : le chevalier tournoie jusqu'à son mariage ; il ne sait rien faire d'autre. Très semblablement, en effet, quelque temps plus tôt, le roi Henri II d'Angleterre avait, pour ses vingt ans, offert un an et demi d'errance à son fils aîné, lequel prolongea, lui aussi, sept années de plus cette sorte de pérégrination sportive à laquelle étaient tenus tous les jeunes. Pendant l'interminable excursion, Guillaume le Maréchal dirigeait Henri le « Jeune », tentait, non sans peine, de lui apprendre à bien se battre, devenait ainsi « sire et maître de son seigneur, et c'était légitime puisqu'il l'élevait dans la prouesse ». Quant à Guillaume, il « erra » lui-même plus de vingt ans, jusqu'en 1184, partit alors pour la Terre sainte où il resta trois années,

au retour servit encore deux ans Henri II, finit par se marier en 1190. Quand il se rangea, il avait dépassé la quarantaine. Affaire d'âge, le tournoi – affaire surtout de minorité économique : les joueurs sont tous ceux, très nombreux, que maintiennent en marge, instables, et souvent très longtemps, la structure des patrimoines et les prudences d'une politique lignagère en matière de mariage.

L'exercice ludique se trouve donc, normalement, comme délégué à son fils par le seigneur. Il arrive toutefois que ce dernier doive l'assumer lui-même. Il en est ainsi lorsqu'il accède au pouvoir dans le printemps du corps, et tant que l'aîné de ses garçons n'est pas assez formé pour entraîner à sa place, en ses tournoiements, la jeunesse du pays. Il ne saurait se dérober, sous peine d'être moins aimé, plus mal servi et de laisser échapper de ses mains ce qui bride alors les tumultes. On a vu que le comte Charles de Flandre, tous les ans, emmenait en personne au tournoi sa chevalerie. Baudouin, le comte de Hainaut, agit de même. En 1171, l'année de son avènement, il commence par présider, le jour de Noël, un banquet, le festoiement du plein de l'hiver, les grandes ripailles des hommes de bonne naissance, dont la noblesse se marque au gros manger. Mais aussitôt que le temps s'améliore un peu, il part ; quatre-vingts chevaliers le suivent ; ils vont et viennent en Champagne et en Brie, participent à deux rencontres. Au Carême il est revenu, fait retraite, et comme tout le monde ronge son frein : Pâques finit par arriver ; dès le lendemain, et jusqu'à la Pentecôte, il conduit de nouveau sa troupe – forte maintenant de cent chevaliers – sur les lisières de la Bourgogne, puis à Rethel. Pour lui, comme pour tous ses semblables, gouverner, c'est d'abord cela. A tous les tournois que raconte la *Chanson de Guillaume le Maréchal*, des princes sont ainsi présents, le comte de Flandre, le duc de Bourgogne, les comtes de Clermont, de Boulogne, de Saint-Pol – tous les futurs chefs du combat de Bouvines, et qui étaient alors dans leur jeunesse, ou bien leur père. Pas un des princes de la France du Nord ne manque. Une seule exception cependant : les rois. En 1194, lorsqu'il organise un réseau de tournois en Angleterre, Richard Cœur de Lion, le modèle des chevaliers, ne s'en mêle pas lui-même : il se fait représenter par son demi-frère, le comte de Salisbury. Car ces divertissements profanes, mal vus des évêques, nul ne pense qu'ils puissent convenir à la dignité royale, laquelle se relie par tant d'attaches au sacré. Le Capétien permet

bien à ses frères de s'adonner à ces jeux, mais non pas à son fils aîné, qui lui succédera, et dont l'épée doit rester pure : à Bouvines, Philippe Auguste est le seul qui n'ait jamais de sa vie tournoyé. En revanche, pour toute la « jeunesse » aristocratique de la France du Nord, il s'agit d'une permanente escapade : « chaque quinzaine, à peu près, tournoyait-on de place en place ». Dans le calendrier très serré des compétitions, le Carême entrouvre la seule pause un peu longue, et que l'on rétrécit autant qu'il est possible. Aussitôt passé le temps d'abstinence, chacun se précipite, et tous mettent les bouchées doubles dès que s'approche Carême-prenant. La comptabilité que Guillaume le Maréchal, bon ménager, fit dresser une certaine année, des gains qu'il réalisait aux tournois, s'étend ainsi de la Pentecôte au Mardi Gras suivant. La fête sportive ne s'arrête pas, même l'hiver. Elle brave les pluies et la froidure. Tournoyer est une passion.

Un sport d'équipe, comme la vraie guerre, celle des routiers. Les jeunes qui passèrent un jour par Clairvaux et que saint Bernard tenta, en les sermonnant, de détourner du mal, de la folie de combattre en vain, étaient en bande, formaient une mesnie, une « manade ». Rejetons par conséquent l'image de joutes singulières qui, sur un terrain étroit, strictement limité par des lices, auraient opposé deux cavaliers armés de lances : elle est fausse jusqu'au fort du XIVe siècle. Le tournoi du temps dont je parle n'est pas un duel, mais une cohue, où nul ne combat seul à seul. Des équipes s'y rencontrent qui chacune ont leurs couleurs et leur capitaine. Pour sa propre gloire et pour celle de ses aïeux, pour que l'on parle de lui parmi les dames, celui-ci entend diriger la troupe la meilleure et la plus forte. Baudouin de Hainaut n'avait en commençant que quatre-vingts compagnons ; deux ans plus tard, il promenait derrière lui un beaucoup plus long cortège : deux cents chevaliers, douze cents piétons. Quant à Henri le Jeune,

il n'y avait bon chevalier,
vaillant ni d'arme éprouvé
qu'il ne voulût à lui atraire ;

au tournoi de Lagny, quinze bannerets combattaient pour lui, chacun avec sa propre bande ; il les avait recrutés en Angleterre, en Normandie et en Anjou, mais aussi, et pour la plupart, en Ile-de-France – donc dans une contrée naturellement ennemie, mais c'était le pays des champions. Les bandes de tournois sont des regroupements d'aventure, par conséquent hétérogènes ; leur unité se marque à des signes, le cri commun, les emblèmes peints sur les écus – dans les tournois plus que dans les guerres se situent sans doute les progrès rapides que connut en ce temps l'héraldique. Leur cohésion vient surtout des fortes paies. C'est en ce point d'abord qu'intervient ici l'argent. Car tous les équipiers sont, à proprement parler, engagés. Ceux qui accompagnaient Henri le Jeune

avaient vingt-cinq sous par jour
fût à errer, fût à séjour
dès qu'ils mouvaient de leur terre.

Autour des joueurs les plus fameux on voit ainsi monter les enchères. Au soir de Gournai, les « hauts hommes » se disputent le Maréchal, tout cabossé des coups reçus, mais étincelant de renommée ; « chacun le convoite à avoir » ; le comte de Flandre et le duc de Bourgogne vont jusqu'à lui proposer une pension annuelle de deux cent quarante mille deniers. Fortune est promise aux étoiles, et rapide. La rivalité permanente, l'incessante poursuite de la gloire font ici, plus abondamment que partout, ruisseler l'argent des mains des plus riches. Plus que la guerre véritable, le tournoi, qui n'a presque jamais de cesse, est l'instrument d'une redistribution parmi la chevalerie modeste de toute la monnaie que ramassent les princes. Et le flot de là se répand parmi bien d'autres gens encore. Car avant chaque rassemblement, il faut, bien sûr, s'équiper, acheter des chevaux, ces outils fragiles. Entre deux tournois, à la foire d'hiver de Lagny, Guillaume le Maréchal va choisir les meilleurs destriers. Il les paie très cher aux maquignons, lui qui, tout jeune, s'apprêtant pour son premier tournoi, avait dû échanger contre une bonne monture le manteau précieux qu'il avait reçu en don le jour de son adoubement. Entre-temps, le champion a fait fortune. Un immense trafic se déploie ainsi autour de chaque

réunion sportive, et c'est fort justement que les écrivains d'Eglise, soucieux de beau parler, avant de forger le néologisme *torneamentum*, se servirent du mot *nundinae*, qui veut dire foires. De la foire, le tournoi présente tous les traits : la sauvegarde promise à ceux qui s'y rendent, la brusque floraison de tentes où viennent camper pour quelques jours les éleveurs, les mercantis, les mastroquets, les maréchaux-ferrants, les amuseurs, les filles, tous ceux qui prêtent ou changent les deniers, tous ceux qui en gagnent ou en volent.

Tant en vint de dextre et senestre
Que tout le pays en fourmille...
Vous auriez vu chevaux d'Espagne,
De Lombardie et de Sicile...

Et là, c'est un remuement énorme de monnaie.

Longtemps à l'avance, le lieu, la date sont été fixés, et l'annonce s'est propagée de toutes parts, de cour en cour. Dans la demeure des chefs d'équipe, pendant les journées qui précèdent le jeu,

la salle s'emplit de chevaliers.
Toute la nuit font chevaliers
haubert rouler, chausse frotter
et atourner les leurs armures,
les colliers, les couvertures
selles et frein, poitrail et sangle.

Dans la ville, le village proche, ou bien, plus près encore du champ, dans l'assemblée de pavillons qui s'est formée, les bandes viennent établir leur cantonnement. De l'un à l'autre, on se visite ; on boit ensemble, on joue aux dés ; on traite avec les retardataires pour d'ultimes engagements ; des alliances se nouent ; on discute de la tactique à suivre durant le grand divertissement. Parfois, une sorte de *novillada* le précède, une rencontre de très jeunes, mais qui n'est jamais qu'amusette. A l'aube du jour prévu, les guerriers vont s'armer devant le « recès », la

palissade où les couards pourront trouver refuge. Les équipes alors se rejoignent, s'assemblent, s'agglomèrent en fortes « batailles » qui se rangent elles-mêmes en deux camps. Ni combat singulier, ni champ clos. Quand, à l'heure dite, le départ est donné – quelques tricheurs se sont déjà mis en branle pour occuper les bonnes positions – les troupes se déploient sur une aire très vaste, sans limites, coupée d'accidents dont il convient de tirer parti, pour tendre des embuscades ou se retrancher : au tournoi d'Anet, les Français se retirèrent ainsi un moment sur une ancienne motte, le tertre d'un château détruit, tandis que quinze chevaliers débandés trouvaient abri dans une grange, le temps de se reformer en compagnie. Le combat se poursuit jusque dans les rues des villages. Simon de Neaufles barrait l'une d'elles avec ses hommes ; il fut pris ; Guillaume le Maréchal qui l'emmenait tenait le cheval par la bride ; il se retourne : le captif n'est plus en selle, mais suspendu par son armure à la gouttière d'un toit. C'est la vraie guerre, pleine d'embûches et de surprises, pour le plaisir. Comme à la guerre, les chefs emploient aussi de la piétaille, munie de piques et d'arcs. Cependant, comme à la guerre, les seuls vrais joueurs sont chevaliers. Parfois, étourdiment, ils se hasardent tout seuls, mais, s'ils ne perdent pas la tête, ils restent au coude à coude, en un groupe étroitement soudé, indissociable, de dix, de vingt, d'une trentaine au plus – ce qu'on appelle un « conroi », une formation serrée comme un poing, unité véritable, si compacte, dit-on, qu'un gant jeté en l'air toucherait forcément en retombant un cheval ou un cavalier ; « entre leurs lances ne peut courir le vent » : on ne saurait dire mieux que la *Chanson d'Aspremont*. De même que, pendant ses errances, le jeune chevalier n'est solitaire que dans la fiction des romans de Bretagne et ne se sépare jamais de quelques compagnons, de même, jamais il ne combat très loin de ses amis, sinon lorsque la rage, la convoitise, la démesure s'emparent de lui, pour alors, la plupart du temps, le perdre. Les sociétés de guerre sont grumeleuses, et l'action consiste précisément à désagréger les corps adverses, à les disjoindre. La victoire sourit aux équipes qui savent attendre, conserver leur cohésion, laisser les autres se fatiguer, se griser, s'éparpiller, pour les pousser alors dans le désordre et les contraindre à cette débandade sur quoi, généralement, le tournoi prend fin. En 1182, à Gournai, on s'étonna qu'il n'en fût pas ainsi :

Tant y eut belle aventure
Ou'il n'y eut pas déconfiture
de nulle part. Se séparèrent
par accord...

D'ordinaire, après de longues heures d'affût survient une brusque déroute, le moment des bonnes prises dans la fuite éperdue des conrois désagrégés.

Car, comme dans la vraie guerre, ce que veulent les tournoyeurs c'est « gagner ». La gloire, mais d'abord l'argent. Prendre, pour rentrer dans leurs frais et s'en retourner plus riches. Les « joutes de plaidisse », c'est-à-dire de convention et sans enjeu, sont rares : elles n'attirent pas grand monde. Les chevaliers vont au tournoi comme au tripot, pour « tout perdre ou tout gagner ». S'emparer des harnois, des chevaux qui valent si cher. Avant tout, capturer les hommes, et pour cela se mettre à plusieurs pour saisir des proies alléchantes, contraindre tel adversaire choisi à s'avouer vaincu, le laisser sur sa parole libre de continuer le jeu – ainsi advient-il souvent qu'un chevalier se fasse prendre plusieurs fois le même jour. Le soir venu, dans le campement, chacun s'enquiert de ses parents, de ses amis ; ont-ils gagné, ont-ils perdu ? On conduit chez les vainqueurs les destriers qu'ils ont conquis. En liberté, les prisonniers pensent à leur rançon, cherchent à ramasser le gros tas d'argent, ce qui ne va pas sans peine. Le jeu roule en effet sur beaucoup plus de monnaie que n'en détiennent tous les combattants réunis : on s'étonna beaucoup, certain soir, de voir Guillaume le Maréchal tirer de ses sacoches plusieurs centaines de deniers, et payer comptant son prix ; à l'accoutumée le captif donnait des gages, trouvait dans sa parenté des répondants qui fournissaient caution. Comme à la fin des foires, entre vainqueurs et vaincus s'instaure donc toute une procédure de compensations, de contrats, de transferts, de dettes remises jusqu'à la prochaine rencontre, de promesses dont la ferme assise est une morale de l'honneur. Tout un réseau de paroles échangées, l'emploi d'une monnaie de bouche, fictive, à quoi oblige de recourir, comme dans les réunions marchandes, la rareté des pièces d'argent. Et comme c'est la capture des hommes qui rapporte de loin le plus,

chacun se garde bien de trop abîmer l'adversaire. Les conciles condamnent les tournois parce que l'on s'y tue. En effet, ce sport violent fait des victimes autant que la guerre, et sans doute davantage : il suffit pour s'en convaincre de dénombrer, dans les généalogies que l'on peut reconstituer, les *juvenes* qui périrent dans ces démonstrations de bravoure. Mais ces morts sont toutes accidentelles, et, sur le champ, d'autant plus amèrement déplorées qu'elles se soldent, pour le parti adverse, par un lourd manque à gagner.

Il faut donc voir dans le tournoi – et c'est encore en cela qu'il ressemble aux foires – l'aire d'une activité très lucrative, le seul lieu où des chevaliers peuvent s'enrichir aussi vite que les marchands, et l'occasion, peut-être, en ce temps des plus gros transferts de richesse. Le rôle des tournois dans l'économie du XIIe siècle équivaut à celui que remplissait naguère encore la donation pieuse, dans une population que les prêtres tenaient plus étroitement en laisse. Raison de plus pour l'Eglise de condamner ces jeux, car ils font concurrence à l'aumône, et parce qu'ils ouvrent la seule faille par où l'esprit de profit peut alors s'infiltrer dans la mentalité aristocratique. Bien sûr, on peut s'y ruiner, par couardise, maladresse ou malchance. Mais, en fin de compte, ce sont les princes qui supportent toutes les pertes. Ils font les frais de la fête, et l'argent qu'ils empruntent facilement aux bourgeois sert à dédommager les équipes malheureuses, à remplacer les chevaux tués et les hauberts rompus, à liquider les rançons, aussi bien qu'à distribuer les soldes. Tandis que le gros du profit va à quelques chevaliers, ceux dont Bertrand de Born, en certains de ses *sirventes*, loue l'habileté et justifie la rapide ascension. De fait, les virtuoses de la joute équestre grimpent en peu d'années tous les échelons de la fortune. Guillaume le Maréchal fut l'un de ces champions magnifiques. Alors que

commençait à monter le flot
de son prix et de sa prouesse
par quoi il montait en hautesse.

il prit un associé, un chevalier flamand, lui aussi de la mesnie d'Henri le Jeune : à deux, les affaires promettaient d'être meilleures. « De compagnie le pria » donc, et la

société dura deux ans. Elle avait son comptable, le clerc de la cuisine du jeune Henri, dont la fonction dans l'équipe, était précisément d'additionner les dépenses. Pour les deux compères, il additionna les recettes. Elles furent si grasses qu'il négligea de noter les prix de chevaux et d'équipement, dressant seulement la liste des chevaliers rançonnés : cent trois en dix mois. Un merveilleux tableau de chasse, et d'innombrables poignées de deniers.

Ces deniers, toutefois, la morale chevaleresque impose de les mépriser, une éthique qui s'est forgée précisément dans les tournois, au cœur de ce jeu d'argent, et que fait se durcir la montée des avides, des gens de négoces et des mercenaires, de plus en plus menaçants, dont l'aristocratie sent bien qu'elle risque bientôt de mettre en cause les fondements matériels de sa prééminence. Le bon chevalier se doit de n'être pas intéressé. Prouesse ne vaut rien sans largesse. Le monde des tournoyeurs affecte donc de quérir, non point le gain, mais le « prix », c'est-à-dire la gloire. Venu seul au tournoi de Pleurs, Guillaume le Maréchal, selon son panégyriste,

oncques à gain n'entendit
mais au bien faire tout tendit
que du gain ne lui chalut.
Il gagna qui mieux valut,
Car moult fait riche celui
qui honneur conquiert et gagne.

On le montre un peu plus tard, à Joigny, distribuant sa part des recettes aux croisés

et il quitta de leur prison
des chevaliers qu'il avait pris,
qu'on lui tourna à très grand prix.

La valeur suprême – source de profit d'ailleurs, elle aussi, pour ceux qui s'en approchent, car se placer en bonne position dans le palmarès permet de se louer plus cher aux capitaines – réside dans le prix décerné au meilleur, à la fin du tournoi, par délibération des « hauts hommes ». Une récompense symbolique (à Pleurs, un

brochet en tient lieu ; une dame vient l'offrir au duc de Bourgogne, qui le refuse, et tous les chefs après lui ; finalement deux chevaliers et un écuyer vont solennellement le porter à Guillaume le Maréchal ; ils le trouvent la tête sur l'enclume, le forgeron travaillant à grand ahan, par la tenaille et le marteau, à le dégager de son heaume, faussé et enfoncé jusqu'au col). Encore faut-il bien voir de quelle signification majeure le « prix » se trouve chargé à l'approche du XIIIe siècle : c'est lui qui confère décidément au tournoi l'allure d'un concours, d'une compétition pour l'honneur, et c'est finalement sur lui que prennent leur principal appui tous les mouvements insensibles qui font se modifier, à la veille de Bouvines, le comportement chevaleresque. Pour deux raisons. Parce que d'abord le moment est celui de la grande prolifération des routiers, où la nécessité par conséquent se révèle de mieux charpenter une morale de la guerre noble. Parce que, d'autre part, la distribution des lauriers se fait sous le regard des femmes. De ces fêtes de la violence, les dames en effet ne sont pas absentes. Parfois, comme à Pleurs, ce sont celles qui, de leurs propres mains, remettent au vainqueur les emblèmes de la vaillance. Au matin du tournoi de Joigny, les chevaliers qui s'apprêtaient virent paraître la comtesse et ses suivantes ; ils laissèrent là les heaumes, accoururent ; on se prit les mains pour danser. L'un demanda :

... qui sera
si courtois qu'il chantera ?

Guillaume le Maréchal, bien sûr : il entonne un lai, que tous reprennent. Ainsi les tournois devinrent encore, en ce temps, des écoles de courtoisie : chacun savait que l'on pouvait y gagner aussi l'amour des dames. Par certaines attitudes, qui s'apprennent. D'ailleurs, intervenaient, en ce point même, d'autres professionnels, « ces histrions que nous appelons hérauts ». Agents de publicité, imprésarios – mais aussi marchands de gloire : « quand ils voient dans un exercice d'armes quelqu'un travailler avec virilité et puissance », ils composent une chanson en son honneur. C'est ce que fit, le matin de Joigny,

... un chantereau
qui était héraut nouveau.

Astucieusement, son refrait disait :

Maréchal,
Car me donnez un beau cheval.

Et Guillaume ne put pas moins faire que de capturer un destrier au cours du combat, pour le lui offrir.

L'important est que, par de telles célébrations, fut dès lors exaltée la prouesse individuelle. En ceci, le tournoi se trouvait devenir le lieu d'une autre mutation majeure. Il fallait bien, pour l'affrontement, se resserrer dans des conrois, des équipes étroitement nouées. Mais au cours des péripéties du jeu quelques personnalités émergeaient de la foule, escaladaient les degrés de la « hautesse » : sur ces champions, colportée par les récits et les éloges, la renommée venait se concentrer tout entière – comme dans les relations de Bouvines. On ne voyait plus qu'eux. Sans doute, le ressort de leur élévation était-il matériel : ces gens-là étaient les gagnants ; ils pouvaient payer les louangeurs. Mais le profit se trouvait ici sublimé. De même que, par la démonstration de largesse, la chevalerie entendait garder ses distances à l'égard des bourgeois enrichis, de même, face aux cottereaux et Brabançons, qui travaillaient honnêtement, sérieusement, mais sans panache, elle se sentait tenue à la vaillance, à l'ostentation de courage, aux arabesques de la témérité. Un courage dont les dames étaient juges, émues jusqu'au plus profond par un enthousiasme qui sapait leur défense et les rendait plus faciles à conquérir. En lui se résumait la prouesse, la première des vertus nobles – ce fut en ce temps que couardise, peu à peu, devint vilenie – et désormais vertu d'un homme, dont l'action certes demeurait tout entière épaulée par la solidarité d'une équipe, mais qui regardait sa gloire comme son bien propre, une richesse qui le dégageait de son groupe, qu'il entendait faire fructifier seul – comme était propre à tel ou tel marchand le sac de monnaie qu'il transportait au milieu d'une caravane. Dans le jeu

permanent d'équipe et d'argent qu'était le tournoi, ce divertissement qui se menait dans le gratuit, dans le profane, et sous la menace des punitions de l'Eglise, la prouesse fut assise de liberté et d'assurance. Elle délivra l'individu de l'emprise, vécue, nécessaire, contraignante, étouffante parfois, du lignage et des amitiés. Elle conférait illusion de solitude, cette solitude glorieuse, exaltante, imaginaire des Percevals et des Gauvains vagabonds.

*

L'événement qu'est Bouvines s'éclaire lorsqu'on le situe à sa vraie place, dans la longue coulée de tous les progrès qui, durant le XIIe siècle, avaient modifié les formes de l'action militaire. Dans le fil des perfectionnements techniques qui conduisaient à renforcer sans cesse les défenses et qui avaient fini par faire d'une joute de cavaliers pesants, invulnérables, et pour cela moins tremblants, la clé de tout combat. Au sein du lent durcissement des cadres politiques par quoi la vraie guerre se trouvait peu à peu emprisonnée dans les ordonnances de paix dont les grands princes détenaient la maîtrise, et qui provoquait l'efflorescence des tournois. Dans la progressive invasion d'une puissance, celle de la monnaie, qui rendait la chevalerie plus soucieuse de défendre ses privilèges, inquiète de la concurrence des mercenaires et de la fortune des marchands, attentive aussi aux sourds frémissements de révolte que quiconque prêtant l'oreille pouvait percevoir au profond du peuple soumis. Mais aussi dans le développement d'un essor culturel ininterrompu. En 1214, les chevaliers sont de plus en plus rares, qui ne savent pas lire, ou réciter à tout le moins des poèmes, et chanter. Ce qui explique la consistance nouvelle, dans l'*ordo* des gens de guerre, d'un système idéologique, dont l'autonomie s'est affirmée à l'égard d'un autre, propre lui aux gens de la prière. De ce système de représentation, de concepts, d'images et d'emblèmes rituels, qui atteint sa maturité à l'époque de Bouvines, on a quelque peine à discerner les formes plus anciennes, et les longues germinations qui préparèrent son efflorescence. Car pendant très longtemps, jusqu'au début du XIIe siècle, tous les objets culturels assez solides pour durer jusqu'à nous, tous les

discours, écrits ou visuels, étaient demeurés l'œuvre de prêtres ou de moines, et l'historien doit deviner, à travers ce qu'ont exprimé ces gens-là, ce qu'avaient alors dans l'esprit les guerriers. Ce qui n'est pas facile. D'autant moins que, un demi-siècle avant Bouvines, l'attitude de l'Eglise à l'égard de la *militia* était encore, dans son ensemble, agressive et pleine de réprobation. Du moins ce qu'on en connaît par des témoignages dont les plus éclairants viennent jusqu'à ce moment du monachisme, qui dominait toujours les institutions ecclésiastiques, et qui professait le mépris du monde charnel, se voulant instigateur de pénitence. Au chevalier, une seule voie de perfection était alors proposée, la « conversion ». Qu'il dénoue le baudrier militaire, qu'il revête l'habit de saint Benoît, qu'il entre, fût-ce moribond, au monastère : il ne saurait mieux se préparer à affronter la mort et le jugement. Orderic Vital rapporte l'activité d'un de ces propagandistes du renoncement, un clerc domestique, Gérold d'Avranches, qui fut chapelain au seuil du XIIe siècle dans la maison d'Hugues de Chester : « En plusieurs chevaliers, il remarquait et reprenait à juste titre la pétulence de la chair. Il déplorait la négligence excessive que la plupart mettaient à l'office divin. Il multipliait les avertissements salutaires aux principaux barons, aux simples chevaliers et aux “jeunes”. Du Nouveau Testament et des fastes chrétiens, il tirait les exemples des saints guerriers dignes d'admiration. » Il racontait donc la vie des martyrs, des saints cavaliers Georges, Théodore, Sébastien, Démétrius, et aussi de saint Maurice et de saint Eustache. Mais il parlait également « du saint champion Guillaume (d'Orange) qui, après de longs combats, renonça au siècle et, sous la règle monacale, lutta glorieusement pour le Seigneur ». Les jongleurs, ajoute Orderic, chantaient ordinairement une « chanson de ce saint ». Mieux vaut cependant se référer à ce qu'en disent les savants de l'Eglise, et lui-même donne une version de la geste, qu'il tient d'un moine de Winchester, et qu'il juge plus authentique. Le héros a d'abord mené la juste guerre : « Il eut à soutenir beaucoup de luttes contre les Barbares d'outre-mer, et contre les Sarrasins des environs ; par le secours divin, il sauva par son glaive le peuple de Dieu et étendit l'empire du christianisme. » Mais un jour, malgré les pleurs et les supplications de toute la noblesse, il décida de quitter le siècle et partit offrir ses armes à Saint-Julien de Brioude. « A Dieu, il présenta son heaume, puis un très bel écu, sur le tombeau

du martyr. » Au cœur même du sanctuaire, dans la crypte, il avait donc déposé ses armes défensives. Mais laissé à la porte celles d'agression, plus inquiétantes. A pied, couvert du cilice, il prit alors la route en pénitent, en pèlerin du Christ, pour le monastère qu'il avait lui-même fondé à Gellone. Là, il termina ses jours dans l'humiliation des travaux serviles. « C'est ainsi que Gérold rapportait fréquemment les titres de gloire des invincibles guerriers du Seigneur, et tantôt par la douceur, tantôt par la menace, encourageait ceux qui vivaient avec lui et les hommes d'armes à s'engager dans un tel genre de vie. » Exhortation efficace : cinq de ces chevaliers entrèrent à l'abbaye de Saint-Evroul où écrit Orderic.

A l'époque, saint Bernard de Clairvaux montrait la même attitude. Au moment précis où les conciles de Reims et Clermont condamnaient les tournois, lui rédigeait son *Livre à la louange de la chevalerie nouvelle. Militia, malicia* : la milice du siècle sert le diable et non pas Dieu. « Vous chargez vos chevaux de housses de soie ; vous recouvrez vos hauberts de je ne sais combien de morceaux d'étoffe ; vous décorez de peintures vos haches, vos écus et vos selles ; vous prodiguez l'argent, l'or et les pierreries sur vos mors et vos éperons. Sont-ce là les insignes de l'état militaire ? Ces ornements ne conviendraient-ils pas plutôt à des femmes ? On vous voit, comme des femmes, nourrir une masse de cheveux qui vous offusquent la vue, vous envelopper dans de longues chemises qui descendent jusqu'aux pieds, et ensevelir vos mains délicates dans des manches aussi larges que longues... » C'est l'orgueil qui meut les chevaliers, la démesure, « un accès de folie qui les jette dans les combats ». Aussi, « avez-vous à craindre de tuer votre âme du même coup dont vous tuez votre adversaire, ou de recevoir de sa main la mort en même temps dans le corps et dans l'âme ». Grâce à Dieu, « une nouvelle chevalerie est née sur la terre », celle des ordres religieux militaires, ordres du Temple et de l'Hôpital, récemment fondés en Terre sainte « dans le pays même que le soleil levant est venu visiter du haut des cieux. De la sorte, à l'endroit où lui-même a vaincu de sa main puissante le prince des ténèbres, l'épée de cette chevalerie vaillante exterminera bientôt ses satellites, je veux dire ces fils d'infidélité. Elle rachètera une nouvelle fois le peuple de Dieu et fera repousser sous nos yeux la corne du soleil, dans la maison de David, son fils ». Les Templiers ont refusé le monde, le luxe, la vanité – « ils se coupent les cheveux car ils

trouvent, avec l'Apôtre, que c'est pour un homme une honte de soigner sa chevelure » – la légèreté, le souci d'une gloire profane. En communauté, ils guerroient – comme l'a fait longtemps frère Guérin – dans la discipline et la prudence, en « batailles ordonnées ». C'est un double combat qu'ils mènent, à la fois contre la chair et le sang et contre « les esprits de malice répandus dans les airs ». Il faut les suivre, si l'on ne se sent pas le courage de renoncer complètement aux plaisirs de la guerre. Bernard de Clairvaux s'était lui-même converti alors qu'il était jeune chevalier. A la conversion, il appelle tous les autres et rêve d'abbayes remplies de guerriers pénitents, purs et pauvres.

Dans le même temps, les structures monastiques s'étaient adaptées pour accueillir les adultes qui abandonnaient les armes mondaines. Très tôt, les communautés bénédictines avaient admis dans leur sein les chevaliers qui, sur leur lit de mort, demandaient de revêtir la coule et le froc ; dans le cours du XIIe siècle, elles s'ouvrirent à ces « convers barbus », vieux combattants perclus et las des cavalcades qui cherchaient une retraite paisible et pieuse, qui n'avaient pas appris à chanter l'office et que l'on ne savait à quoi occuper dans les cloîtres de Cluny. Ce fut pour les gens d'armes que se formèrent puis se dilatèrent très largement les fraternités de Templiers et d'Hospitaliers, où étaient même acceptées des recrues de simple intention, comme Guillaume le Maréchal qui, à l'issue de sa « jeunesse », vers l'âge de quarante ans, s'était incorporé à l'ordre du Temple, mais sans y entrer vraiment. Il en avait un jour endossé le manteau, mais celui-ci ne lui servit jamais qu'une seule fois, à recouvrir sa dépouille dans la cérémonie des funérailles. Or la souplesse de telles ouvertures, cette osmose fort aisée entre la vie monacale et celle du siècle, fortifiaient peu à peu l'idée que, sans quitter le monde, et dans l'accomplissement d'une fonction dont Dieu l'avait chargé, le chevalier pouvait atteindre à une espèce de perfection. Passé le milieu du XIIe siècle, commence le reflux du monachisme. Désormais le rôle majeur dans l'Eglise est tenu par les clercs. Or ceux-ci sont toujours restés intimement mêlés à la société militaire. On voit des chanoines combattre comme des preux, pour défendre contre les routiers les biens de leur cathédrale, et des évêques. Tel celui de Beauvais, Philippe de Dreux, qui joua de la masse d'armes à Bouvines, et que quinze ans plus tôt un chef de cottereaux avait

capturé, non comme prélat, dit la *Chanson de Guillaume le Maréchal*, « mais comme chevalier, tout armé, le heaume lacé ». En France du Nord – à la différence du Sud, où le sacré demeure plus franchement séparé du profane, ce qui fait que la culture courtoise, celle des troubadours, des *sirventes*, érotique et politique, échappe bien davantage à l'influence de l'Eglise – des escouades de clercs coudoient dans la maison des princes, grands et petits, les jeunes qui s'exercent aux armes, et s'emploient à les divertir. Forts de leur savoir, d'un bagage mental qui les rend capables de donner forme poétique à ce qui se rêve autour d'eux, les premiers échafaudent, pour le plaisir et l'éducation des seconds, un édifice culturel robustement charpenté. Autonome, qui n'est point le reflet des prônes et des homélies qu'on écoute d'une oreille dans les basiliques et à l'entrée des monastères, qui répond, elle, tout à fait, aux goûts de la « jeunesse », traduit les espoirs et les frustrations des chevaliers célibataires, ceux des compagnies errantes et des tournois, cette classe d'âge si large et si nombreuse et dont l'horizon culturel diffère sensiblement de celui des *seniores*, des gens mariés.

La culture de Baudouin, comte de Guines, est écrite, comme celle des anciens rois dont les princes ont peu à peu imité le comportement ; il ne sait pas lire ; il tient cependant chez lui des livres qui sont ceux des écoles et des savants, qui traitent des choses sacrées et transmettent un peu de la pensée des Pères de l'Eglise ; mais on les a translatés du latin en langue commune : pour le comte, en effet, ce ne sont pas de vains ornements, mais une réserve de savoir, où il entend puiser, par l'intermédiaire de lecteurs, le sens des Ecritures et de la liturgie qui sied aux hommes de son rang et de son âge. Alors que la culture de son fils Arnoul, le « jeune », le tournoyeur, est orale, toute profane et se déploie dans l'imaginaire. Il pleut trop ; la bande de camarades est forcée d'interrompre ses vagabondages, retenue désœuvrée pendant deux jours et une nuit dans la salle du château de Guines ; on tue le temps comme on peut en racontant des aventures, celles des héros que l'on va s'efforcer d'égaler. Il en est de trois types. Ceux de la croisade, « de la terre de Jérusalem, du siège d'Antioche, des Arabes, de Babylone, de l'outre-mer », dont l'un des compagnons d'Arnoul, Philippe de Montgardin, sait les exploits. Ceux des romans et des chansons de geste : c'est Robert de Coutance qui dit « l'histoire des empereurs

romains, de Charlemagne, de Roland et Olivier, du roi Arthur, les gestes et fables de Bretagne, de Gormont et Isembart, de Tristan et d'Yseut, de Merlin ». Enfin les propres héros du lignage – et c'est, cette fois, à un membre de la parenté, à Gauthier de L'Ecluse, *consobrinus* du jeune Arnoul, qu'il revient d'en parler. L'épopée de Dieu, des contes qui divaguent entre la légende et la féerie, la gloire des ancêtres : tout cela transmis par la parole, de bouche en bouche, en dépôt dans la mémoire des « jeunes ». Ceux-ci toutefois accueillent parmi eux des anciens (Arnoul de Guines vivait avec des garçons de son âge, mais « il retenait aussi des vieux et décrépits parce qu'ils racontaient les vieilles aventures ») et aussi des gens d'Eglise : le prêtre Lambert d'Ardres, lui-même, dont le récit nous apprend toutes ces choses. L'une des fonctions de ces clercs, nourris depuis leur enfance dans la maison et qui suivaient volontiers les équipées, fut précisément de fixer par l'écriture la matière fugace de cette littérature orale, les histoires de Terre sainte, de l'empereur à la barbe fleurie et de ses douze pairs, des chevaliers errants par les forêts magiques et, principalement peut-être, les hauts faits des aïeux : dans le cours du XIIe siècle, on voit ainsi les écrits généalogiques s'infléchir, se muer en une galerie de portraits héroïques, proposant aux rejetons de la lignée le modèle d'une conduite exemplaire, et la mémoire familiale devient ainsi comme un trésor d'honneur, hérité de génération en génération, que chacun se sent tenu d'enrichir, qu'il doit se garder, en tout cas, de gaspiller. Le cadre d'une éducation de la vaillance.

Comme, dans le Nord du royaume de France, ce sont des clercs qui le mettent en forme, il subit quelque peu la contamination de l'idéologie d'Eglise. A vrai dire de façon fort discrète, et par le biais surtout de l'esprit de croisade. De fait, après 1150, ce que cette littérature contribue à fortifier, c'est une conception nouvelle de la chevalerie, laïque, profane, tendue contre tous les autres corps de la société. Prééminente – « le plus haut ordre que Dieu ait fait » proclame Perceval – et fondée sur une constellation de vertus. L'ancien édifice de l'honneur était tout construit autour d'un seul pilier : la loyauté, le respect de la foi jurée, cette fidélité aux liens du sang et aux engagements d'amitié qui rassemblent les conrois, les équipes de la guerre (ce qui retient le vicomte de Beaumont, cent ans avant Bouvines, de rompre une alliance, de reprendre sa parole, d'abandonner ses pairs pour faire la paix, c'est

la peur de « couvrir de honte et d'opprobre toute sa parenté »). Mais trois autres vertus sont venues peu à peu se conjuguer à la première, la « courtoisie », une manière « honnête » de se comporter envers les dames. Et surtout la prouesse et la largesse.

Deux qualités indissociables : ce que le langage veut exprimer plus fortement en jouant sur l'assonance. L'éloge que la *Chanson de Guillaume le Maréchal* fait du comte de Salisbury, Guillaume Longue-Epée, « qui de prouesse fait sa mère, et de largesse son porte-bannière » fait écho au « et de vertu et de largesse du *Roman de Brut*, rimé soixante-quinze ans plus tôt. Entendons par « vertu » tout court : le courage. Celui-ci, au seuil du XIIe siècle, ne figurait pas parmi les valeurs centrales de l'éthique chevaleresque. Loin de là. On le voit bien par les jugements que porte sur les combattants l'*Histoire anonyme de la première croisade*, un récit bâti sur le témoignage direct d'un chevalier, qui s'y connaissait. Des unités militaires, des groupes – car il n'est question que de groupes, et lorsqu'il est parlé d'un individu, il s'agit toujours d'un chef, qui n'est jamais jugé dans sa personne, mais dans la fonction qu'il remplit au milieu d'un corps, dont il est responsable – ce texte célèbre bien le courage (que l'agencement du vocabulaire relie d'ailleurs à la notion de force physique et de prudence, à des qualités statiques). Mais sans le percevoir comme une absence de crainte. Car, au contraire, la témérité serait condamnable, vue comme un aveuglement, assimilée à l'orgueil, péché majeur, capital puisqu'il dresse contre Dieu. Le courage – la force, la sagesse – apparaît donc comme une vertu passive, une position d'attente confiante, ferme, de soumission à la volonté divine, un des aspects de l'espérance. Car si l'homme doit aider Dieu à réaliser ses desseins, ce serait coupable hardiesse de vouloir forcer le cours de ceux-ci : le guerrier pieux est tenu de s'incliner devant ce qu'il en connaît. Le courage est donc un ornement de l'action, comme une parure, ce qui fait que, pour en parler, on use seulement d'adverbes et d'adjectifs. Ce n'est pas un moteur de l'action. Comme l'est au contraire la peur, qui s'exprime, elle, dans le discours, à l'aide de substantifs et de verbes. La peur obsédante, toujours là. Avant l'engagement, dans le moment qui précède la rencontre, celui où les forces adverses sont jaugées, en comptant les cavaliers et les piétons d'en face, toujours mal, dans l'exagération que suscite

l'anxiété. La peur qui grossit quand le combat commence. On peut encore la réprimer dans la fougue des premières attaques, mais elle envahit tout dès que se laissent percevoir des ruptures dans la cohésion des groupes. Elle se libère d'un coup dans la déroute. Le remarquable est que ce sentiment soit moins souvent blâmé que justifié – en tant qu'il est manifestation de vraie prudence, c'est-à-dire de courage véritable, d'une humilité nécessaire devant les avertissements du ciel – et que, la plupart du temps, l'auteur de l'*Histoire* se borne à en constater la présence, simplement, sans aucun commentaire, comme d'une constante de la mentalité militaire, qui ne saurait en tout cas déshonorer. Cent ans plus tard, au temps de Bouvines, tout a changé. Désormais, le courage est ce qui, d'abord, fait le prix d'un chevalier, ce qui le porte à s'interdire l'emploi de toute arme indigne, de tout subterfuge qui pourrait faire croire à sa couardise. Déjà en 1197, Guillaume le Maréchal, en compagnie du comte de Flandre, combattait Philippe Auguste. Les barons proposèrent de se retrancher derrière les chariots qu'avaient amenés en grand nombre les communes flamandes ; de temps à autre, ils jailliraient de ce refuge pour jouter contre les Français. A Dieu ne plaise, répond Guillaume : ni communes, ni rempart : on ira se battre en plein champ sans penser à la retraite. Dans l'assemblée des vertus chevaleresques, Témérité a détrôné Prudence, et vient s'établir au plus haut siège. Témérité et sa compagne obligée, Prodigalité. Au moment même où, dans la morale que prêche l'Eglise, par un glissement parallèle, l'orgueil peu à peu cède à l'avarice la première place parmi les péchés. Du courage en effet vient le gain. Mais le gain, en soi, est méprisable. Un preux ne saurait gagner que pour donner davantage. Rien ne justifie les profits que l'on peut tirer de la guerre ou de ses simulacres, sinon la vertu de gaspillage. Revenons une fois de plus à Guillaume le Maréchal qui

s'émouvait en mainte terre
pour prix et aventure guerre
et souvent s'en revenait riche.
Mais n'était avare ni chiche
de dépenser ce qu'il avait...
Tant multiplia sa prouesse
et sa bonté et sa largesse
que de lui tenaient un grand compte
et rois et reines, et ducs et comtes.

Dans cette école que tous les cavaliers bien nés de Bouvines ont suivie, pendant l'errance, le tournoi, dans la guerre à demi permise, et dans la guerre justifiée, la vraie, celle que le roi conduit, avec le bon Dieu, pour mieux établir la paix, la chevalerie,

si forte chose et si hardie
et si très coûteuse à apprendre

– n'entendons plus par ce mot un groupe social, mais une qualité, une décoration de l'âme, cet honneur, qui n'est point également partagé et qui n'orne plus des groupes mais des personnes –, la chevalerie rapporte. Elle rapporte de l'argent, et beaucoup. Comme toutes choses en ce monde, elle relève donc pour une part du pervers ; on lui connaît un versant d'ombre, où se tapit cet aiguillon, secret et vif, l'appât du butin, l'intérêt. Mais tout comme les manteaux de soie que l'on jette sur les hauberts, l'idéologie est là pour dissimuler ce qui dérange, pour tout parer de couleurs aimables. Et pour rassurer. La convoitise ainsi se déguise en vaillance, elle se masque sous cette fougue ardente, impavide, sans calcul, qui plaît aux femmes et qui, dit-on depuis peu, ne déplaît plus autant à Dieu.

*

Entre un tournoi et un combat véritable, la seule différence est dans l'intention : la guerre est animée par la « haine », par l'appétit de la *tuitio* et de l'*ultio*, de se défendre et de se venger. Bien conduite, dans le respect des interdits, c'est une opération juste. Elle brise un moment l'ordre, mais pour le mieux restaurer, en élaguant l'injure, en rendant à chacun son droit. Ou bien parce que nulle autorité judiciaire n'est là pour contraindre celui dont il faut se protéger ou tirer vengeance, ou bien parce que la victime choisit de ne pas porter plainte, ou bien parce que le coupable refuse de se plier aux décisions d'une assemblée d'arbitres, la *werra* est donc légitime. Plus légitime que le tournoi, cette partie de plaisir. Non point « ostentation » et poursuite de vaine gloriole, mais usage nécessaire de la force contre un ennemi du bien qui se dérobe. L'offensive est de rigueur, qui doit obliger l'adversaire à céder, lâcher prise, à se rendre aux paroles d'apaisement, à redresser les torts qu'il a causés. Pour l'intimider, le réduire, pour lui faire entendre raison, que pourrait-on faire de mieux que d'aller gâter sa terre ?

Sous ce prétexte, la guerre reprend alors son très vieux visage, celui des entreprises de pillage qui toujours, chaque année, avaient lancé les unes contre les autres les tribus. C'est une collecte de butin, où chacun s'en donne à cœur joie, en bonne conscience, et déploie le plein de sa valeur : il n'est meilleur combattant qu'« entalenté de grand mal faire ». Le chef entend se dédommager de sa peine, ceux qui l'accompagnent ne sont venus pour rien d'autre que prendre, et leur célérité est à la mesure de leur cupidité. En 1127, en Flandre, Galbert de Bruges montre des centaines de chevaliers et tout ce qui pouvait porter une arme parmi les communiers des villes se hâtant vers un but honorable : venger le comte assassiné ; ils ont finalement refoulé les meurtriers dans l'église du château de Bruges ; les voici, « pleins d'audace et avides de combattre, voyant devant eux les assiégés, rappelant tout leur courage, considérant comme il serait beau de mourir pour leur père et pour la patrie, quelle gloire recevraient les vainqueurs, et combien criminels et scélérats étaient les traîtres qui avaient fait leur repaire du temple du Christ – avides surtout du trésor et de l'argent du seigneur comte, ils songeaient au butin qu'ils allaient faire, lorsqu'ils auraient forcé les assiégés et », ajoute l'excellent observateur qu'est Galbert, « cela seul suffisait à échauffer leur zèle ». Les guerriers vont donc

tout ravir, chacun pour soi, ou plutôt chaque groupe pour soi. C'est une foire d'empoigne, une curée – sinon, de loin en loin, quand celui qui dirige la guerre tente, sans grand succès, de procéder au partage équitable des dépouilles. Toute action d'envergure risque donc à tout moment d'être interrompue par le déploiement du pillage, par l'irrésistible tentation de ne rien laisser saisir par autrui. A Bruges encore, si les meurtriers purent se réfugier dans l'église et s'y barricader, c'est que leurs poursuivants avaient cessé, à l'instant décisif, éblouis par les proies qui s'offraient à leurs yeux, de courir sus à leurs adversaires : « ... ils étaient tous retournés au butin et au pillage, fouinant çà et là, de la maison du comte à celle du prévôt, du dortoir au cloître des chanoines... espérant s'emparer du trésor du comte et du meuble des maisons situées dans l'enceinte du château. De la maison du comte, ils retirèrent plusieurs matelas, des tentures, des toiles, des coupes, des chaudrons, des chaînes, des barres de fer, des liens, des cordes à boyaux, des carcans, des brassards, et tous les objets de fer qui servent dans les prisons, la porte de fer du trésor du comte, les conduits de plomb dans lesquels coulait l'eau des toits. Ils enlevèrent toutes choses, croyant qu'ils pouvaient le faire sans commettre aucune faute. Dans la maison du prévôt, ils prirent les lits, les coffres, les bancs, les habits, les coupes et tout le meuble. Je ne parlerai pas de la quantité infinie de blé, de viande, de vin et de bière qu'ils pillèrent dans le cellier du comte, du prévôt et des chanoines. Dans le dortoir des chanoines, qui était rempli de vêtements très chers, ils firent si grand butin qu'ils ne cessèrent pas, depuis leur entrée dans le château jusqu'à la nuit, d'aller et de venir pour l'emporter ». Prises moins dérisoires qu'il ne paraît, puisque ce monde était si démuni, tenaillé par la faim ou par la peur de la faim, puisque le métal et les tissus y étaient choses si rares, puisque les pièces d'argent s'y cachaient si subtilement. Dans un univers de pénurie, tout est bon à prendre ; la guerre fait le vide, et fuir les paysans dans les bois et les marais ou derrière les murailles des villes. Ce qu'il y a de plus sacré apparaît le meilleur asile. On se rue dans les églises. L'une d'elles abrita pendant plusieurs jours les meurtriers de Charles le Bon. On en voit d'encombrées, dès que l'ennemi approche, de couffes et de sacs, de tous les outils des rustres éperdus, devenir comme les « magasins du peuple privé d'une juste défense ». Dans le fort de la chasse, il advient que des

grappes de misérables, à bout de souffle, s'agrippent aux croix des carrefours : alors, de fait, lorsque ce ne sont pas des routiers qui les poursuivent, mais des guerriers craignant Dieu, ils sont sauvés. A la guerre, toutefois, le bon gibier, comme au tournoi, c'est le chevalier de l'autre camp.

Il faut s'en emparer, et pour cela le désarçonner avant qu'il n'ait pu gagner sa retraite, tous ces châteaux, grands ou petits, qui sont autant de refuges. On s'y essaie à la lance, mais celle-ci est vite brisée. Plus efficaces sont les crochets de fer qui tirent l'homme à bas du cheval, et que manient les gens de pied. Ceux-ci toutefois ne peuvent agir que si l'adversaire est cerné. L'ennemi se courre, comme le cerf, avec une meute. Encore se garde-t-on de l'occire, car c'est vivant qu'il vaut cher. On se tue fort peu entre chevaliers à la guerre, moins peut-être que dans l'emportement des tournois qui sont des jeux où la passion fait perdre tout contrôle. Ici encore, la mort est un accident, funeste. A plus d'un titre, et d'abord car elle rend plus aigres les haines entre les deux partis, et alourdit le contentieux. Treize chevaliers en pourchassaient un autre, un jour, en Normandie ; « ils faisaient tout pour le prendre vif » ; mais, dans la précipitation, le fuyard fut atteint, malencontreusement, d'un coup de lance : « au grand regret de ceux qui l'avaient frappé, le brave chevalier périt le jour même » ; le haut seigneur pour qui la poursuite était faite, sentit bien que « ses hommes avaient commis un grave forfait et que ce meurtre attirerait de lourdes calamités sur sa terre » ; il « étouffa les rancœurs naissantes » en concluant très vite la paix avec les neveux de la victime « de peur que, des racines d'une mauvaise action, il ne s'élevât beaucoup de troubles et que ceux-ci, renaissant sans cesse de la pestilence, ne fassent surgir chaque jour des faits plus condamnables ». Telle est la guerre du XIIe siècle. Nul ne pense que le meurtre y soit plus licite que durant la paix, ni que ses conséquences soient moindres. Ce qui explique l'extrême rareté de ces malheurs fortuits. Après l'assassinat du comte Charles en 1127, la guerre sévit pendant plus d'un an dans tout le comté de Flandre, et fit s'affronter plus d'un millier de chevaliers. Galbert de Bruges en livre une relation extrêmement minutieuse, une suite de notes prises au jour le jour ; il était placé au cœur de l'événement, fort lucide et savait compter. Il fait état de sept morts, en tout et pour tout. Deux n'étaient pas des chevaliers ; l'un fut tué par une flèche, l'autre par la

retombée du couvercle d'un coffre qu'il était en train de piller. Des cinq combattants nobles, un seul mourut frappé par un adversaire, au cours d'une poursuite. La mort des quatre autres survint par accident : une méchante chute de cheval, un faux pas dans l'escalade d'une muraille, l'effondrement d'un plafond, une ardeur trop grande à souffler dans un cor, qui fit se rouvrir une ancienne blessure. A l'instant le plus chaud de toute l'affaire, dans l'assaut final de la collégiale de Bruges, que Galbert vit de ses yeux, « par une grâce spéciale de Dieu, il ne périt personne de cette multitude qui entrait ». Quand l'auteur du récit emploie le mot « carnage », il précise : « je ne saurais décrire la foule de ceux qui furent frappés et blessés ». Non pas tués. Si le tir des archers mercenaires est redouté, ce n'est pas non plus qu'il tue, mais qu'il blesse les piétons gravement, car ils sont mal équipés ; « quant à ceux qui portaient une armure, exempts de blessure, mais non de contusions, ils s'enfuyaient épouvantés ». Défendue par les meilleurs harnois, la chevalerie reste prudente, et se sauve au bon moment. Elle revient de la guerre couverte de plaies et surtout de bosses. Mais elle en revient.

Parce que la guerre est une chasse, menée par des gens expérimentés, maîtres d'eux-mêmes, solidement protégés, qui ne rêvent pas d'exterminer leur ennemi, s'il est bon chrétien, mais de le saisir. Pour le rançonner. Encore une fois : pour gagner. L'équipée est-elle heureuse ? A-t-on pu ramener des proies ? On met parfois les captifs « en male prison », pour qu'ils se pressent de trouver les deniers qui rachèteront leur corps. Guillaume de Breteuil, ainsi, demeura trois mois enfermé, et l'hiver ses gardiens l'exposaient au vent du nord, vêtu d'une seule chemise humectée d'eau. Mais c'est là vilaine manière de traiter les chevaliers, et qui déshonore. Jean sans Terre, à Chinon, « tenait si laidement ses prisonniers que ceux qui étaient avec lui en eurent honte ». Car le bon prince, à l'exemple du roi Guillaume le Roux, « leur fait enlever les chaînes, ordonne de leur donner beaucoup à manger, hors de la prison, dans la cour intérieure, avec ses gens, et sur leur parole, après le dîner, il les laisse libres ». Comme au soir d'un tournoi. Et si les siens lui font craindre que les captifs ne s'évadent, il s'irrite et les reprend : « Loin de moi l'idée qu'un bon chevalier viole sa parole ; s'il le faisait il serait méprisable, comme un homme sans loi ». La chevalerie, en effet, est une bonne compagnie où l'on a respect des

convenances. Du moins quand l'expédition est close, lorsque chacun est sûr de ses prises, quand toutes cautions ont été données. Car nul ne veut rien lâcher des bénéfices.

Un tel souci abrège toutes les chevauchées. En bandes, rassemblés en conrois derrière un étendard, et lorsque le chef qui conduit l'aventure est de quelque puissance, en une grosse réunion de bannières et d'équipes, les chevaliers ont pénétré sur le terrain de chasse, envahi la terre de ce seigneur, dont on leur dit qu'il faut le contraindre à la paix. Ils vont de l'avant, armés légèrement, sur un cheval de route, précédés d'éclaireurs qui débusquent les proies et les rabattent. Connaissant mieux le terrain qu'on ne pourrait le penser, car ces chasseurs, qui ne restent jamais longtemps au logis, vont toujours cheminant par toutes les contrées, savent s'orienter et garder le souvenir précis des brisées et des pistes. Avisés des meilleurs itinéraires, ils choisissent les bonnes voies, les vieilles chaussées romaines qui sont tenues tant bien que mal en état et que pourront suivre au retour les chariots pleins de butin. Chaque cavalier lourd est suivi du destrier qu'il enfourchera tout frais au dernier moment, pour attaquer, poursuivre, ou pour fuir plus vite, du garçon qui l'aidera à endosser le gros du harnachement, d'un cheval de somme chargé des bagages. La piétaille marche à l'écart, dans la poussière. La progression est un constant affût. On pille, on détruit au passage les pauvres richesses paysannes. On cherche l'ennemi, on le suit à la trace ; il se dérobe s'il n'est pas en force, tend des embûches ; ce qu'il faut, c'est le surprendre, le traquer, l'assaillir, en vive bousculade, et tâcher, autant qu'on peut, de le prendre. Avance prudente, et d'autant plus qu'elle s'est faite fructueuse, que le butin devient plus lourd et plus précieux. Nul n'aventure à la légère ce qu'il tient déjà. La guerre n'est pas un tournoi : c'est une affaire. On n'y risque rien pour la gloire. Chacun se garde de démesure et, lorsque la cueillette a été bonne, se montre pressé surtout de rentrer. Dès que le gibier se fait rare, ou plus rétif, et dangereux pour les chasseurs, ceux-ci, sans aucune honte, tournent bride et s'en reviennent. Au plus court, évitant tout obstacle, par les routes les plus sûres, les chars combles, avec les hordes de chevaux saisis et les captifs. Telle fut, à la veille de Bouvines, la conduite de Philippe Auguste. Semblable à celle, chaque été, de tous les rois ses ancêtres. Il est parti pour dévaster, une nouvelle fois,

« royalement », la seigneurie d'un vassal félon. Il sait l'adversaire en force, entouré d'alliés, prêt à l'attaque. Ni lui ni ses barons n'entendent courir trop gros danger. Dès qu'ils se sentent en posture quelque peu périlleuse, en hommes prudents ils décident de faire retraite. Le matin du 27 juillet, très tôt, dans la rosée, après avoir vidé Tournai, l'ost part s'abriter derrière les marais de la Marcq. Avant que le soleil ne monte et n'échauffe les armures. Mais en ordre. L'armée du roi de France, longtemps étrillée par les hommes de Richard Cœur de Lion, rendue « moult sage », s'est accoutumée à de tels replis, en rangs serrés, en « batailles ». On a placé en avant le plus pesant, le plus précieux, les chariots avec l'oriflamme, qu'entourent les piétons des communes. Un solide corps est mis à l'arrière-garde pour parer à toute surprise, et des observateurs légers surveillent de loin les mouvements de l'autre troupe.

Celle-ci va saisir l'occasion : c'est dans la retraite que les bandes armées sont les plus vulnérables. A son tour, elle se met en chasse, pour ravir ce qu'elle pourra, serrer de près l'adversaire, le suivre, entrer sur ses talons jusque dans les terres capétiennes, se venger en les ravageant, se dédommager du même coup, pour rentrer ensuite, d'un mouvement semblable, chargée des fruits de sa rapine. Mais qui sait ? On dit à l'empereur et aux comtes que les Français ont peur – et c'est vrai – qu'ils se retirent en désordre – et c'est faux. Le moment n'est-il pas venu d'en finir, de mériter vraiment l'argent que fait répandre le roi Jean ? La morale de l'honnête soudoyer, qui tient pour déshonneur de mal servir celui qui bien le paie, vient dire ici son mot. Par la bouche d'Hugues de Boves, l'ordonnateur des gages. Alors que, dans le conseil que préside Otton, Renaud de Dammartin parle prudence, en veneur de longue expérience, et qui sait que les gens d'Ile-de-France – il en est – ne fuient pas ni ne se débandent dans la retraite. Et pourtant la tentation d'un gain superbe, la flamme des vieilles rancœurs, l'agressivité de pays à pays, des Flamands contre ceux d'Artois et de Picardie, se révèlent les plus fortes, livrent passage à la témérité. Il est décidé que, ce dimanche, on risquera le tout pour le tout. L'empereur et ses alliés ont choisi la bataille.

LA BATAILLE

La bataille n'est pas la guerre. J'oserai même dire que c'en est l'inverse : la bataille est une procédure de paix. La *werra* était aventure saisonnière, entreprise de déprédation, une sorte de cueillette régulière et hardie ; conduite à la paysanne, prudemment elle se déployait sous tout prétexte, et prenait naturellement place dans une civilisation de la chasse, au sein de ce tissu de querelles toujours renaissantes qui opposaient sans fin des puissances rivales, et d'une égale avidité. Dans ce débat permanent, la guerre était un argument parmi d'autres, on l'employait comme on usait à d'autres moments du mariage, de l'échange de femmes entre lignages affrontés – ainsi au fil du conflit qui dressa si longtemps l'un contre l'autre Philippe Auguste et Renaud de Dammartin, voit-on les empoignades alterner avec les repas de fiançailles. Harcèlement, éclat de colère, la guerre était bravade, coup brusquement lancé dans l'espoir d'affaiblir une résistance, d'agripper quelque chose, de prendre gage. Elle n'apparaissait jamais que prélude à des rencontres moins violentes, où les antagonistes, les armes déposées, environnés de leur parenté et clientèle, viendraient parler, crier, jurer, marchander, soumettre la cause à l'arbitrage, consentir à ceci, à cela, lâcher un peu, garder le plus gros, réclamer davantage, finalement s'embrasser, manger et boire ensemble, assister à des liturgies, et mettre au rancart, pour un moment, des haines toutes prêtres à resurgir. La guerre fusait par les interstices d'un réseau de constantes palabres, dont elle était toujours ou préparation ou séquelle – ce qui rend compte, également, de ce souci de ne pas tuer. Car la guerre ne réglait jamais rien. Ce qui réglait, c'étaient des paroles, les échanges de serments après le plaid. Les expéditions pillardes n'étaient guère plus que des bourrades, interrompant quelque temps les « parlements ». Tandis que la bataille, au contraire, le *praelium*, s'établit au centre même d'une délibération pacifique. Elle met d'un seul coup tout en jeu. Affaire de vieux, de *seniores*, de souverains, affaire sérieuse, et qui ne va pas sans quelque sérénité, elle est, au sein d'un plaid, une ordalie, comme il s'en organise devant les tribunaux d'alors, une

épreuve, le recours ultime au jugement de Dieu. Son rôle est de forcer le ciel à se déclarer, à manifester ses desseins, à montrer une fois pour toutes, et de manière éclatante, incontestable, de quel côté se situe le bon droit. La bataille comme l'oracle appartient au sacré.

C'est un duel. Les assemblées de justice utilisaient communément cette procédure, lorsque rien ne paraissait devoir sortir des débats et que la cause était obscure. Sur un champ clos, délimité par le cercle des assistants, les deux adversaires venaient donc en armes, à cheval d'abord, bientôt à pied, les montures hors d'usage, se battant alors à l'épée, puis corps à corps sans bouclier, se martelant du poing le visage, cherchant de bonnes prises au bas-ventre, jusqu'à ce que l'un des deux s'avouât vaincu. Il était condamné : Dieu avait combattu au côté du vainqueur, il avait rendu son verdict. Celui-ci surprenait parfois – et dès le début du XIIe siècle, dans la maturation progressive de l'esprit logique, certains commencent à se poser des questions sur la valeur de semblables épreuves. « Ce n'est pas par les résultats mais par les sentiments du cœur », écrit saint Bernard, curieusement d'accord avec Abélard et son effort pour distinguer l'intention de l'acte, « qu'un chrétien juge du péril qu'il a couru dans une guerre et de la victoire qu'il y remporte. Car si la cause qu'il défend est bonne, l'issue de la guerre, quelle qu'elle soit, ne saurait être mauvaise. De même que, en fin de compte, la victoire ne saurait être bonne quand la cause de la guerre ne l'est pas et que l'intention de ceux qui la font n'est pas droite ». Ces réserves pourtant ne firent pas se restreindre l'usage du combat singulier. Les plus grands princes n'hésitaient pas à le proposer à ceux qui contestaient leur autorité, pour trancher en dernier ressort. Ainsi le comte de Flandre Guillaume Cliton, répondant au porte-parole de son véritable compétiteur, la chevalerie du pays : « Je veux bien me mettre de pair avec toi, et prouver contre toi sans délai, par un combat, que j'ai jusqu'ici tenu le comté avec habileté et justice. » Ainsi Hélie, comte du Maine, alors croisé, offrant à Guillaume le Roux, qui tentait de lui enlever son héritage, un duel, au nom du Christ. Et dans le « parlement » de Gisors en 1188, où l'orgueil empêchait Henri II et Philippe Auguste de parvenir à la paix, cette idée d'un baron : pourquoi n'élirait-on pas quatre chevaliers des deux parts

pour défendre et pour prouver
et qui vaincra, si aura tout ?

Lorsque la guerre traîne en longueur et qu'aucun espoir de plaid efficace ne se dessine, on pense donc naturellement à l'épreuve du duel. Surtout quand l'affaire est de taille, quand l'objet du litige est un faisceau de droits souverains. Mais si les princes acceptent de recourir à cette procédure, ils hésitent d'ordinaire à se mesurer seul à seul. Ils préfèrent amener avec eux leurs amis, toutes leurs forces. Démesurément élargi, le duel devient alors bataille. Mais il ne change pas de nature. Les rois y paraissent flanqués de pions, de cavaliers, de tours, comme aux échecs, et l'issue de la partie dépend bien de l'évolution de toutes ces pièces. Cette évolution pourtant n'a qu'un but : mettre l'un des deux rois mat. Elle se poursuit tant que cet objectif n'est pas atteint. Mais sur ce dernier coup elle s'achève – irrémédiablement. Ainsi en est-il à Bouvines. De quel côté se trouve le droit ? Du côté du pape, c'est-à-dire de Philippe Auguste ? De celui qui a lancé les excommunications, de celui qui a déshérité Jean sans Terre ? Ou bien de l'autre ? Dieu le dira. Alors tout basculera d'un seul versant. Choisir la bataille, c'est prendre le risque d'être entièrement dépouillé. Tué peut-être : présente en champ clos, dans le duel judiciaire, l'intention de mort l'est aussi sur le champ d'une bataille, mais dirigée contre l'un seulement des combattants, le chef adverse ; on le voit clairement sur la broderie de Bayeux : c'est Harold que les compagnons du duc Guillaume s'acharnent à poursuivre, et qui doit succomber. Car la colère divine, qu'entend faire éclater la bataille, est foudroyante ; elle s'enfonce jusqu'aux plus profondes racines du conflit pour les arracher ; pour éteindre la querelle, elle ira jusqu'à supprimer, s'il le faut, l'un des compétiteurs. Ceci explique toutes les rumeurs qui coururent au lendemain de Bouvines, s'amplifièrent et que recueillirent les chroniqueurs. Philippe Auguste – le racontar est énorme – aurait promis à Otton Orléans, sa bonne ville ; les coalisés se seraient déjà partagé le royaume – ce qui est possible ; ils auraient juré de tuer le roi, et ceci est très vraisemblable. La différence entre la bataille et les prudentes escarmouches de la guerre se marque à cette recherche de l'absolu, qui fait pénétrer

dans une autre aire. Celle de la gravité, et d'une liturgie du destin. Une province où nul ne se hasarde sans frémir.

C'est pourquoi les batailles sont si rares. Foulque le Réchin, comte d'Anjou, raconta, à la fin du XIe siècle, ce qu'il savait de ses ancêtres et de leurs prouesses. En quatre générations, six batailles seulement furent livrées par ces très grands seigneurs. Geoffroy Grisegonelle, mort en 987, vainquit dans l'une d'elles le comte de Poitiers ; Foulque Nerra, mort en 1040, tua dans la seconde le comte des Bretons, mit en déroute le comte de Blois dans la troisième ; le héros des deux suivantes est Geoffroy Martel, qui captura le comte du Mans, puis le comte de Poitiers, Foulque le Réchin lui-même vainquit et prit son frère « en bataille », ce qui lui valut la possession incontestée de l'honneur comtal. De tels combats se soldent, on le voit, soit par la mort de l'adversaire, soit par sa capture, soit par sa déroute ; ils opposent des hommes de même rang, des pairs, un comte à un autre comte, un roi à un autre roi, et l'enjeu de la compétition est toujours le pouvoir souverain dans une principauté. On parle des batailles comme d'entreprises louables, qui ajoutent à la gloire d'une dynastie, et sans ces réticences que l'on a devant la guerre. La guerre en effet peut être pernicieuse ; celle que Geoffroy Martel mena contre son père engendra « de nombreux maux, dont il put se repentir durement par la suite » ; la bataille ne l'est jamais ; c'est au contraire, comme un remède apporté à la guerre quand celle-ci s'envenime. Un remède radical qui guérit aussitôt le peuple : la guerre du même Geoffroy contre Thibaut de Blois « s'aggrava tellement qu'ils entrèrent en bataille », après quoi tout fut réglé. Trois batailles seulement sur le sol de la Flandre pendant un siècle et demi : à Cassel en 1071, à Axpoel en 1128, à Bouvines enfin. Sur son lit de mort, Guillaume le Conquérant entreprend de donner des conseils « sur l'observation de la foi et de la justice, sur le respect de la loi de Dieu et de la paix ». Il raconte sa vie. « Dès l'enfance, dit-il, je fus nourri dans le métier des armes, et je me suis souillé d'une grande effusion de sang. » Au Val-des-Dunes, d'abord, puis à Hastings, il livra bataille et vainquit avec l'aide de Dieu. Deux batailles, pas davantage. Il combattit aussi les gens du roi de France, mais celui-ci n'était pas présent : pas de duel donc, pas de bataille. Avant Bouvines, les Capétiens n'en livrèrent jamais qu'une seule, en 1119, à Brémule, contre un autre roi, Henri

d'Angleterre ; Louis VI y fut battu ; et ses successeurs après lui n'ont plus jamais couru le risque. Quelques dates seulement, par conséquent, sur la trame serrée de l'incessante guerre féodale. Mais des dates qui comptent, celles d'événements décisifs. Et surtout entourés d'une aura surnaturelle, car ils sont la manifestation de ce que Dieu veut.

Ouverte sur le sacré, la bataille s'ordonne en liturgie. Comme l'ordalie, le duel judiciaire, elle requiert son « champ ». D'où l'expression spécifique qui la désigne : *praelium campestre* ; « bataille champel », comme traduisent les chansons de geste. Sur un *campus* s'affrontent des « champions », dont l'un doit périr, fuir dans la honte ou demander merci. Ici point de surprise, ni d'embuscades, mais une longue préparation rituelle, comme il sied aux approches d'un sacrement. Les deux adversaires vont se présenter devant le tribunal du Seigneur. Ils doivent tout d'abord prier, proclamer à la face de l'Eternel leur intention droite et promettre de racheter leurs fautes passées. Sur le champ de Tinchebray, en 1106, Henri, fils du Conquérant, s'apprête ; face à lui, son frère, Robert Courte-Heuse ; le duché de Normandie, le royaume d'Angleterre constituent l'enjeu. Henri profère son oraison justificatrice et propitiatoire, un plaidoyer pour lui-même : « Je ne marche au combat que pour secourir le peuple désolé ; j'implore du fond du cœur le créateur de toutes choses ; que, dans la bataille d'aujourd'hui, il accorde la victoire à celui qu'il a choisi pour procurer à son peuple la protection et le repos » ; suit l'engagement de réparer la plus grave faute commise contre la paix de Dieu, de rebâtir une église brûlée durant la guerre dont la bataille est l'issue, et de libérer tous ceux qui furent capturés dans ce sanctuaire. Purification, sanctification préalables, à quoi sont associés tous les chevaliers qui accompagnent le champion. Le matin du 20 juin 1128, à Axpoel, avant d'affronter Thierry d'Alsace, qui lui dispute le comté de Flandre, Guillaume Cliton, décidé à « mourir plutôt que de subir si grand opprobre », vient de confesser dévotement ses péchés à l'abbé d'Oudenberg, de recevoir l'absolution, de promettre solennellement d'être désormais le loyal protecteur des églises et des pauvres, – entendons : de remplir au mieux la fonction princière. L'ensemble de la chevalerie est alors conviée à prendre des engagements semblables, c'est-à-dire à rénover les serments de paix. Puis tous les chevaliers

revêtent l'habit de pénitence ; ils coupent ces longs cheveux, que les conciles frappaient aussi d'anathème, comme des signes évidents de la dépravation ; « ils quittent les vêtements ordinaires, ne gardent que la chemise et le haubert ». C'est ainsi qu'ils s'avancent *ad bellum* comme en procession « humblement voués à Dieu et animés du plus fort zèle ». Dans la posture même des pèlerins de la paix, avec des costumes et des attitudes de croisade. Et soutenus de loin par les évêques qui ont excommunié ceux d'en face. On le voit bien : jusque dans les gestes qui l'inaugurent, la bataille se veut cérémonie de la paix.

A ces rites pénitentiels, s'ajoutent des déclarations de principe, la harangue des chefs à leurs troupes, pour hausser encore les cœurs. Elles développent toutes le même thème. A celle du Conquérant sur le champ de Hastings fait directement écho le discours que prononça à Lincoln, en 1217, non pas le roi Henri III, alors tout jeune enfant, mais le chef qui tenait ici sa place et parlait en son nom, Guillaume le Maréchal. Si nous mourons, fut-il dit aux guerriers de la bonne cause à qui la victoire était promise, Dieu nous mettra dans son paradis ; si nous sommes vainqueurs, ce sera la gloire pour nous et pour notre lignage ; les ennemis iront en enfer ; le ciel les a placés en notre pouvoir. Nous allons nous battre pour nous défendre, pour conquérir le haut honneur, pour protéger la sainte Eglise que l'adversaire attaque vilainement, pour le pardon de nos péchés (la bataille en effet, pour ceux que Dieu couronne, est comme une croisade, elle vaut indulgence), enfin pour nous venger de ceux qui sont venus nous dépouiller. Pointe ici une intonation plus profane, un appel à la gloire, à l'honneur, aux valeurs centrales de l'éthique chevaleresque, mais en *vibrato* léger, sur un thème qui, tout entier, est proclamation de justice, référence à la *tuitio*, à l'*ultio*, au bon combat justifié par les violences impies qui viennent toutes du camp adverse, celui des excommuniés, des violateurs de la paix divine.

Ainsi purifiées, réconfortées, les troupes sont alors rangées dans un ordre rituel, qui toujours est trinitaire. De part et d'autre, trois corps, trois « batailles », et chacun des deux duellistes s'établit au milieu de la formation centrale. Vient un long silence, durant lequel le bonheur descend lentement sur les deux armées, absoutes, bénites, assurées d'elles-mêmes, sur tous les chevaliers muets, tendus, heureux, car ils

vont devenir des saints Georges. Les cors donnent le coup d'envoi. Le jeu commence. Il consiste tout entier à faire en sorte que les deux champions parviennent à s'approcher, à s'atteindre. Tous les remous de la mêlée environnent le point central, qu'ils circonscrivent, qu'ils s'efforcent de définir, le cœur même du champ où doit jaillir la lumière, lorsque les deux adversaires parviendront à se porter mutuellement des coups. A vrai dire, chacun d'eux est englué dans son propre conroi ; si violente soit sa haine, il a peine à se dépêtrer de cette enveloppe. Les horions qu'il reçoit ne viennent pas de l'autre duelliste, mais des servants qui préparent son avance ou qui protègent ses replis. Car pour frapper ou saisir celui qu'il vient affronter, chacun des deux adversaires emploie d'autres mains que les siennes, celles des chevaliers de sa maison. On se demande si ces mains auxiliaires ne sont pas sacrilèges lorsqu'elles se portent sur le corps d'un roi. A Brémule, un camarade de Louis VI tenta de capturer Henri Ier, « qu'il haïssait vivement », tapa sur son heaume pour l'assommer : il s'en fallut de peu qu'il ne fût mis en pièces, car « c'était entreprise criminelle que de lever le bras pour frapper de l'épée une tête qui avait été ointe du saint chrême par le ministère d'un évêque ». A vrai dire, les batailles sont rares où les deux compétiteurs réussissent à se voir de près, plus rares encore celles où ils peuvent se toucher. Généralement, l'un se sauve avant, dès qu'est devenu clair le choix qu'a fait Dieu. L'issue normale – tout comme au tournoi – est une déroute. Car la fuite de l'un des champions déclenche aussitôt la débandade du corps central, clé de voûte de tout le dispositif militaire. Ainsi se comporta Louis VI à Brémule. Henri Ier ne parvint pas à le rattraper, dut se contenter de la bannière royale, dont un homme de pied s'était emparé, qu'il acheta pour vingt marcs d'argent et conserva « en signe de la victoire que Dieu lui avait donnée ». Mais dès que l'ennemi détale, il devient aussitôt gibier, que l'on cherche à capturer vivant. La menace de mort ne pèse en effet jamais que sur une seule personne, celle du chef. Pas plus qu'à la guerre, on ne cherche à tuer dans les batailles. A Brémule, neuf cents chevaliers se battirent ; « j'ai découvert, rapporte Orderic Vital, qu'il n'y en eut que trois de tués ; car ils étaient couverts de fer et ils s'épargnaient réciproquement, tant par crainte de Dieu qu'à cause de la fraternité d'armes ; ils s'appliquaient bien moins à tuer les fuyards qu'à les prendre. Il est vrai que, chrétiens, ces chevaliers

n'étaient pas altérés du sang de leurs frères et qu'ils s'applaudissaient, dans un triomphe loyal, accordé par Dieu même, de combattre pour l'utilité de la sainte Eglise et pour le repos des fidèles ». La bataille, je le répète, est opération de justice. Entre chrétiens, jamais elle ne prend la forme d'une entreprise d'extermination. Pas plus que dans un plaid, on ne cherche à s'y détruire. C'est un débat, qu'une sentence vient clore.

Encore faut-il, comme au plaid, que celle-ci soit acceptée par le compétiteur qu'elle condamne. Dans son camp, c'est l'étonnement, la déception, car il est venu, lui aussi, sûr de son droit, avec tous les siens. C'est précisément pour cette raison que la bataille s'est engagée, parce que nulle conviction ne s'imposait, parce que chaque cause paraissait aussi juste que l'autre et illégitimes les anathèmes venus de l'autre bord. Les mêmes prières avaient été lancées dans le ciel, de chaque côté, avec une égale confiance. Aussi le jugement de Dieu plonge-t-il les vaincus dans le désarroi. Qu'ont-ils fait pour mériter le châtiment ? Tout nouveau recours est-il impossible ? Tout essai pour rentrer en grâce ? « Ayant appris qu'avant la bataille d'Axpoel le comte Guillaume s'était soumis humblement à Dieu, qu'il avait usé du remède de la pénitence, qu'avec tous les siens il s'était coupé les cheveux et dépouillé des vêtements superflus », les adversaires qu'il avait défaits décidèrent de faire de même, de se tondre et de déchirer leurs habits ; leurs prêtres prêchèrent à leur tour un jeûne universel, promenèrent ici et là les croix et les reliques, se risquèrent même à excommunier les vainqueurs. Ces obstinés avaient tort : la preuve était administrée. Continuer d'une autre manière le combat, en échangeant ces anathèmes qui, selon le mot de Galbert de Bruges, « joutaient entre eux », transférer ainsi la bataille dans l'invisible était ridicule. Plus que cela, sacrilège. Un tel entêtement allait irriter le ciel, préparer de nouveaux malheurs. « Les croix et les processions conduites par les clercs d'église en église ne pouvait que provoquer l'ire de Dieu, et non point se le concilier. Car elles démontraient une obstination de l'âme dans le mal, elles se dressaient contre une puissance que Dieu lui-même avait manifestée. » Le bon chrétien en effet doit s'incliner. Toute bataille est décisive. C'est un jet de lumière qui disperse les ténèbres, dessille les yeux, met un terme à toute hésitation, un arrêt qui tombe, sans appel. Elle ramène à l'ordre, et pour très

longtemps, marque la fin d'une ère, l'orée d'une autre. Lorsque sur le champ la nuit se fait, chacun sait que la prochaine aube sera celle d'un nouveau printemps du monde. D'un univers pacifié. Celui du lendemain de Tinchebray : « Les deux frères combattirent *une seule fois* l'un contre l'autre, pour que désormais cessent les discordes qui tous les jours enivraient la terre de sang. Par un juste jugement de Dieu lui-même, la victoire fut accordée à l'ami de la paix et de la justice, et ses adversaires furent balayés. »

Bouvines fut l'une de ces cérémonies exceptionnelles dont les rites étaient depuis longtemps fixés. Tout s'y est donc déroulé selon les règles. Au début de la matinée, on se trouvait encore dans la guerre, dans les péripéties d'une chasse. L'armée d'Otton maintenant la menait. Les éclaireurs, le vicomte de Melun, frère Guérin l'avaient ainsi découverte de loin, s'avançant en formation de combat. Si l'on en croit l'Anonyme de Béthune, le chroniqueur de Marchiennes, l'auteur de la *Vie de sainte Odile*, cette troupe cependant paraissait déjà emportée par la convoitise ; elle se ruait « comme une meute de chiens enragés forçant une proie », et, dans sa hâte, moins bien liée, elle tendait à se désordonner. Voulait-elle déjà la bataille ? L'épreuve décisive qui, d'un coup, permettrait d'aboutir, de « réduire à rien la dignité royale », comme se l'étaient promis les coalisés « dans leur haine insatiable » ? La *Relatio Marchianensis* le laisserait penser. Ne dit-elle pas que les ennemis de Philippe Auguste s'étaient déjà préparés pour l'ordalie, sacralisés ; qu'ils avaient fixé « sur le devant et sur le dos de leur cote à armer de petits signes de croix », afin d'apparaître comme une cohorte de paix, pénitente et menant la vengeance de Dieu, afin d'attirer sur eux la faveur des puissances de la surnature ? Ils s'étaient déguisés en croisés. Mais peut-être n'était-ce là que signe de reconnaissance, ou précaution ; peut-être ne songeaient-ils encore, comme dans les mouvements alternés de la guerre, qu'à profiter de la retraite de l'adversaire en pays difficile pour rafler ce qu'ils pourraient sur la queue de la caravane royale. Averti, Philippe s'arrête, réunit son conseil. Comme il se doit : aucun prince, à l'époque, ne prend seul une décision de quelque conséquence, dont dépend sa propre puissance, car c'est celle aussi de tous ses amis. Il convient que ceux-ci, l'un après l'autre, donnent leur opinion, établissent ensemble les termes du « dit » que prononcera finalement le

chef, et qui les engagera tous. Selon la *Flandria generosa*, Philippe aurait proposé de se dérober encore, de ne rien risquer ce matin-là : l'ennemi paraissait supérieur en nombre, et surtout, c'était dimanche, un jour où les chrétiens ne doivent pas combattre. Certains auraient été d'avis contraire. Philippe de Courtenay, qui, très proche parent du roi, parla l'un des premiers, aurait admis qu'il est mal de répandre le sang humain un jour sacré ; n'est-il pas vrai, pourtant, que celui qui ne prend pas l'initiative de l'agression, qui se défend seulement contre une attaque, commet un péché moindre : alors que ne pas résister au bon moment, c'est accepter la défaite, ou bien agir sottement. Pourtant, le duc de Bourgogne aurait, lui, conseillé d'esquiver la mise en jeu solennelle : il n'y a bataille que si les deux compétiteurs sont face à face ; que Philippe se fie à ses barons et aux chevaliers pour faire front dans un engagement qui, n'étant pas un duel, n'apparaîtrait jamais, quelle qu'en soit l'issue, comme une ordalie décisive. La rencontre ne serait alors pas autre chose qu'une phase de la guerre. On y laisserait sans doute quelques plumes, mais on n'y perdrait pas tout. Que le roi se retire donc, à l'abri, au château de Lens. Un fait est sûr : le conseil du roi décida de poursuivre la retraite. Par ruse, comme le prétend la *Vita Odiliae*, pour attirer l'adversaire sur un terrain choisi ? « Pour l'honneur du saint jour », remettant la bataille au lendemain – c'est la raison que donne l'Anonyme de Béthune ? Parce que, « très sage », Philippe, au dire de la relation de Marchiennes, aurait vu son ost en péril et voulu, « prudent et discret », éviter l'effusion de sang ? Cette dernière raison paraît bien avoir été la plus déterminante : le pont de Bouvines était tout proche, au-delà duquel, dans une prairie, les goujats, conformément au plan établi la veille, avaient commencé de dresser des tentes. L'armée du roi a donc repris la route, au plus vite. Sa plus grande part a franchi la rivière. Fatigué – il n'est plus jeune –, Philippe fait halte à l'ombre, quitte ses armes, se met à l'aise – l'étape est proche ; il se restaure, trempant dans un bol de vin des tartines.

A ce moment précis, il s'avère que les ennemis « ne veulent à nulle fin mettre la bataille en répit jusqu'à demain ». C'est ce que frère Guérin, à bride abattue, vient annoncer. L'action est déjà commencée, par un accrochage de l'arrière-garde, qui tient le coup, mais difficilement : le duc de Bourgogne appelle au renfort. La

dérobade n'est plus possible : Philippe ne saurait, « sans déshonneur », continuer à se replier. Il lui faut « mettre son espérance dans le Seigneur ». Le voici donc qui rentre dans son armure, et, avant toute chose, pénètre dans l'église voisine – elle est providentiellement dédiée à saint Pierre, patron de Rome, celui dont le pape, pour qui on prétend un peu combattre, est le successeur. Il y fait une prière. Brève, dit l'Anonyme ; « avec contriction de cœur », dit la *Relatio Marchianensis ; Flandria generosa* ajoute : « tout en pleurs ». On ne reculera plus. A Otton, surpris de voir le gibier faire face à la meute qui le forçait, le comte de Boulogne aurait rétorqué – c'est un chroniqueur flamand qui le dit – « la coutume des gens de France est de ne jamais fuir, mais de mourir ou vaincre en bataille ». Des batailles, à vrai dire, les gens de France n'étaient point accoutumés d'en livrer. Mais ils passaient pour les meilleurs tournoyeurs du monde. En tout cas, à l'instant où le roi Philippe fait crier à tous de se rassembler, la guerre est finie. La bataille commence.

Plus de hâte désormais, d'agitation ni de désordre. Un répit s'installe. Un prélude mesuré, celui que requiert l'ordonnancement de la cérémonie. Son « champ » est défini : ce seront les larges coutures de Cysoing. Face à face, à faible distance de manière à bien s'entrevoir, mais assez loin cependant pour que les galopades puissent se déployer et prendre toute leur puissance, sur une seule ligne longue de trois mille pas, les deux équipes se rangent selon la disposition obligée. Trois « échelles », trois « batailles » de part et d'autre, « en l'honneur, précise la *Vie de sainte Odile*, de la déifique Trinité ». Au centre du dispositif, les deux capitaines ont établi leur *statio*, leur « hôtel », dans la case maîtresse de l'échiquier ; c'est le moment pour eux d'ériger leur signe, leur emblème ; l'oriflamme était loin en avant, avec les bagages ; elle est en hâte rappelée ; de l'autre côté, sur un char semblable à celui dont jadis les Milanais s'étaient emparés, se dresse l'aigle de l'Empire, et ce dragon dont Guillaume le Breton fait le symbole évident de la malice adverse. « Longuement s'arrêtèrent d'une part et d'autre, et arrangèrent leurs affaires. »

C'est alors que Philippe Auguste prononce la harangue rituelle. Les termes en sont rapportés de manière différente par les témoins. Guillaume la dit courte : le roi se remet simplement entre les mains de Dieu, rappelle que l'excommunication pèse sur l'autre camp, celui de l'argent, celui des persécuteurs de sainte Eglise et des

oppresseurs des pauvres ; point d'orgueil cependant : « nous aussi, nous sommes des pécheurs » ; du moins sommes-nous en communion avec les prélats, dont nous protégeons les libertés ; donc nous vaincrons. *Flandria generosa* rapporte à peu près la même chose : on ne peut accuser le roi d'enfreindre les règlements de la paix de Dieu : c'est malgré lui qu'il se bat un dimanche, en cette journée sur quoi se concentre l'interdiction, tout ce qui subsiste de la trêve de Dieu ; Otton est excommunié par le pape, le comte de Boulogne, traître, excommunié lui aussi, le comte de Flandre, félon et parjure. Point d'inquiétude : ils sont déjà condamnés. Leurs crimes vont les livrer au roi de France, ou bien provoquer leur déroute. Selon ce récit, le roi aurait en outre affirmé son intention de tout risquer, même sa vie, de ne point fuir, de demeurer avec les derniers sur le champ de bataille, pour vaincre ou pour mourir. Comme un Roland. Dans la *Vita Odiliae*, le discours reflète moins d'assurance : si la retraite ne se poursuit pas jusque par-delà du ruisseau, c'est qu'elle est impossible ; on est contraint de se battre « pour la couronne de France » ; que chacun surmonte sa peur, cette anxiété tout à fait naturelle tant l'ennemi paraît redoutable ; si faible soit-on, ne peut-on espérer la victoire que Dieu donne à ceux qu'il aime ; invoquons, pour plus de sûreté, saint Lambert de Liège : on l'a vu, l'an d'avant, merveilleusement délivrer des barbares son diocèse. Pour le chroniqueur de Marchiennes, Philippe aurait « humblement, modestement et (de nouveau) les larmes aux yeux » fait principalement appel à l'esprit lignager : que les hommes nobles de l'ost se souviennent de leurs aïeux : jamais ceux-ci n'ont reculé ; qu'ils résistent pour épargner à leur patrimoine familial des dommages irrémédiables. Après cette proclamation, la main droite levée, en posture sacerdotale, dans une attitude qui, sur les tympans des cathédrales, est celle même du Christ, l'oint du Seigneur appelle alors la bénédiction du ciel sur tous les siens, les exhortant, ajoute la généalogie flamande, à battre leur coulpe pour favoriser la victoire. Tous ces gestes signifient l'entrée dans le temps du sacré. Alors, dans la chaleur de midi, se rompt la gravité du silence. Derrière le roi de France, et comme à l'office, deux clercs entonnent la psalmodie. Elle va se dérouler tout au long du combat, interrompue seulement par les sanglots de l'émotion et les éclats d'une prière jaculatoire : que Dieu ne l'oublie pas, son Eglise n'a qu'un protecteur, Philippe ; elle

est écrasée par Otton, dépouillée par Jean sans Terre. La personne du souverain, et cette couronne qui est l'enjeu de la partie, se trouvent dès lors comme enserrées dans l'incantation qui monte, le vieil appel d'Israël au Dieu des armées : des psaumes, et qui sont bien choisis : « Béni soit Yahvé, mon rocher, qui instruit mes mains aux combats et mes doigts pour la bataille. Toi qui donnes la victoire aux rois, sauve David, ton serviteur (CXLIV) » ; « que Dieu se lève, que ses ennemis se dispersent et ses adversaires fuient devant sa face ; comme se dissipe la fumée, qu'ils se dissipent. Disperse les grands qui aiment la guerre (LXVIII) » ; « Yahvé, ta force réjouit le roi ; combien ton salut le comble d'allégresse. Tu lui as accordé le désir de son cœur, tu n'as point refusé le souhait de ses lèvres. Ont-ils tramé le mal, contre toi mûri leur plan, ils n'auront pas le succès... (XXI) ». Dans ces chants d'espérance, et dans le tintamarre des injures et des clairons, le duel s'inaugure.

LA VICTOIRE

Même – et c'est le cas de la plupart d'entre eux – quand ce sont des gens de prière, les auteurs de tous les récits placent la bataille sous un éclairage particulier, celui dont l'idéologie des gens de guerre commande le dispositif. Non seulement ils braquent toute la lumière sur les chevaliers, mais ils s'attachent encore à voiler ce qui dans le comportement de ces derniers semblerait transgresser les règles d'une éthique édifiée dans les tournois. De fait, pour l'Anonyme de Béthune, dès que la guerre a pris fin, c'est un jeu noble et loyal qui s'instaure, admirable, et dont tous les connaisseurs apprécient la finesse, le « bon estour », méritoire, digne des plus hautes récompenses : « Les prudhommes qui furent là témoignèrent qu'ils n'avaient jamais vu si bon tournoiement. » De Bouvines, effectivement, il est parlé comme d'un tournoi. Les relations les plus circonstanciées ne décrivent jamais que des passes d'armes remarquables, des performances. C'est que toutes les traces écrites de l'événement du 27 juillet 1214 relèvent en vérité d'une littérature sportive destinée à un public passionné, à des *aficionados* ; elles célèbrent des records et des vedettes, en s'efforçant de les dégager – et c'est tout l'art du reportage – de cette confusion où, dans le vrai du combat, les a plongés l'entrecroisement de mille gestes accessoires et sans éclat.

Les lois du genre expliquent la manière dont les textes parlent des gens d'Eglise qui étaient équipés pour le jeu et ne sont pas restés sur la touche. Ainsi des deux évêques. Ils n'auraient pas dû se laisser aller à la volupté de combattre. D'autant qu'ils étaient dans le camp des blancs. Mais ils ont tous deux participé à une phase essentielle de la rencontre, marquant chacun un point décisif. Ils ont capturé l'un et l'autre un prisonnier des plus considérables : Renaud de Boulogne s'est rendu à Guérin de Senlis, Jean de Salisbury à Philippe de Beauvais. On ne saurait taire ces exploits. Toutefois, sur ces champions amateurs, il convient de s'exprimer avec prudence, avec pudeur, en respectant les convenances. Guérin, lui, n'est encore qu'« élu », Guillaume le Breton insiste : n'avoir pas reçu l'onction du saint chrême

l'excuse un peu d'être là, comme le fait d'appartenir à l'ordre du Temple : les Templiers sont gens de bataille ; encore est-il bien précisé « qu'il n'est pas là pour combattre », que son comportement est celui qui sied à l'*orator*, au pasteur chargé d'enseigner le peuple, au ministre de la parole : si frère Guérin se trouve au milieu des cavalcades, c'est pour exhorter les chevaliers (comme on le voit faire, sur la broderie de Bayeux, à l'évêque d'Odon, frère du Conquérant), pour diffuser le contenu de la harangue royale, appeler chacun à se bien défendre, à soutenir virilement Dieu, l'Eglise et le commun. Quant à l'évêque de Beauvais, Guillaume le Breton, dans la *Philippide*, prend bien soin de dire qu'il se trouvait là par hasard, et que par hasard il avait une massue dans la main.

Si les chroniqueurs font une place éminente à certains hommes, qui pourtant n'appartiennent pas à la catégorie des joueurs professionnels, parce qu'ils possèdent les vertus et les capacités sportives de la chevalerie, en revanche, ils ne disent rien de la plupart des combattants. Ce silence est celui du mépris, quand il s'agit de tous les gens de pied. Certes, ce sont là d'utiles instruments, moins précieux cependant, et moins dignes de soin que ne sont les bons chevaux, et qui peuvent être encombrants ; on les écarte alors, on les foule aux pieds, comme on fait des tronçons de lances brisées. La façon dont ils manient les armes ne mérite en tout cas aucune attention de la part des gens de goût ; elle est un peu répugnante ; elle fait couler le sang. Et si parfois un coup de lumière est projeté sur l'un de ces figurants abjects, c'est parce que l'image peut servir de repoussoir, à mettre mieux en valeur les prouesses nobles. Ainsi de ce garçon, semblable à ceux des boucheries, qui tenta d'abîmer Renaud de Dammartin abattu, de son couteau le chercha au visage, au bas-ventre ; c'était un loup qui s'était introduit dans la bergerie, à l'intérieur de ce parc, de cette « haie » qu'un groupe de chevaliers avait dressée autour du héros malheureux, leur ennemi pourtant, mais leur frère en vaillance, pour le protéger de la race ignoble des vilains, ce prolétariat de la guerre. Mais si les récits laissent également dans l'ombre presque tous les chevaliers, c'est parce que ceux-ci ne sont que des comparses et que la bonne relation d'un match doit faire ressortir aux yeux des connaisseurs les coups mémorables, ceux qui emportent la décision, ceux qui classent les champions. Mis à part quelques outsiders, de simples équipiers qu'un

exploit exceptionnel a révélés ce jour-là au public des amateurs, et qui, devenus brusquement fameux, pourront dès lors se louer plus cher, les seuls acteurs que l'on voit vraiment, et dont on pourrait penser qu'ils ont mené toute l'affaire à eux seuls, sont des « hauts hommes », des capitaines, dont les scores sont connus de tous et qui ont illustré leur bannière dans maints combats de plaisance. Sur eux tous les regards sont braqués : seront-ils sur ce terrain à la hauteur de leur réputation ?

Dans une poussière de canicule qui se lève, obscurcit tout et fait qu'on peine à se reconnaître, le crâne bourdonnant sous le heaume surchauffé, les yeux aveuglés par la sueur, ces joueurs de première catégorie entendent n'affronter que leurs pairs. Expert dans la guerre efficace telle qu'on la conduit en Terre sainte contre les Infidèles, frère Guérin engage la bataille en lançant contre l'échelle des Flamands un corps de deux cent cinquante excellents sergents montés. Il les met les premiers en aventure ; leur prix est moindre en effet ; tant pis s'il s'en gâche un peu ; leur charge, coup de boutoir initial, désorganisera les rangs de la chevalerie d'en face. Cette tactique scandalise les champions de la Flandre. Ils enragent : on ne joute pas contre ces gens-là. Aussi ne les voit-on pas bouger ; ils attendent, pour frapper de loin, tâcher de tuer les chevaux, d'assommer, d'étourdir. Cette fois ne ménageant pas leur coup : les usages n'interdisent pas d'occire en effet l'adversaire s'il n'est pas noble. Celui-ci pourtant est bien remparé : deux des sergents seulement sont tués pendant la charge. Plus puissant que la colère qui les prend au creux du ventre, que le désir de s'emparer d'équipements dont le prix n'est pas négligeable, le sens de la dignité a retenu les chevaliers de sembler vouloir se mesurer vraiment avec des hommes dont le sang ne vaut pas le leur.

En effet, comme dans les bons tournois, ces champions sont montrés ne rêvant que de gloire. De « faire tant d'armes qu'il en soit parlé d'ici jusque dans la Syrie ». Les cris que les relations de la bataille placent dans leur bouche n'appellent qu'à des valeurs profanes – à se souvenir des aïeux, à bien servir les dames. C'est au lignage et à sa gloire, c'est à la partenaire élue pour les divertissements de l'amour que chacun dédie sa prouesse. Et tous mettent le plus grand soin à ce que celle-ci soit bien visible. Leur désir est de réussir à combattre « en champ ouvert », hors de la tourbe, en pleine lumière, et dans le jeu le plus difficile, le plus noble aussi, de l'escrime

cavalière. Car les passes d'armes dont on parlera sont de celles qui désarçonnent un adversaire choisi parmi les plus fameux, qui le jettent au tapis. Quant à celui qui, de la sorte, ratant son coup, se laisse abattre, la honte est pour lui. Il perd son prix dans une telle chute ; à moins qu'il ne la fasse oublier aussitôt en brillant dans une autre joute. Voici qui explique la fureur du duc de Bourgogne, hors de lui, criant qu'on lui amène un autre cheval : il bout de venger au plus tôt son déshonneur. Encore convient-il que le jeu soit bien mené, et la fougue contenue suffisamment pour que soient respectées les règles. Celle en particulier qui interdit de tuer le partenaire noble, sinon, en bataille et pour rendre plus éclatant le jugement de Dieu, le roi du camp opposé. Quand, au début de l'engagement, Eustache de Malenghin se met à crier : « A mort les Français », tous ceux qui l'entendent sont écœurés, révoltés d'une telle inconvenance. Aussitôt les chevaliers de Picardie empoignent l'impertinent, ils le saignent. C'est le seul chevalier dont il est dit qu'il trouva la mort sur le champ de Bouvines. Avec Etienne de Longchamp, atteint lui, accidentellement, d'un couteau, par l'œillère du heaume. Tous les autres cadavres, ce fut le bas peuple qui les fournit.

Les premiers rôles, en effet, ne meurent pas. Ils jouent bien, loyalement. Même les plus méchants. Même le comte de Boulogne. Il avait, dit-on, prêté serment sur les reliques de s'avancer jusqu'au roi pour le tuer. Il s'en est approché tout près. Mais lorsqu'il a vu son visage, le respect l'a saisi, l'emportant sur son mauvais vouloir. Il s'est souvenu à temps des héros des chansons de geste, du déshonneur dont ne se lave jamais celui qui vient à porter les mains sur son seigneur, sur l'homme qui jadis a pris ces mains-là dans les siennes, recevant la promesse solennelle de n'en jamais subir aucun dommage dans son corps et dans ses membres. En outre, le personnage qu'il a vu dressé devant lui, à portée de ses armes, était sacré. Ce qui lui a donné plus de force encore pour s'en détourner et reporter sa rage sur un vieil ennemi, Robert de Dreux. De telles marques de révérence à l'égard de la foi jurée et de la morale vassalique font tout pardonner. On le voit bien quand Philippe Auguste fait l'honneur à Arnoul d'Audenarde de le relâcher. Le duc de Bourgogne le blâme de laisser échapper une si belle prise ; il lui répond : « Je le sais bien, par la lance de saint Jacques ; mais il n'aima jamais la guerre (c'est un

homme de paix, donc de Dieu) ; à son seigneur, il l'a toujours déconseillée ; il n'a jamais voulu faire hommage au roi d'Angleterre, quand les autres le firent (lui n'est pas un “tourné”) ; et s'il m'a fait nuisance pour servir loyalement son seigneur, de cela je ne lui sais pas mal gré. »

Aux yeux de l'Anonyme de Béthune, la mêlée de Bouvines se résume en ces voltes éblouissantes sans mise à mort, en un jeu de passes et d'estocades auquel se livrent, isolés un moment dans l'arène, quelques héros étincelants. Une compétition, dont chacun rêve de remporter le premier prix, parce qu'il aura mieux galopé que les autres, transperçant les « échelles » adverses, renversant leurs cavaliers dans sa course, ceci dans les règles du jeu, et sans aide. De ce concours, l'Anonyme livre comme un palmarès, célébrant parmi d'autres le châtelain Arnoul qui s'est lancé, bousculant la troupe vulgaire des sergents, parvenant jusqu'aux chevaliers, prenant l'un de ceux-ci pour cible, le jetant à terre, le dépassant, emporté par l'élan de la charge, revenant « sain et sauf à ses gens ; par quoi il fut moult prisé ». Ceux qui rendirent compte de la bataille ont tous admiré, plus que les courageux, les téméraires, les risque-tout des bons tournois. Gauthier, comte de Saint-Pol, savait ce qu'on racontait derrière son dos, l'accusation de double jeu ; il voulut défendre son honneur, démontrer sa loyauté, et pour cela pousser aux yeux de tous jusqu'au plus profond de la vaillance. Toute l'armée le vit donc s'élancer le premier, mépriser ouvertement le gain, négliger toutes les proies, s'aventurer inconsidérément, se démener à perdre haleine, repartir tout essoufflé et, pour sauver un ami, affronter, sinon la mort, du moins la capture et la ruine. Pourtant, ça n'était plus un « jeune », comme le comte de Bar, qui lui aussi fut saisi par la démesure, risquant sa peau jusqu'au milieu des routiers, ces gens qui tuent. Pour que sa valeur soit chantée, le chevalier, son cheval abattu, continue la lutte à pied, malgré le poids de la cuirasse, et quand toutes ses armes se sont brisées, c'est avec les bras, comme le comte de Ponthieu, avec les poings, qu'il va martelant les hauberts. Comme dans les duels judiciaires. Mais ici pour gagner la gloire. Aux amateurs, les chroniqueurs de Bouvines ne racontent pas autre chose qu'un enchaînement de combats singuliers. Ecumant de rage, le duc de Bourgogne, nouvel Ajax, a pris la cote à armer du joueur le plus célèbre, Guillaume des Barres ; il fonce vers une autre vedette des tournois, le sire d'Audenarde ; celui-ci se

rengorge, le héros des grandes compétitions l'a choisi pour partenaire ; une joute s'engage autour de laquelle, si l'on en croit tous ces rapports, les autres combattants, oubliant leur querelle, se seraient rassemblés en cercle. Les relations de la bataille ont toutes des allures d'Iliade. On y voit les grands de ce monde, seul à seul, dans l'honneur, se mesurer.

Pourtant, le rutilant manteau que jette ainsi sur le combat l'idéologie des tournois ne parvient pas à masquer tout à fait certains aspects d'une réalité moins éclatante. Et d'abord les flottements de cette fidélité qui devait armer tous les cœurs. La bataille, cette solennité, cette liturgie, eût exigé, dans chaque camp, une cohérence, une adhésion unanime et sans fissure, bien plus nécessaires ici que dans la guerre. On attendait que chaque corps de guerriers, bénit, absous, fût purgé de toute duplicité, qu'il vibrât à l'unisson, comme dans le plain-chant des psalmodies bénédictines. Il n'en est rien. En dépit même de serments nouveaux et renforcés, comme ceux que s'étaient mutuellement prêtés les coalisés, que voit-on dans les deux camps – et même dans celui du bien : des loyautés qui vacillent. Car chaque parti se trouve en réalité dissocié de l'intérieur par les devoirs contradictoires qui s'imposent à la plupart. En effet, presque tous les guerriers reconnaissent dans le groupe qui leur fait face les couleurs d'un père, d'un beau-père, d'un frère, d'un cousin, ou bien d'un homme qu'ils ont jadis reconnu comme le seigneur de leur fief, toutes gens qu'ils devraient servir, et par droit naturel aimer. A tout le moins, s'interdire de frapper. Aussi discerne-t-on, à chaque détour du tumulte, de brusques retraites, des bras qui soudain retombent, des conversations qui s'engagent. Et de la méfiance jusqu'en plein milieu des conrois. Ce doute que le comte de Saint-Pol devine parmi les siens, qu'il veut à tout prix réduire, hurlant devant frère Guérin qu'il administrera la preuve de sa bonne foi et, pour la fournir, mettant en jeu son propre corps. Mais tous ne sont pas comme lui. Certains fléchissent. Le duc de Louvain, par exemple, qui se déroba en plein combat, au grand dam de la coalition. Point de parfaite droiture non plus dans l'usage des armes. Les coups défendus pleuvent, et le couteau, cet outil de vilain, perfide, le très bon chevalier Arnoul d'Audenarde lui-même le manie, visant les fissures du heaume quand l'attaque Eudes de Bourgogne qu'il a pris pour Guillaume des Barres. Ajoutons que tous les

chevaliers sont loin d'être aussi courageux qu'on le dit. La plupart, dans la bataille, montrent autant de prudence qu'à la guerre et se soucient d'abord de s'en tirer au mieux. On en aperçoit de tremblants, qui se cachent derrière les autres. Frère Guérin les connaît bien, et prudemment, dans le tri qu'il opère avant l'ouverture du jeu, place les couards au second rang. Ici, il convient d'être attentif, de ne pas se laisser prendre aux apparences : Jean de Nesle est grand, fort : il est beau comme un saint Georges ; il a peur pourtant : dans la rencontre, il s'est gardé d'affronter personne ; lorsque tout est fini, on le voit reparaître et s'en venir, pour glaner des miettes de gloire, disputer, tout frais, en maraude, le comte de Boulogne à ceux qui l'ont capturé. Il va l'emporter car il est plus haut homme, et reposé. Encore faut-il bien voir qu'à ce moment même, autour de la grosse proie terrassée – ce sont d'ailleurs des piétons et des sergents, ces chiens de la guerre, qui l'ont forcée et finalement réduite –, plusieurs chevaliers sont en pleine bagarre : c'est à qui, de force, raflera pour lui seul toute la prise.

Car, en vérité, dans la quête de la gloire, le goût de gagner ne s'émousse pas autant que les chroniques voudraient le faire accroire. Chaque équipe mène sa propre chasse, suit les erres du gibier qu'elle a débusqué et s'inquiète avant tout de le prendre. La convoitise qui l'anime est certes refrénée par la discipline collective, bien moins lâche sans doute que les historiens ne l'ont souvent cru, et par la conscience claire que ce qui se passe ce jour-là est grave. Mais on sent la rapacité toute prête à se libérer si la bride un peu se relâche. De part et d'autre, tous les chevaliers sont venus, comme au tournoi, dans l'intention de s'en retourner plus riche. Et de saisir tout ce qu'ils pourront. Au cours de la mêlée, des tractations se nouent, des marchandages entre vainqueurs et vaincus, à propos de rançon ; et quiconque donne de bons gages peut obtenir de son « maître », comme il advient en pleine mêlée dans les tournois, de remonter en selle et de continuer le jeu, libre sur sa parole. Pour tâcher, tant que dure la presse, de capturer à son tour quelqu'un, de compenser ainsi sa perte. Ou bien, moyennant deniers, d'obtenir le secours d'un ami. Ce fut de cette manière que s'en tira Robert de Béthune, au dire de l'Anonyme, ici très bien informé : il était pris ; « il fit tant à un chevalier qu'on appelait Flamand de Crêpelaine, que celui-ci le délivra et le mit en sauveté ». Une petite foire, un peu

honteuse, se dissimule sous le chatoiement des prouesses. Et la bataille, en fait, se termine par une curée. Voulant la contenir, Philippe Auguste fit sonner le ralliement, interdit de poursuivre les fuyards au-delà d'un mille – mais l'Anonyme de Béthune a vu la chasse se déployer sur plus de deux lieues de terre. Le roi craignait en effet que, la nuit tombant, les riches prisonniers qu'il avait faits ne vinssent à s'évader ou ne fussent délivrés par un parti de leurs camarades. Car lui-même avait gagné gros, et, le jugement de Dieu maintenant rendu, ne songeait plus qu'à mettre en lieu sûr ses prises. Enfin – il convient de le bien remarquer – la place des combats singuliers est en réalité très mineure. J.F. Verbruggen, qui a scruté toutes les traces, établit que ce ne furent jamais que jaillissements accidentels, irruptions d'imprévoyance et de « jeunesse », vite jugulées par un retour de la prudence, cette vertu prééminente. Dans le récit de Guillaume le Breton, il n'en a repéré que cinq, en regard de quinze actions d'éclat où, plus avisés, les bannerets, les chefs d'équipe, avaient pris grand soin de ne point s'aventurer hors du conroi qui les épaulait et qui les gardait du gros danger. Les duels furent rares à Bouvines. Ce jour-là, il n'y en eut qu'un vrai. Entre les deux rois.

Otton, avec le comte de Flandre et le comte de Boulogne, avait juré solennellement de ne poursuivre qu'un seul but : approcher Philippe, ne pas le lâcher, l'atteindre, le contraindre à lutter corps à corps, enfin le tuer. Sur l'échiquier, les deux pièces maîtresses se sont donc postées face à face, défendues l'une et l'autre par des pions nombreux mais méprisables, les gens de pied, et, derrière cette avancée fragile, par une enveloppe, beaucoup plus dure, de cavaliers. D'entrée de jeu, les deux dispositifs se rejoignirent, par une approche du camp des noirs : fidèle à son serment, Otton attaquait. Emportée par la « fureur teutonique », mieux armée sans doute que les communiers de Picardie et du Soissonnais qui lui faisaient face, sa piétaille parvint jusqu'au roi de France, l'entoura, le tira à bas de son cheval. Renversé, Philippe Auguste risqua un moment d'être saigné par les couteaux de ces manouvriers du combat, de périr sous les coups de la gent sans noblesse que l'empereur faisait travailler. Mais la main de Dieu le protégeait, et aussi son armure,

la meilleure de toutes, puisqu'il était le plus riche. Il s'en tira, sauta de nouveau en elle, et l'action se retourna. Noblement, le Capétien ne se servait pas, lui, d'hommes de pied. C'étaient des chevaliers qu'il faisait agir, les camarades de sa maison. Son équipe, cette unité qui était comme sa propre personne. Le duel alors s'engagea dans les règles, non pas entre deux individus, mais entre deux « bannières », deux conrois, des corps soudés pour une tâche collective. Les collaborateurs du roi de France se jetèrent sur ceux d'Otton. Le plus téméraire, Pierre Mauvoisin, atteignit l'empereur, parvint à saisir son cheval par la bride. Girard la Truie qui le suivait vit qu'on ne pourrait ramener vivante cette proie plus belle que toutes. Il fallait l'abattre. De sa main – qui était en fait la main de Philippe Auguste – il joua du poignard contre la cuirasse. Mais celle-ci résista, aussi bonne que celle du Capétien. Du moins le cheval fut-il frappé à mort. Otton se dégagea, prit la fuite, jeté trois fois à terre, se relevant trois fois. Les plus vieux de la mesnie royale, les plus sages, Guillaume de Garlande, Barthélemy de Roye décidèrent de ne pas poursuivre. C'eût été démesure. Dieu n'avait pas voulu que la vie fût ôtée à l'empereur ; il s'irriterait de se voir forcer la main ; il pourrait bien se venger en décidant un nouveau revirement. On sait comme il punit les orgueilleux. A toute bride, Otton a quitté le champ. Cela suffit : la sentence est prononcée. La bataille est finie. La *Relatio Marchianensis* rapporte qu'elle n'a duré qu'une heure. Plus justement, Guillaume le Breton dit trois.

Dieu a tout fait, lui qui « bouleverse les desseins des princes ». Il a toléré un moment que le mal se déchaîne, que les méchants menacent les bons. Ce délai, il l'a accordé aux maudits pour qu'ils aient un peu de temps et se repentissent. Ils n'en ont pas profité. Puisqu'ils s'obstinent, il les écrase, il les corrige, armant de sa force les bras les plus faibles. Merveilleusement, ceux-ci sont choisis pour être les artisans de sa vengeance. Mais qui s'est vengé ? Lui seul. De ceux qui l'avaient bravé, en rompant vilainement sa paix. Des impies, des sacrilèges qui avaient osé, loups se déguisant en agneaux, coudre le signe de croix sur leurs vêtements. Ces insensés avaient violé les interdits dont il exige le respect. Ils avaient souillé leur guerre, en manipulant les deniers, en payant des mercenaires, cette lie de la terre, cette pestilence, les suppôts du diable que l'Eglise a frappés d'anathème. La trêve du dimanche, ce résidu tenace de toutes les enclaves de paix dont les conciles du XIe

siècle avaient largement parsemé le cours des saisons comme d'autant d'îlots sacrés, ils ont osé la violer. Aveuglés par l'orgueil. Tout en vérité s'est joué dans le conseil qu'Otton réunit la veille de la bataille. Sur les sages, qui rappelèrent alors les risques que l'on prend à mépriser les tabous, les fous l'ont emporté. Les « jeunes », ces Rolands qui n'ont que prouesse à la bouche, dont le courage se dévergonde en démesure. Ils ont crié qu'il ne fallait pas surseoir jusqu'au lendemain, mais assaillir tout de suite l'armée des vieux – l'*Historia regum Francorum*, qui s'achève en 1214 et qui fut rédigée à Saint-Germain-des-Prés, précise bien quelle fut, dans le camp adverse, la première incitation à risquer la bataille : « Le prince Louis avait avec lui toute la jeunesse des Gaules, et le roi Philippe n'avait plus que des chevaliers inertes et hors d'âge. » On ira bousculer ces gens rassis, courbatus, ces Ganelons. Comme le comte de Saint-Pol, ceux-ci perdent tôt leur souffle. Mais il ne faut pas s'y fier : leur âme est remparée par la prudence et la crainte de Dieu. Cette fois, les Roland ont été les traîtres. Ils ont brisé, par démesure, la paix du Seigneur, ce qui fut la toute première raison de leur défaite. Tout le monde pense ainsi, et parmi les premiers, ceux qui, comme l'auteur de la *Chanson de Guillaume le Maréchal*, n'aiment pas les Français et enragent de les voir triompher. La plupart des chroniques insistent : le 27 juillet 1214 tombait un dimanche.

Mais les coalisés furent vaincus également parce qu'ils étaient hérétiques – ce pourquoi Michelet les aime bien. Contre les sanctions que le pape avait jetées sur eux à toute volée, les anathèmes, les excommunications, les interdits, Jean sans Terre et Otton ont réagi en attaquant l'Eglise romaine. En son point faible – ce qui leur valut d'être aussitôt soutenus par tout un courant contestataire, puissant et très largement étalé par toute la chrétienté latine. Les vrais cathares – y en eut-il jamais beaucoup ? – n'étaient pas des chrétiens ; le dogme auquel ils adhéraient reniait les positions doctrinales qui font l'assise centrale du christianisme. Mais si tant d'hommes et de femmes les écoutèrent, c'est que le visage de l'Eglise avait cessé de leur plaire. Et cette répulsion qu'inspiraient alors les prélats trop bien installés dans tous les conforts du monde, tous les gros chanoines qui allaient prêchant qu'il fallait être maigre pour entrer dans le royaume des cieux, que tous les exploités de la seigneurie devaient donc baiser les mains de leur maître, bien payer toutes les

redevances, et, louant Dieu, laver de leur sueur quotidienne le péché d'Adam, tous les imposteurs qui priaient sainte Marie-Madeleine en rêvant à ses appas, et qu'obsédaient ceux des vierges folles, n'en proclamant pas moins, les yeux baissés, que la fête chevaleresque est coupable, le monde mauvais, que les jeunes ne doivent faire ni l'amour ni la guerre, que les riches sont tenus d'offrir tout leur argent à ceux qui prient, qui chantent, qui bâfrent, boivent, paillardent, et ne font rien de leurs mains, – ces railleries contre les Templiers que l'on croyait sodomites et que l'on savait fort habiles à gérer les capitaux dont ils recevaient le dépôt – cette irritation même contre les plus purs de l'Eglise, les moines cisterciens, dont les macérations se cachaient au milieu des forêts, que l'on ne voyait que sur les foires, mais y négociant plus fructueusement que quiconque, ou dans les ventes aux enchères, et là, pleins de deniers, soufflant les bonnes affaires à la barbe des autres – toute cette révolte, amère ou ironique, n'était pas particulière à la France albigeoise. Elle frémissait de toute part. Elle prenait appui, il faut bien le dire, sur une meilleure lecture de l'Evangile, et cette exigence à l'égard des gens d'Eglise témoigne en fait de la maturité du peuple laïc qui émergeait alors de la sauvagerie, se relevait des prosternations, se mettait à croire que le salut se gagne par un don du cœur, et non point par une soumission à des rites. Et celui qui partait en guerre contre les structures ecclésiastiques, affirmant qu'il y avait trop de clercs et que l'on pouvait sauver son âme sans leur donner autant de monnaie, était sûr d'être entendu. Or c'était justement ce que disait Otton, ce qu'avait dit naguère Jean sans Terre, avant que ne fût levée l'excommunication qui pesait sur lui. L'un et l'autre dressaient l'opinion contre Innocent III, leur commun adversaire. Le chanoine de Liège qui composa la *Vita Odiliae*, prête à l'empereur, à la veille de Bouvines, ce discours : « Pourquoi tant de gens qui prient ? La plupart ne servent pas Dieu ; renvoyons-les au travail. N'en laissons que deux dans les petites églises, quatre dans les grandes. Cela suffira largement. Et que ce petit restant vive, comme il lui sied, dans la vraie pauvreté. Ainsi nous pourrons nous partager les richesses de l'Eglise. » Guillaume le Breton, dans la *Philippide*, reprend le propos, qu'il développe, croyant rendre l'empereur plus odieux. « Quant aux clercs et aux moines que Philippe exalte tellement, qu'il chérit, protège, défend de toute l'ardeur de son cœur, il faut que nous les mettions à

mort, ou bien que nous les déportions, afin qu'ils ne soient plus qu'un petit nombre, que leurs ressources soient ainsi réduites, de sorte que le petit produit des oblations suffise à leur entretien. Que les chevaliers, ceux qui prennent soin des affaires publiques et qui, soit en combattant, soit dans la paix, procurent au peuple et au clergé le repos, possèdent leur terre et perçoivent les grosses dîmes (et c'était ici rejoindre l'avant-garde évoluée du christianisme, reprendre l'argument de tous ceux qui, comme l'avait fait tout récemment Dominique et François d'Assise, jugeaient que l'Eglise ne triompherait de la contestation hérétique et ne rameuterait les foules urbaines qu'en renonçant aux richesses seigneuriales, en se faisant pure et mendiante, c'est-à-dire en suivant vraiment le Christ dans l'humilité – mais le discours de l'empereur entend toutefois conserver l'ordre social, et les richesses de l'Eglise, il ne les voit pas distribuées aux pauvres, aux prolétaires, mais bien à la noblesse). Le jour en effet où le Père des pères me décora du diadème impérial, je promulguai une loi, la fis rédiger par écrit et voulus qu'elle fût appliquée rigoureusement dans le monde entier. Elle prescrivait que les églises ne posséderaient que les menues dîmes et le rapport des offrandes, qu'elles nous abandonneraient les domaines ruraux pour que nous assurions la subsistance du peuple et la solde des chevaliers. (Rendons à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.) Puisque les ecclésiastiques ne veulent pas m'obéir et respecter ce décret, ne dois-je pas appesantir sur eux ma main ? N'ai-je pas le droit de leur retirer les grosses dîmes et les seigneuries ? Ne puis-je ajouter une loi à celle de Charles Martel qui ne voulut pas retirer leurs terres aux clercs ? S'il leur retira les dîmes, ne puis-je pas aussi bien leur ôter les terres, moi qui puis faire les lois, changer le droit, moi qui, tout seul, possède l'empire du monde entier ? (Démesure, aux yeux de Guillaume le Breton, de celui qui dispute au Capétien l'héritage de Charlemagne et prétend à une souveraineté supérieure à celle du roi de France.) Ne me sera-t-il pas permis d'enchaîner le clergé par une loi telle qu'il devra se contenter de ce qui lui sera donné et des prémices des récoltes, apprenant enfin à devenir plus humble et moins superbe ? Combien l'Eglise sera plus utile et efficace, lorsque j'aurai de la sorte restauré la justice. Que le chevalier ardent à servir possède ces champs bien cultivés, les terres ruisselantes de délices et de richesses, plutôt que cette gent

paresseuse, née seulement pour dévorer les grains, qui traîne dans l'oisiveté, qui se dessèche dans l'ombre, plutôt que ces hommes inutiles dont l'unique occupation est de suivre Bacchus et Vénus, dont la gloutonnerie et le vice font gonfler les membres de plus en plus gros, et chargent le ventre d'une énorme bedaine ? »

De fait, sur le champ de Bouvines, deux conceptions de la vie ecclésiastique s'affrontèrent. Il est permis de penser que les propos d'Otton et des siens étaient de circonstance, que l'intérêt les dictait. Et pourtant la harangue apparaît bien tout enflammée par l'esprit de réforme. Elle était convaincante. De l'autre bord, c'était l'intérêt, aussi bien, qui inclinait Philippe Auguste à s'opposer à l'empereur, à soutenir le pape. Mais le roi de France, non moins sincèrement, se posait en défenseur de l'ordre établi. Son armée rassemblait des vieux, des sages, des prudents ; par la seule perfection de son ordonnance, elle portait témoignage de régularité, de conservatisme. Elle se voulait le rempart de la tradition ; elle entendait à toutes forces maintenir un système du monde, un agencement des rapports sociaux dont le roi, élu de Dieu et ne relevant que de lui, se voyait comme le pivot immuable. Autour de sa personne se trouvaient en effet disposés, en leur juste place, échangeant des mutuels services, les trois « ordres » hiérarchisés. Sur le champ de bataille, aussi bien que dans la vie : à ses pieds, les travailleurs des milices communales ; à sa tête, les chapelains, dispensateurs de liturgie, dont il est juste qu'ils se consacrent tout entiers à leur métier et que, par conséquent, pour bien chanter les psaumes, ils vivent très largement des profits d'une seigneurie ; les gens de guerre, enfin, qui soutiennent son bras vengeur. L'édifice harmonieux apparaissait ainsi dressé contre l'entreprise de subversion, laquelle ne pouvait conduire qu'au chaos puisqu'elle allait à l'encontre des lois du créateur. Celui-ci n'aime pas les contestataires. On peut compter sur son vouloir pour défendre l'ordre social. Grâce à lui, Simon de Montfort a pu piétiner les Albigeois, frayer la voie aux inquisiteurs, préparer le bûcher de Montségur. Grâce à lui, Philippe l'emportera sur Otton, dont la prétendue réforme mettrait les curés sur la paille. Les sortilèges de l'Espagnole, la vieille comtesse de Flandre, ne prévaudront pas contre lui. Il peut bien tomber de cheval. Dieu le relèvera, victorieux.

Très vite donc, dans la touffeur d'après midi, l'intrigue s'est dénouée. « A la louange et gloire de la majesté et à l'honneur de sainte Eglise. » La majesté du roi des trois ordres. L'honneur d'une Eglise nantie, totalitaire et répressive. Et dès qu'est commencée la débandade, Philippe achève de venger Dieu. Il purifie. Sur le champ qu'a vidé la déroute, un chancre demeure, tenace. La troupe des sept cents Brabançons qui protégeait Renaud de Dammartin, quand, entre deux charges, il lui fallait reprendre haleine. Au plus tôt, le monde doit être délivré de cette purulence. Le roi de France les fait liquider par Thomas de Saint-Valery, ses cinquante cavaliers et ses deux mille piétons. Sans aucun dommage : un seul des justiciers manque à l'appel ; on le croit mort, il guérit. C'est un miracle. En effet, d'ordinaire, les phalanges compactes des routiers ne se laissaient pas réduire avec autant d'aisance. Dieu, encore, était là. C'est lui, toujours, qui inspire à Philippe la clémence, et d'être libéral à l'égard des chevaliers qu'il a capturés. Il était en droit de les faire mourir : la conception monarchique était dès lors assez fortifiée pour que l'on pût invoquer, en 1214, – en vérité sans trop y croire – le délit de lèse-majesté. Il leur laisse la vie, et même à Renaud de Dammartin, le mauvais traître. Le Seigneur est miséricordieux. Son lieutenant, à son image, s'il doit se montrer terrible envers les superbes, traite magnanimement ceux qui font humble soumission.

Dès que la part satanique de l'armée vaincue paraît exterminée, dès que les guerriers dévoyés par l'argent ont courbé la tête, on voit s'ouvrir une ère de sérénité. De même qu'en Flandre, en 1127, après l'exécution des meurtriers, « les calamités de ce temps sont désormais révolues, la grâce divine ramène, avec les charmes du mois de mai, les biens de la paix et l'état ancien de la terre ». On peut immédiatement percevoir l'effet de la bataille. Le monde se rétablit dans l'harmonie. Le roi Philippe peut paisiblement achever de vieillir. « Jamais depuis ne fut qui guerre lui osât mouvoir, mais il vécut depuis en grande paix, et toute la terre fut en grande paix, un grand moment. » L'Anonyme de Béthune dit juste. Après le récit de Bouvines, durant les huit dernières années du règne, les *Chroniques de Saint-Denis* n'ont rien trouvé à relater, que des éclipses. L'événement fut comme un éclat qui d'un coup fit cesser le brouhaha et se rétablir le silence. Heureux, le royaume n'a plus d'histoire, jusqu'à la mort de Philippe le Conquérant, jusqu'au cortège des

funérailles qui conduit sa dépouille auprès des tombeaux mérovingiens. Presque sans intervalle, à la relation de la bataille fait suite l'apologie du défunt : « En l'an de l'incarnation 1223 mourut Philippe, le bon roi, au château de Mantes, roi très sage, noble en vertu, grand en faits, clair en renommée, glorieux en gouvernement, victorieux en bataille ; le royaume de France accrut et multiplia merveilleusement, la seigneurie soutint et garda vertueusement, et le droit et la noblesse de la couronne de France. Il vainquit et surmonta maint noble prince et puissant, qui à lui et au royaume était contraire. Toujours fut-il écu de la sainte Eglise contre toute adversité ; il défendit et garda l'église de Saint-Denis en France sur toutes autres comme sa propre chambre en spécial privilège d'amour, et montra maintes fois par œuvre la grande affection qu'il eut toujours aux martyrs et à leur église. Il fut jaloux et amoureux de la foi chrétienne, dès les premiers jours de sa jeunesse ; il prit le signe de cette sainte croix en qui notre sire fut pendu et le cousit à ses épaules pour délivrer le sépulcre et pour souffrir peine et travail pour l'amour de Notre Seigneur ; outre mer il alla à grand ost contre les ennemis de la croix et travailla loyalement et entièrement jusqu'à tant que la cité d'Acre fût prise. Et après qu'il fut quelque peu affaibli et chu en vieillesse, il n'épargna pas son propre fils, mais l'envoya par deux fois en Albigeois à grand ost pour détruire la bougrerie de la gent du pays. Il donna en sa vie et en sa mort grande somme d'avoir pour soutenir la force des bons fils de sainte Eglise contre les bougres d'Albigeois. Il fut large semeur d'aumônes aux pauvres par divers lieux. Il gît ensépulturé en l'église de Saint-Denis en France, qui est sépulture des rois et couronne d'empereurs, noblement et honorablement, comme il appartient à tel prince. »

De fait, au moment même où Dieu, confirmant la légitimité de Philippe Auguste, avait fait fuir de toutes parts ses ennemis, livré Otton aux hontes de la défaite, le condamnant à errer désormais désemparé, de refuge en refuge, avant de mourir obscurément, tandis que les puissances célestes autorisaient que « dorénavant le mot allemand fût objet de mépris parmi les Welsches », l'Eternel avait aussi puni Jean sans Terre, le poussant à déguerpir devant l'ost conduit par le prince Louis, à lever le siège de la Roche-aux-Moines, à faire prompte retraite jusqu'à l'Océan. Avertis de la victoire de Flandre, les barons du Poitou firent porter au Capétien des

messages qui l'assuraient de leur fidélité. Mais Philippe ne se fiait pas aux « tournés » du Midi. Il s'avança vers eux, avec l'armée même de Bouvines, qui ne sentait pas sa fatigue, montra sa force, convainquit les Aquitains qu'il ne se payait pas de paroles. La chevauchée fut sans encombre. Comme jadis en Mâconnais : une promenade, entrecoupée de palabres. La guerre, dans ces parages aussi, était finie, et pour longtemps. La suite du souverain ressemblait moins à une armée qu'à une cour ambulante, qui siégeait à chaque étape, redressait les torts au passage, recevait hommages et promesses, prenait des otages, ordonnant tout à nouveau conformément à la justice. Elle finit par recevoir des émissaires de Jean sans Terre, parmi eux l'inévitable légat du pape. Le roi de France aurait bien pu, dit Guillaume le Breton, jouer son va-tout une seconde fois, contraindre au duel cet autre roi qui contestait son droit, livrer encore une bataille. Il avait avec lui deux mille chevaliers. Pieusement, il ne tenta pas le Seigneur, son Dieu : il accepta de palabrer. Une trêve – non pas la paix, mais seulement une abstinence de guerre – fut conclue pour cinq ans. Pendant cinq ans, les comptes seraient réglés en « assise », et les chevaliers ne se lèveraient de leur siège de justice que pour aller se dégourdir un peu dans les tournois.

Auparavant, Philippe Auguste avait célébré son triomphe. A Paris, comme il se devait, dans sa ville, le joyau de sa couronne, qu'il venait à grands frais d'enclore d'une muraille protectrice. Dans tous les livres de classe figure, depuis la Grande Guerre, le récit de la procession glorieuse qui partit de Bouvines, traînant sur des chars, ligotés, les comtes prisonniers. Guillaume le Breton en fait une idylle du pouvoir et les pauvres. Au soir d'une journée de moissons, il couronne de fleurs les croquants harassés, noirs de soleil, séchés de chaleur, et les fait danser de joie, le long de la route. Dans Paris illuminé, un spectacle édifiant se déroule : la jubilation unanime, qui concilie enfin les trois « ordres », vient éteindre les luttes de classes pour cette concorde qui plaît au bon Dieu. Les chevaliers ont magnifiquement rempli leur fonction justicière ; réunis, le clergé et le peuple, les intellectuels de l'Université et les gens de métiers – c'est-à-dire l'Eglise et les « pauvres » – accueillent les guerriers dont la vaillance et la loyauté les ont délivrés du mal ; les hommes de prière, les chanoines, les maîtres, les écoliers, chantent des cantiques,

comme ils en ont l'habitude ; les bourgeois chantent aussi, à leur manière. Sept jours de vacances. Une liturgie qui, depuis le dimanche, déborde sur la semaine entière. Une incantation collective, un chœur, une danse rituelle de la paix retrouvée. Chacun tient sa partie dans cette cérémonie, à sa place attitrée. Qu'il n'en sorte pas surtout : Dieu et le roi y veillent attentivement.

Cette fête est celle de l'ordre royal, que la victoire est venue justifier. Bouvines a tout légitimé ; l'opulence et la paresse d'une Eglise ventrue, l'oppression seigneuriale au profit des traîneurs d'épée. Mais surtout l'action « politique » de Philippe, qui en avait besoin davantage, ses conquêtes, ses roueries, ses intrigues contre Richard Cœur de Lion, le croisé captif, le déshéritement du roi Jean, l'expulsion des Juifs. Bouvines est une gerbe de signes évidents. Otton a fui, disparu. Du char qui les dressait vers le ciel, les emblèmes de César, démantibulés, ont chu à terre. Il ne reste plus rien du dragon, symbole maléfique. L'aigle, Philippe l'a fait porter à celui que le pape voit comme le bon empereur, Frédéric II. Ce qui montre le roi de France disposant, en arbitre, de la dignité impériale. Oui pourrait maintenant contredire ses prétentions à la pleine souveraineté ? C'est bien lui l'héritier de Charlemagne, le guide de tous les chrétiens. Et plus personne, dans le royaume, n'oserait se rebeller contre lui. Tous les félons sont en cage. La valeur du butin fait aussi de Bouvines un événement comme on n'en a jamais vu. Jamais une guerre, d'un seul coup de filet, n'avait raflé si grand nombre de captifs, et d'une telle qualité. A Courcelles, le 28 septembre 1198, Richard Cœur de Lion avait pu s'emparer de quatre-vingt-dix chevaliers français, de deux cents chevaux, dont cent quarante « ferrés », c'est-à-dire munis d'armure. On le voit enivré par un si grand succès. Il exulte, il fait part à la terre entière de cette prise prodigieuse. Celle de Bouvines est incomparablement plus belle. L'inscription de la porte d'Arras fait état de trois cents prisonniers nobles, et plusieurs chroniqueurs aussi. L'estimation la plus modeste que l'on puisse trouver dans les diverses relations de la victoire est de cent trente. On conserve des traces très précises, car Philippe fit inventorier minutieusement le trésor qu'il ramenait et qu'il dispersa parmi différentes chambres fortes. Il y tenait. Il n'avait plus songé qu'à lui aussitôt qu'il avait vu Otton et les siens prendre la fuite. Il ne cessa de veiller sur ces richesses, les empaquetant, pour éviter les fuites, dans tout un filet de cautions et

de pleiges. Le « catalogue des captifs », dressé dans les premiers jours d'août, dénombre cent dix chevaliers que les tombereaux des communes avaient ramenés dans Paris, seize autres confiés à des barons de France, trois encore, à des officiers du roi. Mais la liste est très incomplète. En cours de route, une bonne part de la cargaison avait été laissée aux étapes. Ce gros troupeau valait une énorme quantité de deniers. Tout, à vrai dire, n'en était pas négociable, et le roi n'en attendait pas, loin de là, l'entier profit. Il n'était que l'entrepreneur d'une action collective. Il devait d'abord rétribuer ses collaborateurs, payer ceux qui, de la chasse, avaient rapporté chaque pièce du tableau. Certaines personnes furent échangées contre des amis que l'adversaire gardait en ses prisons. Généreux, le roi distribua une part du gibier à ses parents et à ses proches. Il ne vendit pas tout le reste. Son intérêt lui commandait de maintenir hors d'état de nuire les rebelles les plus dangereux. Les traîtres invétérés, les relaps, furent condamnés au mur perpétuel. Ainsi Renaud de Dammartin dont le roi apprit, ou se fit dire, à Bapaume qu'il complotait encore contre lui. Toutefois les détenus étaient très nombreux, et beaucoup de grand prix. Onze comtes, des dizaines de chefs de bannière. Du moindre de ceux-ci, on pouvait espérer tirer mille livres au moins, deux cent quarante mille pièces d'argent. Du tournoi splendide que Bouvines aussi avait été, le roi, lui-même, revenait riche, plus qu'aucun roi de France avant lui. Et capable de discuter, de négocier, comme il le fit avec la comtesse de Flandre. De tenir longtemps bridées les principautés les plus rétives. Béni soit Dieu : il établit dans l'aisance ceux qui le servent bien. Par la victoire qu'il a donnée, la monarchie capétienne se trouve véritablement – chargeons le mot de sa pleine signification – consacrée. Au tout jeune Louis, le petit-fils, ce bébé de trois mois, la sainteté déjà est promise.

Légendaire

NAISSANCE DU MYTHE

Incontestablement, l'événement qui se produisit le dimanche 27 juillet 1214 était de taille. Première « bataille champel » qu'un roi de France ait osé, non sans hésitation et, on peut bien le dire, malgré lui, livrer depuis un siècle. Première victoire qu'ait remportée un roi capétien. De mémoire d'homme, jamais décision n'avait été si franche, butin si magnifique, affirmation si éclatante de la légitimité d'un droit. Après Bouvines, rien ne peut plus mettre en question la prodigieuse extension du domaine royal. Rien ne peut empêcher les baillis d'exploiter à fond les provinces soumises, par exemple de « mettre en servage toute la terre de Flandre qui en la partie de Louis était échue, tant que ceux qui en entendaient parler s'émerveillaient qu'on le puisse souffrir et endurer ». Dans tout le royaume, aucune principauté n'était désormais en mesure de regimber. De Bouvines procèdent immédiatement, avec la déroute d'Otton, le triomphe de Frédéric II et les bustes laurés des portes de Capoue, avec l'échec de Jean sans Terre, les armes brandies des barons d'Angleterre dans la prairie de Runnymead. Après Las Navas de Tolosa, après Muret, Bouvines a fixé pour des siècles le destin de tous les Etats d'Europe.

Que l'importance de l'événement ait été aussitôt perçue à la cour du roi de France et dans les régions proches du champ de bataille, les cinq récits que j'ai utilisés l'attestent. Comme l'immédiate incorporation du rapport procuré par Guillaume le Breton à l'œuvre d'historiographie officielle dont l'abbaye de Saint-Denis était alors l'atelier. Comme aussi la note qu'inscrivit sur son livre de prière la reine Ingebourge. Comme l'église parisienne Sainte-Catherine du Val-des-Ecoliers qu'édifia Louis IX en mémoire de son père et de son grand-père « pour la joie et la victoire qu'ils eurent de l'ennemi du royaume au pont de Bouvines ». Comme, enfin et surtout, l'abbaye de la congrégation de Saint-Victor que le roi Philippe, offrant en sacrifice une portion des dépouilles, fonda près de Senlis. Il la dédia à Notre-Dame des Victoires, et voulut que l'on y chantât perpétuelle action de grâce. Ce fut de la bataille le vrai monument commémoratif, le conservatoire de son souvenir. Les

ruines de l'église, que Louis XI fit reconstruire, sont présentes encore aujourd'hui dans le paysage du Valois. Toutefois les répercussions de l'événement se propagèrent plus loin, en ondes successives. Ces résonances, tentons de les mesurer par les traces écrites qu'elles ont laissées.

Celles-ci sont nombreuses, car la haute culture européenne était au XIII[e] siècle fortement historisante. Certes, le plus gros des souvenirs du passé se conservait dans la seule mémoire ; d'une génération à l'autre, une part de ce dépôt se perdait. L'autre, de plus en plus altérée, se transmettait par la parole, par le récit des anciens. Mais un fragment en était aussi fixé par l'écriture. Ecrire l'histoire était en effet de tradition dans les communautés religieuses, les monastères et les chapitres cathédraux, et l'activité du *scriptorium*, annexe naturelle de ces établissements, consistait pour une bonne part à sauver de l'oubli les événements. Car entre la fonction de prière, la célébration de la gloire de Dieu par l'office liturgique, et la composition d'une œuvre historique existaient des affinités très étroites : s'il est vrai que Dieu, à travers les actes étonnants des hommes, manifeste son vouloir, fait éclater sa toute-puissance, lance des avertissements, c'est bien le rôle de ses serviteurs que de recueillir attentivement tous ces signes, de les aligner au fil de la durée, de les ordonner en discours ; afin que ce discours, morcelé, discontinu, énigmatique, puisse être dans l'avenir, à la lumière de son prolongement même, commenté, glosé, décrypté, et s'offrir à la méditation des sages. Ceux-ci y trouveront des exhortations, des exemples, d'utiles indications pour orienter dans la bonne voie la marche du peuple chrétien, et pour le conduire au salut. Depuis Adam, l'humanité chemine, elle trébuche, elle s'égare. L'histoire montre le tracé de ses détours, de ses hésitations, de ses redressements. Un mouvement continu. La venue de Jésus en ce monde n'en a pas dévié le cours, il l'a simplement marqué d'une profonde césure, changeant la couleur du temps, lui donnant celle de l'espoir. Depuis, le progrès se poursuit parmi les embûches, un long passage de la mer Rouge sous la menace de Satan Pharaon. Il tend droit à l'éternel, vers ce point final, le retour triomphal du Christ, la Parousie, la résurrection des morts, le jour où tous les acteurs de l'histoire humaine comparaîtront, les temps révolus, pour le jugement de vérité. Tant que les cieux ne se seront pas ouverts, tant que la lumière incréée n'aura pas déferlé sur

l'achèvement de l'univers visible – tant que l'histoire ne sera pas finie –, les hommes ne seront pas capables de juger sainement le passé. Mais c'est un moyen pour eux de se préparer à la fin du monde, de s'avancer vers la perfection, que de réfléchir sur les actes de leurs devanciers. De scruter de leur mieux la partie déjà déroulée de l'histoire. De méditer, en particulier, sur les batailles, où Dieu parle plus haut, plus clair que partout. Ces considérations expliquent la continuité *des Annales* où des rédacteurs successifs venaient enregistrer au fur et à mesure les événements qui leur paraissaient notables, la reprise de ce matériel dans les *Chroniques* ou, plus ambitieusement, dans des *Histoires*, dont beaucoup entendaient prendre leur départ au déluge. Au XIIIe siècle, parmi les moines et les clercs, l'ardeur à de telles entreprises demeurait extrêmement vive.

Mais dans les cours, celles des grands seigneurs et des moindres, ces foyers partout multipliés, sans cesse fortifiés, d'une culture qui, lentement, se désacralisait, on s'intéressait également à l'histoire, de plus en plus, et l'on se mettait là aussi à l'écrire. Dans une intention sensiblement différente : il s'agissait ici de glorifier un lignage, une dynastie, de travailler à l'enseignement des princes, à l'éducation des chevaliers, au soutien d'un pouvoir, d'une morale, d'une formation sociale. Il s'agissait aussi de répondre à la curiosité des gens de noblesse, parmi lesquels le nombre croissait de ceux qui savaient lire, qui tous aimaient à s'informer des événements qu'ils avaient eux-mêmes vécus, comme de ceux dont on parlait et qui les intriguaient. D'innombrables histoires, chroniques et annales furent donc rédigées dans toutes les provinces de la chrétienté pendant les années qui suivirent Bouvines – la plupart en latin, mais quelques-unes aussi dans la langue des divertissements mondains. Presque tous ces manuscrits sont aujourd'hui perdus. Mais de ceux qui survivent encore, beaucoup ont été édités par l'érudition moderne. Deux cent soixante-quinze de ces sources imprimées ont été examinées ici, qui furent écrites dans la génération même de la bataille et pendant les deux suivantes, jusqu'aux dernières années du XIIIe siècle. Les plus nombreuses viennent des pays d'Empire, non seulement parce que la littérature historique y était en ce temps plus vivace, mais parce que les savants allemands furent plus diligents à publier de tels

documents. Dans toutes ces relations d'un passé encore récent, quel fut donc l'écho de Bouvines ?

Première observation, d'importance : la trace de l'événement apparaît dans quatre-vingt-douze de ces récits historiques, pas davantage : c'est-à-dire que les deux tiers ne soufflent mot de cette « journée qui fit la France ». On est aussitôt tenté de situer les lieux où les professionnels de la chronique, de l'histoire, du rapport annuel furent ou ne furent pas attentifs à la victoire de Philippe Auguste : délimiter de la sorte les zones sensibles et celles de plus ou moins grande indifférence, n'est-ce pas en effet progresser vers une géographie profonde, véritable, encore tout à fait inconnue, de ce que fut alors en Europe la conscience, disons, politique ? Point de surprise à voir trente-trois – c'est-à-dire le tiers – des écrits qui célèbrent Bouvines, prendre origine dans l'ancienne Francie, dans la part du royaume situé à l'est de la Bretagne et au nord de la Loire. Evidemment, toutes les sources qui proviennent du vieux domaine capétien font état de la bataille. Les échos les plus nombreux viennent cependant du comté de Flandre et de ses abords, de régions où la production historique était plus abondante, et qui, proches du lieu où s'était déroulé le combat, avaient subi plus directement les effets de celui-ci ; mais ici déjà l'attention apparaît moindre : le quart des chroniqueurs omet de relater l'événement. La proportion des silencieux est plus forte encore en Normandie : le tiers ; elle atteint la moitié en Champagne, en Bourgogne, en Touraine, contrées qui pourtant avaient fourni des contingents à l'armée victorieuse. Dans le royaume d'Angleterre, le retentissement de Bouvines semble avoir été plus profond qu'à Dijon ou à Troyes (moins cependant que celui d'un autre événément, la levée de l'interdit qui, l'an d'avant, avait délivré le pays d'un long malaise) : soixante pour cent des annales ou des chroniques analysées parlent de la bataille. Mathieu Paris, vers le milieu du siècle, compilait à Saint-Albans une histoire des Anglais ; à la fin du livre, donnant en résumé la liste des faits qu'il jugeait les plus importants, il ne manqua pas de placer Bouvines parmi les quelques prodiges, les rares « choses admirables » qu'il savait être advenues dans les cinquante années passées. Outre-Manche d'ailleurs, les allusions à la victoire du roi de France sont, pour une bonne part, louangeuses ; ainsi tous les témoignages qu'expriment des moines cisterciens,

jusqu'aux lisières de l'Ecosse : Jean sans Terre, qui pensait non sans raison que le trafic des laines avait rendu leurs abbayes trop riches, leur avait ravi des deniers. Enfin près du tiers de toutes les mentions proviennent des pays d'Empire. A vrai dire, comme les narrations historiques foisonnent dans ces contrées, la proportion est relativement faible des chroniqueurs qui décidèrent de faire une place à l'événement. Ceux qui le crurent nécessaire écrivirent pour la plupart en Lotharingie, dans cette région qui, jusqu'à Cologne et aux Vosges, ressentait fortement tout ce qui advenait d'important dans la Flandre ; beaucoup de documents issus de ces provinces restent cependant muets : la chronique des ducs de Brabant, qui ne tait pas la défaite de Steppes, glisse sur la débandade de Bouvines ; en fin de compte, la part du silence n'est pas moindre ici qu'en Normandie : le tiers de l'ensemble. Les autres échos que, sur ce versant de la chrétienté, des écrivains recueillirent, le furent presque tous – mis à part un point de perception isolé en Autriche, à Klosterneubourg – dans la Saxe, le pays d'Otton, en Souabe et en Alsace, le pays des Staufen. L'Italie reste très indifférente. On repère cependant une trace immédiate à Gênes, une autre à l'abbaye du Mont-Cassin, où l'on était très attentif à tout ce qui pouvait affecter la puissance du roi de Sicile, c'est-à-dire, à l'époque, de Frédéric II, une dernière dans une histoire des empereurs et des papes écrite, en Toscane sans doute, en 1278.

Partout ailleurs, aucun de ceux qui consignaient par écrit les grandes nouvelles, ou qui compilaient des récits du passé, ne semble avoir porté d'intérêt à Bouvines. Rien dans les sources scandinaves, dont trois pourtant avaient dit un mot du mariage de Philippe Auguste et d'Ingebourge. En France même, la Loire à peine franchie, le silence s'installe. Aucun indice ne traduit mieux que cette inattention résolue l'épaisseur du mur qui sépare alors en deux le royaume. Nul écho dans les pays jurassiens, dans les Alpes, en Provence. Une mention, tardive, dans l'histoire albigeoise de Guillaume de Puylaurens, une autre à Poitiers, une troisième à Bordeaux, la dernière dans le grand monastère catalan de Ripoll : dans son ensemble, l'Aquitaine n'est pas touchée. Ses yeux sont tournés vers Muret, vers l'« affaire de paix et de foi » que Simon de Montfort et les croisés s'acharnent à régler brutalement, au nom du pape, en brûlant à cœur joie les cathares. Prenons le

cas de Bernard Itier, ce moine chargé de l'armoire aux livres à Saint-Martial de Limoges, un grand carrefour de pèlerins, donc d'informations, un excellent observatoire ; Bernard lui-même n'était pas sot ; dans les marges d'un manuscrit, il notait les faits qui, dans l'année, l'avaient frappé. Beaucoup d'événements lui parurent en 1214 dignes d'être enregistrés : la mort d'un important bienfaiteur du monastère, celle de l'évêque de Poitiers, la réception d'un nouveau frère, parce que celui-ci avait offert des livres à la communauté, la qualité de la vendange, les discordes qui déchiraient alors la congrégation rivale de Grandmont, la chasse que l'on fit cette année-là aux hérétiques et aux prêteurs sur gages, les tractations entre les seigneurs du Limousin et Jean sans Terre, la prédication d'une croisade, l'introduction d'un nouvel office en l'honneur de la sainte Vierge, le décès de l'abbé, la construction d'un pilier dans le cloître, enfin ce grand mauvais vent qui, la veille de la Saint-André, arracha des pierres au clocher. Il ne dit mot de Bouvines. Dans une Europe sillonnée de trafiquants, d'équipes de tournoyeurs, de pèlerins, où les conciles rassemblaient des prélats venus du bout du monde, que parcouraient sans cesse des bandes de pauvres cherchant le chemin de Jérusalem, où, de moulin en taverne, les nouvelles se propageaient vers les fronts pionniers du défrichement, le choc provoqué par cette bataille où s'étaient affrontées les quatre grandes puissances de la chrétienté, où Dieu, ce jour-là, avait décidé de leur destinée, put aisément retentir jusqu'en Campanie, jusqu'aux abords de la Hongrie, jusqu'aux rivages de la mer galloise. Parce que, jusque-là, des oreilles, rendues attentives par un certain comportement politique, le perçurent. Alors qu'aux portes d'Orléans, de Chalon-sur-Saône, des épaisseurs d'indifférences à tout ce qui pouvait survenir du côté des « Français », ces étrangers, ces gens de peu, le faisaient aussitôt s'amortir. A quelques lieues même des coûtures de Cysoing, certains restèrent sourds : de la guerre de cette année-là, la chronique d'un monastère proche de Dunkerque n'a retenu qu'un épisode : le dégât que fit subir Ferrand, le comte de Flandre, à la terre d'Arnoul de Guines.

Des quatre-vingt-douze témoignages, soixante-quinze tiennent en quelques lignes. Neuf d'entre eux se contentent de situer l'événement dans l'espace et le temps. Un dixième ajoute, sans rien dire d'autre, que ce jour était un dimanche.

Quand le rapport devient un peu moins laconique, c'est pour insister aussi sur ce point-là : le combat avait eu lieu en un temps où il était défendu de se battre. Dix-neuf des témoins l'ont noté. Cependant plus des trois quarts d'entre eux mettent d'abord l'accent sur la capture par le roi de France d'un certain nombre de comtes. Deux ont entendu dire que ces comtes étaient cinq, huit qu'ils étaient quatre. Sept, en revanche, ne parlent que d'un seul, le comte de Flandre ; seize ajoutent le comte de Boulogne, vingt-trois en mentionnent encore un troisième, celui de Salisbury. En fin de compte, c'est bien la capture du comte de Flandre qui constitue le cœur de l'événement, son noyau dur, et la tranche vive de la nouvelle qui frappa les contemporains. La fuite d'Otton passa plus inaperçue : la moitié seulement des chroniqueurs la relate. Huit, cependant, dont cinq écrivaient en terre d'Empire, ne parlent que d'elle. Six croient devoir préciser que l'empereur était excommunié. Cinq se risquent en outre à évaluer sommairement les effectifs. Huit ont retenu que les prisonniers furent exceptionnellement nombreux. Quelques notations complémentaires, ici et là : à Liège, allusion est faite à Frédéric II, à Dijon, au duc de Bourgogne ; ailleurs encore au tout petit nombre de morts, à la joie du peuple après la victoire. Deux de ces relations brèves font l'erreur de placer le prince Louis sur la scène.

L'éclairage n'est pas sensiblement différent dans les dix-sept récits plus développés. Aucun, bien sûr, n'omet les comtes prisonniers : de toute évidence, Bouvines fut d'abord cela. La plupart n'en désignent que trois : Flandre, Boulogne, Salisbury ; quelques-uns, plus prolixes, ajoutent, à cause sans doute de son surnom bizarre, le « comte poilu » de la Hollande. Par contre, lorsque Vincent de Beauvais, dominicain, familier du roi Saint Louis, décrit la bataille dans son *Miroir historial*, se fondant, dit-il, sur ce que lui ont raconté les captifs, il ne mentionne que Ferrand de Portugal et Renaud de Dammartin, car en fait il abrège, honnêtement, Guillaume le Breton. Aucun de ces rapports un peu étoffés ne passe sous silence la déroute de l'empereur : cet épisode apparaît bien la seconde en importance des saillies à quoi s'est accroché le souvenir. Pour le reste, onze de ces récits résument la harangue du roi de France ; dix soulignent l'infraction à la paix du dimanche, disent un mot de la belle ordonnance des troupes, mettent en évidence le prodigieux coup

de filet dont celui-ci fut l'occasion ; neuf rappellent aussi que Philippe Auguste fut désarçonné. En passant, il est parlé des trois chevaux si « preux » qui, sacrifiant leur vie l'un après l'autre, permirent à Otton d'échapper à la captivité.

Cette analyse livre le profil de l'événement : le roi de France a pris le comte de Flandre et quelques autres, grand nombre aussi de chevaliers ; tombé à terre, il s'est relevé pour mettre en fuite un « faux » empereur, excommunié ; ceci se passait un dimanche. Quand la mémoire se réduit à son expression la plus simple, elle retient un millésime, 1214, et le nom d'un pont sur une petite rivière flamande.

*

Cependant, l'événement a laissé des traces beaucoup moins superficielles en quelques points ; des relations furent écrites où les souvenirs s'amplifièrent, où ils se déformèrent aussi. Les amplifications furent d'abord le fait de ceux qui servaient le roi de France, les déformations, de ceux qui ne l'aimaient pas. En Allemagne, où la plupart des écrivains n'ont rien dit d'une défaite qui, selon la chronique de Lautersberg en Misnie, fit par les Gaules tourner en dérision le nom allemand, quelques-uns pourtant se crurent tenus de la rapporter, mais ils tâchèrent d'éclairer le fait de manière à le rendre moins humiliant. Dans l'abbaye d'Ursperg, en Souabe, celui qui se chargeait à l'époque d'écrire l'histoire, voulut avant tout persuader ses lecteurs que le roi de France avait eu peur. Non sans raison : il était averti que l'ennemi était d'une extraordinaire vaillance, et par ses propres barons. Dans la bouche de ceux-ci sont placés des propos que l'on prête d'ordinaire à Renaud de Dammartin, mais que le chroniqueur inverse, pour sauver l'honneur teuton : les héros, les guerriers redoutables et qui ne craignent jamais rien ne sont plus les Français mais les gens d'Allemagne ; « leur *ferocitas* est telle qu'ils préfèrent mourir au combat que de fuir honteusement ». Effrayé, mal sûr de lui-même, le roi aurait donné à ses chevaliers tout pouvoir d'ordonner la bataille. Ceux-ci auraient décidé de l'affaire en rompant d'abord le pont, en coupant toute issue à ceux qui s'apprêtaient à fuir, en les forçant ainsi à combattre. Mieux, ils n'auraient, malgré

leur effroi, finalement gagné qu'en trompant leur adversaire, invincible, l'attirant dans un traquenard, usant pour cela vilainement de « la piétaille et populace ». Ils auraient disposé les combattants vulgaires et leurs piques en deux rangées obliques, tendu de la sorte une espèce de nasse, puis, simulant la fuite, attiré dans ce piège les bons et loyaux guerriers de Germanie. Sans ce stratagème, ils n'en seraient jamais venus à bout, et jamais l'empereur n'aurait fui, auquel le récit donne pour compagnon de déroute le roi d'Angleterre lui-même. Dans le fragment d'une chronique des princes de Brunswick, on peut lire aussi qu'Otton détestait la guerre, que l'incendie, le malheur des pauvres lui étaient odieux, que, trois années durant, il régna très glorieusement et en grande paix, qu'il est donc juste de l'appeler « roi pacifique et prince de la paix », car ce fut bien malgré lui que, provoqué par des méchants, il livra bataille.

Toute une part des récits anglais s'emploie, dans le même esprit, à amenuiser la gloire du Capétien. Guillaume le Maréchal n'était pas à Bouvines ; la chanson rimée en son honneur parle pourtant de la bataille, affirmant, elle aussi, que les Français étaient mal assurés, qu'ils n'avaient pas envie de se battre et qu'ils attendaient la nuit pour se sauver ; Renaud de Dammartin était bien avisé lorsqu'il conseillait de ne pas attaquer avant qu'ait commencé la retraite de ces couards ; on aurait pu prendre de cette façon la terre sans peine, la rendre au roi d'Angleterre et à l'empereur. Celui-ci n'avait pas avec lui le quart de son monde. Les Français l'ont emporté parce qu'ils étaient quatre fois plus forts. Otton eût-il attendu le lendemain, grand honneur lui était promis. Le vrai héros de la journée fut un Anglais, le comte de Salisbury, qui conseilla à l'empereur de se retirer, et qui, loyalement, se fit capturer à sa place. Roger de Wendower qui, dans sa *Fleur des histoires*, raconta, entre 1219 et 1225, les événements marquants des années 1193-1216, fournit du combat de Bouvines une relation moins partiale, bien informée et qui, au XIIIe siècle, fut maintes fois utilisée par d'autres historiens anglais. Il a bien vu comme le roi Philippe s'appuyait sur les trois « ordres », sur les comtes, les barons, les chevaliers qui l'entouraient, mais aussi sur les sergents à cheval et à pied, sur les communes des villages et des cités qui lui apportaient le soutien du peuple, tandis que, de toutes parts, les évêques, les clercs et les moines se tenaient en prière, chantant sans cesse, multipliant les offices « pour

l'état du royaume ». Mais il montre l'adversaire de Jean sans Terre, en dépit de tous ces renforts, inquiet, craignant de ne pouvoir suffire à la défense, car le prince Louis était alors en Poitou avec une copieuse armée. Le roi aurait donc ordonné, dans sa panique, de briser le pont derrière lui, pour interdire, à lui-même et aux siens, tout espoir de retraite. Il se serait caché derrière un rempart de charrettes, dressé tout autour de son emplacement de combat. Roger a perçu, très clairement aussi, que les alliés avaient agi à la légère en décidant d'engager une bataille champel un dimanche. Mais pour lui Renaud de Dammartin ne fut pas le seul à déconseiller de « commettre malhonnêtement un combat en une telle solennité », de « souiller celle-ci par l'homicide et l'effusion du sang humain ». Il a de la sympathie pour Otton, qui est un peu Plantagenêt. Aussi fait-il dire à l'empereur, au conseil, que si l'on engageait une bataille ce jour-là, il ne fallait pas en espérer une issue heureuse. Otton se serait laissé entraîner par le blasphémateur Hugues de Boves. Et tandis que Philippe Auguste – un chevalier le sauva d'une mort certaine en se sacrifiant pour lui et ses amis réussirent péniblement à le hisser sur son cheval – se tint ensuite très prudemment sur ses gardes, l'empereur, selon Roger de Wendower, aurait supporté seul, et dans la gloire, tout le poids du combat après la fuite honteuse d'Hugues de Boves, se défendant vaillamment avec ce glaive « qu'il tenait comme une serpe, usant du tranchant aigu, à deux mains jointes, et donnant ici et là des coups imparables ; tous ceux qu'il atteignait étaient étonnés, et il couchait par terre tous les cavaliers avec leur cheval ». Trois chevaux furent tués sous lui, mais de loin, à la lance, par les Français qui n'osaient s'approcher. Pourtant il se remit toujours, et lui très allégrement, en selle, se lançant chaque fois de nouveau contre ses ennemis, en une terrifiante prouesse. Point question de fuite éperdue, d'emblèmes abandonnés. Finalement, ce serait « invaincu », ayant fait toujours reculer son adversaire, qu'Otton aurait quitté le champ avec tous les siens, sans dommage pour eux ni pour lui. Quant au roi Jean, il aurait regretté surtout les quarante mille marcs d'argent en vain dépensés, et remarqué amèrement que plus rien ne lui arrivait de bon depuis qu'il s'était réconcilié avec Dieu et qu'il avait soumis son royaume à l'Eglise romaine.

Est-il bien sûr que la version de Roger de Wendower soit en tout point fabriquée ? Elle incite en tout cas à se demander si Guillaume le Breton, lui, ne s'est pas permis d'embellir, pour la gloire de son maître, les traits de l'événement. Le légendaire ne s'infiltrerait-il pas déjà dans la chronique en prose, ce récit que j'ai choisi comme livrant la meilleure trace, la plus directe, la moins brouillée ? Toujours est-il que cette première relation à peine écrite, Guillaume, tenu désormais pour le laudateur attitré de la victoire capétienne, s'empressa d'en reprendre la matière, soucieux de célébrer de manière plus solennelle le triomphe du roi de France, d'édifier un monument littéraire plus somptueux, de chanter Philippe, comme Virgile avait chanté Enée, sur le même mode. Dès 1214, il commence donc de composer la *Philippide*, un vaste poème – il aura finalement près de dix mille verts – et poursuit l'œuvre, lentement, posément, laborieusement. Au bout de trois ans, dix chants sont écrits ; en 1224 est achevée une seconde version en douze chants qui sera traduite en prose française avant la fin du siècle. Au long de ce panégyrique, dont la lecture est pour nous fastidieuse, on voit se dessiner, comme en surimpression, les premiers linéaments du mythe.

Car Bouvines, en réalité, fait tout le sujet de la *Philippide*. La description de la bataille remplit les trois derniers chants du poème, qui s'achève sur ce récit. Le terme du règne, c'est bien l'événement lui-même qui clôt toute péripétie digne de remarque, qui termine cette histoire qu'est la vie du roi Philippe très glorieux. Et l'on sent très nettement que les sept mille vers qui précèdent n'ont d'autre fonction que de présenter les préliminaires de la victoire, que d'expliquer les lentes démarches qui, peu à peu, trente-cinq années durant, ont préparé le triomphe et l'ont rendu possible. L'initiale, la nécessaire élection divine d'abord, la journée du sacre, qui est la racine de tout ; puis l'œuvre de purification préalable, qui devait laver le royaume de toute souillure, en expulsant les Juifs, en les brûlant s'ils ne partaient pas assez vite, en punissant ceux, si nombreux, qui juraient en vain le nom du Seigneur, en allumant partout des bûchers, en purgeant par le feu le monde de l'infection hérétique ; la lutte qu'a menée, ceci fait, le lieutenant du bon Dieu contre les

oppresseurs de l'Eglise, le comte de Sancerre, le duc de Bourgogne ; le carnage des sept mille cottereaux en Berry, attribué, lui aussi, faussement, à l'armée royale. L'entrée du souverain dans la politique est splendide, qu'environnent l'éclat des flammes, les éclaboussures de sang des vengeances de l'Eternel. En sept chants est ensuite décrite la lutte difficile contre les Plantagenêts, cette race corrompue, démoniaque, qui aboutit au roi Jean. Celui-ci, dès le chant VIII, est condamné : il est l'ami des hérétiques, de tous les cathares dont la présence empoisonne le Sud du royaume ; le roi de France aide les croisés à les pourchasser, tandis que lui s'afflige de ne pouvoir mieux les secourir. Vaincu, il tourne sa malignité contre l'Eglise, la bonne, la romaine, la catholique, et le pieux roi Philippe puise à pleines mains dans ses trésors pour secourir les pieux chanoines qui, bannis par le souverain impie, fuient l'Angleterre. L'autre méchant, Otton de Brunswick, entre alors en scène. C'est dans Rome même qu'il sévit, persécutant les pèlerins, prenant leur argent, allant jusqu'à interdire les saints voyages au tombeau des apôtres et en Terre sainte. Douleur de Philippe, qui pleure au chant X, veut venger sainte Eglise, décide d'attaquer les « schismatiques ». Une dernière insulte, qui lui vient du comte de Bourgogne, le conforte dans son dessein. A Soissons, le « chef des enfants de la France » apprend aux prélats et aux guerriers qu'il va partir châtier les deux excommuniés, Jean sans Terre et l'empereur, et qu'il affrontera les périls de la mer, oubliant tout pour que soit rétabli en Angleterre le culte de Dieu suspendu depuis sept ans. Enfin survient Bouvines.

Guillaume le Breton suit ici de très près le récit qu'il avait donné naguère du combat. Il se sert d'informations qu'il a recueillies entre-temps pour préciser quelques péripéties de la bataille. Mais le changement vient surtout du ton qu'il a choisi et qui l'entraîne. La lutte grossit, aux dimensions de l'épopée. Elle devient colossale (ce sont « des milliers de compagnies que vomit la ville de Gand en ouvrant ses portes »). Cruelle : livrée sur un terrain dont la toponymie témoigne qu'il était prédestiné (au couchant, Sanghin veut dire « sang », et Cysoing, à l'orient, « carnage »), l'engagement prend des allures de tuerie. A peine a-t-il commencé que déjà des chevaliers meurent sous les coups des vaillants sergents du Soissonnais ; « Bellone, les mains, les vêtements, la poitrine et les armes teints de sang, lance de

tous côtés des milliers de coups mortels. » A la profération poétique sied l'emphase, et voici que s'exagère démesurément la supériorité de l'ennemi : à eux seuls, les compagnons du comte de Flandre l'emportent de plusieurs milliers sur ceux du roi ; la gloire des Français est d'avoir triomphé alors qu'ils combattaient un contre trois. Toutefois, le plus important, ce sont les enjolivures, tous les bouquets d'épithètes piqués, en ornementation baroque, sur le sobre constat de départ. Car par ses apprêts, ses joliesses, toutes ces glissades, chacune légère, mais innombrables, l'image première, déjà peu fidèle à la réalité, s'en est éloignée davantage, se prête à l'accueil du merveilleux. Prudemment, de manière à peine sensible, car trop de témoins vivent encore quand Guillaume achève son œuvre, et leur mémoire n'est pas si courte, l'angle de vue est déplacé. Et c'est sur trois plans surtout que, par de discrets transferts, sous la pression de l'idéologie qui dominait alors la cour de France, le glissement, insensiblement, s'opère.

Par l'effet d'un léger changement d'éclairage d'abord. Celui-ci devient un peu plus caravagesque, afin d'accentuer les contrastes entre le clair et l'obscur. La bataille garde sa tournure Uccello – le cimier de baleine du comte de Boulogne et toutes les virevoltes destrières – mais elle prend du tragique. Les mauvais sont plus noirs que jamais. Ils étaient odieux, ils le paraissent davantage. Dans le camp de la luxure, des lanceurs de sortilèges et des avides, les plus méchants sont tous ces gens qui ne sont pas nés dans le royaume et dont l'Empire a lâché les meutes : la cruauté a jailli du Brabant, la fourberie du Hainaut, la rage de la Saxe. Tous les chefs adverses sont bouffis d'orgueil, persuadés de leur victoire. Ils ont tout prévu. Leurs goujats ont apporté les pelotons de corde dont ils voient déjà leurs prisonniers entravés. Sous leur commandement, les piétons fourmillent : Otton fait de leur corps trois palissades successives, pour mieux protéger sa personne. De surcroît, ce sont des hypocrites : Guillaume le Breton accueille à son tour les rumeurs sur ces croix dont ils se seraient parés, pour se travestir en combattants de Dieu. Assoiffés de sang, ils ont la malignité de vouloir tuer le roi. Pillards, ils ne songent qu'à voler ; ils se croient déjà maîtres des terres capétiennes qu'ils se sont partagées, de toutes ces bonnes villes où, ironiquement et pour que s'accomplisse la vengeance divine, le vainqueur choisira de les retenir captifs, Château-Landon et Mantes, pour chacun

des deux comtes allemands, Dreux pour Guillaume Longue-Epée, Péronne pour Renaud, et rien moins que Paris pour Ferrand, la plus belle prise. Dans le long discours que lui prête le poème, Otton révèle son vrai visage : c'est celui d'un Antéchrist. Ne prétend-il pas mettre à l'envers le monde dont il se dit le seul dominateur, rompre l'ordre des Etats et des puissances, et faire des gens d'Eglise de vrais pauvres ? Avec une étonnante naïveté, Guillaume développe tout au long ce projet de réforme ecclésiastique : futur chanoine et déjà bien nourri, il le juge en effet abominable. La question pour lui ne se pose pas : l'Eglise a le droit d'être grasse et douillettement vêtue. Philippe, son fils aîné, défendra son aisance, ses privilèges, toutes les exactions qu'elle commet sur les travailleurs pour vivre dans plus de confort. C'est là la première des missions dont le sacre l'investit. Et parce qu'il l'assume parfaitement, Dieu et ses prêtres bénissent Philippe le bon, Philippe le saint, dont l'enseigne, très simple, l'oriflamme, est « semblable en tout point aux bannières dont on a coutume de se servir pour les processions de l'Eglise ».

Ce premier déplacement en détermine un autre, mais qui, celui-ci, conduit à remanier plus franchement la mise en scène. Dans la *Philippide*, toute l'action vient se ramasser en un seul nœud dramatique, le combat singulier que se livrent les deux champions, celui de Dieu, celui de Satan. Ce duel, le roi de France ne cessait de l'appeler de ses vœux, de s'y préparer. Philippe est méconnaissable. Ce n'est plus le vieux chef rusé, prudent, quelque peu rouillé, de l'histoire véridique, qui se dérobait par crainte des essoufflements et pour éviter de trop perdre, qui craignait d'aventurer d'un coup toute sa mise, et qui ne souhaitait qu'une chose, le 27 juillet, se tapir dans les marécages, pour recommencer la guerre dès que les risques se seraient raisonnablement amoindris. Le héros de la *Philippide* est sans peur et sans reproche. Jamais il n'a reculé ; s'il a feint de le faire, c'est qu'il voulait « livrer bataille dans une plaine bien découverte », sur un champ qu'il avait élu de longue date, comme le plus convenable au déroulement de la grande ordalie. Dans le conseil où les barons, moins Bayard que lui, le pressaient de poursuivre la retraite, qu'a-t-il dit ? : « Voici, le Seigneur me donne lui-même ce que je désirais. Voici que, bien au-delà de nos mérites et de nos espérances, la faveur divine nous accorde ce qui dépasse tous nos vœux. Ceux que, naguère, nous nous efforcions d'atteindre à

travers de vastes circuits et les nombreux détours des routes, voici, la miséricorde du Seigneur les conduit vers nous, afin que lui-même détruise par nous ses ennemis en une seule fois. Avec nos glaives, il coupera les membres de ses ennemis ; il se fera de nous des instruments tranchants ; lui frappera, et nous serons le marteau ; il sera le chef de toute la bataille, et nous serons ses ministres. » La délégation de tant de forces destructrices fait exulter le Capétien. Il n'attendait qu'elle. Il veut s'en montrer digne. A peine le combat s'est-il engagé qu'on le voit foncer en avant, se démener pour parvenir jusqu'à l'autre duelliste, pour enfin se mesurer avec lui. « Comme Otton demeurait toujours en retard et ne voulait pas attaquer le premier roi, celui-ci, impatient, ne pouvant supporter aucun délai, brûlé du désir de combattre, ose s'avancer au milieu des fantassins teutons. » Il plonge au cœur de la sauvagerie allemande, brave les poignards, méprise le danger qu'il court ; splendide, il tombe, terrassé par des armes malignes. Aussitôt relevé, le voici de nouveau fauchant les obstacles, sans réussir pourtant à se défaire des embrouillements de la mêlée. « Ni l'un ni l'autre ne put trouver le chemin libre devant lui, tant la presse était drue, tant les combattants des deux partis se trouvaient entrelacés. » Déception cruelle : Dieu n'a pas voulu exaucer la plus fervente prière du monarque : « Pouvoir rencontrer l'empereur seul à seul, et combattre comme Enée contre ce nouveau Turnus. »

J'ai dit que la translation vers le mythe résultait de trois infléchissements conjugués. Le premier est manichéen-tragique : par lui Bouvines s'établit au plein d'une croisade permanente, celle du bien contre le mal. Le second, dans le même sens, met en vedette l'ordalie, et remplit toute la bataille de la seule liturgie d'un duel judiciaire. Quant au dernier, décisif, il fait de la victoire du champion de Dieu un triomphe national. Si, dans la *Philippide*, le roi de France porte le costume d'Enée, ce n'est pas seulement, en effet, parce que l'auteur du poème est pédant et qu'il suit servilement Virgile. On croit depuis très longtemps – la chronique de Frédégaire le disait dès le VIIe siècle – que les Francs sont descendants des Troyens. Or, Philippe ne combat pas pour lui-même, mais pour une cause, celle de tous les « enfants de la France ». L'enjeu du combat singulier n'est plus l'héritage d'un

souverain, n'est pas seulement la répression des superbes et des hérétiques, mais le destin d'une nation, élue pour diriger le monde.

Dans la célébration poétique de Bouvines, l'esprit de corps, d'un corps – risquons le mot – national, fait donc une irruption triomphale. Les seuls vraishéros, les guerriers « à la bouillante valeur » qui « n'hésitent jamais à braver toute sorte de dangers », ce sont les « fils de France ». Quelle France ? Bien sûr le vieux pays franc, celui de Paris, d'Etampes et de Senlis. La France de Saint-Denis. Les meilleurs artisans de la victoire, ces chevaliers dont la renommée collective éclatait dans tous les tournois, étaient bel et bien nés dans les domaines capétiens, dans cette province qu'avaient aimée Clovis et Dagobert. Aucun d'eux n'était venu de Bretagne ou d'Aquitaine. Toutefois, la France de la *Philippide* est en vérité moins étroite. Bouvines survenait en effet dans le temps même d'une mutation profonde. Depuis dix ans, dans les diplômes que délivrait sa chancellerie, Philippe Auguste s'intitulait non roi des Francs, mais roi de France. A Douce France, le pays de ses souverains, le royaume tout entier tendait à s'identifier. En un temps où les chevaliers du Parisis commençaient à mettre la main sur le Languedoc, où les Plantagenêts se repliaient sur la Saintonge, l'insensible déplacement dans le sens d'un mot traduisait l'élargissement d'une image au sein d'une idéologie qui s'adaptait avec souplesse, pour le soutenir et le justifier, au raffermissement de l'Etat. Serviteur zélé, Guillaume le Breton entendait bien coopérer par les fanfares de son épopée à tous les agissements qui pouvaient servir la politique royale. La bataille va commencer. Frère Guérin, le long des rangs, encourage les chevaliers. De quoi parle-t-il ? De leur race : « Victorieuse dans tous les combats, elle a toujours détruit les ennemis. » Rappel d'une communauté de sang, affirmation d'une supériorité ethnique, clin d'œil à de latentes xénophobies, tout cela lancé face aux gens de Flandre qui, bien sûr, sont du royaume, mais dont le comte sort du Portugal, le pays des sorcières, et qui pour la plupart parlent tudesque, ce qui suffit à les rendre haïssables. Face à « ces fils de l'Angleterre que les plaisirs de la débauche et les dons de Bacchus attachent avec plus de charmes que les présents du redoutable Mars », et dont on sait qu'ils vont bientôt fuir à toutes jambes. Mais surtout face aux Teutons. Les deux champions du duel, les deux rois de l'échiquier étaient ceux de France et

d'Allemagne. Il convenait donc que l'affirmation d'une conscience nationale jaillît de l'affrontement de ces deux monarchies. Dans la guerre, les Germaniques, ces barbares, ont pour eux la « fureur ». Vertu païenne en vérité, celle de Wuotan et des anciens dieux, et sauvage. Les Allemands sont redoutables, mais à la manière des grosses bêtes forestières ; le courage français leur manque, le vrai, qui est noblesse du cœur. On le voit bien : ils vont à pied, comme des vilains. « Vous, enfants de la Gaule, vous combattez toujours à cheval. » Allez-y ! Si la piétaille des communes vous gêne, bousculez-la, noblement. Et le faux traître ; le comte de Boulogne, jouisseur, et qui parade sous son cimier haut comme une bannière, s'il combat avec tant de vaillance, s'il est de si bon conseil, s'il se montre si preux, habile et sage, c'est que, dévoyé, attiré par le malin dans le mauvais camp, il n'est pourtant ni flamand, ni anglais, ni teuton : il est né de Dammartin-en-France. « La valeur qui lui était naturelle en la guerre proclamait hautement qu'il était véritablement issu de parents français. Et quoique sa faute même l'ait fait dégénérer à tes yeux, ô France, garde-toi d'avoir honte de lui, et que ton front ne rougisse pas » Bon sang ne peut mentir. Haut les cœurs ! Toutes trompettes embouchées, la *Philippide* lance à l'assaut les intrépides.

Pour quoi faire ? Non point pour régler, en bataille, de vieilles discordes domestiques et féodales. Non point même pour décider qui, de l'empereur ou du roi, peut prétendre à diriger la chrétienté. Il s'agit tout simplement de forcer les Teutons à reconnaître « qu'ils sont réellement inférieurs aux Français, et qu'aucune comparaison n'est possible entre eux dans les exercices de Mars », « que la violence allemande est dominée par la valeur française ». Le combat singulier n'est plus entre deux monarques, mais entre deux nations. Le comte de Boulogne, les vassaux rétifs des Plantagenêts – qui d'ailleurs sont eux aussi des « enfants de la Gaule » –, les Flamands, les Anglais eux-mêmes ne jouent plus que des rôles mineurs. Les blancs et les noirs, ce sont désormais les Français et les Allemands. Nouvel Enée, héritier de Charlemagne – de Charlemagne dont on dit qu'il avait l'oriflamme pour bannière et que, dans sa sagesse, il avait déjà puni la Saxe et l'avait fait « rougir par le glaive des Français » –, le roi de France, dans la *Philippide*, adresse ses harangues aux « descendants des Troyens » ; il les traite comme l'empereur des légendes traitait ses

pairs. A ces cavaliers, dont l'orgueil et toute la conscience de l'histoire s'alimentent à des généaologies, il parle lui aussi d'ancêtres, de race, de vertu native. Mais pour les réunir en une seule nation, il reprend les thèmes majeurs des récits et des poèmes que l'on entend chanter dans les assemblées de la « jeunesse », la matière antique des romans d'Enée, la matière de France des chansons de geste. Dans l'épopée de Guillaume le Breton, l'amplification idéologique n'affecte pas proprement la fonction royale. Celle-ci se trouve bien exaltée, mais de manière indirecte. Non point en répétant ce que tout le monde sait, que la personne du roi est sacrée, que nul ne peut porter la main sur elle, que le souverain, lorsqu'il risque une bataille, ne met pas en aventure son propre corps, mais l'honneur du royaume et la couronne. Mais en présentant la victoire d'un souverain comme celle du peuple tout entier.

Dans le final du poème, le triomphe de Philippe Auguste rejoint celui de Pompée, celui de César, celui de Vespasien et de Titus. Il a relevé l'aigle abattue sur le champ de bataille ; il a pris l'Empire en ses mains. Naturellement, sa marche solennelle le ramène à Paris, la nouvelle Rome des maîtres et des écoliers. Son triomphe cependant l'emporte encore sur ceux des empereurs antiques, parce qu'il ne vient point, lui, se concentrer en une seule ville ; y participe, par une intime communion, le corps du royaume tout entier, jusque dans ses extrémités les plus lointaines. C'est comme une profonde, une irrésistible irrigation de gloire. « Une seule victoire fait naître mille triomphes... dans toute ville, toute bourgade, tout château. » Par une joie unanime, on voit même les états de la société se confondre. « Toutes les conditions, toutes les fortunes, tous les métiers, tous les sexes, tous les âges chantent les mêmes hommages d'allégresse. » A l'unisson. Pour un temps s'estompent même les différences de costume par quoi se manifestait à cette époque la diversité des positions sociales, et qui véritablement classaient : « Chevaliers, bourgeois, paysans, tous brillent sous l'écarlate. » Uniformément recouverts par un manteau de pourpre triomphal, les voici donc tous égaux. Au grand étonnement du rustre, qui n'en revient pas d'être paré comme un empereur : « Il pense que l'homme lui-même est changé. » L'homme l'est en effet, un moment, par la victoire. Elle est venue modifier le sens des rites, transformer la fête des moissons en une fête de la liberté, de l'égalité, de la fraternité, la première des fêtes nationales. Et ce n'est

point perturbation de l'ordre cosmique, subversion, fruit d'une intention maligne comme l'était celle d'Otton. Bénédiction du ciel, au contraire. Pour un temps, bref comme celui de toutes les fêtes, une société parfaite s'est réalisée, celle des élus. Le second récit de Bouvines vient par là s'établir dans de très vieilles perspectives qui sont eschatologiques. La victoire est comme un nouveau baptême. Elle a lavé du péché, de cette souillure qui justifie les inégalités, et l'exploitation des travailleurs par les autres. La faveur du Seigneur, la vaillance du souverain ont fait du royaume une sorte de paradis retrouvé. C'est bien la monarchie capétienne que célèbre le cortège d'après Bouvines, mais c'est aussi la nation, et plus encore l'alliance de l'une et de l'autre. Si bien que « l'on ne pouvait savoir si le roi aimait son peuple plus que le peuple n'aimait son roi. Il y avait entre eux deux à ce propos comme une émulation amoureuse, et l'on se demandait lequel des deux était le plus cher à l'autre, chez lequel des deux l'amour se produisait avec le plus de force, tant était tendre l'affection qui les unissait l'un à l'autre par des liens parfaitement purs ».

Après que Philippe Auguste fut mort dans la paix, durant les années moyennes du XIII[e] siècle, pendant trente, quarante, cinquante ans, le souvenir de l'événement demeura très vif. Ce fut alors que l'on décida de placer sur la porte d'Arras l'inscription qui situait Bouvines dans la longue suite des victoires remportées par les rois de France, vrais successeurs de Charlemagne, sur les souverains allemands. La bataille intéressait toujours. De nouvelles narrations en furent procurées, mais l'image qu'elles transmettaient se déformait de plus en plus. Ces récits exagéraient, beaucoup plus que Guillaume ne s'était permis de le faire dans la *Philippide*. Ainsi, Richer, moine à Sénones dans les Vosges, rapporte-t-il, dans la chronique qu'il a rédigée entre 1255 et 1264, que l'empereur Otton avait amené vingt-cinq mille cavaliers, quatre-vingt mille hommes de pied, une multitude de carrioles pleines d'armes et de provende, et qu'il perdit ce jour-là trente mille hommes, morts ou prisonniers. Tandis que du côté français, ô miracle ! on ne dénombrait que deux tués, un chevalier et un sergent. Pour la chronique de Saint-Martin de Tours, qui conduit jusqu'en 1225, pour frère Thomas, franciscain, provincial de Toscane, qui

avait longtemps voyagé en France en compagnie de saint Bonaventure et qui écrivait en 1278, ce n'est plus un contre trois, mais un contre dix que les gens du roi de France ont combattu. De toutes les influences qui agirent pour le remodeler sur le corps très malléable des souvenirs, la plus pressante venait de Saint-Denis. L'œuvre de Philippe Mousket la subit profondément. Dans la chronique qu'il rima en français aux environs de 1240, cet amateur, issu d'une riche famille échevinale de Tournai, fait grand cas des cris de guerre. Chacun des chefs lance le sien. Autour d'Otton, on crie : « Rome » ; autour de Philippe, « Montjoie-Saint-Denis », et la seule profération de ces trois mots suffit, de façon magique, à décomposer la troupe flamande : les forts y deviennent d'un coup tout faibles, les hardis, couards ; « ce mot les a morts et honnis ». L'oriflamme est-elle dressée :

il leur sembla que saint Denis
eût dessus un dragon mis
pour eux dévorer et occire.

La bête fulgurante ne se trouve plus désormais dans le camp du mal, mais dans celui du roi Philippe, et cette fois bénite. C'était également de Saint-Denis que Richer de Sénones tirait ses informations, indirectement toutefois, par l'intermédiaire d'une filiale, d'un prieuré voisin de son monastère. Aussi le souvenir est-il davantage brouillé : on trouve parmi les compagnons du roi de France un comte de Normandie, un comte de Bretagne. Par cette origine du moins s'explique certainement le rôle que joue dans le récit de Richer l'oriflamme. Philippe Auguste cherche autour de lui à qui confier cet étendard dont il est dit que, depuis l'empereur à la barbe fleurie, on ne l'avait jamais sorti du trésor royal. « Qui veut porter l'honneur de la France ? » Le duc de Bourgogne propose un chevalier. Très pur, parce que très pauvre : pour acheter un cheval et rejoindre l'ost, il a dû mettre en gage toute sa terre. C'est Galon de Montigny. Toute la relation du combat s'ordonne dès lors autour de la bannière sacrée et de celui qui la tient en main, mais qu'elle entraîne avec lui plutôt qu'il ne la porte. Rien d'autre ne mérite d'être regardé. Ni les barons, ni même le roi. Plus de duel : un enchaînement d'exploits,

ceux de la seule oriflamme qui règle elle-même toute l'affaire, et sauvagement. Les mains de Galon ne tiennent plus en effet l'emblème d'une liturgie, d'une procession, mais une arme vengeresse et cruelle. La soie rouge a soif de sang frais, et l'on voit l'étendard devenir pique, percer de part en part le corps du comte de Flandre, ressortir de la plaie plus rouge, dégouttant ; il y plonge encore, y replonge ; puis reprenant sa course ravageuse, vise Otton, fend la presse, parvient à l'empereur, avant tout le monde ; l'oriflamme disperse alors tout le camp du mal ; et c'est d'elle seule que finalement vient la victoire.

A vrai dire, de telles divagations ne sont plus que broderies d'aventures. Ce qui doit retenir l'attention, c'est que le mythe continue de s'enrichir, mais d'adjonctions qui maintenant affectent exclusivement le symbole monarchique. Deux innovations s'établissent ainsi au cœur des récits de cette période. L'une et l'autre ajoutent deux gestes rituels aux liturgies préliminaires de la bataille, des gestes qui signifient plus clairement l'alliance entre le souverain et la chevalerie qui le sert. Par le premier se trouve rehaussée la fonction sacerdotale du roi sacré : ce qui, dans le cérémonial primitif, n'était que purification préalable, apparaît transformé en célébration eucharistique, et l'on voit le roi Philippe prendre la pose de Melchisédech. Un tel développement était en germe dans une des petites touches pittoresques dont s'ornait la relation initiale : à l'ombre du frêne, quand on vint l'avertir de l'attaque ennemie, le roi de France se restaurait ; il trempait dans son vin des « soupes ». Philippe Mousket, le premier, embellit un peu, solennise : le bol du roi devient « coupe d'or fine », donc une sorte de calice. Mais c'est le Ménestrel de Reims qui prend, vingt ans plus tard, vers 1260, le vrai virage, un chansonnier anonyme qui, pour divertir son auditoire de nobles, brossa, dans la cité du sacre, un tableau plaisant de Bouvines. D'abord, c'est toute une messe que Philippe vient entendre dans la chapelle, en avant du pont, car il était encore matin – une messe pontificale que chante pour lui l'évêque de Tournai – et il l'ouït, tout armé, dans sa cuirasse. A l'issue, on lui apporte les deux espèces, le pain et le vin ; il fait tailler des tranches, en prend une, la trempe et la mange. A ceux qui l'entourent, il s'adresse alors en ces termes : « Je prie mes loyaux amis qui sont ici de manger avec moi en remembrance des douze apôtres, qui avec Notre Seigneur burent et mangèrent. Et s'il y a nul qui

pense mauvaiseté et tricherie, qu'il ne s'approche. » Avant la passion qui se prépare, avant l'épreuve, les tribulations, le sacrifice offert pour le salut du peuple, le roi mime la Cène ; il y tient le rôle de Jésus. Par les gestes de la communion, il entreprend à son tour de resserrer mieux que jamais les liens du groupe, de rassembler les pairs autour de sa personne. Il craint les Judas, il entend les démasquer. Enguerrand de Couci reçoit la première soupe des mains du célébrant. Se présente ensuite le traître présumé, Gaucher, comte de Saint-Pol, « que le roi avait en soupçon de mauvaise langue ». Il ne redoute pas de manger, lui aussi, manifestant qu'il renonce au mal enfin, et, les yeux dans les yeux, assure Philippe qu'il verra bien lequel, aujourd'hui, sera le traître. Puis c'est le tour du comte de Sancerre, de tous les barons après lui. « Il y eut si grande presse que l'on ne pouvait venir jusqu'au hanap. »

Du second embellissement, la signification n'est pas aussi claire. Certes, de toute évidence, l'intention première est d'exalter la couronne, et la fioriture pourrait donc bien, comme beaucoup d'autres, prendre origine à Saint-Denis. Déjà, Philippe Mousket introduit l'image de la couronne dans la prière que le roi adresse au ciel après la collation de midi. Il l'établit là en plein centre. Invoquant d'abord Jésus-Christ, père, fils et saint-esprit, Philippe implore d'être délivré du mal, en même temps que tous ceux qui, à pied et à cheval, l'ont suivi. Mais ce qu'il attend d'abord du ciel, c'est qu'il protège sa couronne. Ce dont il requiert également saint Denis : les rois de France, depuis Charlemagne, ne se sont-ils pas donnés à lui, placés sous son patronage ?

Vous devez garder la couronne
car chacun roi servage y donne
comme en devisa Charlemagne.
Je suis votre homme en domaine.

[C'est-à-dire que le roi est dans la seigneurie du saint, son « homme de corps », son serf.]

Gardez mon honneur et mon droit.
Vous le devez..

[comme le seigneur le doit à son vassal].

Enfin, la Vierge Marie est priée de faire en sorte « que la couronne en ce jour ne soit point dérobée ». A vrai dire, un tel souci n'a rien qui surprenne. La nouveauté réside ailleurs. En un point très précis : lorsque certains récits, pour donner plus de force au spectacle, placent l'insigne de royauté sur le champ même du combat. Comme si Philippe Auguste, prévoyant de longue date que le duel allait s'engager au cours de cette campagne, avait décidé, quittant Paris, de prendre avec lui le symbole de sa puissance, de l'extraire du trésor royal en même temps que l'étendard de Charlemagne. Comme s'il avait voulu que tout le cérémonial de la bataille vînt se disposer autour de cet objet. Comme si, abandonnant à la couronne le premier rôle, le roi avait choisi de s'effacer lui-même tout entier devant elle, et d'en faire l'enjeu, non seulement du combat singulier dont la bataille allait être le lieu, mais d'une compétition préliminaire, d'une espèce de concours ouvert entre tous les chevaliers de l'ost capétien. Devant ceux-ci, en effet, juste avant le moment de vérité, le souverain reconnaît humblement qu'il n'est peut-être pas le plus digne de porter cet emblème et d'en défendre l'honneur. Si meilleur champion se présente, que la couronne lui soit remise. Cette dernière et si remarquable manipulation dont le souvenir de Bouvines fut l'objet, a pour cadre la harangue prononcée par Philippe Auguste à l'ouverture du combat. Il vaut la peine d'examiner de près comment, en ce passage des diverses versions de l'événement, l'inflexion se dessine et peu à peu, s'accentue.

Dans la relation de Philippe Mousket, le mouvement n'est encore qu'amorcé. Le roi parle, mais pour s'affirmer seulement solidaire de sa chevalerie. Un peu comme dans *Flandria generosa :*

Or chevaliers, je vous suivrai
et partout avec vous irai.

Il veut dire aux guerriers qui l'accompagnent qu'ils ne sont pas pour lui les simples instruments de son action, mais des amis vrais ; ils le trouveront à leurs côtés dans tous les dangers. Toutefois, qu'ils le gardent bien, car il est le roi de France. Bon souverain, et qui ne manquera pas de leur faire partager tous les profits de l'affaire, il a droit « sans défaillance » à leur service. Ou plutôt à leur protection. Les chevaliers, ces auxiliaires, sont donc appelés à devenir les gardiens de son corps. Parce que ce corps est royal. Toutefois – et voici le trait décisif, bien placé, au seuil de l'homélie : ce corps est un corps comme les autres, et qui ne vaut pas mieux. Ce qui impose de veiller spécialement sur lui, d'éviter qu'il n'aille pas trop s'aventurer, solitaire, c'est la dignité seule dont est revêtue cette chair périssable.

Seigneurs, je ne suis qu'un homme seul.
Qui que je sois, je suis roi de France.
Garder me devez...

Richer de Sénones s'avance sur le même chemin, mais va plus loin. Aux chevaliers, « fleurs de la France, honneur de la couronne royale », Philippe commence par s'adresser dans des termes semblables : « Vous me voyez portant la couronne. Cependant, parce que je suis un homme comme vous, je ne peux la porter si vous ne me soutenez. » Mais voici qu'un jeu de scène s'introduit par quoi tout le ton change. « Je suis roi », poursuit Philippe. Enlevant alors la couronne de son chef – il l'avait donc sur la tête, en cette heure de gravité, et les préparatifs de la bataille prennent dès lors une tout autre apparence, celle des plus exceptionnelles solennités de la liturgie royale, des plus somptueuses ostensions de majesté –, il la présente à ceux qui l'entourent. « Je veux, leur dit-il, que vous soyez tous rois (est-ce un souvenir, dans l'esprit du monarque-prêtre, ou plutôt dans celui de Richer de Sénones, de la première épître de saint Pierre qui appelle tous les fidèles à participer à la royauté et au sacerdoce du Christ ?). Sans vous, je ne peux plus régir le royaume. » Par ce magistral offertoire, qui est lui aussi geste de communion, mais cette fois aux responsabilités d'un office partagé, le souverain, à l'instant d'un ultime effort, appelle l'ordre de la chevalerie à conclure avec lui comme un contrat. La

patrie est en danger ; l'ennemi vient dans nos campagnes ; si nous sommes tous ensemble, nous pouvons le vaincre, puis retourner, avec la victoire et une gloire commune, à nos maisons, à nos femmes, nos fils et nos filles que les autres voulaient égorger. Eclate aussitôt l'acclamation, le vœu d'obéissance unanime. Et le roi peut alors tirer la conclusion, prononcer : « Seigneurs, vous êtes tous mes hommes, et je suis votre sire, quel que je sois. » Ce qui est comme le « dit », comme la sentence prononcée dans une assise de la cour.

Pour le Ménestrel de Reims, la harangue débute autrement : en rappel, non pas de cette fidélité un peu froide qu'un monarque peut attendre de ses sujets, mais du dévouement du vassal. Ce qui imprime à la parole un accent tout différent. Philippe est le meilleur des seigneurs, libéral plus que personne, et qui se fait aimer par ses dons. « Je vous ait moult aimé, et porté grand honneur, et donné du mien largement. Je ne vous fis oncques tort ni déraison, mais toujours je vous ai menés par droit. Par Dieu, je vous prie tous que vous gardiez aujourd'hui mon corps et mon honneur, et aussi le vôtre » – en rendant au seigneur qui jamais n'a failli à ses devoirs, ce service d'aide militaire que tous ont promis par l'hommage et la foi. Après quoi le thème qui déjà s'esquissait dans le récit de Philippe Mousket, se trouve repris, amplifié, tandis que la couronne entre en scène. « Si vous voyez que la couronne soit mieux employée en un de vous qu'en moi, je m'y octroie, et le veux de bon cœur et de bonne volonté. » Le pas est en ce point franchi : ce qui n'était qu'aveu d'humilité se prolonge en mimique d'abdication. Le péril de l'heure impose en effet une redistribution de tous les rôles. La bataille va s'ouvrir. A ses hasards, la dignité royale est sur le point d'être risquée. Le danger est tel que l'on doit choisir le plus valeureux pour défendre les couleurs de la France. S'ouvre donc comme une procédure d'élection. Mais ce qui suit est plus remarquable encore. Rien ne frémit dans l'auditoire, pas la moindre trace de perplexité ne s'y décèle. Pour tous les assistants, c'est l'évidence même : le plus valeureux ne peut être que le descendant de Charlemagne. « Tous les barons pleurèrent de pitié et dirent : Sire, pour Dieu merci, nous ne voulons roi sinon vous. Et chevauchez hardiment contre vos ennemis, et nous sommes appareillés à mourir avec vous. » Autre renversement : le

roi, dans les versions antérieures, disait lui-même : « Nous mourrons ensemble. » La promesse, cette fois, vient des chevaliers. Par ces paroles, le pacte est vraiment scellé.

Au dialogue entre le souverain et l'*ordo* des gens de guerre, frère Thomas ajoute un dernier trait. Ce n'est plus aux grands vassaux, aux barons que le roi s'adresse, mais, directement, à la *parva militia*, à la cohue des chevaliers pauvres, et comme à ses *commilitones*, à des camarades de combat. Il les domine tous, certes, et de haut, mais par le seul titre royal. Beaucoup, en vérité, sont plus forts de corps, plus preux que lui. C'est alors que le souverain prend en ses mains cette couronne qu'il porte pour l'honneur de tous. On le voit, cette fois, s'en dépouiller tout à fait, la placer sur le sol ; il rentre dans le rang ; il pose enfin la question : « Voulez-vous la défendre ? Je mourrai seul si vous m'abandonnez. » Des guerriers rassemblés, la réponse est la même : « Reprends la couronne. Nous donnerons notre vie pour la défense du royaume. »

Toutes ces retouches à la mise en scène entendent manifester que le corps du roi ne se confond pas avec la fonction qu'il assume, laquelle prend apparence concrète dans le diadème de métal noble, cet objet qui ne meurt pas, qui échappe à toute corruption. L'évolution qui faisait se transformer lentement en France l'idée de la royauté, invitait tout naturellement, au milieu du XIIIe siècle, à signifier plus vigoureusement, par de telles paroles et par de tels gestes – comme en beaucoup d'autres lieux, et notamment dans le décor des cathédrales – la valeur intemporelle et suréminente de la dignité monarchique. Que penser cependant de ces façons d'humilité, d'un tel simulacre de mise aux enchères, de ce nouvel Enée qui fait mine de renoncer à toutes ses prérogatives, de vouloir se perdre dans la foule des simples hobereaux ? Quel sens donner à l'illusoire effacement d'un homme, qui se sait si bien imprégné de la toute-puissance par l'onction du sacre, dernier fleuron, de sucroît, de cet arbre de Jessé dont les racines généalogiques vont se perdre jusque dans les ombres de la sauvagerie mérovingienne, de ce rejeton de dizaines de rois, qui feint d'incliner son chef devant de plus preux, de plus agiles cavaliers, de moins poussifs ? Que dire d'une posture si contraire à cette majesté qu'on affirme avec tant d'insistance, en un temps où l'esprit dynastique ne cesse de se renforcer dans la maison de France, où le seul titre de fils de roi commence, précisément en ces

années, à rendre intouchable, remplit à lui seul tous ceux qui le portent d'un bouquet de vertus, de cette valeur magique qui prédestine à régner ? Les auteurs de ces récits, les responsables de ces ajouts avaient-ils derrière la tête l'idée de contester les prétentions des petits-fils de Philippe Auguste ? Faut-il voir dans les derniers bougeonnements de la légende des ornements de complaisance, par lesquels des écrivains professionnels, comme l'était le Ménestrel de Reims, se seraient appliqués à séduire un public d'aristocrates frondeurs ? A se faire, pour gagner mieux leur vie, les porte-parole de ce que l'on pourrait appeler une idéologie féodale ? S'agissait-il de flatter de bons mécènes, les ducs et les comtes, les pairs de France ? Alors pourquoi faire descendre l'encan, abaisser la compétition jusqu'aux basses couches de la chevalerie, jusqu'à la *parva militia* des jeunes coureurs d'aventures ? Et pour quel mécène le moine de Sénones écrivait-il ? Il faut, je crois, chercher ailleurs la signification du symbole. Sa fonction n'est-elle pas d'exprimer plus fortement que Bouvines a sauvé la royauté française ? Philippe Auguste, en effet, que mime-t-il lorsqu'il dépose à terre la couronne, sinon sa propre mort ? Un moment, le trône devient vacant. Avant d'affronter l'épreuve décisive, le roi ne doit-il pas mourir ? Pour aussitôt renaître. Tel Philippe, aussitôt de nouveau couronné. Et désigné maintenant pour la victoire. La couronne a touché le sol, cette ressource fécondante, pour y puiser nouvelle énergie. On pouvait douter de la chance du roi. Après tout, il n'est qu'un homme, et non point le plus jeune, ni le plus beau, ni le plus expert en armes. Il faut qu'il se plonge dans sa chevalerie comme dans un bain de jouvence, qu'il disparaisse un moment, qu'il s'y noie. Afin de resurgir, comme purifié d'une telle ablution parmi les flots généreux de valeur bouillante et de fougue juvénile. En tout cas rénové, raffermi, revigoré par cet autre geste symbolique : la clameur des guerriers, le cri qu'ils poussent tous ensemble pour refuser unanimement de lui ravir son titre, pour affirmer qu'un seul a droit de le porter, lui-même. Non parce qu'il est plus fort que les autres. Mais parce que, dans ses veines, coule le sang des anciens rois. Pas plus que le *Couronnement de Louis*, le récit du Ménestrel de Reims n'est flatterie d'une nostalgie d'indépendance baroniale ; il se veut, tout au contraire, proclamation de la légitimité capétienne.

Dieu, dans l'heure, va rendre son arrêt. Qui peut dire si les pouvoirs qu'il a délégués jadis, il y a déjà trente-cinq ans, à Philippe, le jour du sacre, sont encore valables ? S'il tient encore le roi pour son vrai lieutenant ? La bataille n'est rien d'autre, au fond, que l'attente d'une réponse à cette interrogation primordiale. Elle montrera si Dieu fait toujours le même choix. Or, la question est posée en un moment décisif de l'histoire dynastique : elle concerne le droit d'un souverain qui, le premier de sa race, bien assuré de la tradition héréditaire, n'a pas jugé nécessaire de partager, de son vivant, avec son fils aîné, le magistère royal. Bataille champel, ordalie, Bouvines doit être vue comme une confirmation. Nouveau sacre, en vérité, non pas par le chrême de la sainte ampoule, mais par le sang, ce sang purificateur que certains verront bientôt ruisseler sur l'oriflamme. Or, à l'instar du premier, ce second sacre doit être précédé d'une consultation de la noblesse. Jadis, quand tous les grands vassaux du royaume étaient réunis, debout, dans la cathédrale de Reims, la couronne avait été déjà posée devant eux. Celui qu'elle allait coiffer avait auparavant réclamé leurs suffrages. Tous avaient répondu, comme leurs aïeux lorsqu'ils hissaient sur le pavois le roi chevelu – parce qu'il était chevelu, c'est-à-dire de droite lignée. L'ordre des guerriers avait exprimé son adhésion, en acclamant celui que s'apprêtaient à sacrer les évêques. En criant à tue-tête que c'était lui le vrai, le meilleur, et qu'ils le suivraient au milieu des combats pour garder son corps, que, s'il le fallait, ils verseraient leur sang pour lui. Que font d'autre, à Bouvines, les chevaliers ? Ce qui vient s'ajouter dans les textes du milieu du XIIIe siècle à la relation de la bataille n'est ni concession à des amertumes féodales, ni parure gratuite ni parodie. Bien au contraire, très sérieuse expression, par un recours aux effets les plus dramatiques, de l'allégeance que reçoit, à l'heure du pire danger, le roi-prêtre, prêt à s'offrir en victime comme l'avait fait Jésus et qui vient comme celui-ci de distribuer l'ostie, mais aussi le roi-chevalier, de toute la chevalerie du royaume. La légende de Bouvines achève ainsi de s'ériger en mythe de la nation et de la royauté réunies. D'une royauté que soutiennent en effet, assemblés en une étroite concorde, pour le bien de la paix et pour la gloire de Dieu, les trois ordres de la société. De longue date, le Capétien pouvait compter sur l'appui des gens de prière et du peuple travailleur : il les protégeait. Encore fallait-il que les gens de guerre, de façon la plus

solennelle, viennent à leur tour l'assurer de leur concours. Sous le règne du roi saint, qui se montre rendant la justice sous les chênes et visitant des maladreries, Richer, le conteur anonyme de Reims, et bientôt frère Thomas, placent la grande scène de l'unité sur le champ même d'une bataille.

Aboutissement tardif. Il précède de peu le moment où le souvenir de la victoire va s'éparpiller décidément dans l'imaginaire des chanteurs d'histoire, avant d'être emporté, sous la plume d'un Jean des Prés d'Outremeuse, dans les tourbillonnements d'un grand opéra fou. Un carrousel des quatre fils Aymon. Le Magic-Circus du délire.

RÉSURGENCES

A l'entrée du XIVe siècle, le nom de Bouvines en effet s'effaçait rapidement des mémoires. Les résumés de l'histoire de France que l'on composait alors célébraient toujours le roi Philippe. Mais en l'appelant le Conquérant, non plus Auguste. Pour s'être emparé de la Normandie et de l'Anjou, ces richesses : voilà qui comptait. On disait bien aussi qu'il avait vaincu Otton, mais sans plus citer Bouvines. Car on ne parlait pas volontiers de bataille dans l'entourage de Philippe VI, de Jean le Bon. Les batailles, c'étaient d'autres maintenant qui les gagnaient : les rois d'Angleterre, les vrais ennemis du royaume. L'empereur, lui, était le bon cousin du roi de France, et l'on ne détestait plus autant les Teutons. Cependant, le refflux du souvenir vient surtout de ce que la figure de Philippe Auguste se trouvait désormais éclipsée par celle de Saint Louis, son petit-fils, devenu le grand homme du lignage. Pour toujours. Non point par le succès des armes, mais par la sainteté, toutes les choses édifiantes qui étaient racontées de lui, qu'il aimait les pauvres gens, comme François d'Assise et comme le Christ, qu'il nourrissait de ses mains les lépreux, aidait à bâtir Royaumont, portait cilice sous sa chemise. Par le martyre, par sa mort devant Tunis, pour le salut de tout le peuple. Comme les rois vaincus, la nouvelle chrétienté attendait d'autres signes d'élection que les victoires. Les traces de Bouvines s'estompaient. Elles allaient demeurer longtemps presque invisibles.

On les voit reparaître au XVIIe siècle, au moment où l'histoire s'écrit d'une autre manière, en relisant attentivement les vieilles chroniques, où commence la longue quête érudite de toutes les traces du passé. Guillaume Marcel, dans son *Histoire des origines et des progrès de la monarchie française suivant l'ordre des temps*, dont les quatre volumes parurent à Paris en 1686, ne livre de la bataille qu'un croquis rapide. Comme tant de vignettes qui orneront au XIXe et au XXe siècles les manuels des écoliers, il ne montre guère qu'un roi plein de courage, jeté à terre, qui se relance contre l'adversaire et le met en fuite. Mais ce sont neuf grandes pages que Mézeray consacre à l'événement dans les trois tomes de l'*Histoire de France depuis Faramond*

jusqu'à maintenant publié en 1643. Il suit de fort près les *Grandes Chroniques de France*, c'est-à-dire Guillaume le Breton, ajoute curieusement que Jean sans Terre proposa au Miramolin d'Afrique de lui prêter hommage, porte à cent cinquante mille hommes l'effectif des troupes coalisées. Il ne souffle mot de la trêve du dimanche ; le tabou, de son temps, était tombé dans l'oubli, et nul ne songeait plus à interrompre, le jour du Seigneur, le noble jeu de la guerre. Ce qui lui plaît, ce dont il fait le centre du récit, c'est la scène de la couronne, qu'il enjolive encore. Le roi de France « fit mettre sur un autel portatif relevé à la veuë de son armée son sceptre et sa couronne d'or, et haussant la voix et la main droite, s'escria : Seigneurs François, et vous tous généreux soldats, qui estes prests d'exposer vostre vie pour la défence de cette couronne, si vous jugez qu'il y ait quelqu'un parmy vous qui soit plus digne que moy, je la luy cède et la résigne volontiers, pourveuë que vous vous disposiez à la conserver entière, et à ne pas la laisser desmembrer par ces excommuniés. Toute l'armée, vivement touchée par ces généreuses paroles, poussa ces acclamations : Vive et règne éternellement Philippe, vive le Roy Auguste, et que la couronne lui demeure à jamais : nous la luy conserverons contre tous aux despens de nos vies ». Alors, l'« Auguste », « le plus vaillant et le plus ardent chevalier du monde », se bat comme un lion. Les seigneurs, contre son gré, l'avaient enfermé dans le rempart qu'ils formaient, mais lui, ne « pouvant estre arresté par les gentilshommes qui avaient soin de luy, va comme un torrent qu'on auroit retenu, charger et rompre tout ce qui s'oppose ». La culture de la Contre-Réforme a donc vu le roi Philippe en Roland furieux. Elle l'habille à la romaine, demeure attentive aux gestes inventés d'une alliance entre le monarque et les gentilshommes. Pour elle, les Français de la maison du Roi combattent maintenant un contre cent ; elle croit que « le nombre des morts fut effroyablement grand », mais elle ne retient pas un mot de la liesse populaire. Sauvées, retouchées, fixées, les traces furent reprises telles quelles par Velly en 1770, par Anquetil en 1839.

*

De la monarchie de Juillet date la vraie reviviscence du souvenir. Le goût romantique pour le médiéval l'appelait. Mais aussi la ressource d'arguments que les récits de la bataille pouvaient procurer aux tenants d'une idéologie de la royauté bourgeoise. A Guizot le premier. Dans son *Cours d'histoire moderne*, qui fut réédité en 1840, celui-ci montre en Philippe Auguste le premier des souverains français qui ait conféré à la monarchie « ce caractère de bienveillance intelligente et active pour l'amélioration de l'état social ». Voici pourquoi « la royauté devenait nationale », suscitant « dans la pensée des peuples », un enthousiasme pour « les progrès qu'elle faisait faire à la société ». Et de citer, bien entendu, le cortège triomphal des vainqueurs de Bouvines : voyez comme un monarque paterne, et qui défend les intérêts de la bourgeoisie, peut être populaire parmi d'honnêtes travailleurs appliqués à s'enrichir. Quand, trente-cinq ans plus tard, le même Guizot raconte l'histoire de France à ses petits-enfants, il leur explique l'importance des milices des communes, ces préfigures des gardes nationales ; la victoire est « l'œuvre du roi et du peuple », par cette bénéfique « union des classes » qui firent « ensemble ce jour-là, en dehors et au-dessus de l'ost féodal », s'élever d'un même mouvement la nation et la royauté françaises.

On ne s'étonne pas que Michelet ait considéré d'un tout autre œil les mêmes sources. Pour lui, la relation de Guillaume le Breton est « altérée par la flatterie ». Tout compte fait, « la bataille de Bouvines, si fameuse et si nationale, ne semble pas avoir été une action fort considérable ». Elle lui déplaît. En effet, quel fut son résultat, sinon de raffermir l'odieuse alliance du trône et de l'autel ? Philippe n'était qu'un fantoche que maniaient les prêtres, un instrument de l'obscurantisme, trop soumis à ce pape hypocrite, aux mains sanglantes, qui ordonnait d'exterminer un peuple dont le catharisme exprimait tous les espoirs de liberté. Otton apparaît bien moins veule ; il se moquait des excommunications, et le roi Jean savait tenir en bride son clergé, l'empêcher de nuire. Les meneurs de l'histoire véritable, profonde, ceux qui marchaient en avant-garde du grand courant porteur de lumière, n'étaient pas pour l'heure du côté des chevaliers français, ces brutes. Bouvines fut une victoire de la bigoterie et de l'oppression seigneuriale. La couronne des héros, Michelet la décerne aux grognards, au dernier carré de la garde, aux mercenaires, ces travailleurs

sortis du peuple et qui faisaient bien leur ouvrage : « la gloire du courage, mais non la victoire, resta aux routiers brabançons ; ces vieux soldats, au nombre de cinq cents, ne voulurent pas se rendre aux Français et se firent plutôt tuer » ; les chevaliers, eux, pendant ce temps-là, se laissaient prendre. Le récit du combat tient en une page.

Lorsque, ainsi, l'événement ressuscite, c'est bien Augustin Thierry qui semble le plus lucide. Sans doute exalte-t-il, lui aussi, l'indissoluble lien qui jusqu'à la Révolution unit la royauté au tiers état. Attendant de l'histoire qu'elle recherche « la racine des intérêts, des passions, des opinions qui nous agitent », qu'elle suive « dans le passé la trace de ces émotions irrésistibles qui entraînent chacun de nous dans nos divers partis politiques, élèvent nos esprits ou les égarent », il entend prouver que « la classe moyenne et les classes populaires ne sont pas nées d'hier ». « Que l'on choisisse une époque, non plus de guerre intestine, mais d'invasion étrangère, et l'on verra qu'en fait de dévouement et d'enthousiasme, le dernier ordre de la nation n'est jamais resté en arrière. » Ainsi Bouvines : « Les cent cinquante sergents à cheval de la vallée de Soissons, tous roturiers, engagèrent la bataille, et les bourgeois des communes vinrent se poster au premier rang. » Augustin Thierry met d'abord en évidence, parmi les traces de Bouvines, ce trait qui va susciter la brusque et ultime résurgence de tout un pan de la mémoire oubliée, dans l'enfièvrement du nationalisme, dans les fanfares des enrôlements, dans le claquement des drapeaux déployés, et pour le réconfort de tous les pauvres diables dont on voudrait bien qu'ils soient, un jour, des héros. En outre, le premier, il appelle à critiquer méthodiquement les témoignages, à dissiper le légendaire, afin que ne soient pas mensongers tous les souvenirs dont on nourrira le patriotisme des jeunes recrues. « Il faut que la réforme descende... dans ces espèces de catéchismes qui servent à la première instruction. En fait d'ouvrage de ce dernier genre, ce qui a maintenant cours dans le public réunit d'ordinaire à la plus grande vérité chronologique, la plus grande fausseté historique qu'il est possible d'imaginer. Là se trouvent énoncées, de manière brève et péremptoire, toutes les erreurs contenues dans les gros livres ; et pour que le faux puisse, en quelque sorte, pénétrer par tous les sens, souvent de nombreuses gravures travestissent pour les yeux, sous le costume le plus bizarre, les

principales scènes de l'histoire. » Ainsi en est-il de Philippe Auguste, en armure d'acier, à la mode du XVIe siècle, posant sa couronne sur un autel le jour de la bataille de Bouvines. Je ne puis m'empêcher d'insister sur ce dernier trait, dont la popularité chez nous est une sorte de scandale historique. C'est sans doute une action très édifiante que celle d'un roi qui offre publiquement sa couronne et son sceptre au plus digne ; mais il est extravagant de croire que de pareilles scènes aient jamais été jouées ailleurs que sur le théâtre. Et comme le moment est bien choisi pour cette exhibition en plein air de tous les ornements royaux ! C'est l'instant où l'armée française est attaquée à l'improviste ; et que cela est bien d'accord avec le caractère du roi Philippe, si habile, si positif et si prompt en affaires ! La première mention de cette bizarre anecdote se trouve dans une chronique contemporaine, c'est vrai, mais écrite par un moine qui vivait hors du royaume de France, au fond des Vosges, sans communication directe ou indirecte avec les grands personnages de son temps. C'était un homme d'imagination fantasque, ami du merveilleux, écoutant volontiers les récits extraordinaires et les transcrivant sans examen. » Déjà, en 1848, la *Petite Histoire de France à l'usage des écoles primaires*, due à F. Ansart, professeur au Collège royal Saint-Louis, critiquait Mézeray et disait mettre en doute l'histoire de la couronne exposée sur l'autel. Cependant, quand Augustin Thierry, dans ses *Lettres sur l'histoire de France*, appelait à lutter contre l'anachronisme et à rectifier les déviations du souvenir, celui-ci, depuis quelque temps, se trouvait de toutes parts ranimé, exploité. Il fallait célébrer Bouvines, il fallait en tirer la leçon.

En 1833, la Société d'Emulation de Cambrai avait attribué la médaille d'or de deux cents francs promise au meilleur fragment d'histoire concernant le département du Nord, à M. Lebon, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur. Lebon avait d'abord voulu dégager des récits de la bataille ce qu'ils apprennent de l'art de combattre. Au passage, il vengeait l'honneur des Lillois : ils n'avaient pas trahi en accueillant les Flamands, leurs compatriotes ; ils étaient sujets de Ferrand, et le ressentiment aveuglait Philippe Auguste quand il avait saccagé leur ville. Mais le principal intérêt de cette étude est de faire voir quelles traces de l'événement survivaient encore à l'époque dans la conscience des gens de l'endroit. Peu de chose en vérité ; des souvenirs confus de massacres, de héros morts, qui

s'attachaient à des « mottes de terre parallèles et bombées en forme de tombes », à quelques débris, « de vieilles ferrailles » que ramenait au jour le soc des grands labourages. De vagues lambeaux de mémoire, comme il en traîne partout sur le théâtre de toutes les anciennes batailles.

En 1845, lors de la session du congrès archéologique que présidait M. de Caumont, l'idée vint d'élever en ce lieu un monument. Mais sur l'obélisque on n'inscrivit alors qu'une date, 1214 : bien que « le cœur de nos populations flamandes fût devenu français », il fallait ménager l'amour-propre des Flamands, toujours chatouilleux. Ceux-ci passaient encore pour les premiers vaincus de l'affaire. Après 1870, tout changea ; l'empereur allemand redevint le seul adversaire du roi de France. La défaite surtout raviva d'un seul coup tous les souvenirs de Bouvines. En 1879, il fut décidé que l'obélisque ne suffisait pas : une suite de vitraux célébraient, dans l'église, les défenseurs de la patrie. H.-M.-L. Delpech, érudit connu pour ses travaux d'histoire militaire, reçut mission de guider les peintres. La curieuse notice qu'il rédigea stigmatise l'ennemi héréditaire, le Germanique. « Otton était un caractère hypocrite, brutal, égoïste » ; il faudra montrer, sous la figure du roi de France qui vient de décider l'offensive, « les cavaliers allemands arrêtant leur élan, serrant les rangs et défilant devant le roi par une marche de flanc, dans l'attitude de la haine contenue par la crainte » ; dans les scènes centrales, on verra « la couronne de France placée sous la protection directe des autels », toute la nation rassemblée sous la main bénissante du souverain ; s'il répugnait aux peintres « de représenter un évêque assommant les gens, on pourrait tourner la difficulté en représentant le moment où Beauvais, ayant déjà abattu Salisbury, le livre à Jean de Nivelle » ; enfin, « sans manquer à la ressemblance historique », ne devrait-on pas mettre en scène, à la fin du combat, « une espèce de revue d'honneur », un défilé de la victoire ? Neuf ans plus tard, un comité présidé par le général de Galliffet entreprend d'exalter plus brillamment encore la bataille, « conviant les artistes à la représenter dans ses plus beaux épisodes et le public à contribuer aux frais du culte de ce souvenir national ». E. Lavisse y alla, sinon de ses deniers, du moins de sa plume ; il se fit « gloire de quêter pour l'œuvre de commémoration de cette journée » ; réjoui de « l'occasion qui lui est offerte de

mettre cette grande action dans son jour indécis, loin de la netteté crue des faits modernes, dans la poésie de sa lumière d'aurore », il écrit, pour le *Journal des Débats* de décembre 1888, le grand article. On voit bien intervenir là « l'or (*sic*) de la perfide Albion ». Point de doute cependant : les méchants sont d'outre-Rhin. « J'ai connu, dit Lavisse, il y a vingt-neuf ans une grande joie nationale, celle d'un peuple heureux d'être vainqueur et d'affranchir par sa victoire un autre peuple ; puis, il y a dix-huit ans, une grande douleur nationale. » Et c'est bien là ce qui le point. Le force à confesser qu'avait du bon « la politique de nos rois qui nous a rassemblés dans l'obéissance et dans le culte de la grandeur française » ; mais en corrigeant très vite, il est vrai – ses lecteurs sont des deux bords – , par un hommage à « la Révolution qui a fait de chacun de nous un copropriétaire de la patrie ».

A tous ces copropriétaires, lorsqu'ils étaient petits, la République enseignait depuis peu, obligatoirement et gratuitement, l'histoire de France, afin qu'ils sachent bien le prix de cet héritage indivis, et pour leur donner du cœur. « Notre patrie n'a que trop besoin aujourd'hui du concours dévoué de tous ses enfants. L'enseignement de notre histoire nationale contribuera plus que tout autre à lui rendre une conscience nette et précise de ses fautes passées comme de ses devoirs de l'avenir. Puisse ce petit livre prouver à nos frères malheureux d'Alsace et de Lorraine que nous ne cessons de songer à eux, et en même temps que nous rappelons à tous que l'heure est solennelle, que la régénération d'un peuple doit commencer par l'éducation de ses enfants et que le salut de la France est à ce prix » (*Textes et récits d'histoire de France, première année*, par P. Foncin, 1880). Dans ces manuels scolaires, Bouvines est présentée, avec insistance, comme une victoire du peuple sur la féodalité, sur ce régime funeste qui fit se perdre la conscience nationale : « La multitude des seigneuries avait en quelque sorte détruit l'idée de patrie. Cette idée toutefois n'avait pas complètement péri, le sang des Français s'échauffa lorsqu'on apprit l'approche d'une armée où dominaient les Allemands » (*Histoire élémentaire de la France*, G. Ducoudray, 1884). Qui donc « frappa de découragement l'ennemi », qui décida de la victoire ? Les milices communales. Que les petits paysans s'en persuadent : eux aussi seront victorieux, s'ils ne se montrent pas seulement obéissants envers leurs maîtres, polis, respectueux, probes, mais aussi

courageux, autant que le furent leurs ancêtres : ils délivreront l'Alsace et la Lorraine. Les Frères des écoles chrétiennes emboîtent le pas, en précisant pourtant que la monarchie avait fait les communes, et que celles-ci l'aimaient bien. En tout cas, après Alésia, Bouvines est la seconde manifestation du patriotisme français. « Première victoire nationale », dit le *Cours* dirigé par E. Lavisse (1894), « toutes les classes de la nation, chevaliers, clergé, milices des communes, avaient pris part au combat, et pour la première fois, la France entière se réjouit d'un triomphe ». C'est bien en effet d'unité nationale qu'il s'agit. Autour du peuple, devenu souverain. « La victoire de Bouvines est due au courage des braves bourgeois des communes », affirme sans ambages en 1901 le *Cours d'histoire à l'usage de l'enseignement primaire* de D. Blanchet et J. Périard.

*

Passé le seuil du XXe siècle, le ton devient plus agressif : « C'est notre première victoire sur les Allemands », dit froidement le *Cours* de C. Calvet en 1903 – l'année où Léon XIII, bienveillant, autorise le transfert des reliques de saint Fulgence et de sainte Saturnine, généreux présent de l'évêque d'Anagni, dans l'église de Bouvines ; celle-ci dès lors peut devenir, comme le souhaite quatre ans plus tard le chanoine Salembier, l'un de « ces pèlerinages patriotiques, qui sont en même temps des lieux d'adoration, de prière, de reconnaissance envers le Dieu des batailles ». Un tel pèlerinage, en culotte de peau, le capitaine H. de Malleray l'accomplit en 1905. Au retour d'une agréable et pieuse randonnée parmi les lieux des vieilles tueries dont il est allé flairer le sol, il passe par Bouvines et s'enflamme : « Pur délice pour un soldat de voir l'idée nationale naître, grandir, croître sur le champ de bataille... tout imprégné déjà, comme saturé de cette haine de la domination étrangère, de cet énergique vouloir d'en préserver le sol natal... Chère France, cher pays, sans doute tu vivras encore des heures graves. Tu es trop belle pour ne pas inspirer de désir, trop riche pour ne pas éveiller de convoitise. » Mais trop pingre aussi pour que l'église de Bouvines reçoive enfin tous ses vitraux : « Faute d'argent, les travaux sont

arrêtés depuis plusieurs années. » Il faut qu'ils reprennent. Pourquoi ne pas consacrer ce monument national « à la glorification des combattants anonymes et intrépides pour lesquels Michelet demandait, il y a longtemps déjà, un mot, une larme, un souvenir » ? Ce capitaine, qui lit Michelet, aime ses hommes : « Ne pourrions-nous dresser en France une sorte de monument expiatoire, comme un Panthéon militaire voué aux héros obscurs et oubliés ? »

La poésie s'en mêle à l'époque – et quelle poésie. En 1879 le R.P. Longchamp, de la compagnie de Jésus, avait composé une trilogie avec chœur, benoîte et savoureuse, en l'honneur de Bouvines, de la France, de la « Sainte Eglise et la Sainte Patrie », du « champ d'honneur » où tout devient noble et où « il n'est pas de vilains ». A. Fraisse, qui reprend le thème en 1911, montre Philippe Auguste en pourfendeur du féodalisme, semant à tous vents les chartes de franchises. Certes la vogue de Bouvines est bien loin d'atteindre alors à celle de Jeanne d'Arc. Peut-être justement parce que, malgré tout, les gens du commun et la nation en armes côtoient ici de trop près l'Eglise, la Noblesse, le Roi enfin. Il est malaisé de glorifier les uns sans célébrer quelque peu les autres. Tout est plus simple avec la Pucelle. Fille du peuple, et de surcroît Lorraine, elle a de quoi échauffer tout à la fois les Péguy et les Déroulède. Un ennui cependant : ceux qu'elle boute hors de France sont anglais. Or, voici l'Entente cordiale. Bouvines prend ici de l'avantage. Nulle ambiguïté : il s'agit bien des Teutons. Qui sont vaincus, et qui fuient comme des lièvres.

Précisément, la date du septième centenaire approche. En 1913, l'Allemagne a magnifié celui de la bataille de Leipzig, érigé un monument de commémoration. L'Angleterre ne va-t-elle pas magnifier à son tour Waterloo ? Qu'attend la France ? Un nouveau comité se forme qui, dans les débuts de juin 1914, organise une cérémonie à Saint-Denis : près des tombeaux des rois de France un figurant vient lever l'oriflamme. On projette d'élever sur le champ du combat un mémorial moins mesquin que n'est l'obélisque, et qui parlerait plus clair ; il représentera « une forteresse du temps du Moyen Age, que dominera une statue colossale de Philippe Auguste, dressé sur un cheval de bataille, l'incarnation vivante de la patrie ». La statue d'un de ces rois qui ont fait la France – et tout de suite le comité réclame une

fête, à Bouvines même, qui n'est pas très loin de Sedan. Le gouvernement de la République hésite, finit par donner son accord, à une condition cependant : on n'y verra pas de curés. Le 27 juin, l'éditorial de *L'Echo de Paris* établit donc un parallèle entre Bouvines et Leipzig : « Leipzig a créé la factice unité allemande, où les pays du Sud ne peuvent s'accorder avec ceux du Nord. Bouvines a assuré la durable unité française, qui se continue de 1214 à 1914. Dans l'une de ces batailles des nations, le vainqueur était trois contre un ; dans l'autre un contre trois. Laquelle est la plus glorieuse ?... Quand nous élèverons un monument sur cette plaine fameuse, tout l'univers devrait se joindre à nous, puisque là, comme à Tolbiac et à Poitiers, ce fut la cause de la civilisation qui triompha. » Le lendemain, un dimanche, des trains de plaisir partent pour Bouvines ; près du pont, une tribune est dressée ; la troupe défile devant elle ; des descendants des combattants de Bouvines, un M. de Montigny, y sont assis. Discours, cantate, banquet, retraite aux flambeaux que conduit l'étendard aux fleurs de lys, feu d'artifice. Pour *L'Action française*, « c'est un fait : du matin au soir a régné l'idée du roi de France ». On a crié : « Vive Philippe ! Vive le roi ! » Communion unanime dans cette kermesse de la revanche ? Non point. Il vint aussi « quelques centaines de socialistes qui sifflèrent sottement vendredi soir à Lille la retraite militaire organisée en souvenir de Bouvines ». *L'Echo de Paris* du 29 juin le déplore, voudrait dessiller les yeux de ces trouble-fête : « Hélas ! ces pauvres gens ne se douteront jamais que cette bataille constitua le triomphe des communes sur la féodalité. » Et pour répondre « aux adversaires – il y en eut – des fêtes de Bouvines », *Le Journal* du 30 sort l'argument de la culture : « De la victoire libératrice nationale d'il y a sept cents ans est né l'essor magnifique de la civilisation française du Moyen Age, éducatrice de l'Europe moderne. »

C'était là le thème du discours qu'avait prononcé, du haut de la tribune, à Bouvines, le secrétaire perpétuel de l'Académie française, E. Lamy. Il avait parlé « du droit des peuples et de l'avenir de la civilisation », d'une civilisation à quoi « la société féodale faisait obstacle ». La France d'alors épaulait l'effort des évêques, tandis qu'en Germanie, où l'« on se scandalisait peu que les prêtres soient infidèles au célibat », « tendait à s'établir l'ordre païen des sociétés où la religion était pour le pouvoir un instrument et non un juge ». Mais l'armée de Philippe Auguste

s'apprêtait à détruire cette résistance féodale et teutonne. En face d'elle, la sauvagerie, tapie, muette. « Ce silence de bête ramassée sur elle-même et prête à bondir n'est interrompu que par le vœu féroce, le serment fait par Otton, Ferrand et Renaud, de tuer Philippe Auguste, et par un cri de sensualité (le secrétaire perpétuel rivalise de pudibonderie avec Guillaume le Breton), le “pensons à nos belles” jeté par un Flamand. » Seuls les Brabançons « sauvent l'honneur allemand ». Cette victoire est celle de l'intelligence sur le nombre, de la cavalerie, agile et fougueuse, contre cette arme pesante, l'infanterie. Mais elle est aussi comme un miracle. Espérons donc, frères. « Ce n'est pas l'unique fois où notre race ait obtenu ce mystérieux concours : aux heures les plus décisives, elle a été élevée et relevée par des moyens qui d'eux-mêmes semblaient inefficaces. » « Pour notre nation, comme pour toute créature, y a-t-il une meilleure gloire que d'être la servante passagère (Lamy ne sait plus par quels détours ne pas prononcer le nom de Dieu) de la sagesse immatérielle ? » Ces regards de connivence lancés vers le cléricalisme et la démocratie, les camelots du roi, qui avaient préparé les réjouissances, les supportèrent fort mal. E. Lamy, « l'un de ces trois cent soixante-trois, dont la victoire, au lendemain du 16 mai, nous avait, *Bismarcko juvente*, imposé définitivement ce bienheureux régime », fut étrillé de belle manière par le comte de Lur-Saluces, puis par Charles Maurras dans *L'Action française*, le 8 et le 12 juillet.

Ce jour même, le clergé avait eu sa fête à Bouvines, pour lui tout seul. La parole était à Mgr Touchet, l'évêque d'Orléans. Prudent, madré autant au moins que Philippe Auguste. Allait-il, lui prêtre, glorifier une bataille ? Non pas, mais « l'austère grandeur des valeurs qu'impose la guerre... et quelque chose aussi qu'elle obtient parfois... : l'indépendance du sol de la Patrie menacé ou violé par l'insupportable occupation de l'étranger. Vu dans cette lumière, oui ! le spectacle de Bouvines n'est pas seulement un spectacle d'épopée. C'est un spectacle de grandiose fête civique. Henri IV, Bonaparte, les Montagnards de 93 y eussent applaudi. Nous y applaudissons. Evêques et citoyens, citoyens autant qu'évêques, n'est-il pas vrai, Messeigneurs ?... » « Otton n'était qu'un routier miséreux. Il lui agréait fort de razzier un pays riche. Les Allemands ont cela dans le sang depuis ceux de Tolbiac : nous envahir afin de se refaire. Il est vrai que nous n'avons pas manqué de le leur

rendre, alternativement battants, alternativement battus. Dieu fasse que l'ère de ces mortelles luttes soit close ! Cependant, si l'arène devait se rouvrir, daigne le Seigneur se souvenir que c'est à notre tour d'être battants, au lieu d'être battus. » Que la France vive « pour l'humanité, et tout compte fait, pour Dieu. Dieu est de cet avis. Plutôt que de nous laisser périr, il a fait des prodiges ». Mais Dieu souhaite auparavant l'union. L'union des classes, bien sûr – réalisée paternellement en relevant un peu ceux qui sont dans la boue. « Savez-vous ce qui manque à la scène pour qu'elle soit complète ? Il y manque que Philippe ait appelé un de ces manants ou un de ces bourgeois qui venaient de prouver qu'ils avaient le sang aussi rouge que les autres et qu'il l'eût armé chevalier. » L'union sacrée. L'union des catholiques. Et le prélat termine en disant son « espérance absolue dans une victoire définitive, dans quelque Bouvines de l'Eglise ». De cette homélie retorse, *L'Action française* évita de rendre compte.

*

On sait ce qui, trois semaines plus tard, se produisit. Les carnages de la Grande Guerre eurent raison de ce qui survivait encore de Bouvines. Le silence tombe, après la victoire, dans les *Histoires de France* écrites pour les écoliers. Non pas total, mais presque : trois lignes seulement dans le *Cours* de Faubert et Huleux, conforme aux programmes de 1923. Et ce dont on parle ce n'est pas du combat, mais de la fête populaire, un 11 novembre féodal. Ainsi dans l'*Histoire de France pour le Certificat d'Etudes* de L. Brossolette (1935), qui, effectivement, porte en exergue : « Le Peuple plutôt que les Princes. La Civilisation plutôt que les Batailles. » A cette même date, cependant, alors que les noirceurs s'amassaient outre-Rhin, alors qu'en France, les Anciens Combattants rêvaient d'un ordre nouveau, A. Hadengue consacrait à la « victoire créatrice » un livre honnête, vibrant de cet enthousiasme qui jadis portait au lyrisme le capitaine de Malleray. « Le mortel danger fait éclore dans les profondeurs de notre peuple un sentiment nouveau, et ce sentiment, il n'est qu'un mot pour le nommer : patriotisme. » Hadengue s'est ému devant la série, toujours

incomplète, des vitraux de l'église. Les propos d'un vieux paysan l'ont touché : « c'étaient déjà les Prussiens qui étaient venus chez nous. Alors on a mobilisé. Les seigneurs et les petits se sont mis d'accord ». Comme dans les tranchées. Le général Weygand préface l'ouvrage. Il est fort net. Quels enseignements tirer de cette histoire ? Que « les causes profondes du salut de la France (sont) dans la détermination et le caractère du Chef ». Chacun devine alors quelle ombre déjà se profile. « Vieilles de sept cents ans, quelle jeunesse ces leçons de Bouvines ne retrouvent-elles pas aujourd'hui, après la lutte sans précédent que vient de soutenir la France pour son existence, après une victoire chèrement acquise, dont les résultats, incontestables mais incomplètement poursuivis, jettent le doute dans l'esprit du vainqueur ! Et à l'heure où le Chef actuel de l'Allemagne écrit : “La France est l'ennemie mortelle, l'ennemie de toujours depuis le XIIIe siècle. Il faut une explication avec elle, il faut lui régler son compte !” » De fait, Dieu s'apprêtait, répondant au vœu de Mgr Touchet, à respecter la loi d'alternance. C'était cette fois le tour des Teutons.

On oublie tout à fait Bouvines après 1945. Aujourd'hui, les instituteurs n'en parlent plus. Des croisades, des seigneurs et des châteaux, des cathédrales, il leur est recommandé de sauter à Saint Louis, le bon roi, seule figure capétienne offerte aux mémoires enfantines. En 1961, un *Loto des Dates* en rassemble vingt. Deux batailles seulement : Crécy et Marignan. Pas de Bouvines. Dans les livres écrits à l'usage des lycées, la victoire a droit tout de même à une page. Ainsi, dans la collection Portes-Reynaud, qui suit les programmes de 1970. On y voit une miniature (du XVe siècle) ; pourquoi le peuple est-il joyeux ? La citation de Guillaume le Breton aidera l'élève à deviner ; on lui demande aussi d'étudier « la disposition des troupes », et on lui montre un plan de la bataille – mais l'Allemand n'y figure plus : c'est Renaud de Boulogne qui fait face au roi de France. La collection Bordas est plus généreuse : deux pages ici, sur 192. Même description de la liesse populaire – laquelle est attribuée à Rigord ; et le vaincu, selon le résumé, n'est pas l'empereur allemand, mais l'Angleterre. Dans l'*Encyclopaedia Universalis*, Philippe le Bel a sa notice, non point Philippe Auguste. Lorsque Jacques Le Goff enfin présente l'histoire du Moyen Age entre 1060 et 1330 en quelque deux mille lignes, il n'en consacre pas plus de

trois à Bouvines, rappelant seulement qu'Otton IV « y fut écrasé par le roi de France, Philippe Auguste », lequel recueillit ensuite « le tribut d'hommage des foules pressées sur son chemin ». C'est tout.

On voit bien pourquoi se dissipent sous nos yeux les dernières traces de l'événement. Que viendrait faire le récit de Bouvines dans un enseignement donné aux enfants d'une Europe rassemblée, au nom d'une histoire qui s'est longuement et justement battue pour se dégager des entraves de l'événementiel ? Notre temps chasse les batailles de sa mémoire. Il a raison. Et comment pourrait-il se souvenir qu'il fut une époque où des chefs d'Etat songeaient à se mesurer corps à corps, remettant leur puissance aux mains de Dieu ? De nos jours, en effet, on ne voit guère le pouvoir s'abandonner au sort des armes, ni chercher sa légitimité dans une victoire. C'est l'inverse, plutôt, qui se produit : la renommée, vraie ou fausse, de succès douteux sert de prétexte à des capitaines, grands et petits, pour prendre le pouvoir de force. Quand ils le tiennent, ils se gardent bien de l'aventurer. La guerre qu'ils font est ténébreuse ; elle ignore les combats ouverts ; elle use d'autres moyens, plus insidieux, plus efficaces ; et qui, ceux-ci, entendent bien détruire. Ce qui ne retient pas, cependant, les généraux, les colonels, de souhaiter quelque accointance avec le sacré. D'invincibles tropismes continuent, en notre temps, d'incliner vers les goupillons les sabres. L'odeur de l'encens plaît aux chefs. On les voit souvent dans les cathédrales, guettant dans le ciel des signes d'élection. Ils ne répugneraient pas à guérir, eux aussi, les écrouelles. Après coup, ils aiment évoquer les victoires de jadis pour soulager peut-être, par les justifications de l'intemporel et du magique, la conscience un peu lourde qu'ils ont quand même quelquefois de leur tyrannie fourrée. « Il existe bien, le Dieu des batailles. Aux intentions et à la volonté des hommes préside toujours la volonté de Dieu, qui octroie les victoires et déclenche les déroutes. Dieu n'a pas coutume d'abandonner les causes justes, ni ceux qui de bonne foi le servent. Si, dans cet esprit théologique, nous essayons d'observer les victoires militaires qui constituent les nœuds de l'histoire du monde, nous retrouvons facilement le signe des desseins de la volonté divine. Il se trouve si peu

d'espace entre la victoire et la déroute, les circonstances du hasard sont si changeantes, la bataille la mieux engagée peut si facilement être perdue par l'effet d'actions insurmontables : nul ne peut être sûr que la volonté de Dieu incline de son côté. » Ceci, c'est un général qui l'écrit : Francisco Franco. En 1964. Et le 25 juillet 1971, jour de la fête de saint Jacques de Compostelle, patron de l'Espagne, entouré des membres de son cabinet et d'une vingtaine d'évêques, agenouillé devant la statue du saint, il parle de nouveau. Pour dire quoi ? « Pendant notre croisade de libération, nous avons constaté à diverses reprises que les victoires les plus décisives étaient remportées les jours correspondant aux grandes fêtes de l'Espagne. Ce fut le cas de la bataille de Brunete où, après plusieurs jours de piétinement, la victoire nous revint le jour de la fête de notre saint patron. Il ne peut en être autrement quand on combat pour la foi, pour l'Espagne et pour la justice. La guerre se fait plus facilement quand on a Dieu pour allié. »

Dieu. Celui des holocaustes et des défilés militaires. Le dieu de l'ordre rétabli. Ce grand cheval blême qui planait sur le champ des morts, un soir, à Brunete, avait autrefois plané sur Bouvines. Il plane aussi sur Guernica, sur Auschwitz, sur Hiroshima, sur Hanoï et sur tous les hôpitaux après toutes les émeutes. Ce dieu-là non plus n'est pas près de mourir. Il reconnaît toujours les siens.

CHRONOLOGIE

1163	Début de la construction de Notre-Dame de Paris.
1165	*21 août*. Naissance de Philippe Auguste.
	Canonisation de Charlemagne.
Vers 1167	Naissance de Jean Sans Terre.
1178	Mission pontificale en Albigeois.
1179	*Ier novembre*. Sacre de Philippe Auguste. Troisième concile du Latran.
1180	*28 avril*. Mariage de Philippe et d'Isabelle de Hainaut.
	14 septembre. Mort de Louis VII.
	Traité de Gisors. Fondation à Paris d'un premier collège pour les écoliers.
1181-1190	Chrétien de Troyes compose *Perceval*.
1182	Philippe expulse les Juifs.
	Hiver. Formation au Puy de la secte des Encapuchonnés.
1185	Philippe acquiert Arras et le Vermandois.
1186	Le père de Renaud de Dammartin se réfugie auprès du roi d'Angleterre.
1187	Saladin prend Jérusalem. Acquisition de Tournai.

	5 septembre. Naissance de Louis VIII.
1189	*6 juillet*. Mort d'Henri II Plantagenêt. Mort d'Isabelle de Hainaut.
1190	*4 juillet*. Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion quittent Vézelay pour la Terre sainte. Mort de Philippe d'Alsace, comte de Flandre.
1191	*13 juillet*. Prise de Saint-Jean-d'Acre. *21 juillet*. Philippe Auguste décide de retourner en France. *25 décembre*. Philippe Auguste à Fontainebleau.

1193	Philippe Auguste reçoit l'hommage de Renaud de Dammartin pour le comté de Boulogne. *Février*. Jean sans Terre fait hommage à Philippe Auguste pour les fiefs Plantagenêts. *14 avril*. Philippe Auguste épouse Ingebourge. L'assemblée épiscopale de Compiègne annule le mariage de Philippe et Ingebourge.
1194	*20 mars*. Richard Cœur de Lion de retour en Angleterre. *Mai*. Richard se réconcilie avec Jean sans Terre. *3 juillet*. Philippe Auguste battu à Fréteval. Début des travaux de reconstruction de la cathédrale de Chartres, incendiée. Premier privilège des maîtres des écoles de Paris. Philippe Auguste épouse Agnès de Méran.

1196	Le pape Célestin III annule la décision de Compiègne.
	L'évêque de Beauvais capturé par Richard Cœur de Lion.
	Construction de Château-Gaillard.
	Décembre. Election de Frédéric II.
1198	*8 janvier*. Election du pape Innocent III.
	20 septembre. Déroute de l'armée du roi de France près de Gisors.
	Les Juifs autorisés à revenir dans le domaine royal.
1199	*Avril*. Richard Cœur de Lion désigne Jean sans Terre comme son successeur.
	24 juin. Trêve entre Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion.
	27 *novembre*. Jean sans Terre roi d'Angleterre.
	Prédication de la IVe croisade.
1200	*Janvier*. Accord entre Philippe et le roi Jean. Le prince . Louis épouse Blanche de Castille, nièce de Jean, qui reçoit en dot Evreux.
	15 janvier. Innocent III jette l'interdit sur le royaume de France.
	22 *mai*. Paix du Goulet entre Philippe et Jean sans Terre, qui prête hommage. Le pape se prononce pour Otton de Brunswick.
	7 *septembre*. Philippe Auguste reconnaît Ingebourge pour son épouse. Privilège de Philippe Auguste pour les écoliers de Paris.
1201	*Novembre*. Innocent III légitime Philippe Hurepel, né au début de l'année et qui est fiancé à la fille de Renaud de Dammartin.
1202	*Avril*. Condamnation de Jean sans Terre par la Cour de France.

	Le comte Baudoin de Flandre se croise.
1203	*3 avril*. Meurtre d'Arthur de Bretagne.
1204	Mort d'Aliénor d'Aquitaine.
	6 mars. Prise de Château-Gaillard. La Normandie est conquise.
	Avril. Prise de Constantinople par les Latins.
	Le roi d'Aragon vassal du Saint-Siège.
1205	Etienne Langton, archevêque de Canterbury.
1206	*26 octobre*. Trêve entre Philippe Auguste et Jean sans Terre.
	Prédication de Dominique en Albigeois. François d'Assise se retire du monde.
	Début de la construction des portails de la cathédrale de Chartres.
	Fin des *Gesta Philippi Augusti* par Rigord.
1207	*1er octobre*. Excommunication de Raymond de Toulouse.
	Naissance de Henri III.
	Première mention de l'association des maîtres et écoliers de Paris.
1208	*24 mars*. Le pape lance l'interdit sur le royaume d'Angleterre.
	Assassinat de Philippe de Souabe. Réélection d'Otton de Brunswick.
1209	*12 janvier*. Assassinat de Pierre de Castelnau, légat pontifical en Albigeois.
	Mars. Otton prête serment à Spire.
	18 juin. Pénitence de Raymond de Toulouse.
	Juillet. Départ de la croisade contre les Albigeois.
	Excommunication de Jean sans Terre.

	27 *septembre*. Couronnement impérial d'Otton.
	Novembre. Otton excommunié et déposé.
1210	Interdiction de la lecture aux écoles de Paris de la *Métaphysique* d'Aristote.
1211	Ferrand de Portugal épouse Jeanne, fille aînée du comte de Flandre Baudouin.
	Octobre. Frédéric II, élu roi de Germanie à Nuremberg.

	Renaud de Dammartin fortifie Mortain et entre en relation avec Jean sans Terre.
	Début de la reconstruction de la cathédrale de Reims.
	22 *janvier*. Ferrand prêt hommage à Philippe Auguste pour le comté de Flandre.
	24 janvier. Aire et Saint-Omer sont cédés par Ferrand.
	4 mai. Renaud de Dammartin prête hommage à Jean sans Terre et promet de ne faire paix ni trêve à Philippe et au prince Louis.
1212	Croisade des Enfants.
	16 juillet. Las Navas de Tolosa.
	19 novembre. Entrevue de Vaucouleurs entre Frédéric II et le prince Louis.
	Décembre. Frédéric II couronné à Mayence.
	Construction de l'enceinte de Paris.
	Janvier. Le pape met Jean sans Terre au ban de la chrétienté.
	Le prince Louis prend la croix.

1213	*8 avril*. Assemblée de Soissons. Le comte de Flandre refuse de participer à l'expédition d'Angleterre. Philippe Auguste reprend près de lui la reine Ingebourge.
	19 avril. Convocation du quatrième concile du Latran.
	15 mai. Jean sans Terre se soumet au pape.
	22 *mai*. A Gravelines, Philippe Auguste, prêt à faire voile pour l'Angleterre, apprend la soumission du roi Jean et décide de ravager la Flandre.
	30 mai. Philippe Auguste quitte la Flandre après avoir brûlé Damme.
	31 mai. Ferrand jure d'aider Jean sans Terre et de ne plus faire la paix avec Philippe sans lui et sans Renaud de Dammartin.
	20 juillet. Jean sans Terre relevé de l'excommunication.
	13 septembre. Bataille de Muret.
	13 octobre. Jean sans Terre reprend en fief du pape les royaumes d'Angleterre et d'Irlande.
	21 novembre. Accord entre Philippe Auguste et la comtesse de Champagne.
1214	*16 février*. Jean sans Terre débarque à La Rochelle.
	Avril. Philippe Auguste conduit l'ost en Poitou.
	25 *avril*. Naissance de Saint Louis.

17 juin. Jean sans Terre entre à Angers.	
	19 juin. Jean sans Terre met le siège devant La Roche-aux-Moines.
	2 *juillet*. Jean sans Terre lève le siège à l'approche du prince Louis.
	15 juillet. Il est à La Rochelle.

23 juillet. Philippe Auguste quitte Péronne pour Douai.

26 juillet. Philippe Auguste à Tournai.

27 juillet. BOUVINES.

18 septembre. A Chinon, trêve entre Philippe Auguste et Jean sans Terre.

24 octobre. Convention avec Jeanne de Flandre.

Achèvement de la façade de la cathédrale de Laon.

Philippe Auguste accorde un nouveau port à l'association parisienne des marchands de l'eau.

Le prince Louis en Albigeois.

Avril. Statuts de l'Université de Paris par Robert de Courçon.

15 juin. A Runnymead, Jean sans Terre accorde la Grande Charte.

1215 25 *juillet*. Frédéric II couronné à Aix-la-Chapelle.

Septembre-Octobre. Négociations entre Philippe Auguste et les barons d'Angleterre.

11 novembre. Réunion du concile du Latran.

21 mai. Le prince Louis débarque en Angleterre.

17 juillet. Mort d'Innocent III.

1216 *19 octobre*. Mort de Jean sans Terre. Henri III roi d'Angleterre.

Philippe Hurepel épouse la fille de Renaud de Dammartin.

Constitution de l'ordre dominicain.

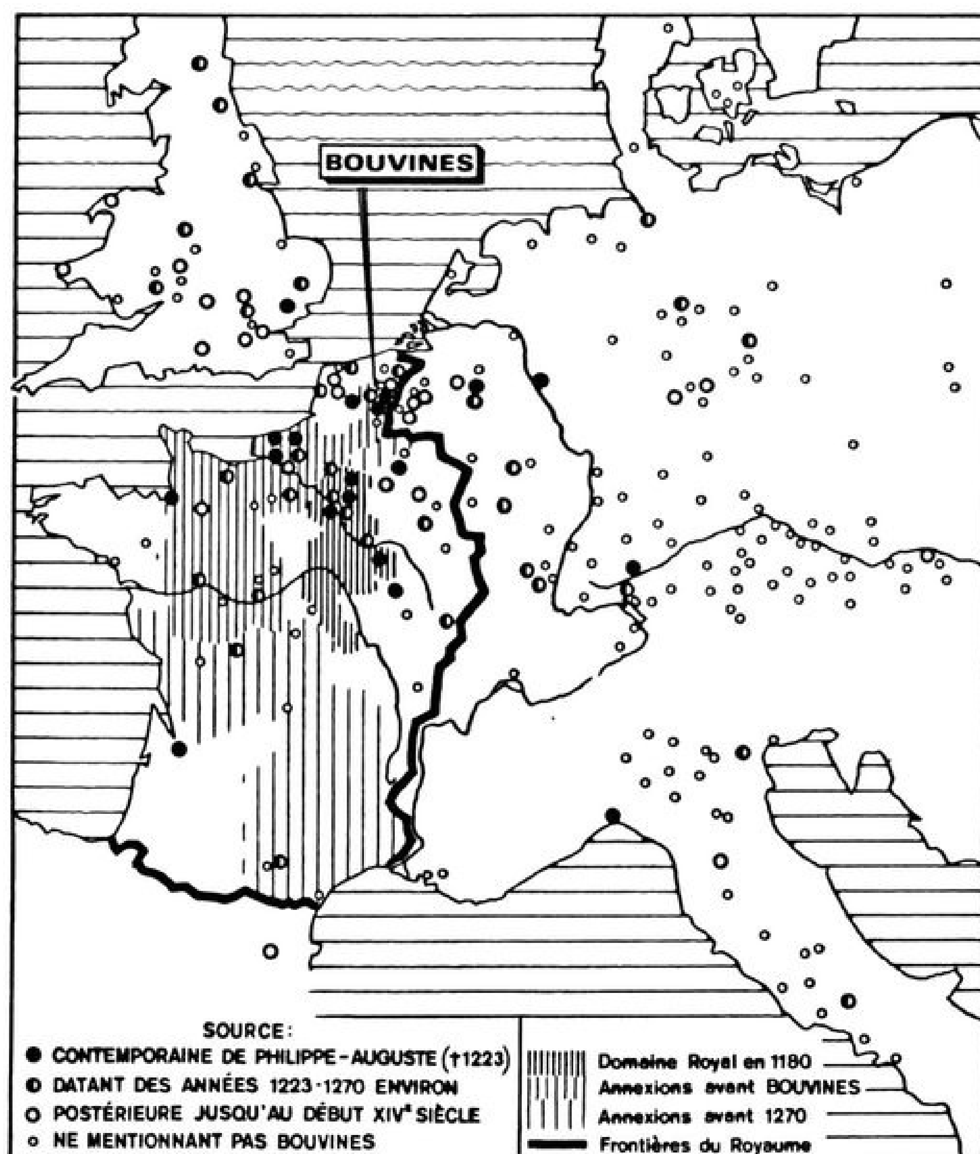
Pierre de Courtenay, empereur de Constantinople.

1217 *20 mai*. Défaite de l'armée capétienne à Lincoln.

11 septembre. Paix de Lambeth.

1218	Mort de Simon de Montfort devant Toulouse.
1219	Seconde expédition du prince Louis en Languedoc. Arrivée à Paris de la première mission franciscaine.
1222	Philippe Hurepel, armé chevalier, entre en possession du comté de Boulogne.
1223	*14 juillet*. Mort de Philippe Auguste à Mantes.

1226	*6 août*. Sacre de Louis VIII. *Avril*. Traité de Melun avec la comtesse de Flandre. *8 novembre*. Mort de Louis VIII.
1227	*Juin*. Libération de Ferrand de Flandre.



Les traces de l'événement
dans les chroniques européennes au XIIIe *siècle*

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I. PRINCIPALES SOURCES NARRATIVES

ANONYME DE BÉTHUNE, *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, XXIV.

BERNARD DE CLAIRVAUX, *De nova militia, Patrologie latine*, CLXXXIII.

BURCHARD et CONRAD D'URSPERG, *Chronica, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXIII.

Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise, 1913 (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire).

FLANDRIA GENEROSA, *Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, IX.

GUILLAUME LE BRETON, *Gesta Philippi Augusti, Philippidos*. 2 vol., Paris, 1882-1885 (Société de l'Histoire de France). Traduction de la chronique en prose, dans les *Chroniques de Saint-Denis, Recueil des historiens des Gaules et de la France*, XVII.

GALBERT DE BRUGES, *De multro, traditione et occisione gloriosi Caroli, comitis Flandriarum*, 1891 (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire).

Histoire de GUILLAUME LE MARÉCHAL, 3 vol., 1891-1901 (Société de l'Histoire de France).

LAMBERT D'ARDRES, *Historia comitum Ghisnensium et Ardensium dominorum, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXIV.

MATHIEU PARIS, *Historia Anglorum, Rolls Series*, XLIV.

MÉNESTREL DE REIMS, *Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXVI.

ORDERIC VITAL, *Historia ecclesiastica*, 5 vol., 1838-1855 (Société de l'Histoire de France).

PHILIPPE MOUSKET, *Chronique rimée, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXVI.

RELATIO MARCHIANENSIS, *Monumenta Germaniae Historica*, XXVI.

RICHER DE SENONES, *Gesta Senoniensis ecclesiae, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXV.

SUGER, *Vita Ludovici regis*, 1887 (Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire).

THOMAS TUSCUS, *Gesta imperatorum et pontificum, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, XXII.

Vita Odiliae. Liber III de triumpho sancti Lamberti in Steppes, Monumenta Germaniae Historica, Scriptores, XXV.

II. BOUVINES DANS L'HISTOIRE POLITIQUE

CARTELLIERI (A.), *Die Schlacht bei Bouvines (27 juli 1214) im Rahmen der europäischen Politik*, Leipzig, 1914.

CARTELLIERI (A.), *Philipp II August, König von Frankreich*, 4 vol., Leipzig, 1899-1922.

DEPT (G.G.), *Les Influences anglaises et françaises dans le comté de Flandre au début du XIIIe siècle*, Gand-Paris, 1928.

HADENGUE (A.), *Bouvines, Victoire créatrice*, 1935.

HOLT (J.C.), *Magna Carta*, Cambridge, 1969.

LUCHAIRE (A.), *Louis VII, Philippe Auguste, Louis VIII (1137-1226*), t. III, 1, de l'*Histoire de France* dirigée par E. LAVISSE, 1901.

MALO (H.), *Un grand feudataire, Renaud de Dammartin et la coalition de Bouvines*, 1898.

NORGATE (K.), *John Lackland*, Londres, 1902.

PETIT-DUTAILLIS (Ch.), *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII (1187-1226*), 1894.

RENOUARD (Y.), « 1212-1216. Comment les traits durables de l'Europe occidentale moderne se sont définis au début du XIIIe siècle » in *Etudes d'Histoire médiévale*, I, 1969.

III. LA PAIX ET LA GUERRE AU XIIe SIÈCLE

BONNAUD-DELAMARE (R.), « Les fondements des institutions de paix au XIe siècle » in *Mélanges L. Halphen*, 1951.
« Les institutions de paix dans la province ecclésiastique de Reims au XIe siècle », in *Bulletin Philologique et historique*, 1955-1956.

BOUSSARD (J.), « Les mercenaires au XIIe siècle. Henri II Plantagenêt et les origines de l'armée de métier » in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1945-1946.

COWDREY (H.F.J.), « The Peace and the Truce of God in the eleventh Century » in *Past and Present*, 1970.

DE BOÜARD (M.), « Sur les origines de la trêve de Dieu en Normandie » in *Annales de Normandie*, 1959.

DENHOLM-YOUNG (N.), « The Toumament in the thirteenth Century » in *Studies in Medieval History presented to F.M. Powicke*, Oxford, 1948.

DUBY (G.), *La Société aux XIe et* XIIe *siècles dans la région mâconnaise*, 1953.

DUBY (G.), « Dans la France du nord-ouest au XIIe siècle : les "jeunes" dans la société aristocratique » in *Annales E.S.C.*, 1964.

DUBY (G.), « Les origines de la chevalerie » in *Ordinamenti militari in Occidente nell' alto medioevo*, Spolète, 1968.

FOSSIER (R.), *La terre et les hommes en Picardie jusqu'à la fin du XIIIe siècle*, 2 vol., Paris-Louvain, 1968.

GÉRAUD (H.), « Les routiers au XIIe siècle » in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1841-1842.
« Mercadier. Les routiers au XIIIe siècle » in *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1841-1842.

GRABOÏS (A.), « De la trêve de Dieu à la paix du roi. Etude sur les tranformations du mouvement de la paix au XIIe siècle » in *Mélanges... Crouzet*, 1966.

HUBERTI (L.), *Studien zur Rechtsgeschichte der Gottesfrieden und Landfrieden. I. Die Friedensordnungen in Frankreich*, Ansbach, 1892.

LA PAIX, *Recueil de la Société Jean Bodin*, XIV, Bruxelles, 1962.

LOT (F.), *L'Art militaire et les armées au Moyen Age*, 1946.

MOLINIÉ (G.), *L'Organisation judiciaire, militaire et financière des Associations de la Paix. Etude sur la paix et la trêve de Dieu dans le Midi et le Centre de la France*,

Toulouse, 1912.
OMAN (C.), *A History of the Art of War in the Middle-Age from the Fourth to the Fourteenth Century*, Londres, 1898.
Paix de Dieu et Guerre Sainte en Languedoc au XIIIe siècle, Cahiers de Fanjeaux, IV, Toulouse, 1969.
PRESTWICH (J.O.), « War and Finance in the Angle-Norman State » in *Transactions of the royal historical Society*, 1954.
PREVOST (H.), *La Peur et le courage dans l'Histoire anonyme de la première croisade* (inédit : Mémoires, Faculté des Lettres d'Aix, 1969).
URI (S.P.), « Het Tournooi in de XIIe en XIIIe euwe » in *Tidjschrift woor Geschiedenis*, 1960.
VERBRUGGEN (J.F.), *De Krijgskunst in West Europa in de Middleeuwen (IX tot begin XIV euwe*), Gand, 1954.

IV. LA MÉMOIRE DE BOUVINES

CHON (F.), « Monument de Bouvines » in *Bulletin de la commission historique du Département du Nord*, 1866.
DELPECH (H.), *Notice à l'usage des peintres chargés de la décoration de l'église de Bouvines*, Bar-le-Duc, 1887.
FRAISSE (A.), *Bouvines*, drame historique en cinq actes, 1911.
LAMY (E.), *Institut de France. Académie française. Septième centenaire de la bataille des Bouvines. Discours*, 1914.
LAVISSE (E.), « La bataille de Bouvines » in *Journal des Débats*, décembre 1888.
LEBON (M.), *Mémoire sur la bataille de Bouvines en 1214, enrichi de remarques historiques, stratégiques et critiques*, Paris-Lille, 1835.
LONGHAYE (R.P.G.), *Bouvines*, trilogie en vers avec chœurs, Tours, 1879.
MALLERAY (H. de), *Bouvines, champ de bataille et souvenir*, Lille, 1905.
SALEMBIER (L.), *Bouvines*, Lille, 1907.
TOUCHET (Mgr), *Œuvres choisies oratoires et pastorales*, tome XII (1914-1915), 1921.

DOCUMENTS

I. LA RELATION DE MARCHIENNES

L'an du Seigneur 1214, le sixième des calendes d'août, quelque chose digne de mémoire est arrivé, au pont de Bouvines, aux confins du Tournaisis. En ce lieu, d'un côté, Philippe, le noble roi des Francs, avait réuni une partie de son royaume. De l'autre côté, Otton qui, persévérant dans l'obstination de sa malice, avait été privé de la dignité impériale par le décret de la sainte Eglise, les complices de sa malice, Ferrand, comte de Flandre, et Renaud, comte de Boulogne, beaucoup d'autres barons, et aussi les stipendiers de Jean, roi d'Angleterre, s'étaient rassemblés afin, comme l'événement le prouva, de combattre contre les Français. Animés d'une haine insatiable, les Flamands, lorsqu'ils se préparaient à attaquer les Français, avaient pour se reconnaître entre eux plus facilement, fixé un petit signe de croix devant et derrière leur cotte, mais bien moins pour la gloire et l'honneur de la croix du Christ, que pour l'accroissement de leur malice, le malheur et le dommage de leurs amis, la misère et le détriment de leur corps. Ce que démontra clairement l'issue de la bataille. Ceux-ci en effet ne se remémoraient pas le sacré précepte de l'Eglise, qui dit : « Celui qui communique avec un excommunié est excommunié » ; persistant dans leur alliance avec Otton qui, par le jugement et l'autorité du pape, était pris dans les liens de l'anathème et avait été séparé des fidèles de la sainte mère Eglise, ils se moquaient de cette sentence avec impudence et malhonnêteté. Enflammés de cruauté, ils projetaient, jasant entre eux, de réduire à rien, s'ils le pouvaient, le sceptre et la couronne de la dignité royale. Cependant, la miséricorde de la piété divine, qui partout sauve et protège les siens, en disposait autrement.

Philippe, le très sage roi des Gaules, troublé du péril imminent où il voyait son armée, décida par un conseil prudent et discret de soustraire s'il le pouvait lui et les siens, sans dépenser son sang ni le leur, à l'agression des ennemis. Il fit peu à peu retraite. Cependant, voyant que ses adversaires le poursuivaient atrocement comme des chiens enragés, considérant aussi qu'il ne pouvait reculer sans trop de déshonneur, il mit son espoir dans le Seigneur ; il disposa son armée en échelles militaires, comme ceux qui vont combattre ont usage de les ordonner. Mais d'abord, le cœur contrit, il adressa une prière au Seigneur. Ensuite, ayant appelé les nobles hommes de son armée, il se mit à les exhorter humblement, modestement et avec des larmes : qu'ils résistent virilement aux adversaires, comme leurs aïeux étaient coutumiers de le faire, et pour ne pas subir un dommage qu'eux ni leurs héritiers ne pourraient réparer. Ces choses, dites avec tant d'humilité et d'application, échauffèrent véhémentement le cœur des auditeurs à bien agir et à se battre virilement. Aussitôt que fut entendu dans l'armée le commandement de la puissance royale, les chevaliers et les auxiliaires, armés et disposés en échelles ordonnées, se préparèrent en toute hâte pour la bataille. Les brides des chevaux furent vivement serrées par les auxiliaires. L'éclat des armures réverbérant la splendeur du soleil, il semblait que fût doublée la clarté du jour. Les bannières déployées aux vents et disposées à leur souffle présentaient aux yeux un spectacle délectable. Quoi de plus ? Les armées, ainsi ordonnées de chaque côté pour la bataille, entrèrent en lutte, pleines d'ardeur et du désir de combattre. Mais très vite la poussière s'éleva en telle quantité vers le ciel qu'il devint difficile de voir et de se reconnaître. La première échelle des Français attaqua virilement les Flamands, rompit en les traversant noblement leurs échelles et pénétra leur armée d'un mouvement impétueux et tenace. Ce que voyant, les Flamands, défaits eh l'espace d'une heure, tournèrent le dos et prirent rapidement la fuite. En ce moment périlleux, les dépendants abandonnèrent à la désolation leur seigneur, les pères, leurs fils et leurs neveux. Ferrand cependant, comte de Flandre, et Renaud, comte de Boulogne, demeurant en la bataille et résistant par un combat viril à l'élan des Français, furent à la fin blessés par les Français et pris ; avec d'innombrables nobles, dont nous n'écrirons pas les noms ; ils furent mis en prison en plusieurs châteaux de

Gaule. Quant à Otton que, par autorité du seigneur pape, nous nous interdirons de nommer empereur, privé de l'aide de tous, trois fois jeté à terre de son cheval, ou plutôt de ses chevaux, comme certains le racontent, presque seul, accompagné d'un seul comte, il se dépêcha de prendre la fuite. Ainsi, fuyant subrepticement la main du roi de France, il s'échappa, vaincu en bataille. De cette manière la providence de la divine piété termina cette bataille, comme il a été dit, près du pont de Bouvines, à la louange et à la gloire de Sa Majesté, et à l'honneur de la sainte Eglise. Que son honneur, sa vertu et sa puissance demeurent dans l'infinité des siècles des siècles. *Amen.*

M.G.H. Scriptores, XXVI,
pp. 390-391.

II. L'ANONYME DE BÉTHUNE

Tel sont li non des haus homes qui od le roi de Franche alèrent à cele bataille : Oedes, li dus de Borgoigne ; Heinris, li cuens de Bar ; Henri, li cuens de Grantpré ; Johans, li cuens de Beaumont ; Gauchiers de Chastellon, li cuens de Saint Pol ; Guillaumes, li cuens de Pontiu ; Ernols, li cuens de Ghisnes ; Raols, li cuens de Soissons ; Mahieus de Montmorenci ; Guillaumes des Bares ; Engourans de Couchi, et si doi frère, Thumas et Robert, et maint autre haut home, dont je n'en voeil pas les noms nomer, car trop i auroit paine.

A Tornai, sa cité, vint li rois de France, et l'emperere et cil de là vindrent, d'autre part, à Mortaigne, un chastel Everard Radol, le chastelain de Tornai, qu'il tenoit del conte Ferrant. Et quant li rois de France sot les noveles qu'il erent si près de lui, il ot doute ; car il n'avoit que trois lieues de Tornai dusq'à Mortaigne. Lors manda ses haus homes, et trova à son conseil qu'il s'en iroit landemain vers Franche.

Quant ce vint landemain, li rois fist totes ses gens armer et ses eschieles ordener. Si s'en issi de Tornai et s'en ala le chemin de L'Isle od s'ost tot ordenéement. Mais ce fu si grant aleure que tuit cil qui le virent tesmoignièrent bien que onques mais si grans os armé si grant aleure ne chevauça. Et quant ce sot l'emperere, et li cuens Ferrans, et lor gent qui à Mortaigne estoient, il que fistrent ? Il montèrent tuit armé et alèrent après li à defroi, com se il corrussent por proie rescorre ; et atainstrent le duc de Borgoigne et les Champenois qui l'arière garde faisoient, à un boschel à deus liewes près de Tornai, et les apressèrent tant que cil de l'arière garde s'arestèrent et tornèrent les visages devers els, et envoièrent lor arbalestiers traire à els por lor gent metre arière. Ensi fistrent li Flamenc cel jor y fois l'arière garde arester et torner devers els, tant que li dus de Borgoigne manda al roi qu'il chevauçast belement ; car on les apressoit molt.

A un monstier que on apele Bovines près de Cisoign, où la roine mest jadis, vint frère Garins al roi ; si le trova descendu, où il s'estoit disnés de pain et de vin. Si li dist : « Que faites vos ? – Bien, dist li rois, chi me sui disnés. – C'est boen, dist frère

Garins ; or vos armés ; car cil de là ne voelent en nule fin la bataille metre en respit dusq'à demain, ains l'aurés ja. Car véés les chi à meisme de nous. »

Il estoit diemenches, et por ce vousist li rois molt volentiers que la bataille eust esté mise en respit jusqu'à landemain, por l'onor del boen jor ; mais quant il vit qu'il autrement ne pooit estre, il s'arma, et puis entra el monstier et fist ses orisons, et ot molt tost oré. Puis monta sor son cheval et ne sambla pas effréés ; car il devisa et ordena molt sagement et molt seurement son afaire et non esbaiement, et fist crier que tuit, et chevalier et autre, ralaissent à lor batailles. Et sachiés que grant partie de l'ost estoit ja passée un pont qui là estoit fais sor une petite rivière, et ot ja pluisors paveillons tendus outre le pont en une praierie où li rois ot empensé à herbergier.

Si come li rois ot ses eschieles ordenées, et eles chevauçoient de front, molt i poissiés veoir bele gent et plenté de riches armes et de beles banières, et d'autre part autresi. Mais sachiés qu'il ne se venoient pas si bien ni si ordenéement com li François aloient vers els, et ce lor parut.

Si com les os s'estoient tant entreprochiés qu'eles s'entreveoient de plain, longement s'arestèrent d'une part et d'autre, et atierèrent lor affaire. Tant que li rois manda à une bataille de sergans à cheval, qui portoient tot penonceaus en lor glaives, qu'il alaissent asambler, et il si fistrent. Si corrurent su as Flamens et fistrent molt bone alée.

Ernols, li chastelains de Raisse, qui devers les Flamens estoit, ains qu'il i eust rien fait dont on parler deust, laissa corre entre II rains, et corrus sore les arbalestiers, et les mist à la voie, et en porta un à terre, et corrut outre dusqu'as chevaliers, et porta en son venir molt roidement à terre un bacheler que on apeloit Michiel d'Auchi, et passa outre, et revint sains et saus à ses gens ; par qoi il fu molt proisiés.

Lors corrut li cuens de Flandres as Champenois, et li Champenois à lui, et ot trop bone meslée entre aus. Mais li Champenois furent mis arière.

Lors corrut li viscuens de Meleun, en qui bataille se tenoient li quens de Pontieu et li cuens de Ghisnes et tot cil del fief Looys, le fil le roi, qui manoient entre Some et la Lis. Cele bataille fist arester la chace, et i ot lors si boen estor que li preudome

qui là furent tesmoignièrent qu'il onques mais n'avoient veu si boen tornoiement com la bataille fu une pièce.

Bauduins de Praet, uns riches hom de Flandres, porta Huon de Malaunoi qui molt ert hons chevaliers, od le cheval à terre, en mi l'estor, à une pointe qu'il fist à lui.

Lors corurent les routes d'une part et d'autre sans atargier, et s'entr'asamblèrent, et les trompes le roi sonèrent ; car il meismes vint à l'estor, si fondi ses chevaux desous lui, mais tost fu relevés. Cel jor porta son ensaigne Gales de Monteigni, uns cevaliers de Vermendois, qui molt bien la porta.

Gauchiers de Chasteillon, li cuens de Saint Pol, corrut tot outre la bataille et la desrompi molt malement. Et quant ce vit Henris, li dus de Louvaign qui encor n'ert asamblés, il se mist à la fuie et commencha la desconfiture.

Lors fu pris li cuens Ferrans, et li Flamenc commencièrent à formier, et se commencièrent à metre à la voie li uns après l'autre. Qui lors veist les preudomes de France aler par cele bataille et metre les Flamens et les gens l'empereor à mal, bien li peust membrer de gentils barons.

Mahius de Montmorenci tenoit un faussart en sa main et seoit sor un grant cheval. Qui lors le veist com il corroit par mi cel estor, et com il s'en aloit bruiant et com il portoit chevaliers à terre et metoit lot gent à mal, por nient ramenteust nul meillor chevalier.

Oedes, li dus de Borgoigne, qui la cote à armer Guillaumes des Barres le boen chevalier avoit vestie, mais il portoit son meisme escu. Sachiés qu'il i fist tant d'armes qu'il en fu parlé en bien dusqu'en la terre de Surie. Il se regarda d'une part, et vit Ernols d'Audenarde, uns des plus haus homes de Flandres et un des meillors chevaliers, tos fust il petis, où il estoit arestés devant les sergans. Si li corut seure. Et quant Ernols le vit venir, il dist à ses gens : « Seinor, véés ci Guillaumes des Bares, lor boen chevalier, où il vint sor noz. Tornons lui les chies des chevaux, car s'il nos prent al travers, il nos metra ja trop à mal. » Et ce disoit il por ce qu'il quidoit del duc que ce fust Guillaumes de[s] Bares, por sa cote à armer qu'il portoit. A ces mos, lor vint li dus, et Ernols l'atendi bien et hardiement. Si com il tenoient meslés entr'els, li dus s'abaissa et li volt son cheval esboeler, mais Ernols tint un coutel en sa

main, et visa le duc à ferir en l'oeillière del hiaume ; mais li dus s'abaissa et guenchi le cop, et puis se mist à la voie. Et quand Ernols l'en vit aler, il dist à un sien escuier que on apeloit Estoutin : « Diex aie ! » Dist Estoutins : « Encore nos potoit bien Diex aidier, puisque lor bons chevaliers s'en vet et nos guerpist place. » Mais ce n'estoit pas cil que il quidoit. Ains ert cil en mi l'estor, où il faisoit ce qu'il savoit bien faire. Che estoient beles proeces et parans.

Que voz en diroie je plus ? Totes furent desbaretées les gens l'empereor et les gens le conte Ferrant. Li cuens Ferrans meismes fu pris, si come je voz ai devant dit, od grant plenté des haus homes de sa terre. Il fu pris Hellins de Waverin, li seneschaus de Flandres, qui assés noveaus chevaliers estoit. Si furent pris li troi fil Rasson de Gaure, le boteillier de Flandres, Rasse, li ainsnés, qui molt ert preudom de son aage, et si dui frère Ernols et Phelippes. Si fu pris Girars de Grinberghes, qui molt ert preudom autresi. Si furent pris autresi Gauters de Ghistele et Phelippes de Maulenghien, qui molt valoient ; et Pierre del Maisnil, uns jouenes hom, li fils le boen Pieron del Maisnil, qui tant fu preudom et sages. Robiers de Betune fi pris ; mais il fist tant à un chevalier que on apeloit Flamenc de Crespelaines, que cil le delivra et mist à salveté.

Des gens le toi d'Engleterre furent pris Guillaume Longe Espée, li cuens de Salesbieres, frère al roi d'Engleterre.

Si fu pris Rainaus de Dantmartin, li cuens de Beloigne, et pluisor autre chevalier od ces deus contes.

Des gens l'empereor fu pris li cuens Velus et Bernars d'Ostemale, uns très boens chevaliers, et Conras de Tremoigne, qui molt revaloit, et pluisor autre.

Ernols d'Audenarde, qui flamens estoit, fu ensement pris ; mais li rois l'ostega tantost al conte de Soissons, qui cousins il estoit, et à Rogier de Rossoi, qui fille il avoit. Par qoi li dus de Borgoigne dist al roi, le soir : « Voz avés droit qui l'ostegiés ; car vos eussiés deus cens chevaliers plus en vostre prison que voz n'aiés se il ne fust. » Et li rois respondi el duc : « Par la lance saint Jaque, dus de Borgoigne, ce croi je bien ; mais il n'ama onques la guerre, et toz jors l'a desloée à son seignor, ne onques n'en volt faire homage al roi d'Engleterre quant li autre le fistrent ; et se il m'a fait

damage par son seignor loiaument servir, de ce ne li sai je nul mal gré. » Icest honor dist li rois à Ernols d'Audenarde.

Que voz en diroie je plus ? Tant i ot pris d'uns et d'autres, de barons, de bachelers, de sergans, que ce ne fu se merveille non. Près furent chacié de deus loée de terre. L'empere[re] s'enfui vers Valencienes, et jut la nuit à l'abeie de Saint Sage, et li autre s'enfuirent çà et là, si com il porent com gent molt desbaretées.

Et li rois s'en repaira en France od tote s'ost et od ses prisoniers, et mist le conte de Bologne en la tor à Pierone en prison, et les autres mena à Paris. Si mist le conte Ferrant en prison en la tor de Lovre ; et Ustace del Roes od lui, un haut home de Hainau, que on tenoit à molt haut home et à molt faintisme. Et des autres mist il la plus grans partie en prison en chastelet sor Grand Pont et une partie en chastelet sor Petit Pont ; ilueques les tint lonc tans, et ot puis grant raençon des pluisors, et au quant li eschapèrent si com vous orrés.

Mais puis ne fu qui guerre li osast movoir ; ains vesqui puis en grant pais, et tote la terre fu en grant pais grant pièce, fors de ses baillius, qui molt faisoient de tors, et li baillius son fil assés plus, de tant de terre com il ot à tenir ; et ce fu par un sien sergant que on apeloit Nevelon, qui baillius estoit d'Arras, qui en tel servage mist tote la terre de Flandres, qui en la partie Looys estoit escheue, que tot cil ki en ooient parler s'en esmerveilloient coment il li pooient souffrir ne endurer.

Cele bataille de Bovines fu faite par un diemenche, el mois de julie, en l'an de l'incarnation mil ans et deus cens et quatorse.

Historiens de la France, XXIV, pp. 768-770.

III. FRAGMENTS DE LA « PHILIPPIDE »

... Il dit et vole auprès du roi. A peine celui-ci peut-il croire que quelqu'un ose entreprendre une bataille en ce jour sacré que Dieu lui-même a consacré spécialement à lui seul. Le roi cependant suspend sa marche, donne ordre que s'arrêtent les bannières qui le précèdent, et parle en ces termes à ses amis : « Voici, le Seigneur me donne ce que je désirais. Voici, bien au-delà de nos mérites et de nos espérances, la faveur seule de Dieu nous accorde ce qui dépasse tous nos vœux. Ceux que nous nous efforcions d'atteindre à travers de vastes circuits et les nombreux détours des routes, voici, la miséricorde du Seigneur les conduit vers nous, afin que lui-même détruise par nous ses ennemis tous ensemble et en une seule fois. Il coupera avec nos glaives les membres de ses ennemis, et se fera de nous des instruments tranchants ; ce sera lui qui frappera, et nous serons le marteau ; il sera le chef de toute la bataille, et nous serons les ministres. Je ne doute point que la victoire ne se déclare pour lui, qu'il ne triomphe par nous, que nous ne triomphions par lui de ses propres ennemis, qui lui portent tant de haine. Déjà ils ont mérité d'être frappés par le glaive du père des pères, ayant osé le dépouiller, priver l'Eglise de ses biens, ayant enlevé les sous dont ils se sustentent au clergé, aux moines et aux pauvres de Dieu, dont les malédictions font et feront leur damnation, et dont les plaintes, élevées jusques aux cieux, les forceront à succomber sous nos coups. Au contraire, l'Eglise est en communion avec nous, et nous assiste de ses prières, et nous recommande en tous lieux au Seigneur. En tous lieux les clercs prient pour nous avec d'autant plus d'ardeur encore que nous les aimons. C'est pourquoi, fortifiés par la force inébranlable de l'espérance, je vous demande de vous montrer les ennemis des ennemis de l'Eglise. Que votre combat soit destiné à vaincre, non pour moi, mais pour vous et pour le royaume ; que chacun de vous, en prenant soin du royaume et du diadème, prenne garde aussi à ne pas perdre son propre honneur. Toutefois je désire moins vivement le combat que je ne répugne à souiller ce jour sacré d'une aspersion de sang. »

Il dit et les Français proclament par un cri joyeux qu'ils sont tout prêts à combattre pour l'honneur du royaume et du roi. Tous cependant sont d'avis de se rendre jusqu'à Bouvines, pour voir s'il ne plaira pas à l'ennemi de respecter le jour sacré et de différer le duel jusqu'à ce que le lendemain vienne rendre la bataille licite. D'ailleurs, cette position sera meilleure pour défendre les bagages et toutes les autres choses que l'on transporte à la suite d'un camp, attendu qu'elle n'est ouverte d'aucun côté, et que le marais, se prolongeant sans interruption sur la droite et sur la gauche, intercepte la route, et rend tout passage impossible, si ce n'est sur le pont assez étroit de Bouvines, par où les quadrupèdes et les bipèdes se peuvent diriger du côté du midi. De ce côté, s'étendent au loin des champs et une belle plaine toute verdoyante des grains de Cérès, et qui, se prolongeant sur une vaste étendue de terrain, atteint à Sanghin du côté du couchant, et à Cysoing vers l'orient ; lieu bien digne en effet d'être souillé de sang, puisque l'un et l'autre de ces noms rappellent le sang et la tuerie.

Tout aussitôt le roi fait élargir le pont, de telle sorte que douze hommes puissent le traverser en marchant à côté l'un de l'autre, et que les chariots à quatre chevaux puissent y passer avec leurs conducteurs. Près d'une église consacrée sous le vocable de Pierre, le roi, échauffé de soleil, se reposait sous l'ombre d'un frêne, non loin du pont que déjà la majeure partie de l'armée avait franchi, espérant que le combat serait remis au lendemain ; et le soleil parvenu à sa plus grande hauteur, annonçait le milieu du jour. Tandis que le roi se disposait à goûter un peu de repos, un messager rapide, accourant en toute hâte, s'écrie : « Déjà l'ennemi s'est élancé sur l'arrière-garde : ni les troupes de la Champagne, ni ceux que vous avez envoyés naguère ne suffisent plus à le rejeter en arrière : tandis qu'ils résistent et s'efforcent de les retarder, ils poussent en avant et ont fait déjà deux milles. »

Mû par ces paroles, le roi se lève aussitôt, entre dans l'église, et confie ses armes au Seigneur. Après une courte prière, il sort : « Allons, s'écrie-t-il, allons en toute hâte porter secours à nos compagnons. Dieu ne s'irritera pas, si nous prenons les armes, en un temps sacré, contre ceux qui viennent nous attaquer. Il n'a point imputé à crime aux Macchabées de s'être défendus en un saint sabbat, lorsqu'ils repoussèrent par une sainte victoire les forces de leurs ennemis. Bien plus, il nous

convient beaucoup mieux de combattre en ce jour où l'Eglise tout entière supplie pour nous le Seigneur, dont nous nous montrons les amis. » Disant ces mots, il revêt son corps de ses armes, s'élance, de sa haute taille, sur son haut cheval et, retournant sur ses pas, se hâte vers l'ennemi, tandis que les sons horribles des clairons retentissent autour de lui...

Chant X, vers 755-838.

Bientôt Otton, arborant les bannières comme s'il voulait déjà célébrer par avance le triomphe dont il se croit sûr, élève dans les airs son étendard, s'environne des honneurs suprêmes de l'Empire, afin de faire briller ses faisceaux au milieu d'un si grand appareil et de se proclamer le souverain du monde entier. Il fait dresser au-dessus d'un char un pal, autour duquel s'entortille un dragon qui se fait voir ainsi au loin et de tous côtés, se gonflant de la queue et des ailes, aspirant les vents, montrant ses dents horribles et ouvrant son énorme gueule ; au-dessus du dragon plane l'oiseau de Jupiter, aux ailes dorées, et toute la surface du char, resplendissante d'or, rivalise avec le soleil, et se vante même de briller d'un plus grand éclat.

Quant au roi, il lui suffit de faire voltiger légèrement dans les airs sa simple bannière, formée d'un simple tissu de soie d'un rouge éclatant, et semblable en tout point aux bannières dont on a coutume de se servir pour les processions de l'église aux jours prescrits. Cette bannière est vulgairement appelée l'oriflamme : son droit est d'être dans toutes les batailles, en avant de toutes les autres bannières, et l'abbé de Saint-Denis a coutume de la remettre au roi toutes les fois qu'il prend les armes et part pour la bataille. En avant du roi cependant la bannière royale était portée par Galon de Montigny, homme fort de son corps. Ainsi les deux armées se trouvaient face à face ; la portion de la plaine qui les séparait était peu étendue ; elles étaient rangées face à face, mais on n'entendait encore retentir aucune voix.

Placé de l'autre côté et vis-à-vis du magnanime Philippe, Otton était couvert d'or et revêtu des ornements impériaux.

Chant XI, vers 20-46.

... A l'aile droite, et à une grande distance du roi, le corps des Champenois menace les gens de Flandre. Avec eux sont le duc de Bourgogne, le comte de Saint-Pol, Jean de Beaumont, et ceux qu'avait envoyés l'abbé de Saint-Médard, serviteurs illustres par une grande prouesse, et qui étaient au nombre de trois cents. Chacun d'eux, monté sur un cheval, exultait dans les armes, et brandissait son glaive et sa lance ; ils étaient de la vallée de Soissons, d'où sortent les corps très vigoureux. Entre ceux-là et le roi étaient placés en ligne continue des hommes brillants de valeur, et chacun de leurs chefs resserrait autour de lui ceux de son échelle, tandis que la trompette retentissait horriblement, invitant les guerriers à se porter promptement contre l'ennemi...

Chant XI, vers 53-64.

... Tandis que Ferrand en combattant excite le courage des siens, les lances se brisent, les glaives et les poignards se heurtent ; les combattants se fendent la tête réciproquement de leurs haches de Dacie, et leurs glaives abaissés se plongent dans les entrailles des chevaux, lorsque les vêtements de fer qui recouvrent les corps de leurs maîtres ne permettent pas au fer de les transpercer. Ceux qui sont portés tombent alors avec ceux qui les portent et deviennent plus faciles à vaincre lorsqu'ils sont ainsi renversés dans la poussière ; mais alors même le fer ne peut encore les atteindre, si leur corps n'est d'abord dépouillé des armures qui le protègent, tant chacun des chevaliers a recouvert ses membres de plusieurs plis de fer, et enfermé sa poitrine sous des cuirasses, des pièces de cuir, et d'autres sortes de plastrons. Ainsi les modernes sont maintenant beaucoup plus soigneux de se mettre à couvert que ne l'étaient autrefois les anciens, qui souvent, ainsi que nous le lisons, tombaient par mille milliers en un seul jour. A mesure que les malheurs se multiplient, les

précautions contre les malheurs se multiplient aussi, et l'on invente de nouvelles défenses contre de nouveaux genres d'attaque...

Chant XI, vers 116-132.

... L'irruption des combattants est si vive sur tout le champ et ceux qui frappent et ceux qui sont frappés se touchent de si près, qu'à peine peuvent-ils trouver la place ou l'occasion d'allonger le bras pour porter des coups plus vigoureux. Les vêtements de soie, attachés au haut des armures pour que chacun soit reconnu à ses signes, sont tellement frappés et déchirés en mille lambeaux par les massues, les glaives et les lances qui frappent à coups redoublés sur les armures pour les briser, qu'à peine chaque combattant peut-il encore distinguer ses amis de ses ennemis. L'un est couché sur le sol, renversé sur le dos et les jambes en l'air, un autre tombe sur le flanc, un troisième est précipité la tête la première et se remplit de sable les yeux et la bouche. Ici un cavalier, là un homme de pied se livrent volontairement aux fers, craignant plus d'être tués que de vivre vaincus. Vous eussiez vu des chevaux répandus çà et là dans la campagne, et rendant le dernier soupir, d'autres vomissant leurs entrailles froissées dans leur ventre, d'autres se couchant les jarrets coupés, d'autres encore errant çà et là, sans leur maître, et se présentant gratuitement à quiconque voudra se faire transporter par eux : à peine y a-t-il une place où l'on ne trouve des cadavres étendus ou des chevaux expirants...

Chant XI, vers 178-199.

... En effet, l'évêque de Beauvais ayant vu le frère du roi des Anglais, homme de force prodigieuse, et que les Anglais avaient, à cause de cela, surnommé Longue-Epée, renverser les gens de Dreux et faire beaucoup de mal à la bataille de son frère, l'évêque s'afflige ; et, comme il tenait par hasard une massue à la main, dissimulant sa qualité d'évêque, il frappe l'Anglais sur le sommet de la tête, brise son casque et le renverse sur la terre, le contraignant à y imprimer le sceau de toute la longueur de son corps. Et, comme si l'auteur d'un si noble exploit pouvait demeurer ignoré, ou

comme si un évêque ne devait pas être signalé pour avoir porté les armes, il cherche à dissimuler autant qu'il lui est possible, et donne ordre à Jean, à qui Nesle obéit par le droit de ses aïeux, d'enchaîner le guerrier, et de recevoir le prix du fait. Ensuite l'évêque, renversant encore plusieurs autres avec sa massue, renonce encore, en faveur d'autres chevaliers, à ses titres d'honneur et à ses victoires, pour n'être pas accusé peut-être d'avoir fait, comme prêtre, une œuvre illicite, attendu qu'il n'est jamais permis à un prêtre de se trouver en de telles rencontres puisqu'il ne doit profaner ni ses mains ni ses yeux par le sang. Il n'est pas défendu cependant de se défendre soi et les siens, pourvu que cette défense n'excède pas les bornes légitimes.

Chant XI, vers 538-558.

... Tandis que sur les deux ailes la fuite avait entièrement dégarni le champ de bataille, le comte de Boulogne demeurait toujours au centre, se retirant fréquemment au milieu de ses hommes de pied, furieux, et ne cessant de frapper de son fer meurtrier le sein de ses amis et de ses parents. Ennemi de ses amis, et détestant les enfants de sa patrie, ni l'attachement au sol natal, ni l'amour dû à un même sang, ni les liens d'une chair amie, ni les serments prêtés tant de fois à son roi et seigneur, n'avaient amolli son cœur, endurci par le sang ; sa valeur sans frein ne permettait à personne de le vaincre ; quel que fût celui que son bras pût atteindre, il s'en éloignait vainqueur, tant il se conduisait dans les armes avec habileté et prudence, tant la prouesse qui lui était naturelle à la bataille proclamait hautement qu'il était véritablement issu de parents français. Et quoique sa faute même l'ait fait dégénérer à tes yeux, ô France, garde-toi d'avoir honte de lui et que ton front ne rougisse point. Non seulement les enfants ne sont point un sujet de honte pour ceux qui leur donnent le jour, mais de plus il arrive souvent qu'une bonne mère mette au monde des enfants dépravés, et souvent aussi une méchante mère nourrit de son lait de saints enfants.

Se retirant toujours impunément derrière le rempart de ses hommes de pied, le comte n'avait à redouter sur aucun point d'être frappé de mort par l'ennemi. Nos

cavaliers en effet, combattant eux-mêmes avec leur épée et leurs armes courtes, auraient redouté d'attaquer les hommes de pied munis de lances : ceux-ci, avec leurs lances, plus longues que les couteaux et les épées, et de plus, rangés en un ordre impénétrable comme en une triple enceinte de murailles, étaient si sagement disposés qu'il n'y avait aucun moyen de les aborder. Le roi, ayant reconnu ces faits, envoya contre eux trois mille servants d'armes montés à cheval et munis de lances, afin de leur faire abandonner leur position en les désordonnant, et de se délivrer ainsi de cette redoutable couronne. Une clameur s'élève alors, les cris des mourants, le fracas des armes ne permettent plus d'entendre les sons de l'airain qui retentit. Il tombe, criblé de blessures, tout ce peuple dont le comte de Boulogne s'était enveloppé avec un art désormais infructueux, croyant vainement pouvoir à lui seul braver tous les Français, osant encore les combattre, tandis que tous les autres ont pris la fuite et dédaignant de devoir la vie à une fuite honteuse.

Ces malheureux, ni leurs longues armes, ni leurs haches à deux tranchants, ni le comte lui-même, hors d'état de défendre plus longtemps son rempart ne peuvent les séparer. Rien ne peut détourner la valeur du but vers lequel elle tend : seule, la valeur surmonte enfin tous les obstacles ; aucune puissance, aucun artifice, aucune force enfin ne peuvent lui résister ; seule, elle supplée à tout, et s'élève bien au-dessus de tous. Elle se réjouit d'être l'intime compagne des Français, elle leur donne enfin de se réjouir pleinement de leur triomphe. Ils massacrent tous leurs ennemis, les envoient dans le Tartare, et enlèvent entièrement au comte de Boulogne l'asile qu'il s'était fait. Lui cependant, ayant vu le champ inondé de tous côtés de fuyards, en sorte qu'il restait à peine auprès de lui trente hommes, cavaliers ou piétons, débris de toute sa troupe, afin que l'on ne puisse croire qu'il veuille se laisser prendre ou vaincre sans résistance, se précipite au milieu des Français, suivi seulement de cinq de ses compagnons, tandis que les Français enveloppent tous les autres et trouvent à peine dans leurs rangs serrés la place nécessaire pour les lier. Puis le comte, comme s'il devait à lui seul triompher de tous ses ennemis, et comme s'il n'eût encore livré aucun combat de toute la journée, furieux, déployant toute sa vigueur et redoublant d'efforts, fait rage au milieu des Français, et à travers eux se

hâte vers le roi, ne doutant point qu'il prendra la vie de celui-ci pour prix de sa mort, et n'aspirant qu'à mourir en même temps que lui.

Un certain Pierre à qui la Tournelle avait donné et son nom et son insigne naissance, marchait à pied, ayant perdu son cheval, tandis que le comte s'élançait avec audace dans les rangs de ses ennemis. Cet homme, digne par son origine et par ses exploits de devenir chevalier, était à la fois cher et illustre à la cour du roi. Voyant que le comte de Boulogne recommençait à combattre, sans vouloir jamais se rendre, et résistait même avec une valeur toujours nouvelle à tous ceux qui l'entouraient, Pierre s'avança promptement vers lui, souleva de sa main gauche le filet de fer qui, attaché par de larges courroies, enveloppait le ventre du cheval, et de sa droite enfonçant son glaive dans le corps du cheval au défaut de l'aine, il lui coupa les parties nobles. Retirant alors son épée, le sang coula en abondance d'une large blessure et inonda l'herbe verdoyante. A cette vue, l'un des fidèles amis du comte accourut auprès de lui, et saisissant vivement les rênes de son cheval, s'emporta en paroles et en représentations amicales contre le comte lui-même, qui, au mépris de la volonté de Dieu, et tandis que tous les autres avaient pris la fuite, demeurait encore, s'efforçant à lui seul de vaincre ceux qui avaient vaincu, provoquant sa perte par une telle conduite, et ne craignant point de se précipiter vers une ruine bien méritée, lorsqu'il lui serait facile d'y échapper, en fuyant avec les autres. Tandis qu'il adresse au comte de tels discours, il l'entraîne malgré lui, en tirant son cheval par la bride, afin de le faire monter sur un autre cheval, et pour qu'il puisse ensuite prendre la fuite ; mais le comte résiste de toutes ses forces, ne pouvant en son cœur superbe renoncer jamais à la bataille : « J'aime mieux, dit-il, être vaincu en combattant, mais en sauvant mon honneur, que vivre en fuyant. La vie ne vaut pas l'honneur. Je retourne à la bataille quel que soit le sort qui me menace. »

Il dit, mais déjà son cheval a senti ses nerfs se détendre et ne peut plus se tenir debout. Alors Jean de Condun et son frère Quenon accourent, frappent le comte à coups redoublés sur les deux tempes, et renversent à la fois et le cheval et le chevalier ; ils tombent tous deux la tête en avant, et déjà le comte est étendu sur le dos, la cuisse engagée et accablée de tout le poids du cheval. Tandis que les deux

frères s'occupent à lier le cavalier, voici Jean, surnommé de Rouvrai (*de Robore*), nom que le fait justifie bien en lui, survient et force enfin le comte à se rendre, qu'il le veuille ou non. Et comme il tardait à se relever de terre, attendant vainement quelque secours, et espérant encore pouvoir s'échapper, un garçon, nommé Cornut, l'un des serviteurs de l'élu de Senlis, et marchant en avant de celui-ci, homme fort de corps, arrive, tenant dans sa main droite un couteau mortel. Il voulait couper les parties nobles du comte, en plongeant le fer à droite où la cuirasse se réunit aux cuissards ; mais la cuirasse cousue dans le cuissard refuse de s'en séparer pour s'ouvrir au couteau, et trompe ainsi les espérances de Cornut. Il tourne cependant autour du comte, et cherche d'autres moyens d'en venir à son but. Ecartant les deux fanons de baleine, et bientôt rejetant le casque tout entier, il le marque d'une large blessure sur sa face mise à découvert. Déjà même il se disposait à lui couper la gorge ; nul ne le retient ; bientôt, s'il lui est possible, il lui aura donné la mort. Le comte cependant lui résiste encore d'une main et fait tous ses efforts pour repousser la mort aussi longtemps qu'il le pourra. Mais enfin, arrivant d'une course rapide, l'élu de Senlis éloigne de la gorge du comte le fer qui le menace, et repousse lui-même le bras de son serviteur. L'ayant reconnu, le comte lui crie : « Oh ! ne permets pas, mon bon élu, que je sois ainsi assassiné. Ne souffre pas que je sois condamné à une mort aussi injuste, et que ce garçon se puisse réjouir d'être l'auteur de ma destruction. La cour du roi me condamnera bien mieux ; qu'elle m'inflige la peine que j'ai encourue. » Il dit, et l'élu de Senlis lui répond en ces termes : « Tu ne mourras point ; mais que tardes-tu tant à te lever ? Lève-toi, il faut que tu sois présenté tout de suite au roi. »

Ce disant, il force le blessé à se relever malgré lui. Son visage et tous ses membres sont inondés d'un torrent de sang ; il ne peut presque soulever son corps pour remonter à cheval ; l'élu de Senlis l'y replace, aux applaudissements de tous ; à peine encore semble-t-il vaincu. L'élu le confie enfin à la garde de Jean de Nesle, afin qu'il aille offrir au roi cet agréable présent...

Chant XI, vers 585-718.

... Celui-ci se plaît à s'emparer d'un destrier ; là un roussin à la taille élevée présente sa tête à un inconnu et est enchaîné par une corde. D'autres enlèvent dans les champs les armes abandonnées ; l'un s'empare d'un bouclier, un autre d'un glaive ou d'un casque. Celui-ci s'en va content avec des cuissards, celui-là se plaît à prendre une cuirasse, un troisième recueille des vêtements et des armures. Plus heureux encore et mieux en position de résister aux rigueurs de la fortune est celui qui peut parvenir à s'emparer des chevaux chargés de bagages, ou des glaives cachés sous les fourreaux qui se gonflent, ou bien encore, de ces chars que les Belges sont réputés avoir construits les premiers, lorsque jadis ils possédaient l'empire : ces chars étaient remplis de vases d'or, de toutes sortes d'ustensiles qui n'étaient point à dédaigner, et de vêtements de soie travaillés avec beaucoup d'art, que le marchand transporte chez nous des contrées lointaines, cherchant, dans son avidité, à multiplier ses petits profits sur quelque objet que ce soit. Chacun de ces chars, porté sur quatre roues, est surmonté d'une chambre, qui ne diffère en rien de cette superbe chambre nuptiale où une nouvelle mariée se prépare à un nouvel hyménée, tant chacune de ces chambres, tressée en osier brillant, enferme dans son vaste ventre de choses, de provisions de bouche et de précieux ornements. A peine seize chevaux attelés à chacun de ces chars peuvent-ils suffire pour traîner et enlever les dépouilles dont il est chargé.

Quant au char sur lequel Otton le réprouvé avait dressé son dragon et suspendu par-dessus son aigle aux ailes dorées, bientôt il tombe sous les coups innombrables des haches ; et, brisé en mille morceaux, il s'afflige de devenir la proie des flammes, car on veut que du moins il ne reste aucune trace de tant de faste, et que l'orgueil ainsi condamné disparaisse avec toutes ses pompes. L'aigle, dont les ailes étaient brisées, ayant été promptement restaurée, le roi l'envoya sur l'heure même au roi Frédéric, afin qu'il apprît par ce présent qu'Otton ayant été repoussé, les faisceaux de l'Empire passaient en ses mains par une faveur divine...

Chant XII, vers 18-50.

... En ce temps, la seule ville de Rome donnait des applaudissements à ses rois, et les autres villes ne s'inquiétaient nullement de se réjouir des triomphes des Romains, ou de faire quelques frais pour ajouter à leurs pompes. Maintenant, en tous les lieux où s'étend le sol du vaste royaume, qui contient dans son sein tant de bourgs, tant de châteaux, tant de villes, tant de comtés, tant de duchés, dignes du sceptre, dans toutes ces provinces soumises à tant d'évêques dont chacun administre la justice dans son diocèse, et fait publier ses édits dans d'innombrables villes, toute ville, toute bourgade, tout château, tout pays ressent avec la même ardeur la gloire d'une victoire commune à tous, et s'attribue en propre ce qui appartient à tous en commun, en sorte que ces applaudissements universels se répandent en tous lieux, et qu'une seule victoire a fait naître mille triomphes. Dans tout le royaume on n'entend partout qu'un applaudissement ; toute condition, toute fortune, toute profession, tout sexe, tout âge chantent les mêmes hymnes d'allégresse, toutes les bouches célèbrent à la fois la gloire, les louanges et l'honneur du roi. Et ce n'est pas seulement par des chants ou par les gestes du corps que s'expriment les transports de l'âme : dans les châteaux et dans les villes, les clairons retentissent dans toutes les rues, afin que ces concerts multipliés proclament plus hautement les sentiments publics. Ne croyez pas non plus que l'on ménage aucune dépense : chevalier, bourgeois, vilain, tous brillent sous l'écarlate, nul ne porte que des vêtements de samit, de lin très fin ou de pourpre. Le paysan, tout resplendissant sous les ornements impériaux, s'étonne de lui-même et ose se comparer aux plus grands rois. L'habit change tellement son cœur, qu'il pense que l'homme lui-même est changé, ainsi que le vêtement qui lui est étranger. Et ce n'est pas même assez pour chacun de paraître avec autant d'éclat que ses compagnons, si chacun ne cherche encore à se distinguer de beaucoup d'autres par quelque ornement. Ainsi tous se disputent à l'envi, cherchant à se dépasser l'un l'autre par l'honneur de leurs vêtements.

Durant toute la nuit les cierges ne cessent de briller dans les mains de tout le monde, chassant les ténèbres, de telle sorte que la nuit se trouvant subitement transformée en jour et resplendissant de tant d'éclat et de lumières, dit aux étoiles et

à la lune : Je ne vous dois rien. Tant le seul amour du roi portait les peuples à se livrer aux transports de leur joie dans tous les villages...

Chant XII, vers 225-264.

Œuvres de Rigord et de Guillaume le Breton,
t. II. Paris (Soc. Hist. Fr.), 1885.

IV. ROGER DE WENDOWER

En ce même temps, l'armée du roi d'Angleterre, qui guerroyait en Flandre, se livrait à ses dévastations avec tant de succès, qu'après avoir ravagé plusieurs provinces, elle pénétra sur le territoire du Ponthieu et le désola avec une fureur impitoyable. Ceux qui faisaient partie de cette expédition étaient de vaillants hommes, forts experts dans la guerre, tels que Guillaume, comte de Hollande, Renaud, jadis comte de Boulogne, Ferrand, comte de Flandre, Hugues de Boves, bon chevalier, mais cruel et superbe, qui sévissait contre ce pays avec tant de rage, qu'il n'épargnait ni la faiblesse des femmes, ni l'innocence des petits enfants. Le roi Jean avait établi pour maréchal de cette armée Guillaume comte de Salisbury pour combattre avec les chevaliers anglais et pour payer aux autres une solde prise sur le fisc. Ces guerriers avaient l'aide et la faveur d'Otton, empereur des Romains, avec les troupes que le duc de Louvain et de Brabant avait pu rassembler ; tous ensemble s'acharnaient sur les Français avec une égale fureur. Lorsque la nouvelle fut parvenue à Philippe, roi de France, il fut saisi de douleur ; car il craignait de n'avoir pas assez de troupes pour suffire à la défense de cette partie du territoire, ayant envoyé récemment en Poitou, avec une armée nombreuse, son fils Louis pour réprimer les incursions hostiles du roi d'Angleterre. Cependant quoiqu'il se répétât souvent à lui-même ce proverbe vulgaire : « Celui qui s'occupe à la fois de plusieurs choses a le jugement moins net pour chacune », il n'en réunit pas moins une grande armée, composée de comtes, de barons, de chevaliers et de sergents, à pied et à cheval, et des communes des cités. Accompagné de ces forces, il se prépara à marcher à la rencontre de ses adversaires. En même temps, il ordonna aux évêques, aux clercs, aux moines et aux religieuses de répandre les aumônes, d'adresser des prières à Dieu et de célébrer les divins mystères pour l'état du royaume. Ces dispositions étant prises, il partit avec son armée pour combattre ses ennemis.

On lui dit que ses adversaires s'étaient avancés à main armée jusqu'au pont de Bouvines, en Ponthieu. Il dirigea de ce côté ses armes et ses étendards. Lorsqu'il fut

arrivé au pont susdit, il passa la rivière avec toute son armée, et se décida à camper dans ce lieu. En effet, la chaleur était extrême, car le soleil est très ardent au mois de juillet. Aussi les Français prirent-ils position près de la rivière, pour rafraîchir les hommes et les chevaux. Ils arrivèrent audit fleuve un samedi, vers le soir ; et après avoir disposé sur la droite et sur la gauche les chariots à deux et à quatre chevaux, ainsi que les autres véhicules qui avaient transporté les vivres, les armes, les machines et tous les instruments de guerre, cette armée plaça de tous côtés des gardes et passa la nuit en ce lieu.

Le lendemain matin, lorsque les princes de la chevalerie du roi d'Angleterre furent instruits de l'arrivée du roi de France, ils s'empressèrent de tenir conseil, et décidèrent unanimement une bataille champel. Mais comme ce jour-là était un dimanche, les plus sages de l'armée, et surtout Renaud, jadis comte de Boulogne, déclarèrent qu'il était peu honorable de livrer bataille dans une si grande solennité, et de souiller un tel jour par l'homicide et l'effusion du sang humain. L'empereur Otton se rangea à cet avis, et dit qu'à combattre un tel jour, il ne se vanterait jamais d'un triomphe joyeux. A ces paroles, Hugues de Boves s'emporta en imprécations, appela le comte Renaud exécrable traître, et lui reprocha les terres et les vastes possessions qu'il avait reçues de la munificence du roi d'Angleterre. Il ajouta que si l'on différait de livrer bataille ce jour-là, ce serait un dommage irréparable, qui retomberait sur le roi Jean, et qu'on avait toujours lieu de se repentir quand on n'avait pas saisi l'occasion favorable. Renaud répondit à Hugues, avec indignation : « Ce jour prouvera que c'est moi qui suis fidèle et que c'est toi qui es un traître ; car en ce dimanche, je combattrai pour le roi jusqu'à la mort, si besoin est, tandis que toi, comme d'habitude, en ce même jour, tu montreras à tous, en fuyant le combat, que tu n'es qu'un mauvais traître. » Ces paroles injurieuses provoquées par les paroles semblables de Hugues de Boves aigrirent les esprits et rendirent la bataille inévitable. L'armée courut aux armes, et se rangea en bataille. Lorsque tous se furent armés, les alliés se divisèrent en trois batailles : la première avait pour capitaines le comte de Flandre Ferrand, le comte de Boulogne Renaud et le comte de Salisbury Guillaume ; la seconde était conduite par Guillaume comte de Hollande et par Hugues de Boves, avec ses Brabançons ; la troisième se composait des soldats

allemands, commandés par l'empereur romain Otton. Dans cet ordre, ils marchèrent lentement à l'ennemi, et parvinrent jusqu'aux Français.

Le roi Philippe, voyant ses adversaires prêts pour une bataille champel, fit briser le pont qui était sur les derrières de son armée, afin que si, par hasard, quelques-uns de ses soldats essayaient de prendre la fuite, ils ne pussent s'ouvrir un passage qu'à travers les ennemis eux-mêmes. Le roi, après avoir rangé ses troupes dans l'espace resserré entre les chariots et les bagages, attendit le choc de ses adversaires. Enfin les trompettes sonnèrent des deux côtés, et la première bataille, où étaient les comtes dont nous avons parlé, se précipita avec tant de violence sur les Français, qu'en un moment elle rompit leurs rangs et pénétra jusqu'à l'emplacement du roi de France. Le comte Renaud, qui avait été déshérité et chassé par lui de son comté, l'ayant aperçu, dirigea sa lance contre lui, le jeta à terre et s'efforça de le tuer de son épée. Mais un chevalier qui, avec beaucoup d'autres, avait été commis à la garde du roi, se jeta entre lui et le comte, et reçut le coup mortel. Les Français, voyant leur roi à terre, se précipitèrent de ce côté, et une troupe nombreuse de chevaliers le replaça, quoique avec peine, sur son cheval. Alors la bataille s'engagea de tous côtés ; les épées jetaient des éclairs en tombant comme la foudre sur les têtes couvertes de casques, et la mêlée devint furieuse. Cependant les comtes dont nous avons parlé, avec leur bataille, se trouvant trop éloignés de leurs compagnons, s'aperçurent qu'ils ne pouvaient rejoindre leurs alliés, et ceux-ci ne purent aller vers eux ; d'où il advint que, ne pouvant supporter les forces supérieures des Français, ils furent accablés sous le nombre, et les comtes susdits, avec toute la bataille, furent pris et chargés de chaînes, après très grande prouesse et avoir tué un grand nombre d'ennemis.

Pendant que ces choses se passaient autour du roi Philippe, les comtes de Champagne, du Perche et de Saint-Pol, ainsi que beaucoup d'autres nobles du royaume de France, attaquèrent à leur tour les deux autres batailles et mirent en fuite Hugues de Boves avec tout le peuple recruté en diverses provinces. Tandis qu'ils prenaient lâchement la fuite, les Français les poursuivirent à la pointe de l'épée jusqu'à l'emplacement de l'empereur. Alors tout le poids du combat se concentra sur ce point. Les comtes susdits entourèrent l'empereur et tâchèrent ou de le tuer ou de le forcer à se rendre. Mais lui, avec son épée avec un seul tranchant aigu, qu'il

tenait comme une serpe, à mains jointes, donnait ici et là des coups imparables. Tous ceux qu'il atteignait restaient étourdis ou tombaient sur le sol, eux et leurs chevaux. Les ennemis, craignant de s'approcher de trop près, tuèrent sous lui trois chevaux à coups de lance. Mais toujours la louable prouesse de ses compagnons le replaçait sur un nouveau cheval et il se lançait de nouveau contre ses ennemis. Enfin, les Français le laissèrent aller. Invaincu, il quitta avec les siens la bataille, sans dommage pour lui ni les siens.

Le roi de France, joyeux d'une victoire si inespérée, rendit grâces à Dieu, qui lui avait accordé de remporter sur ses adversaires un si grand triomphe. Il emmena avec lui, chargés de chaînes et destinés à être enfermés dans de bonnes prisons, les trois comtes plus haut nommés, ainsi qu'une foule nombreuse de chevaliers et autres. A l'arrivée du roi, toute la ville de Paris fut illuminée de flambeaux et de lanternes, retentit de chants, d'applaudissements, de fanfares et de louanges, le jour et la nuit qui suivit. Des tapis et des étoffes de soie furent suspendus aux maisons ; enfin ce fut un enthousiasme général.

Rogeri de Wendower, chronica, sive Flores Historiarum, éd. H.O. Coxe, Londres, 1841, t. III, pp. 287-290.

V. PHILIPPE MOUSKET

Moult sounerent bien les arainnes
Et haut as deus fois premerainnes
Pour sa bataille plus douter.
Et fu moult biel a ascouter.
Mais lues que l'oriflanbe virent
Li Flamenc, et lues qu'il öirent
Sonner les trompes, si tornerent,
Quar le roi durement douterent.
Et nonpourquant venu estoient,
As Canpegnois se conbatoient,
Qui les tenoient ja as frains.
Bien jousterent as premerains.
Watiers, li castelains de Raisse.
Avant les autres s'i eslaisse,
Et Estasses de Maskeline
Sour un ceval de grant ravine ;
S'i vint Baudüins Buridans
Con cevaliers preus et aidans ;
S'i vint broçant Rasses de Gavre,
Et apriès lui Sohiers de Wavre,
Qu'ainc n'i ot batalle ordenee ;
Tout i vinrent a randounee.
Le roi quidierent a la fuite,
Mais il le trouverent a luite.

Li quens Ferrans sor un destrier
Fu montés al senestre estrier
Et vint apriès les plus sovrains ;

Et nonpourquant as premerains
Fu pris de Huon de Maruel.
Entour lui ot moult grant aquel ;
N'i ot François, le sien n'ahate,
Tous les ont mis a le barate.
Ferrant ont pris et son orguel :
Et, se verté dire vous voel,
Li quens de Boulogne Renaus
Se feri de plain vol en aus,
Si come li faucons gentius
A la riviere est ententius
Pour faire as oissiaus gries asaus.
Bien s'i prouva comme vasaus
A la gent Jehan de Niiele.
Maint bon ceval lor esboiele,
De sa lance fist mainte astiele.
Mais ne lor vaut une ceniele ;
Quar Rousiaus, uns siens cevaliers,
Qui moult estoit preus et maniers,
Al conte Renaut s'amella,
Son ceval li esbouela,
Et li quens est cëus a tiere.
Mais, com om qui moult sot de gierre,
En seant se prist a desfendre
Si bien que nus ne l'osa prendre.
Et Roussiaus, ki fu de pooir,
Se laissa parmi lui ceoir.
Tant i luitierent et torserent
Que le conte pris en menerent,
N'ainc uns des siens aler n'en pot ;
Mais Rousiaus moult grant los en ot.

Mesire Jehans de Niiele
Maint hiaume a or i desniiele.
S'il fu grans, teus cos i feri,
Con a sifait cors afferi.
Souvent öissiés a grant joie
Nos François escrïer ‘Monjoie'.
Et li plusiour crient ‘Bologne' ;
Mais li quens iert pris qui s'eslonge ;
Et li autre crïent ‘Hainnau',
Quar Ferrans i ot d'amis pau.
Tirant en fu menés as loges,
Mious li venist estre a Limoges.
Desous un car fu desarmés.
Avoec a cent siergans remés.
Et li rois vint a la batalle,
Çainte ot l'espee, qui bien talle.
Ses arainnes fist haut sonner
Pour les Flamens a estouner ;
Quar pour le son tant seulement
Perdirent il leur hardement.
Li Avalois hucent ‘Coulogne',
Li dus ‘Louveng', Conras ‘Tremogne',
Et li rois Othe a la parsoume
Vint aproçant et cria ‘Roume'.
Et Biernars, ses conpains, avale
Criant par deus fois ‘Ostemale' ;
‘Lembourc' vint escriant li dus,
Mais tost i fu ses cris perdus.
Et Hainnuier et Braibençon.
Vinrent courant a contençon.
Mainte ensegne öissiés crïer

Et maint tronçon par l'air voler.
Et s'i oct ocis maint ceval
Et par amont et par aval.
Escus et hiaumes reluisans
Vëisiés moult gesir es kans.
Tant en avoient li ribaut
Qu'il en estoient liet et baut.
Et huçoient a grant alainne,
Quant on avoit souné l'arainne :
'Monjoie, Dieux et sains Denis.
Ferrans iert fierés et honnis'.
Les comugnes et li siergant
Vinrent a l'estour atiergant,
Tüent Flamens, tüent Englois,
Hainnuiers, Sesnes, Avalois ;
Et quant on escrïe 'Monjoie',
N'i ot Flamenc qui n'asoploie.
Quant il eurent le jour coisi,
Boucars et Gui crïent 'Oizi'
Avoec l'empereour Othon
Si haut que tresbien les ot on.
Ireement, lances sor fautres,
Vont asanbler li un as autres.
    Li quens Guillaumes Longe Espee
Fu retenus a la menlee.
Et li quens de Lus delüés
Fu lues apriès et desnüés
Des rices armes k'il avoit,
Ni' ot François qui ne couvoit
A souprendre les faus croisiés.
Moult abatent des plus proisiés.

Des Campegnois n'i ot celui
Qui ne face Flamens anui.
A fait k'il vienent a l'estour,
Lor aprendent François un tour,
Que de ceval vont a karaite
Pour le roi, ki de tort les raite.
Li castelains de Maudengien
Fu retenus, sel fist moult bien,
Et plusiour des millors Flamens
Furent pris, quand vinrent as rens.
Maintes fois öissiés le jour
Crier ‘Monjoie' sans sejour.
Cis mos esmaia les Flamens,
Cis mos lor fu painne et tormens,
Cis mos les a tous abaudis.
Cil mos abati blans et bis,
Cil cris les esmaia si fort
Que foible devienent li fort.
Et li hardit furent couart,
Les cies tornerent d'autre part.
Et quant l'ensegne saint Denise
Fu deviers aus drecïe et mise,
Si leur sanbla que sains Denis
Euist deseure un dragon mis
Pour aus ocire et depecier.
Lors n'orent talent de kacier,
Ainç se misent tout a la fuite,
C'onques François n'i fisent luite.
Mais cil ki furent ahati,
Ne sont pas des François parti ;
Ainç furent pris, ça dui, ça troi,

Come li oissillons au broi.
Et li cauf et li kievelut
I furent englüé sans glut...
    ... Othe li rois a grant conpagne,
Avoec lui sa gent d'Alemagne,
Vint cevauçant deviers le roi.
Mais bien le conut al conroi
Girars la Truie et raviza.
Au roi vint, si le deviza
Que li rois Othe cevauçoit.
Pour venir à lui s'aproçoit.
‘Truie', dist li rois, tu est il ?
Conissiés le vous ?' – ‘Sire, öil ;
Quar il porte, ce n'est pas fable,
L'escut d'or a l'aigle de sable
Et les banieres autreteus.
Il mëismes parest trop preus ;
Mais ki destourber le poroit
En son venir, moult nos vauroit'.
‘Alons', dist li rois, ‘cele part'.
Girars la Truie a tant s'en part ;
Quar li rois congiet l'en douna,
Et il a Dieu se coumanda.
Lance baiscïe, l'escu pris,
Con cevaliers d'armes espris,
Vint au roi Othon asanbler,
Qu'en treize pieces fist voler
Sa lance ; et puis traist le coutiel,
Le ceval feri el cierviel
Parmi l'uel seniestre tot droit,
U sus l'empereres seoit,

Et lues l'a saissi par le frain.
Li rois Othe pour son reclain
Cria ‘Roume' trois fois, s'ensegne,
Si con proaice li ensegne.
Un coutiel ot moult rice a pointe,
D'acier iert l'alemiele jointe ;
La Truie en douna si grant cop
Qu'il ne le tiunt ne pau ne trop.
Quar li cevaux buisnoit del cief,
Si qu'Othe en estoit a mescief.
Estevous lues venu a tant
Guillaume des Bares batant,
Le roi Othon a resaissi.
Pieres Mauvoisins l'a ceusi,
Si l'a repris de l'autre part.
Et li rois Othe leur repart
Cos et colees a lagan,
Qu'aine tant n'en orent en cel an.
Biernars d'Ostemale tous seus
Et Hellins de Wavrin, li preus,
Brocent entr'aus des esporons
Sor les cevaus, qu'il orent bons.
Biernars fu venus a seniestre,
Et Hellins de Wavrin a diestre,
Le frain li font voler des puins,
Ausi c'om i ferist a quins.
Li rois Othe en fu delivrés,
Mais il i sont andui remés.
En liu d'Othon prisent Biernart
Et Hellin de Wavrin en part.
L'emperere a tant s'en torna.

Guis d'Avesnes le destorna
Fors de l'estour, si descendi
De son ceval, plus n'atendi.
‘Sire', dist il au roi Othon,
‘Vos cevaus muert, bien le set on,
Sa cierviele li ciet a tiere ;
Et vous serés ja pris de gierre,
Se vous ne montés sor le mien'.
‘Biaus sire Gui, vous dites bien',
Dist Othe, ‘la vostre mierci'.
Tout esranment si descendi,
Sor le ceval Guion monta ;
Le roi de France moult douta.
Volentiers ralast a l'estour,
S'il ne doutast lui et s'atour.
Gui d'Avesnes ne li laissa.
Et li rois Othe s'en tourna
Tous coureciés et abosmés ;
Poi l'ama mains qu'iestre remés...
... Ensi fu la batalle faite.
Li rois fist corner la retraite.
Al pont de Bouvines loga.
Cascuns son prisson li mena.
Gardé fussent et l'endemain
Furent mené viers Dowai main
Et sour karaites et sour kars.
Enkäinés come lupars
Fu Ferrans et bien refierés
De quatre pies ; car desfierés
Avoit esté trop longement.
S'en prist a Paris l'ongement

Pour lui saner, qu'il n'en ot point
En toute Flandres a cel point.
Li quens de Boulogne Renaus
Et Longe Espee, li vasaus.
Furent gardes et castelain
De maint castiel en France a plain
Mais il avoient gies es pies,
Qu'il ne volassent au gibies.
Et cascuns des autres ausi.
Emprisouné furent ensi.
Ernous d'Audenarde esranment
Fu ostagiés delivrement ;
Car il n'ot mïe la menlee
Atissïe ne embrasee.
Et li mort furent entieré
A Cizoing, et tout li navré
Si furent mené viers Douwai,
Et plusiour aillors, bien le sai.
A Douwai giut li rois a nuit
Et si prisson, qui k'il anuit.
L'endemain a tous ses conrois
Cevauça viers Paris li rois.

M.G.H. Scriptores. t. XXVI,
pp. 757-762.

VI. LE MÉNESTREL DE REIMS

Et lors fist li rois semonre touz ses chaseiz et toutes ses communes, et furent ensemble un samedi defors Tournai a tentes et a pavillons. Quant Ferranz et sa partie sorent, que li rois estoit à Tournai, si fu trop liez ; car il le cuidoit bien avoir en sa nace. Si li manda bataille a l'endemain. Quant li rois l'oï, si li pesa pour le diëmenge, et li manda par frere Garin que il atendist jusqu'a lundi. Et li cuens li manda qu'il n'en feroit rien, car il s'en vouloit fuir. Atant s'en repaira freres Garins, et li cuens Renauz le convoia une piece. Et quant li cuens Renauz fu revenuz arriere, messires Hues de Boves li dist devant l'empereur Oton et devant le conte de Flandres : « Haï ! cuens de Bouloingne, queil l'avez bastie la traïson entre vous et frere Garin ! » « Certes », dit li cuens, « vous i avez menti comme mauvais traîtres que vous iestes, et bien devez dire teis paroles, que vous iestes dou parage de Guenelon ; et bien sachiez que, se la bataille est, je i serai ou morz ou pris, et vous vous en fuirez comme mauvais recreanz et failliz » !

Atant demoura la tençons ; et freres Garins fu revenuz au roi et li dist : « Sire, or vous ait Dieus ! vous averez a demain la bataille sans faille. Faites ordeneir voz batailles, car il vous est mestiers ». Lors fist li rois ordeneir ses batailles et les commanda aus dis plus preudommes qu'il avoit. Et l'empereres Otes et li cuens Ferranz et li cuens Renauz et li cuens Guillaumes Longue-Espee, qui estoit freres le roi d'Engleterre – et l'i avoit envoie en lieu de lui pour ce qu'il n'i pouoit estre, ains estoit en Poiteu a la Roche contre monseigneur Loueÿs, qui mout le contrelioit – cil grant seigneur que je vous ai ci nommeiz departoient France entr'eus et en prenoient en rost et en essiau. Li cuens Ferranz vouloit Paris, et li cuens Renauz vouloit Normandie, et l'empereres vouloit Orliens et Chartres et Estempes, et Hues de Boves vouloit Amiens ; ainsi en prenoit chascuns sa piece.

Mais en pou d'eure Dieus labeure.
Teis rit au main qui au soir pleure.

Ainsi demoura le samedi jusques au diëmenge matin, que li rois se leva et fist issir toute sa gent de Tournai touz armeiz, et ses bannieres desploïes, et ses arainnes sonnanz, et toutes ses eschiels ordenees. Et tant errerent qu'il vinrent a un poncel qu'on apele le pont a Bovines ; et avoit une chapele enqui, ou li rois se traist pour oïr messe, car il estoit encore matins. Si fist li rois chanteir messe l'evesque de Tournai ; et li rois oï messe touz armeiz. Et quant la messe fut dite, si fist li rois aporteir pain et vin et fist taillier des soupes, et en prist une et la manja. Et puis dist a touz ceus qui entour lui estoient : « Je proi a touz mes loiaus amis qui ci sont, qu'il manjucent avec moi en remembrance des douze apostres, qui avec nostre seigneur Jhesu Christ burent et mangierent. Et s'il en i a nul qui pent mauvestie ne tricherie, ne s'i aproche ja ». Atant s'avança messires Enjorrans de Couci et prist la premiere soupe ; et li cuens Gauchiers de Saint Pol prist la seconde et dist au roi : « Sire, hui ce jour verra on qui vostre traîtres sera ! » Et dist celle parole pour ce qu'il savoit bien, que li rois l'avoit en soupeçon par mauvaises laingues. Et li cuens de Sansuere prist la tierce, et tuit li autre baron apres ; et i ot si grant presse que on ne pouoit avenir au hanap. Et quant li rois vit ce, si en fu mout liez et leur dist : « Seigneur, vous iestes tuit mi homme, et je sui vostre sires, queis que je soie, et vous ai mout ameiz et portei grant honeur et donnei dou mien largement ; ne ne vous fis onques tort ne desraison, ains vous ai touz jourz menei par droit. Pour Dieu, si vous proi a touz, que vous gardez hui mon cors et m'oneur et la vostre. Et se vous veez, que la couronne soit mieuz emploie en un de vous que en moi, je m'i otroi voulentiers et le vuel de bon cuer et de bonne voulentei. » Quant li baron l'oïrent ainsi parleir, si commencierent a ploureir de pitie et dirent : « Sire, pour Dieu merci ! nous ne voulons roi se vous non ! Et chevauchiez hardiëment contre voz anemis, et nous soumes apareillie de mourir avec vous. » Atant monta li rois sour un destrier fort et seür. et tuit li baron ausi. banniere desploïe, chascuns en son conroi. Atant ez vous les Flammens venuz a desroi et desordeneiz, les uns devant les autres ; et portoient cordes pour les François lier. Et li rois se estoit traiz devers la costiere dou mont, pour ce que li solaus le feroit enmi le vis. Et quant li Flammenc le virent tourneir vers le tertre, si dirent entr'eus, qu'il s'en fuioit. Si se fierent entre François, qui

mieuz mieuz ; et François les reçurent viguereusement, et en pou d'eure furent li premier desconfit. Car li cuens de Saint Pol sourmonta l'ost et les prist par derriere et se fiert entr'eus comme lions familleus, et fait tant d'armes de son cors, que ce n'estoit se merveille non ; et tuit li autre baron se prouvoient si bien, qu'il n'en i avoit nul qui en feïst a blasmeir. Et li seneschaus de Champaingne Oudarz de Reson, qui portoit la banniere de Champaingne et en avoit la premiere bataille de son droit, estoit ja aleiz si avant, qu'il estoit melleiz sour le conte Renaut. Et c'estoient li dui homme en terre qui plus se haoient, et par lesqueis cil descorz estoit monteiz. Quant li cuens Renauz le perçut, si fu si liez qu'il ne vousist mie Dieu tenir par les piez, et li court sus, et li cuens de Saint Pol lui. Et ot enqui trop grant mellee d'eus, et trop se fussent endomagie, se il fussent longuement ensemble.

Mais la force le roi croissoit ades ; mais li Flammenc descroissoient, car il avoient tort, et si estoient de mal acort. Atant se mellerent les oz de toutes parz ; et li touaus i fu granz. Mais li cuens de Saint Pol ne s'oublia pas, ains s'esforça tant qu'il prist le conte Renaut par vive force. Et quant il fu pris, tuit li Flammenc perdirent leurs cuers. Et lors s'esbaudirent François et descendirent sour l'eschiele Ferrant, et fu pris et li cuens de Pontiu et messires Guillaumes Longue-Espee et mout de granz seigneurs dont li contes ne fait pas mention. Et quant l'empereres Otes vit que tuit estoient tournei aus watiaus, si tourna sa resne et s'enfuï entre lui et Huon de Boves. Et s'en ala li empereres en Alemaingne, et fu morz une piece apres en une maison Dieu, povres et a meschief. Et Hues de Boves monta sour meir pour aleir en Engleterre au roi. Mais Dieus, qui touz biens guerredonne et touz maus point, li retailla de son propos ; et monta uns granz orages sour meir, et fu noiez. Et touz li remananz de l'ost fu pris et desconfiz. Et sot li rois, que Ferranz estoit pris et li cuens Renauz et li cuens de Pontiu ses freres et Guillaumes Longue-Espee et mout d'autre haut homme. Lors dist li rois : « Comment n'avons nous mie l'empereeur ? » Et sachiez qu'onques mais ne l'avoit nommei empereeur ; mais il le dist pour avoir plus grant victoire ; car plus a d'oneur a desconfire un empereeur qu'un vavasseur.

Atant fu la bataille finee, et li rois retourna à Tournai grant joie faisant, atout ses prisons, et Flammenc grant duel d'autre part. Ceste desconfiture fu faite en l'an nostre Seigneur 1214. Qu mois de joingnet, le second diëmenge. Et celui jour

proprement desconfist messires Loueÿs le roi Jehan a la Roche-aus-Moines en Poiteu. Et l'endemain envoia li rois a Lisle et la fist ardoir et toutes les bonnes villes de Flandres tanseir et metre ses garnisons. Li rois revint en France atout ses prisons et fist metre Ferrant au Louvre a Paris, pour ce qu'il le vouloit avoir, et le conte Renaut au Goulet, pour ce qu'il vouloit avoir Normandie, et les autres prisons fist metre la ou il li plot. D'enqui en avant demoura li rois Phelipes en pais et fu cremuz et douteiz par toutes terres.

M.G.H., Scriptores, XXVI,
pp. 538-541.

VII. TRÊVE ENTRE PHILIPPE AUGUSTE ET JEAN SANS TERRE

Philippe, par la grâce de Dieu roi des Francs, à tous ceux à qui ces présentes lettres parviendront, salut. Sachez tous que nous, au roi des Anglais Jean et à ses hommes et dépendants qui ouvertement guerroyèrent pour lui dans cette dernière guerre, accordons droite trêve, en ce qui nous concerne, nous, nos hommes et dépendants qui ouvertement guerroyèrent, depuis le jeudi suivant l'exaltation de la Sainte-Croix en septembre jusqu'à Pâques de l'année du Seigneur 1215, et depuis cette Pâques, pour cinq ans continus et entiers, excepté toutefois pour les prisonniers que nous avons de notre côté, sauf aussi le serment que les villes de Flandre et de Hainaut, et les chevaliers de Flandre et de Hainaut nous prêtèrent, et excepté semblablement les prisonniers que le roi Jean retient près de lui.

Nous, nos hommes et nos dépendants resterons sur les positions que nous occupions ledit jeudi où est donnée cette trêve. Et le roi Jean d'Angleterre, ses hommes et ses dépendants semblablement resteront dans l'état où ils sont ledit jeudi, jusqu'à l'accomplissement des cinq dites années.

Aucun meurtrier ou autrement forbanni de nous, depuis la précédente trêve intervenue entre nous et le roi d'Angleterre, ne pourra entrer dans nos terres dans ce laps de temps, si ce n'est avec notre autorisation. De même, aucun meurtrier ou autrement forbanni du roi d'Angleterre ne pourra entrer sur ses terres dans ce laps de temps, si ce n'est par la volonté dudit roi Jean.

Mais si quelqu'un de qui nous avons en notre pouvoir la terre venait sur notre domaine pour ses affaires, il pourrait le traverser, mais non y rester, non plus qu'y avoir droite excuse, sauf dans un port de mer, où il pourrait légitimement attendre les vents favorables.

Si quelqu'un du comté d'Anjou ou de Bretagne qui, audit jeudi de la trêve, serait partisan du roi Jean d'Angleterre, faisant ouvertement la guerre contre nous et, manifestement soutenant le roi Jean, voulait entrer dans lesdits comtés d'Anjou ou

de Bretagne et y demeurer avant la fin de ladite trêve, que le sénéchal d'Anjou, s'il s'agit du comté d'Anjou, le comte de Bretagne, s'il s'agit du comté de Bretagne, assure la sécurité de façon à ce qu'aucun mal ne puisse venir de lui, ni pour nous, ni pour nos terres.

Et si quelqu'un du Poitou qui. au jour de la trêve, était de notre côté, guerroyant ouvertement contre Jean et manifestement nous soutenant contre lui, voulait entrer sur les terres dudit roi d'Angleterre en Poitou, que le sénéchal du Poitou assure une adéquate sécurité, afin que nul mal ne vienne de lui, ni pour le roi Jean ni pour ses terres.

Les arbitres et conservateurs de cette trêve entre nous et le roi Jean sont, de la part du roi Jean, Hubert du Bourg, sénéchal du Poitou, Renaud du Pont, l'abbé de Saint-Jean-d'Angély et le doyen de Saintes ; de la nôtre, Pierre de Savary. Guy Turpin, l'abbé de Marmoutiers et Geoffroy, archidiacre de Tours. Ils jurèrent tous en bonne fois que s'il arrivait que l'un d'entre eux décédât ou fût révoqué par nous ou le roi Jean dans ledit temps, ils éliraient et mettraient en son lieu un autre idoine.

Quoi que ce soit que cinq ou plus parmi lesdits arbitres nous diraient ou manderaient sous serment sur l'interprétation dudit document, nous y serions tenus, tant nous que ledit roi d'Angleterre.

Et s'il n'était pas possible de rien corriger par l'entremise desdits arbitres, nous, en bonne foi, ferions la correction dans un laps de temps inférieur à soixante jours, après que lesdits arbitres auraient dicté leur volonté et nous l'auraient signifiée.

Lesdits arbitres de cette trêve pour les discordes et interprétations erronées qui peut-être se lèveront en Poitou, dans les comtés d'Anjou et de Bretagne et en Touraine, se rassembleront près de l'abbaye des moniales de la Fougereuse, près de Passavant, et pour les difficultés qui naîtraient en Berry, en Auvergne, dans le comté de la Marche et en Limousin, entre Aiguerande et Cuson, au château du comte de la Marche.

Pour la maltôte que le roi Jean d'Angleterre et les siens imposent et lèvent, on se réglera ainsi : si le roi Jean voulait la laisser et démettre, nous de même la laisserions et démettrions ; mais si au contraire le roi Jean d'Angleterre et les siens s'entêtaient à la lever et percevoir, nous de même et les nôtres la lèverions et percevrions.

Frédéric, roi des Romains et de Sicile, entrera dans notre trêve, s'il le veut. Et de même le roi Otton entrera dans celle du roi d'Angleterre s'il le veut. Et si l'un ou l'autre ne voulait pas en faire partie, nous pourrions aider Frédéric pour l'Empire, et le roi d'Angleterre Otton de même pour l'Empire, sans méfaire, et sans qu'une guerre naisse entre Jean et nous à propos de nos terres.

Ont juré de tenir cette trêve en bonne foi, à notre place, Ursin le chambellan et tous ceux qui ont souscrit sur notre mandement, c'est-à-dire Gauthier, comte de Saint-Pol, Robert, comte d'Alençon, Guy de Dampierre, Guillaume des Barres, Guillaume de Chauvigny, Thibaut de Blois, Bouchard de Marly, Johel de Mayence, Hugues de Beaucy, Guy le sénéchal, Ayremy de Craon, Giraud de Blois.

Donné à Chinon, l'an du Seigneur 1214, au mois de septembre, le jeudi suivant l'exaltation de la Sainte-Croix. Le jeudi avant la fête de la Toussaint, l'an seizième de notre règne, fut délivré au seigneur évêque de Gloucester l'acte des trêves signées entre le seigneur roi et le roi d'Angleterre. Il fut scellé du sceau du roi de France.

VIII. ACCORD ENTRE PHILIPPE AUGUSTE ET LA COMTESSE DE FLANDRE

Moi, Jeanne, comtesse de Flandre et de Hainaut, je fais connaître à tous ceux qui ces présentes lettres verront que j'ai juré à mon seigneur, l'illustre roi des Francs, que je lui remettrai, à lui ou à son mandataire, ce jeudi précédant la fête de Toussaint, le fils du duc de Louvain à Péronne, et que j'abattrai les forteresses de Valenciennes, Ypres, Audenarde, Cassel, de façon à ce qu'elles soient détruites selon la volonté du seigneur roi et elles ne seront pas relevées, si ce n'est à son bon plaisir. Et toutes les autres forteresses de Flandre resteront comme elles sont maintenant et ne seront en aucune manière renforcées, et aucune autre forteresse ne pourra être élevée, à moins que ce ne soit du bon plaisir du roi.

Jean de Nesle, châtelain de Bruges, et Siger, châtelain de Gand, et tous les autres hommes du roi recouvreront leur terre et les tiendront dans la paix. Les autres hommes de Flandre et de Hainaut qui ont juré la trêve ou qui voudraient jurer cette paix recouvreront leur terre.

Une fois parfaites toutes ces clauses, ainsi qu'il est dit, le roi décidera, à son bon plaisir, à combien s'élèvera le rachat de cette guerre de mon seigneur Ferrand, comte de Flandre et de Hainaut, et de mes autres hommes de Flandre et de Hainaut.

Le comte de Boulogne et les autres qui sont d'autres terres n'entreront pas dans cet accord.

Ceux qui ont souscrit ce contrat ont juré de le tenir loyalement : Sibylle, dame de Wavres, Arnoul d'Audenarde. Race de Wavre, Gilbert de Borquelles, Michel le connétable. Gilles d'Aignemont, Pierre de Douai. Girard de Cologne. Philippe des Arnais, Girard de Jace, Guillaume l'oncle, Gilles de Berbonchères, Gauthier de Fontaines, Alard de Chimay, Gauthier de Ligne et Gauthier de Lens, Gauthier de Hondschoote, Hugues de Rou et Gilles de Tri.

... Fait à Paris, l'an du Seigneur 1214, le vendredi après la fête des apôtres Simon et Jude.

IX. ANNALES DE TIEL

L'an 1214, en ce même temps, le comte de Flandre fut pris par le roi de France.

M.G.H. Scriptores, XXIV, p. 25.

X. PREMIÈRE CONTINUATION DE LA CHRONIQUE ROYALE DE COLOGNE

Ensuite, à la Saint-Pierre-aux-Liens, l'empereur Otton, Pharamond, comte de Flandre, avec une nombreuse armée, commirent une bataille près de Tournai contre le fils du roi de France. On se battit âcrement des deux côtés. Le comte de Flandre, le comte de Tecklembourg furent pris avec beaucoup d'autres. Beaucoup furent tués. L'empereur lui-même est revenu déshonoré.

M.G.H. Scriptores, XXIV, p. 18.

XI. BRÈVE CHRONIQUE RIMÉE

L'an mil deus cens et dis et quatre
S'ala Ferrans au roi combatre
Qu mois que l'on soie l'aveine
Et au jour de la Magdelenne
Fu a Bouvines la bataille
Qu derompu ot mainte maille.
Li quens Ferans lies et pris
En fus amené a Paris
Et maint autre baron de pris
Qui puis ne virent leur pais

M.G.H. Scriptores, XXVI, p. 611.

XII. ANNALES D'OSNEY

1214. Cette année, le roi Jean passa la mer vers la Chandeleur, pour attaquer le roi de France d'une part en Poitou, d'autre part en Flandre.

M.G.H. Scriptores, XXVII, p. 489.

XIII. CHRONIQUE DE BURY St EDMUNDS

Le roi Jean partit pour le Poitou vers la Chandeleur. Il y eut bataille en Flandre, près de Bouvines, un dimanche, entre le roi de France et les grands du roi d'Angleterre, dans laquelle ont été pris les comtes de Flandre et de Boulogne, et Guillaume, comte de Salisbury, du parti du roi d'Angleterre. L'empereur Otton, qui était près de là, voyant le développement de la bataille, prit la fuite. L'interdit général fut levé en Angleterre le sixième des nones de juillet, sur l'ordre du seigneur pape Innocent ; il avait duré six ans, quatorze semaines et trois jours.

Ed. Gransden, Londres, 1964.

XIV. MICHELET

La bataille de Bouvines, si fameuse et si nationale, ne semble pas avoir été une action fort considérable.

Il est probable que chaque armée ne passait pas quinze ou vingt mille hommes. Philippe, ayant envoyé contre Jean la meilleure partie de ses chevaliers, avait composé en partie son arméee, qu'il conduisait lui-même, des milices de Picardie. Les Belges laissèrent Philippe dévaster les terres royalement (Guillaume le Breton) pendant un mois. Il allait s'en retourner sans avoir vu l'ennemi lorsqu'il le rencontra entre Lille et Tournai près du pont de Bouvines (27 août 1214). Les détails de la bataille nous ont été transmis par un témoin oculaire, Guillaume le Breton, chapelain de Philippe Auguste, qui se tenait derrière lui pendant la bataille. Malheureusement, ce récit, évidemment altéré par la flatterie, l'est bien plus encore par la servilité classique avec laquelle l'historien poète se croit obligé de calquer sa *Philippide* sur l'*Enéide* de Virgile. Il faut à toutes forces que Philippe soit Enée, et l'empereur Turnus. Tout ce qu'on peut adopter comme certain, c'est que nos milices furent d'abord mises en désordre ; que les chevaliers firent plusieurs charges ; que dans l'une le roi de France courut risque de la vie : il fut jeté à terre par des fantassins armés de crochets. L'empereur Otton eut son cheval blessé par Guillaume des Barres, le frère de Simon de Montfort, l'adversaire de Richard Coeur de Lion, et fut emporté dans la déroute des siens. La gloire du courage, mais non la victoire, resta aux routiers brabançons ; ces vieux soldats, au nombre de cinq cents, ne voulurent pas se rendre aux Français et se firent plutôt tuer. Les chevaliers s'obstinèrent moins, ils furent pris en grand nombre ; sous ces lourdes armures, un homme démonté était pris sans remède. Cinq comtes tombèrent entre les mains de Philippe Auguste, ceux de Flandre, de Boulogne, de Salisbury, de Tecklembourg et de Dortmund. Les deux premiers, n'étant pas rachetés par les leurs, restèrent prisonniers de Philippe Auguste. Il donna d'autres prisonniers à rançonner aux milices des communes qui avaient pris part au combat.

Histoire de France, t. III,
nouv. éd. 1879, p. 93.

XV. LES VITRAUX DE BOUVINES

Premier vitrail.

... On pourrait peut-être représenter Othon, sinon une carte de la France, du moins la charte de la coalition à la main, et entouré de ses complices se disputant notre pays. Voici la physionomie morale que l'artiste pourrait, je crois, prêter aux principaux personnages sans manquer à la vérité historique. Othon était un caractère hypocrite, brutal et égoïste.

Le comte de Salisbury... Comme militaire, son sang-froid et sa fermeté ainsi que ses aptitudes administratives lui donnaient un grand rôle à la cour de Londres... Salisbury avait une taille gigantesque qui, à raison de l'énorme dimension de ses armes, l'avait fait surnommer Guillaume Longue-Epée.

Le comte Renaud de Dammartin était un militaire et un homme d'Etat hors ligne. Ses principaux défauts étaient une ambition insatiable, des mœurs cyniques et une absence complète de morale. Bien que marié, il traînait après lui dans les camps, comme vulgaire courtisane, la sœur du comte de Boves, laquelle était mariée aussi. Le comte de Boves était du reste avec lui dans une intimité assez révoltante.

Quatrième vitrail.

... Malgré la brièveté et la simplicité de la prière du roi, je voudrais qu'elle fût l'objet d'un vitrail spécial parce qu'elle place la monarchie française sous la protection de Dieu dans les circonstances solennelles de notre histoire... Il n'y aurait rien de contraire à la vérité historique à représenter un casque couronné à terre, au pied de l'autel, devant le roi. Ce seul fait donnerait au vitrail une signification allégorique importante en montrant la *couronne de France* placée sous la protection directe des Autels... N'oubliez pas que nous allions combattre dans la proportion de

un contre trois, que la lutte allait décider du sort de la nation, et que nous nous attendions à trouver des traîtres dans nos rangs.

Vingt et unième vitrail (fondation de l'abbaye de la Victoire).

J'aimerais aussi à voir figurer, à côté du roi, sa femme Ingebourge, que Philippe avait tenue pendant vingt ans éloignée de lui sans motif légitime, et qu'il venait de reprendre grâce à l'intervention d'Innocent III. Il est certain que ce fut au moment où Philippe Auguste amenda sa vie sous le rapport moral qu'il obtint le succès décisif de Bouvines.

L'inauguration de l'abbaye de la Victoire accentuerait le véritable caractère de la victoire de Bouvines, qui est le retour de la nation française à son rôle de *Soldat de l'Eglise*...

H.-M.-L. Delpech, *Notice...*
tirée de son ouvrage à
l'usage des artistes peintres
chargés de la décoration de
l'église de Bouvines, 1879,
pp. 4-5, 11-13, 45-46.

XVI. DRAMATURGIE

I. *Bouvines.* Trilogie en vers avec chœurs, par le R.P. Longhaye, 1879.

« A Bouvines, l'Eglise est menacée autant que la France ; la victoire est catholique autant que nationale. Voilà pourquoi les historiens français l'enregistrent avec un dépit manifeste (Michelet) ou du moins s'efforcent de l'amoindrir (H. Martin) alors que l'administration l'emporte chez les Allemands, voire même chez les protestants... »

Scène I. Les vassaux

Au donjon de Montreuil-sur-Mer. Juillet 1214. Appartement Moyen Age. A droite du spectateur, une table et à côté, tout à fait au premier plan, un prie-Dieu.

ARNOUD [de Montreuil, neveu de Renaud de Boulogne]

J'aurais choisi déjà de me perdre avec lui
Mais vous avez bien vite auguré sa défaite,
Messire. On me l'a dit, la France est ainsi faite
Que de vingt rois ligués, elle s'étonne peu
Tant qu'elle est ici bas le chevalier de Dieu...

Scène VII

GUÉRIN

Leur cause ! Elle est perdue.

PHILIPPE, *avec enthousiasme.*

Et que la nôtre est belle.

Contre le prince impie et le vassal rebelle
Nous soutenons le droit, la justice et l'honneur,
Appuyés sur la France, avoués du Seigneur,
Nous sentons avec nous l'âme de la patrie
Et le ciel qui nous aime, et l'Eglise qui prie.
A cheval, compagnons, et l'oriflamme au vent !
En marche sur la Flandre ! En avant.

TOUS

En avant !

CHŒUR (*ad libitum :* Gounod, *Jeanne d'Arc*).

En avant ! oui, Dieu nous appelle.
Du Tout-Puissant vengeons les droits.
En avant ! La mort est trop belle
A qui sert le maître des rois.
Il y va pour Toi de la gloire,
Combats avec nous, Dieu vivant.
Donne-nous prouesse et victoire.
En avant ! En avant !
Nous vaincrons, quand la France à l'Eglise est unie,
Le Christ aime la France, il veut la protéger.
Elle est puissante, elle est bénie.
Elle est fière sous le danger.
En avant !

II. *Bouvines.* Drame historique en cinq actes et sept tableaux, en vers, par A. Fraisse, 1911.

« J'ai fait représenter il y a longtemps déjà, un drame en vers, *Les Champairol*, qui rappelle nos désastres de 1870. Mais je n'ai pas voulu rester sur une impression aussi

douloureuse. C'est pourquoi j'ai évoqué l'épopée nationale qui fut l'aube du XIIIe siècle, la victoire que nos ancêtres, dotés des premières libertés communales, remportèrent sur les Allemands. Ces deux drames, *Les Champairol, Bouvines*, que je voudrais ne voir jamais disjoints l'un de l'autre, ont été inspirés par le même amour ardent de la Patrie. »

ACTE V

Le Roi

Mais écoutez grandir cette rumeur lointaine.
A mon appel, le cœur des Communes répond.
Leurs pas font résonner la terre comme un pont.
Or, ces soldats nouveaux, qui de moi se souviennent,
Sachez-le bien, ce sont des braves qui nous viennent.
Ils combattront à vos côtés, selon mes vœux.
Faites-leur tel accueil qui convient, je le veux.
. . . .
Vous venez défendre ma couronne,
Soldats obscurs, dont la loyauté m'environne.
Amis de tous pays et de condition
Diverse, masse encore confuse, nation
Qui se forme, où déjà le cœur de la patrie
S'éveille ; gens de pied, naissante infanterie...
Vous allez, dans le rouge arène des combats
Laboureurs, artisans, faire vos premiers pas !
Donc, qu'une ère nouvelle, ô troupes de milice !
Date de votre entrée aujourd'hui dans la lice,
Et que vos fils, pour bien, eux aussi, mériter
De la France, plus tard, n'aient qu'à vous imiter..

XVII. POLÉMIQUE

« On se rappelait que, durant une longue suite de siècles, nos rois, sacrés à Reims au lieu même où Clovis avait reçu le baptême, avaient fidèlement respecté le pacte conclu entre Dieu et lui sur le champ de bataille de Tolbiac. Ainsi, chaque fois que l'Allemand avait tenté d'envahir le sol national, il avait été invariablement chassé. Il avait fallu la Révolution pour rompre ce pacte tutélaire, et depuis lors, par trois fois, l'ennemi avait pu franchir en vainqueur cette frontière qu'un Dieu méconnu ne protégeait plus... Voici ce que M. Lamy a trouvé. D'après lui, Bouvines a été une grande victoire, une victoire bienfaisante, une victoire berceau, pour me servir de son expression imagée, et si Bouvines mérite tous ces beaux qualificatifs, c'est parce que ce jour-là, le vaincu a été... l'étranger, direz-vous, l'Allemand ? L'Anglais, le Flamand ? Vous n'y êtes pas. C'est parce que le vaincu a été le féodal !!! Considérée ainsi, Bouvines vous a tout de suite un petit air de prélude à la prise de la Bastille... C'est chez nous que l'anarchie a été victorieuse, tandis qu'en Allemagne, les Hohenzollern, imitateurs des Capétiens, savaient à leur tour discipliner et utiliser, sans la détruire, la force féodale. C'est grâce à elle qu'ils ont pu à Sedan prendre leur revanche de Bouvines. »

De Lur-Saluces,
L'Action française, 8 juillet 1914.

INDEX



GALLIMARD
5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris cedex 07
www.gallimard.fr

Georges Duby

Le dimanche de Bouvines

27 juillet 1214. Ce dimanche-là, dans la plaine de Bouvines, le roi de France Philippe Auguste avait affronté malgré lui la coalition redoutable de l'empereur Otton, du comte de Flandre Ferrand et du comte de Boulogne Renaud ; il était, grâce à Dieu, resté le soir maître du champ. L'empereur avait détalé ; les deux comtes rebelles étaient pris. Victoire, comme on l'a dit et répété, fondatrice : les assises de la monarchie française en furent décidément raffermies. Une bataille. Un événement. Ponctuel. Retentissant.

G. D.

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

DES SOCIÉTÉS MÉDIÉVALES. Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 4 décembre 1970, 1971.

GUERRIERS ET PAYSANS, VIIe-XIIe siècle. Premier essor de l'économie européenne, 1973 ; Tel n° 24.

GUILLAUME LE MARÉCHAL OU LE MEILLEUR CHEVALIER DU MONDE, 1973 ; Folio Histoire n° 11.

LES PROCÈS DE JEANNE D'ARC (avec Andrée Duby), 1973 ; Folio Histoire n° 69.

L'AN MIL, 1974 ; Folio Histoire n° 52.

LE TEMPS DES CATHÉDRALES. L'art et la société (980-1420), 1976.

LES TROIS ORDRES OU L'IMAGINAIRE DU FÉODALISME, 1978.

DISCOURS DE RÉCEPTION DE GEORGES DUBY À L'ACADÉMIE FRANÇAISE ET RÉPONSE D'ALAIN PEYREFITTE. Allocutions prononcées à l'occasion de la remise de l'épée, 1988.

DAMES DU XIIe SIÈCLE, I. Héloïse, Aliénor, Iseut et quelques autres, 1995 ; Folio Histoire n° 84.

DAMES DU XIIe SIÈCLE, II. Le souvenir des aïeules, 1995 ; Folio Histoire n° 89.

DAMES DU XIIe SIÈCLE, III. Ève et les prêtres, 1996 ; Folio Histoire n° 96.

FÉODALITÉ, 1996.

L'ART ET LA SOCIÉTÉ. MOYEN ÂGE. XXe SIÈCLE, 2002.

Cette édition électronique du livre *Le dimanche de Bouvines* de Georges Duby a été réalisée le 19 juillet 2013 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage (ISBN : 9782070322954 - Numéro d'édition : 242866).

Code Sodis : N52505 - ISBN : 9782072469473 - Numéro d'édition : 242150

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage.